

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI

*Mobiliser des ressources
financières pour le développement*

2019



ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES





Organisation de la coopération islamique
Centre de recherches statistiques, économiques et
sociales et de formation pour les pays islamiques



PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI 2019

*Mobiliser des ressources financières pour le
développement*



© Octobre 2019 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara - Turquie

Telephone +90-312-468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs accordent l'autorisation d'afficher, copier, télécharger et imprimer les contenus présentés tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Le présent rapport est un produit du personnel du SESRIC. La responsabilité concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les opinions du SESRIC ou de ses États membres, des ses partenaires ou de l'OCI. Les frontières, couleurs et toutes autres informations illustrées sur n'importe quelle carte n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC quant au statut juridique d'un territoire ou de la reconnaissance de ses frontières. La version finale du rapport est disponible sur le site web du SESRIC.

Veuillez citer cette publication comme suit : SESRIC (2019). *Perspectives économiques de l'OCI: Mobiliser des ressources financières pour le développement*. Études sur le développement économique. Le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques. Ankara.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

ISBN: 978-975-6427-91-0

La conception de couverture a été faite par Savaş Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

La traduction de ce rapport a été faite par M. Denis Rmouch et M. Thierno Balde Aliou, Département des publications, SESRIC

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département des recherches, SESRIC au courriel suivant: research@sesric.org

Table des matières

Acronymes.....	iii
Avant-propos.....	vi
Remerciements	viii
Résumé analytique.....	1
PARTIE I: LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE	11
1 Les tendances et perspectives économiques mondiales	12
PARTIE II: LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI	29
2 Production, croissance et emploi	30
2.1 Production et croissance	31
2.2 Revenu, emploi et prix.....	43
3 Commerce et finance.....	54
3.1 Commerce des biens et services.....	55
3.2 Investissement et finance	62
PARTIE III: MOBILISER DES RESSOURCES FINANCIERES POUR LE DEVELOPPEMENT	75
4 Les défis du développement et le rôle de la finance dans les pays de l'OCI ...	76
4.1 Croissance et développement dans les pays de l'OCI	78
4.2 Rôle de la finance dans la réalisation du développement	86
5 Mobiliser les ressources nationales et internationales pour financer le développement.....	89
5.1 Mettre en synergie les ressources nationales et internationales	90
5.2 Défis liés à la mobilisation des ressources nationales et internationales.....	92
5.3 Solutions possibles pour relever les défis	101
5.4 Observations finales	109

6	Partenariat international pour la coopération au développement	110
6.1	Tendances du financement extérieur pour le développement des pays de l'OCI ..	112
6.2	Partenariat Sud-Sud pour la coopération au développement	119
7	Financement alternatif du développement : Le rôle de la finance islamique	126
7.1	Introduction	128
7.2	Financement du développement: défis et possibilités	129
7.3	Résumé et Conclusion	139
	Annexe: Classifications des pays	143
	Références.....	146



Acronymes

BAD	Banque asiatique de développement
BIT	Traité bilatéral d'investissement
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
CAD	Comité d'aide au développement
DOTS	Direction des statistiques commerciales
BEI	Banque européenne d'investissement
UE	Union européenne
IDE	Investissements directs étrangers
FBC	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
FBCF	Formation brute de capital fixe
RNB	Revenu national brut
CVM	Chaîne de valeur mondiale
PPTE	Pays pauvres très endettés
TIC	Technologies de l'information et de la communication
BID	Banque islamique de développement
IFF	Flux financiers illicites
SFI	Statistiques financières internationales
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
DPI	Droits de propriété intellectuelle
CITI	Classification internationale type, par industrie
ICMT	Indicateurs clés du marché du travail

ALC	Amérique latine et Caraïbes
PMA	Pays les moins avancés
LIFDCs	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
BMD	Banques multilatérales de développement
MENA	Moyen-orient et Afrique du nord
VAM	Valeur ajoutée manufacturière
NSC	Coopération Nord-Sud
APD	Aide publique au développement
IDO	Institut de développement d'outre-mer
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la coopération islamique
PPA	Parité de pouvoir d'achat
R-D	Recherche et développement
TCR	Taux de change réel
ACR	Accord commercial régional
SSC	Coopération Sud-Sud
ODD	Objectifs de développement durable
PME	Petites et moyennes entreprises
ASS	Afrique subsaharienne
STI	Science, technologie et innovation
TdE	Termes de l'échange
TPS-OIC	Système préférentiel du commerce de l'OCI
TYPOA	Programme d'action décennal
EAU	Émirats Arabes Unis
ONU	Organisation des nations unies
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations unies
ONUDI	l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UNSD	Division de statistique de l'ONU



USA	États-Unis d'Amérique
USD	Dollar des États-Unis
BM	Banque mondiale
IDM	Indicateurs de développement mondiaux
WEF	Forum économique mondial
PEM	Perspectives économiques mondiales

Avant-propos

C'est avec grand plaisir que je vous présente l'édition 2019 des Perspectives économiques de l'OCI, le rapport phare du SESRIC qui évalue les récents développements économiques dans le groupe des pays membres de l'OCI et présente les projections pour un avenir proche. C'est la seule publication annuelle sur les économies de l'OCI qui fournit un large éventail de statistiques comparatives et perspectives utiles pour comprendre les principales tendances économiques et les défis du développement dans les pays membres de l'OCI.

Cette édition du rapport donne des nouvelles indésirables sur l'économie mondiale, où le taux de croissance mondial est passé de 3,8 % en 2017 à 3,6 % à la fin de 2018, et devrait encore baisser à 3,2 % en 2019. Avec un taux de croissance estimé à 4.1 % en 2019, les pays en développement, considérés comme le moteur de l'économie mondiale, sont sur le point d'atteindre leur taux de croissance moyen le plus bas depuis 2009. Un certain nombre de sujets de préoccupation clés détermineront probablement la trajectoire de la croissance économique mondiale au cours des prochains trimestres et des prochaines années, notamment les incertitudes entourant le commerce mondial, la faiblesse des investissements, les menaces pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et certains enjeux géopolitiques.

Ce qui m'a particulièrement surpris dans ce rapport, c'est le fait que la performance économique moyenne des pays de l'OCI en 2018 a, pour la première fois depuis une décennie, diminué sous la moyenne mondiale et il est prévu que cette tendance va persister jusqu'en 2019. En 2018, l'activité économique dans les pays de l'OCI s'est ralentie pour atteindre un taux de croissance moyen de 3,1%, contre 3,7% en 2017, et devrait encore baisser à 2,4% en 2019. Cependant, la nouvelle encourageante est que la croissance économique moyenne des pays de l'OCI devrait rebondir et dépasser la moyenne mondiale pour atteindre 3,8% en 2020.

La conclusion probablement la plus inquiétante dans les Perspectives économiques de l'OCI 2019 est que de 2014 à 2018, les pays de l'OCI à faible revenu ont connu une croissance inférieure à la moyenne de l'OCI. Ceci indique la nécessité d'une plus grande coopération économique entre les pays de l'OCI, ce qui permettra de résoudre le problème de l'écart croissant entre les pays de l'OCI à revenu élevé et ceux à faible revenu et de faire en sorte que toutes les économies des pays membres parviennent à accroître leur croissance, leur emploi et leur compétitivité.

Un autre message important de ce rapport est que les pays de l'OCI doivent agir ensemble, autant que possible, afin d'attirer suffisamment d'investissements directs étrangers (IDE) et financer leurs projets et objectifs de développement. En 2018, près de 8% seulement des flux mondiaux d'IDE ont été reçus dans les pays de l'OCI. Compte tenu des énormes besoins de financement d'importantes initiatives en matière d'infrastructure et de développement, la disponibilité et l'accessibilité des ressources financières demeurent un défi majeur pour de nombreux pays de l'OCI.



À cet égard, nous avons souligné dans une section spéciale les difficultés et les possibilités liées à la mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures pour le développement. Le besoin de financement du développement durable des pays de l'OCI s'accroît, mais le volume réel des ressources intérieures n'augmente pas suffisamment et n'est pas encore compensé par une croissance symétrique des ressources extérieures. À cet égard, le rapport n'aborde pas seulement les approches et instruments alternatifs qui sont particulièrement pertinents et potentiellement disponibles pour les pays membres de l'OCI, mais il rend également plus visible le soutien des pays de l'OCI aux autres économies en développement dans leurs efforts pour obtenir un financement pour le développement. Il souligne également le fort potentiel de la finance islamique dans la promotion du développement des infrastructures sociales et économiques.

Les Perspectives économiques de l'OCI 2019 est le résultat d'un investissement substantiel en temps, effort et dévouement du personnel du SESRIC. J'aimerais souligner leurs contributions en espérant que vous trouverez le rapport intéressant, mais surtout utile et instructif.

Nebil DABUR
Directeur général
SESRIC

Remerciements

Le rapport a été préparé par une équipe de recherche au SESRIC dirigée par Kenan Bağcı et composée de Erhan Türbedar et Cem Tintin. Nosratollah Nafar, l'économiste en chef de la Banque islamique de développement a également contribué au rapport. La recherche a été menée sous la supervision générale de Mazhar Hussain, Directeur du Département de Recherche, et Nabil Dabour, Directeur Général du SESRIC. L'équipe exprime sa gratitude à la BID, en particulier à M. Salah Jelassi, Directeur du Centre régional de la BID, Turquie, pour avoir facilité la contribution technique de la BID au rapport.

La section 1 sur les Développements économiques récents dans le monde et la section 6 sur le Partenariat international pour la coopération en matière de développement ont été préparés par Erhan Türbedar. La Section 2 sur la production, la croissance et l'emploi dans les pays de l'OCI, la Section 3 sur le commerce et le financement dans les pays de l'OCI et la Section 4 sur les défis du développement et le rôle du financement dans les pays de l'OCI sont préparés par Kenan Bağcı. La section 5 du rapport sur la mobilisation des ressources intérieures et internationales pour le financement du développement a été préparée par Cem Tintin. Section 7 sur les modes alternatifs de financement du développement : Le rôle de la finance islamique est préparé par Nosratollah Nafar.



Résumé analytique

LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE

Les tendances et perspectives économiques mondiales

Croissance

La croissance de l'économie mondiale est de plus en plus lente et de sérieux risques se présentent. Après une accélération en 2016-2017, les taux de croissance ont ralenti tant dans les pays développés que dans les pays en développement, entraînant une légère baisse du taux de croissance du PIB réel mondial qui est passé de 3,8 % en 2017 à 3,6 % en 2018. Actuellement, les principales économies mondiales, qui représentent près de 70 % du PIB mondial, connaissent un ralentissement, tandis que les grandes institutions de prévision indiquent un ralentissement plus marqué de la croissance du PIB mondial au cours des deux prochaines années. Les éléments clés à surveiller au cours de la prochaine période seront l'incertitude croissante au sujet du commerce mondial, les questions géopolitiques en Asie et la question de Brexit. Tous ces facteurs sont susceptibles de déterminer la trajectoire de la croissance économique mondiale au cours des prochains trimestres.

Chômage

De nouvelles données fournies par l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour 2018 indiquent une certaine progression de l'emploi mondial. On estime à 5 % (172 millions de personnes) le nombre de chômeurs dans le monde en 2018, soit une moyenne de 5,1 % (174 millions de personnes) en 2017. Toutefois, le nombre de chômeurs dans le monde devrait augmenter d'environ un million par an pour atteindre 174,3 millions en 2020 en raison de l'augmentation de la main d'œuvre. En outre, l'emploi de qualité médiocre est en hausse. En 2018, 45% des travailleurs indépendants dans le monde travaillaient dans des conditions difficiles pour des salaires bas et peu sûrs. Les taux de chômage mondial des jeunes et des femmes étaient respectivement de 11,8% et 5,4%, soit un taux supérieur au taux de chômage total.

Commerce

La politique commerciale reste le plus grand risque pour la croissance économique mondiale. En 2018, la croissance du commerce mondial a ralenti à 3.5 % en exportations et 4.1 % en importations en raison de l'aggravation des tensions commerciales existantes. La croissance du commerce mondial devrait encore ralentir en 2019. Selon le Purchasing Managers' Index (PMI), les nouvelles commandes à l'exportation ont perdu beaucoup d'élan par rapport au début de 2018, lorsque l'environnement économique mondial était beaucoup plus favorable. En raison de politiques commerciales



inéquitables, la coopération internationale est mise à rude épreuve, ce qui indique que le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a donc urgemment besoin d'une réforme.

Investissements

La légère reprise de la part des investissements dans le PIB s'est poursuivie en 2018, atteignant 21.9 % pour les pays développés et 32.8 % pour les pays en développement. Les projections pour 2019 et 2020 indiquent que l'investissement continuera de stimuler la croissance économique dans les pays développés, alors qu'il devrait diminuer légèrement dans les pays en développement. Les flux mondiaux d'IDE entrants ont diminué de 13 % en 2018, passant de 1,5 billion de dollars en 2017 à 1,3 billion de dollars en 2018. Les entrées d'IDE dans les pays développés ont diminué de 27 %, à 557 milliards de dollars, tandis que les flux d'IDE vers les pays en développement sont restés plus stables, aux alentours de 740 milliards de dollars. En raison de la chute significative des IDE dans les pays développés, la part des économies en développement dans les IDE mondiaux est passée à 57 % en 2018. Les projections à moyen terme montrent que les flux mondiaux d'IDE resteront bien en dessous de la moyenne au cours de la dernière décennie.

Conditions financières

Les conditions financières mondiales sont devenues plus favorables pour les pays en développement depuis le début de 2019. Les signes persistants de détérioration de l'économie mondiale, conjugués à une faible inflation, ont conduit les grandes banques centrales à adopter une politique monétaire plus accommodante à court terme et à réduire les taux d'intérêt en 2019. Les taux d'intérêt à long terme ont ainsi diminué et se situent à des niveaux historiquement bas dans de nombreux pays. Avec l'assouplissement des rendements à long terme dans les économies développées, les conditions de financement extérieur des pays en développement se sont améliorées, ce qui a favorisé une reprise des flux de capitaux vers les économies en développement.

Équilibre du compte courant

La balance des comptes courants s'est légèrement détériorée tant dans les pays développés que dans les pays en développement en 2018, par rapport à leur niveau de 2017. L'excédent de la balance courante des pays développés s'est rétréci à 0,7 % du PIB en 2018, tandis que le déficit courant des pays en développement s'est accru (-0,03 % en 2017 à -0,1 %) en 2018. Les progrès les plus notables de la balance des opérations courantes ont été réalisés dans les pays exportateurs de pétrole, en raison de l'augmentation des prix du pétrole. Symétriquement, la fragilité de la balance courante de certains pays importateurs de pétrole, comme l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et l'Afrique du Sud, s'est aggravée, en raison de la hausse de leur facture pétrolière. La balance des opérations courantes des pays exportateurs de pétrole devrait être affectée à court terme, car les prix moyens du pétrole devraient chuter par rapport à leur niveau de 2018.

Solde budgétaire

Les développements budgétaires mondiaux sont restés globalement stables. Le solde budgétaire mondial des administrations publiques en pourcentage du PIB s'est légèrement amélioré, passant de (-2,9 %) en 2017 à (-2,8 %) en 2018. Toutefois, au cours de la période 2019-2020, le solde budgétaire mondial moyen devrait se détériorer légèrement et prendre des valeurs comprises entre (-3,1%) et (-



3,3%). La tendance générale à la stabilisation budgétaire dans les pays en développement à faible revenu se poursuivra.

LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

Production, croissance et emploi

Production

Les pays de l'OCI ont connu une tendance ascendante de l'activité économique et leur PIB est passé de 16,8 billions de dollars en 2014 à 20,6 billions de dollars en 2018 mesuré en PPA. En tant que groupe, les pays de l'OCI ont produit 15,2% de la production mondiale et 25,8% de celle des pays développés en 2018. En prix courants, la part des pays de l'OCI dans le PIB total mondial est de 8,2% seulement. La baisse de la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement indique que les économies de l'OCI n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats que les pays en développement non membres de l'OCI dans l'accroissement de leur production. En 2018, les 10 premiers pays de l'OCI en matière de volume du PIB ont produit 73,0% de l'ensemble de la production des pays de l'OCI.

Croissance

La croissance du PIB des pays de l'OCI s'est ralentie pour se situer à 3,1% en termes réels en 2018, comparé à 3,8% en 2017. La croissance économique dans les pays de l'OCI devrait baisser à 2,4% en 2019 et rester inférieure à la moyenne mondiale. Ce n'est qu'en 2020 que les pays de l'OCI devraient connaître une croissance au-dessus de la moyenne mondiale. Les pays de l'OCI à faible revenu ont connu un taux de croissance inférieure à la moyenne de l'OCI au cours de la période 2014-2018, ce qui implique un écart croissant entre les pays riches et pauvres de l'OCI. Sur le plan national, la Libye, avec un taux de croissance de 17,9% en 2018, est l'économie du groupe des pays de l'OCI dont la croissance est la plus rapide. Au total, 26 pays de l'OCI ont enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale de 3,6% en 2018.

Production par secteurs

Bien que le secteur agricole représente une part importante de l'emploi dans l'économie, sa part dans le PIB total est généralement faible en raison de la sous-productivité dans le secteur agricole. Cependant, il reste un secteur important pour les pays de l'OCI, qui représente 10,2% de l'activité économique totale. En termes de parts moyennes de la valeur ajoutée des quatre principaux secteurs dans le PIB de l'OCI en 2017, le secteur des services a enregistré la plus grande part avec 50,0%. La part du secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, est passée de 14,2 % en 2013 à 14,6 % en 2017.

PIB par poste de dépenses principales

L'analyse du PIB mondial selon les principaux postes dépenses révèle que la part de la consommation finale (par ménage et par gouvernement) a continué à être la plus élevée dans le PIB total au cours des années. En 2017, la consommation des ménages dans les pays de l'OCI a représenté la plus grande part du PIB (52,9%), suivie des investissements (28,0%) et des dépenses publiques générales (12,8%). La part des exportations nettes dans le PIB mondial a été négligeable.

Revenu et pauvreté

Le revenu moyen par habitant dans les pays de l'OCI est passé de 8 779 dollars en 2010 à 10 265 dollars en 2018, soit une augmentation de 16,9 % au total. Au cours de la même période, les pays en développement non membres de l'OCI ont atteint des taux de croissance plus élevés (37,1%) et dépassé le niveau moyen du revenu par habitant des pays de l'OCI pour atteindre 11 464 dollars en 2018. Le taux moyen de croissance du revenu par habitant dans les pays de l'OCI a été enregistré à 2,2% en 2010-2015, qui est passé à 1,6% en 2016-2018 et il devrait encore diminuer à 1,2% en 2019-2020. Parmi les pays de l'OCI, le Qatar a enregistré le PIB par habitant le plus élevé en 2018, soit 18,2 fois plus que la moyenne des pays de l'OCI en tant que groupe. Dans le groupe de l'OCI, il existe 13 pays qui ont un taux de pauvreté supérieur à 30%.

Chômage

Les pays de l'OCI continuent d'enregistrer des taux de chômage moyens sensiblement plus élevés que ceux du monde, des pays développés et des pays en développement non membres de l'OCI. Au cours de cette période, le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCI a fluctué entre 5,8% et 6,9%, ce qui a été mesuré à 6,0% en 2018. Les taux de chômage des jeunes actifs sont généralement plus élevés que ceux des adultes dans tous les groupes de pays. À partir de 2019, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI devrait augmenter à 13,9%, alors qu'il restera à 10,7% dans les pays développés et à 11,2% dans les pays en développement non-membres de l'OCI.

Productivité du Travail

Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie. La production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté à un taux de croissance composé de 2,3% entre 2000 et 2009, mais ce taux a baissé à 1,8% entre 2010 et 2018. En 2018, la productivité moyenne du travail dans les pays de l'OCI a été mesurée à 28 000 dollars, mesurée en prix internationaux constants basés sur la parité du pouvoir d'achat (PPA). La production par travailleur dans les pays développés est estimée à 96 000 dollars en 2018, ce qui indique qu'un travailleur moyen dans les pays de l'OCI produit seulement 29,4% de la quantité produite par un travailleur moyen dans les pays développés.

Inflation

Avec le ralentissement des taux de croissance de l'économie mondiale, les taux d'inflation dans le monde sont demeurés à des niveaux modérés au cours des dernières années. Bien que les taux de croissance aient baissé dans les pays de l'OCI entre 2016 et 2018, les taux d'inflation ont été à la hausse au cours de cette même période. Elle est passée de 5.7 % en 2016 à 9.3 % en 2018. Toutefois, on s'attend à ce que la hausse des prix à la consommation moyenne diminue au cours des deux prochaines années pour atteindre 8,3 % en 2020. Dans l'ensemble, les prix à la consommation ont augmenté de 39,3% dans les pays de l'OCI, 29% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 6,3% dans les pays développés durant 2013-2018.

Solde budgétaire

Au cours de la période sous étude, les pays membres de l'OCI ont connu une forte détérioration de leur solde budgétaire. La forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base et de biens primaires rend de nombreux pays de l'OCI particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix. En



2017, il n'y avait que trois pays de l'OCI avec un excédent budgétaire en 2017. Ce nombre est passé à onze en 2018.

Commerce et finance

Commerce des marchandises

Conformément à la tendance mondiale, les pays de l'OCI ont enregistré une amélioration de leurs exportations totales vers le monde et leurs exportations globales ont augmenté à 1,98 billion de dollars EU en 2018. En raison de l'augmentation surproportionnelle des exportations des pays de l'OCI, la part des pays de l'OCI dans les exportations totales des pays en développement a rebondi à 25,3% en 2018, contre 23,6% en 2017. La part collective des pays de l'OCI dans les exportations mondiales totales de marchandises a diminué à son niveau le plus bas de 8,8% en 2016. Toutefois, ce ratio a augmenté à 9,3% en 2017 et 10,2% en 2018, reflétant une performance économique plus élevée des pays de l'OCI par rapport aux autres groupes de pays. En 2018, les 5 (10) plus grands exportateurs de l'OCI représentaient 58,1% (77,2%) des exportations totales de marchandises de tous les pays membres. De même, le total des importations de marchandises des pays de l'OCI est passé de 1,7 billion de dollars en 2017 à 1,8 billion de dollars en 2018. Malgré l'augmentation des volumes d'importation, la part des pays de l'OCI dans les importations mondiales de marchandises a légèrement diminué à 9,2% contre 9,6% en 2017. Les cinq premiers (10) importateurs représentaient 55,7% (71,5%) du total des importations de marchandises de l'OCI en 2018.

Commerce des services

En 2018, les exportations mondiales de services ont représenté un total de 5,8 billions de dollars. Les pays de l'OCI ont exporté 397 milliards de dollars de services en 2018, qui est le nombre le plus élevé enregistré par le groupe des pays de l'OCI. D'autre part, les importations totales de services de l'OCI ont atteint 575 milliards de dollars la même année et, par conséquent, les pays de l'OCI en tant que groupe ont continué à rester importateurs nets de services. À partir de 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe représentent 6,8% des exportations de services et 10,3 % des importations de services dans le monde. Les Émirats arabes unis, avec 71 milliards de dollars d'exportations et 17,8% de part dans le total des exportations de services de l'OCI, a été le principal exportateur de services en 2018.

Balance commerciale

Malgré des améliorations mineures observées en 2018, la contribution des pays de l'OCI aux flux mondiaux de biens et services reste inférieure à leur potentiel. Les pays de l'OCI sont devenus un importateur net de produits manufacturés au cours de la période 2015-2017, principalement en raison de la chute des prix des produits de base. En 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe ont enregistré à nouveau un excédent d'un montant de 175 milliards de dollars. D'autre part, les pays de l'OCI sont restés constamment un importateur net de services au cours de la période considérée. Malgré la baisse du déficit commercial des services au cours de la période 2014-2016, il a commencé à prendre de l'ampleur au cours des deux dernières années et a atteint 177 milliards de dollars en 2018.

Commerce des marchandises au niveau intra-OCI

Le commerce intra-OCI a chuté au cours de la période 2014-2016, mais il a recommencé à augmenter en 2017 pour atteindre 312 milliards de dollars. Conformément à l'expansion continue du commerce mondial, le total des exportations intra-OCI a encore augmenté pour atteindre 350 milliards de dollars

en 2018. Les exportations intra-OCI ont augmenté de 34% au cours des deux dernières années, mais elles restent inférieures aux valeurs totales enregistrées en 2012. D'autre part, la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des pays de l'OCI a constamment augmenté au cours de la période 2014-2017 et a atteint 19,1% en 2017 comparé à son niveau de 17,9% en 2014. Toutefois, il est tombé à 18,8% en 2018 en raison d'une augmentation relativement plus forte de leurs volumes commerciaux avec les pays non membres de l'OCI.

Les flux et stocks d'IDE

Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI sont généralement restés inférieurs à leur potentiel. En 2017, la valeur totale des flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI s'élevait pour la première fois depuis 2011, ce qui a été enregistré à 108,3 milliards de dollars, correspondant à une augmentation de 5,5% par rapport à l'année précédente. Toutefois, il a légèrement diminué en 2018 pour s'établir à 107,4 milliards de dollars. Toutefois, en raison de la baisse des flux d'IDE mondiaux et de l'augmentation des flux d'IDE vers les pays de l'OCI, la part des pays de l'OCI dans les flux d'IDE mondiaux a augmenté au cours de l'année dernière et est passée à 8,3% en 2018.

Le développement du secteur financier

Le niveau de développement du secteur financier dans les pays de l'OCI reste faible. Le volume moyen de la monnaie au sens large par rapport au PIB des pays de l'OCI a été enregistré à 60,1% en 2018, comparé à pas moins de 137% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 124% de la moyenne mondiale. Dans la même année, le crédit intérieur moyen fourni par le secteur financier dans les pays de l'OCI a été égal à 66,7% du PIB alors qu'il était de 141,8% dans les pays en développement non OCI et de 172,8% dans le monde. D'autre part, l'accès au financement dans les pays de l'OCI s'est considérablement amélioré au fil des ans, passant de 27,8 % en 2011 à 46,3 % en 2017.

Dettes et réserves intérieures

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a continué d'augmenter, atteignant 1,6 billion de dollars en 2017. En termes de structure des échéances de la dette extérieure, les dettes à court terme représentaient 16,1% de la dette extérieure totale des pays de l'OCI, tandis que 29,0% de la dette totale des pays en développement non membres de l'OCI étaient à court terme. La Turquie reste le pays membres de l'OCI le plus endetté en 2017 avec plus de 455 milliards de dollars de dette. Les réserves monétaires totales mondiales, y compris l'or, ont atteint 12,4 billions de dollars en 2018, dont 1,6 billion appartient aux pays de l'OCI. La part des pays de l'OCI dans les réserves totales mondiales a diminué, passant de 13,3% en 2016 à 12,4% en 2018.

ODA et envois de fonds

En 2017, les flux nets d'APD de tous les donateurs aux pays en développement ont atteint 162,8 milliards de dollars. Alors que plus de 33% des flux d'APD restent inexpliqués (aucune information disponible sur les pays vers lesquels ils ont été acheminés), sur les 108,5 milliards de dollars restants, 56,2% ont été versés aux pays de l'OCI en 2017. En 2017, les 5 premiers pays ont reçu 39,5% du total des flux d'APD vers la région de l'OCI alors que les 10 premiers ont reçu 61,0% d'entre eux. Les flux d'envois de fonds personnels vers les pays membres de l'OCI sont passés de 125 milliards de dollars en 2013 à 152 milliards de dollars en 2018.



MOBILISER DES RESSOURCES FINANCIERES POUR LE DEVELOPPEMENT

Les défis du développement et le rôle de la finance dans les pays de l'OCI

Les pays de l'OCI sont bien dotés en ressources productives, en particulier en ressources humaines et naturelles. Une utilisation efficace de ces ressources peut entraîner des taux de croissance économique plus élevés et une amélioration du bien-être de la population. L'utilisation inefficace des ressources productives se traduit par des taux de croissance et des niveaux de revenu inférieurs. Ceci est également dû au fait que les économies de l'OCI sont principalement caractérisées par une forte concentration des exportations et une diversification limitée de l'économie nationale. Une autre conséquence importante de l'utilisation inefficace des ressources productives est le manque de compétitivité.

À cet égard, les pays membres de l'OCI n'ont pas pu soutenir une croissance à long terme comme les pays développés l'ont fait au cours du siècle dernier. Il existe un certain nombre d'instruments que les pays de l'OCI peuvent utiliser pour relever les défis du développement et atteindre des taux de croissance plus élevés. Il s'agit notamment d'investir dans les capacités humaines et institutionnelles, tout en facilitant le progrès technologique et l'innovation, et en canalisant les ressources vers des investissements productifs par le développement financier. La nécessité de maintenir la stabilité macroéconomique est un élément important du dosage des politiques visant à stimuler la productivité et la compétitivité, car cela permettrait de créer un environnement commercial exempt d'incertitude et de coûts non prévisibles. Outre les instabilités économiques, les instabilités politiques affectent aussi gravement les trajectoires de croissance dans certains pays de l'OCI, où les effets négatifs des conflits armés vont bien au-delà des coûts sociaux et économiques mesurables.

Les initiatives mondiales, les mécanismes régionaux de solution et les efforts nationaux n'ont pas répondu aux besoins croissants des pays en développement pour financer leur développement et leur permettre d'évoluer et sortir de ce statut de pays en développement. Selon les estimations de la CNUCED, les besoins financiers totaux, y compris les besoins d'investissement dans les seuls pays en développement, varient de 3,3 à 4,5 billions de dollars par an. Certains pays de l'OCI sont riches en ressources là où ces ressources offrent un grand potentiel de développement. Sur le plan financier, la finance islamique offre des possibilités pour les pays de l'OCI qui pourrait être utilisée dans réduction du déficit en matière de financement du développement.

Les pays de l'OCI ont une longue histoire de coopération intra-OCI active dans de nombreux domaines allant du développement du commerce et des infrastructures au renforcement des capacités et à l'investissement. Cela facilite le transfert de capitaux, de savoir-faire et d'expertise entre les pays membres de l'OCI qui sont essentiels au développement. Cela permet également à plusieurs pays de l'OCI de bénéficier mutuellement de leurs expériences et de leurs sources respectives tout en progressant dans leurs trajectoires de développement. Enfin, les pays de l'OCI disposent d'instruments et de mécanismes uniques, notamment les instruments financiers islamiques, la Zakat et les fonds du Waqf, qui ont le potentiel d'apporter une contribution positive significative au financement du développement. Dans l'ensemble, ces facteurs amélioreraient le financement du développement dans les pays de l'OCI en aidant à dépasser la compréhension conventionnelle et à bénéficier de mécanismes de solution uniques.

Mobiliser les ressources nationales et internationales pour financer le développement

De nombreux pays en développement et un certain nombre de pays de l'OCI souffrent d'une utilisation inefficace des ressources nationales et ne pourraient pas bénéficier pleinement des ressources internationales pour le financement du développement en raison d'un certain nombre de défis. À cet égard, il est important d'accorder une attention particulière au rôle et aux contributions potentielles des ressources nationales et internationales au financement du développement. À la lumière de la littérature existante et des rapports internationaux, dix défis majeurs auxquels sont confrontés l'OCI et de nombreux pays en développement dans leurs efforts de financement du développement ont été examinés, allant des faibles capacités macroéconomiques de gouvernance aux bénéfices limités tirés des flux internationaux des capitaux.

Un ensemble de onze solutions allant de la lutte contre les flux financiers illicites à la modernisation de l'aide publique au développement (APD) ont été répertoriées et élaborées dans le but de fournir des orientations appropriées à l'OCI et à de nombreux pays en développement pour mobiliser des ressources nationales et internationales et bénéficier davantage de la coopération internationale dans le cadre de leur développement. Pour relever ces défis, le renforcement de la coopération internationale et intra-OCI apparaît comme deux facteurs clés de succès.

En particulier, la mise en place d'une forte coopération intra-OCI aiderait non seulement les pays de l'OCI à échanger leurs expériences et leurs meilleures pratiques entre eux, mais aussi à renforcer la solidarité entre eux dans le domaine du financement du développement. De cette manière, les pays de l'OCI seront en mesure de répondre plus efficacement à leurs besoins de financement des projets et programmes de développement et, à terme, de parvenir à un développement durable pour l'amélioration du niveau de vie de leurs populations.

Partenariat international pour la coopération au développement

Les besoins croissants des pays sont rarement accompagnés de ressources nécessaires pour y subvenir. En particulier dans les pays en développement, les dirigeants soulignent à maintes reprises que le manque de financement est l'un des principaux obstacles au développement à long terme. La disponibilité des ressources doit augmenter si l'on veut atteindre les objectifs du développement durable. Les acteurs internationaux, tant publics que privés, apportent aux pays de l'OCI des montants substantiels de financement transfrontalier. Le volume des financements extérieurs disponibles pour les pays de l'OCI a considérablement augmenté, passant de 363 milliards de dollars en 2015 à 720 milliards de dollars en 2017. Avec 73 milliards de dollars en 2017, le total des flux d'APD bilatéraux et multilatéraux vers les pays de l'OCI représente une proportion faible mais importante des flux financiers extérieurs.

D'autre part, les flux de transferts de fonds vers les 50 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles augmentent régulièrement et ont atteint un niveau record de 144 milliards de dollars en 2017. L'IDE reste une source de financement externe essentielle pour les pays de l'OCI qui a légèrement augmenté en 2017 pour atteindre 108,3 milliards de dollars. Contrairement aux envois de fonds et l'IDE, les investissements de portefeuille et les flux de la dette extérieure semblent être plus vulnérables aux conditions mondiales. Néanmoins, les investissements de portefeuille dans les pays de l'OCI ont culminé à 121 milliards de dollars en 2017, dépassant les flux d'IDE de l'OCI au cours de la même année. L'augmentation des flux de la dette extérieure vers les pays de l'OCI, qui est évidente



pour la période postérieure à 2015, est inquiétante et fait que les gouvernements des pays membres sont invités à relever les défis liés au niveau d'endettement pour éviter tout impact négatif sur le développement à long terme.

Dans le contexte de la coopération Sud-Sud, les pays de l'OCI soutiennent également activement d'autres économies en développement dans leurs efforts pour assurer le financement du développement. Malheureusement, aucun mécanisme de suivi n'est disponible, à l'exception de rapports occasionnels dont les données sont insuffisantes sur les contributions des pays de l'OCI dans le partenariat Sud-Sud pour le développement. Néanmoins, il est bien connu que certains pays de l'OCI fournissent une aide au développement importante, comme ce fut le cas pour l'Indonésie, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et les Émirats arabes unis. En outre, depuis 2014, les flux de transferts de fonds en provenance des pays de l'OCI sont plus élevés que les flux de transferts de fonds vers les pays de l'OCI. En 2017, la valeur des flux de transferts de fonds en provenance des pays de l'OCI s'est élevée à 150 milliards de dollars, dont 50% ont fui vers les pays de l'OCI eux-mêmes, et la seconde moitié est passée principalement aux économies en développement des pays non-membres de l'OCI.

Entre 1995 et 2018, le commerce agrégé des pays de l'OCI avec les pays en développement non membres de l'OCI, mesuré du point de vue des exportations, a augmenté de 19 points de pourcentage. En outre, en 2018, les sorties d'IDE des 43 pays de l'OCI dont les données disponibles atteignaient près de 68 milliards de dollars. 58% de ces flux d'IDE sont allés aux pays développés, 29% aux économies de l'OCI et 13% aux pays en développement non membres de l'OCI.

Financement alternatif du développement : Le rôle de la finance islamique

La finance islamique a un fort potentiel dans la promotion du développement de l'infrastructure sociale et économique. Alors que les instruments islamiques de redistribution tels que la Zakat et l'Awqaf ont un grand potentiel pour soutenir des projets sociaux de petite taille, les sukuk peuvent financer avec succès de grandes infrastructures (eau et assainissement, énergie durable et abordable, transport, routes et abri).

Il existe trois contraintes majeures qui entravent l'efficacité de la finance islamique en fonction des besoins financiers actuels et émergents des pays membres de l'OCI. Il s'agit (i) d'une prise de conscience insuffisante du rôle de la finance islamique, en particulier des instruments de redistribution islamique, dans la résolution des difficultés socio-économiques dans de nombreux pays membres de l'OCI ; (ii) de l'insuffisance des produits largement acceptés conformes à la charia, qui renforcent la coopération financière entre les institutions financières en vue de faciliter la mobilisation des ressources aux niveaux régionaux et internationaux ; (iii) d'une insuffisance en produits novateurs de finance islamique pour soutenir le développement durable et les besoins financiers des États membres de l'OCI dans le long du parcours du développement.

Au niveau des pays, les pays membres de l'OCI doivent développer un cadre juridique et réglementaire favorable et des objectifs politiques « proactifs » sur l'utilisation, l'accès et la qualité de la finance islamique en accord avec les besoins dynamiques de leurs économies réelles. Au niveau de l'OCI, il doit y avoir une étroite collaboration entre les institutions de développement concernées pour soutenir les efforts des pays membres de l'OCI afin d'explorer les interventions politiques, juridiques, réglementaires et institutionnelles nécessaires pour élargir le rôle des institutions financières

islamiques dans la création de nouvelles sources de financement du développement socio-économique.

Plus précisément, ils pourraient envisager (i) d'appuyer la création d'une plate-forme commune pour renforcer le dialogue entre les États membres dans le but de promouvoir la connaissance et de sensibiliser davantage sur le rôle des fonds de redistribution islamiques, en particulier des fonds de finance islamique dans le développement des infrastructures socio-économiques ; (ii) d'identifier les études de cas et les bonnes pratiques qui ont donné de bons résultats dans le monde et de favoriser les visites réciproques et la coopération technique sous la forme de l'initiative des relations interentreprises ; (iii) d'encourager le développement des produits largement acceptés et conformes à la Shariah pour renforcer la coopération financière et faciliter la mobilisation de ressources aux niveaux national, régional et international.



**PARTIE I: LES DEVELOPPEMENTS
ECONOMIQUES RECENTS
DANS LE MONDE**



CHAPITRE 1

Les tendances et perspectives économiques mondiales

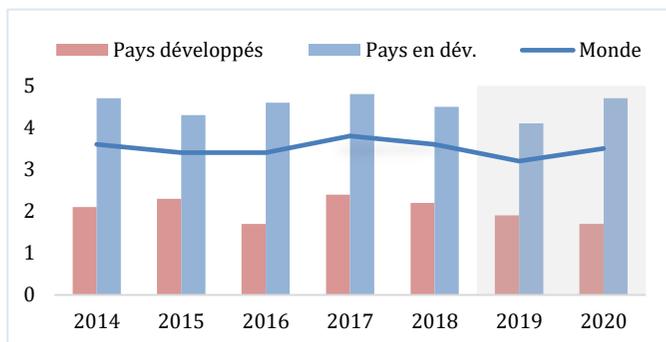


La croissance de l'économie mondiale est de plus en plus lente et de sérieux risques se présentent. Une reprise mondiale synchronisée qui existait après 2016 a perdu son élan et le ralentissement de la croissance est maintenant visible tant dans les pays développés que dans les pays en développement, entraînant un ralentissement du taux de croissance du PIB réel mondial de 3,8% en 2017 à 3,6% en 2018. Dans la dernière mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'économie mondiale continuera de reculer à 3,2 % en 2019, mais qu'elle devrait se stabiliser vers 2020 (graphique 1.1).

Comparativement au FMI, les projections de croissance du PIB réel mondial d'autres grandes institutions de prévision comme la Banque mondiale, Oxford Economics et l'Economist Intelligence Unit (EIU) sont moins optimistes et indiquent un ralentissement plus marqué de la croissance du PIB dans les années à venir. Pour eux, d'ici 2021, le PIB réel mondial continuera de croître, mais sans presque aucune expansion (graphique 1.2).

Les projections relatives à l'économie mondiale reposent sur un certain nombre d'hypothèses clés concernant la politique économique et l'environnement international. Bien que les prévisions ne puissent jamais être entièrement exactes, elles sont utiles pour évaluer les tendances futures de l'économie mondiale. À cet égard, il est intéressant de noter que le nombre de pays ayant des taux de croissance négatifs passera de quinze en 2018 à treize en 2019, selon les estimations du FMI (graphique 1.3). Ceux qui devraient clôturer 2019 par des taux de croissance négatifs ne sont pas de grandes économies, il est donc trop tôt pour envisager la possibilité d'une récession mondiale. Cependant, sur les 20 premières économies mondiales, seize pays représentant 59% du PIB mondial basé sur les PPA devraient faire face à un ralentissement de la croissance économique réelle en 2019. Parmi les 20 premières économies mondiales, la Turquie et l'Iran devraient clôturer 2019 avec des taux de croissance négatifs, tandis que l'Italie, l'Allemagne, le Japon, le

Graphique 1.1: Croissance du PIB réel (Pour cent)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour, juillet 2019.

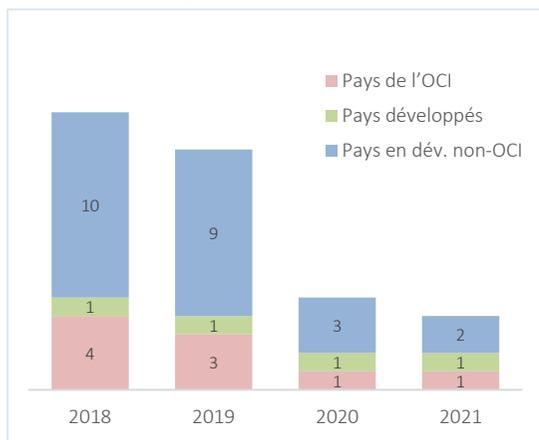
Remarques: La Zone ombrée indique les prévisions (Monde : N = 193; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 154)

Graphique 1.2: Projections de croissance du PIB réel mondial (en pourcentage)

	2018	2019	2020	2021
FMI	3.6	3.2	3.6	3.6
Banque mondiale	3.1	2.6	2.7	2.8
Oxford Economics	3.2	2.7	2.7	2.9
EIU	3.0	2.7	2.6	2.8

Source: Projections officielles des organisations mentionnées.

Graphique 1.3: Nombre de pays avec des taux de croissance négatifs (%)

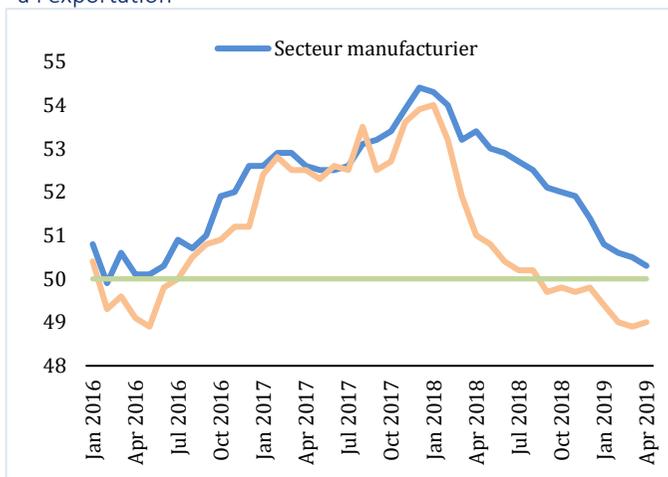


Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.

Remarques: Monde: N = 193; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 154

Asie. En raison plus particulièrement de politiques commerciales inéquitables, la coopération internationale est mise à rude épreuve, ce qui indique que le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a donc urgemment besoin d'une réforme. Dans le cas contraire, le ralentissement du multilatéralisme et les attaques contre des règles spécifiques du commerce international continueront de nuire à la confiance et à la

Graphique 1.4: Fabrication mondiale et nouvelles commandes à l'exportation



Source: Banque mondiale basée sur Haver Analytics.

Remarques: La fabrication et les nouvelles commandes à l'exportation sont mesurées par l'indice PMI (Purchasing Managers' Index). Les valeurs du PMI supérieures à 50 indiquent une expansion de l'activité économique ; les valeurs inférieures à 50 indiquent une contraction.

Royaume-Uni, la France, le Canada, le Mexique, la Russie et l'Arabie saoudite devraient figurer parmi les pays qui présentent le plus bas niveau de croissance. À l'échelle mondiale, en avril 2019, les économies représentant près de 70 % du PIB mondial connaissaient un ralentissement.

■ **L'incertitude de l'économie mondiale nuit à la croissance**

La morosité de l'économie mondiale s'explique par différents facteurs de risque, notamment la menace croissante du protectionnisme, la vulnérabilité des marchés émergents, les négociations Brexit et les facteurs géopolitiques croissants en

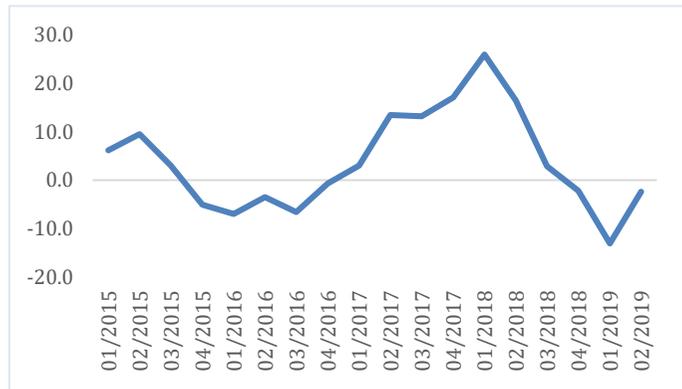
prévisibilité de l'économie mondiale.

La prolongation des risques susmentionnés a déjà créé une incertitude qui affecte négativement l'activité industrielle mondiale et le commerce des marchandises. Comme le montre le graphique 1.4, le secteur manufacturier et les nouvelles commandes à l'exportation mesurées par l'indice PMI (Purchasing Managers' Index) ont perdu beaucoup d'élan par rapport au début de 2018, lorsque l'environnement économique mondial était beaucoup plus favorable.



Selon les données du Rapport trimestriel de l'Ifo sur la situation économique mondiale, le climat économique mondial s'est détérioré pour la quatrième fois consécutive après le deuxième trimestre 2018, l'indicateur passant de 26 points au premier trimestre 2018 à (-13,1) points au premier trimestre 2019. Ainsi, pour la période d'un an, l'économie mondiale a connu un ralentissement de plus en plus marqué. Au deuxième trimestre 2019, l'indicateur de l'économie mondiale est passé à (-2,4) points, les prévisions économiques des 1.281 experts couvrant 119 pays ont été éclaircies (graphique 1.5). Cette reprise de l'indicateur Ifo laisse espérer un assouplissement progressif de la fragilité de l'économie mondiale au cours de l'année 2019.

Graphique 1.5: Climat économique mondial



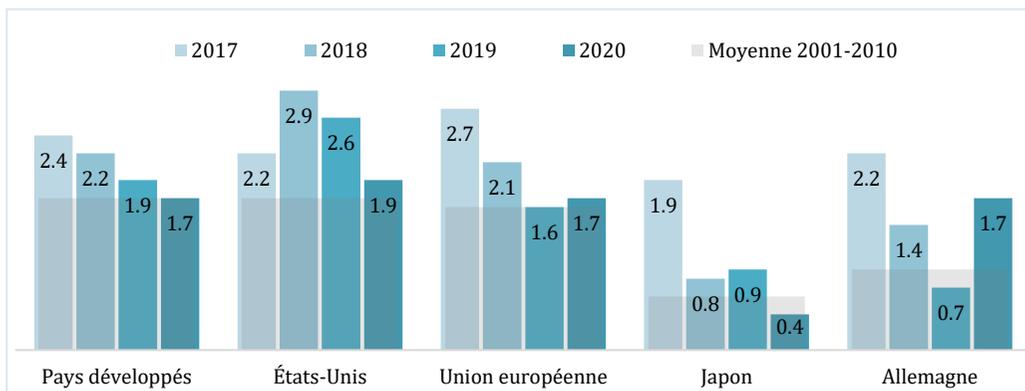
Source: Ifo Institute, CESifo Group

Notes: Ce graphique résume les résultats des enquêtes trimestrielles menées par l'Ifo institut. L'enquête porte sur l'information qualitative, c.-à-d. l'évaluation de la situation économique générale du pays et les attentes concernant les principaux indicateurs économiques. L'enquête d'avril 2019 a reçu les réponses de 1281 experts dans 19 pays. Le point zéro signifie que la part des réponses positives et négatives est égale.

▪ **Les divergences de croissance entre les économies développées s'élargissent**

Les chiffres de la croissance du PIB réel pour les trois dernières années continuent d'afficher un ralentissement de la croissance dans les pays développés. Ils devraient augmenter de 1,9% en 2019, ce qui dépasse leur taux de croissance moyen réalisé au cours de la période de 2001 à 2010. Toutefois, les projections de croissance pour 2020 indiquent également un ralentissement progressif de l'activité économique des pays développés (graphique 1.6).

Graphique 1.6: Croissance du PIB réel dans les pays développés (%)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour, juillet 2019 .

Remarques: Les chiffres pour 2019 et 2020 sont des prévisions (Développés: N = 39; Union européenne: N = 28)

La production aux États-Unis (É.-U.) s'est nettement ralentie, avec une croissance prévue de 2,6 % en 2019 - un ralentissement par rapport à l'expansion de 2,9 % en 2018, et de seulement 1,9 % en 2020. Néanmoins, vers la fin de 2020, l'économie des États-Unis devrait maintenir un taux de croissance supérieur à son taux moyen de 2001 à 2010 (graphique 1.6). Les perspectives de l'économie des États-Unis en 2018 étaient solides en raison des mesures de la relance budgétaire et des gains importants sur le marché du travail. Toutefois, les réductions de l'impôt des sociétés ont massivement augmenté le déficit budgétaire du gouvernement américain, ce qui rend nécessaire une forte réduction des dépenses dans les années à venir. De plus, l'incertitude accrue des entreprises en raison des tensions commerciales croissantes vis-à-vis des pays comme la Chine et le Mexique et le ralentissement de la croissance de la consommation ont incité la Réserve fédérale des États-Unis à adoucir sa politique monétaire pour la mi-2019 - pour la première fois depuis presque 11 ans - et à espérer ainsi réduire efficacement la probabilité de récession dans ce pays.

Le climat économique dans l'Union européenne (UE) s'est considérablement détérioré depuis la fin de 2018, notamment en raison de la détérioration de l'environnement commercial mondial et de la contraction du secteur manufacturier. La faiblesse de la Chine, due en partie aux retombées de la guerre commerciale, s'est étendue à l'Allemagne et à d'autres pays européens, entraînant une hausse des coûts de la chaîne d'approvisionnement et un ralentissement de la demande mondiale. Dans l'UE, le FMI prévoit une croissance de 1,6 % en 2019, qui augmentera ensuite légèrement pour atteindre 1,7 % en 2020 (graphique 1.6). Cette tendance se maintient dans les principaux pays de l'UE, y compris l'Allemagne, la plus grande économie de l'UE, où la croissance devrait passer de 0,7% cette année à 1,7% en 2020. La Banque centrale européenne (BCE) devrait dévoiler un ensemble de mesures, y compris des baisses de taux, pour stimuler davantage l'économie européenne.

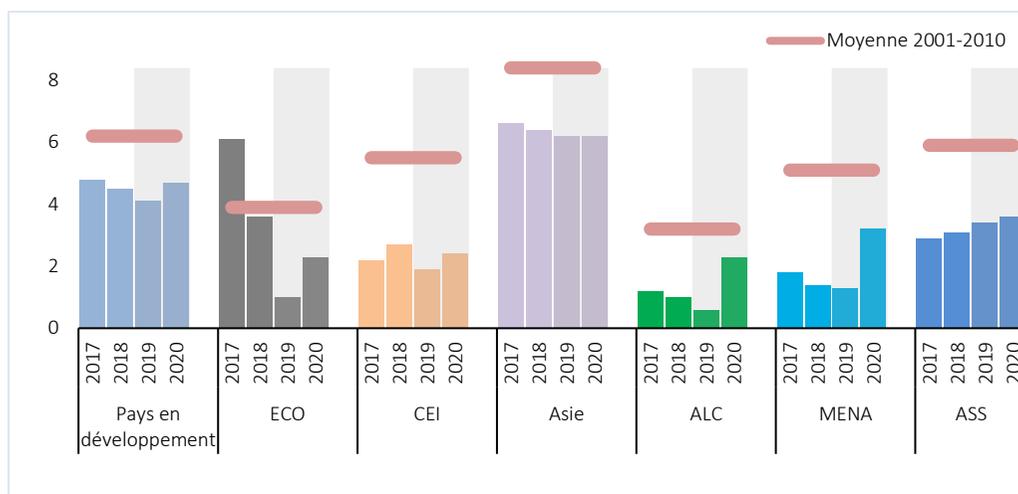
La croissance économique semble s'être ralentie au Japon en 2018, dont l'économie, surtout le secteur des exportations, a été affectée par le ralentissement de l'économie mondiale. En termes de PIB en PPA, le Japon est la quatrième économie mondiale, qui a connu une reprise modérée depuis 2012. Après une légère révision à la hausse de la croissance du PIB prévue pour 2019, les perspectives de l'économie japonaise devraient encore se modérer au cours de la prochaine année (graphique 1.6). Le Japon connaît ses pires pénuries de main-d'œuvre en raison du vieillissement de la population, qui a un effet négatif sur les revenus de certains secteurs tels que le transport et la construction. Les Nations Unies estiment que la population du Japon diminuera d'un tiers par rapport aux niveaux actuels d'ici 2100.

-
- **La croissance économique dans les pays en développement ralentit, mais elle est en voie de stabilisation.**
-

La plupart des économies développées font l'objet d'un ralentissement de la croissance économique par rapport aux pays en développement. Le FMI s'attend à ce que les économies en développement enregistrent une croissance moyenne de 4,1 % en 2019, ce qui serait la plus faible croissance depuis 2001. Toutefois, contrairement aux pays développés, les pays en



Graphique 1.7: Croissance du PIB réel dans les pays développés (%)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour, juillet 2019.

Remarques: La Zone ombrée indique les prévisions (En développement : N = 154; ECO - l'Europe centrale et orientale: N = 12; CIS - Communauté des États indépendants: N = 12; Asie: N = 30; ALC - l'Amérique latine et les Caraïbes: N = 32; MENA - le Moyen-orient et l'Afrique du Nord: N = 21; ASS - l'Afrique subsaharienne: N = 45).

développement devraient connaître une croissance plus rapide en 2020, mais toujours inférieure aux taux de croissance moyens enregistrés entre 2001 et 2010 (graphique 1.7).

En Europe centrale et orientale (ECO), la croissance devrait se modérer, passant de 3,6 % en 2018 à 1 % en 2019, puis s'améliorer à 2,3 % en 2020. Le taux de croissance d'environ 4% dans les économies de l'ECO est tout à fait réalisable à court terme en enlevant le ralentissement du marché du travail, notamment en assurant une plus large participation des femmes et des jeunes dans le marché du travail. Mais à long terme, la croissance des économies de l'ECO dépendra de l'amélioration de la productivité et de l'esprit d'entreprise.

La Turquie, l'économie la plus importante de la région de l'ECO, connaît actuellement une dépréciation de sa monnaie nationale. De plus, son déficit structurel et le niveau élevé de la dette libellée en devises étrangères détenus par le secteur privé visent à augmenter les besoins de financement extérieur de la Turquie. La croissance du PIB réel de la Turquie s'est fortement accélérée en 2017, passant de 3.2 % en 2016 à 7.4 % en 2017, grâce aux mesures de relance gouvernementales, aux garanties de crédit accordées aux PME, à l'amélioration de la compétitivité des exportations et aux grands projets d'infrastructures publiques. Toutefois, la dépréciation rapide de la livre turque a exacerbé les déséquilibres internes et externes et a entraîné un net ralentissement de la croissance du PIB réel de la Turquie en 2018, à 2,6 %. Le FMI prévoit que la Turquie clôturera l'année 2019 avec un taux de croissance négatif de (-2,5%).

Dans la Communauté des États Indépendants (CEI), les taux de croissance actuels sont très loin de la moyenne des régions pour la période 2001-2010. La croissance dans les pays de la CEI devrait se situer autour de 1,9% - 2,4% en 2019-2020. Les perspectives de l'économie russe ne sont pas très prometteuses. En 2018, le PIB de la Russie a augmenté de 2,3 %, un taux record depuis 2012. Cependant, il n'est pas encore clair dans quelle mesure ce changement est durable.

En l'absence d'une sérieuse restructuration de l'économie, au moyen terme, la croissance moyenne du PIB réel de la Russie devrait se stabiliser autour de 1,6% par année.

L'Asie en développement reste la région la plus dynamique au monde sur le plan économique, dont la croissance en termes réels devrait s'établir autour de 6,2% par rapport à 2019-2020 (graphique 1.7). Toutefois, les prévisions du FMI montrent que la croissance économique réelle de la Chine a ralenti à 6,6% en 2018, ce qui est nettement inférieur à ses niveaux de croissance historique, qui ont en moyenne représenté 10,5% dans la période de 2001-2010. La croissance réelle en Chine devrait se modérer à 6,3% en 2019 et 6,1 % en 2020. L'économie de la Chine demeure forte face aux tensions commerciales croissantes avec les États-Unis, car elle est de plus en plus axée sur le marché intérieur et l'Asie-Pacifique. Toutefois, l'économie doit encore faire face à des niveaux d'endettement élevés des entreprises d'État et des administrations locales. Avec 7,1% de la croissance du PIB en 2018, l'Inde continue de prendre place parmi les économies ayant la croissance la plus rapide. Stimulée par l'industrie manufacturière et l'agriculture, l'économie de l'Inde devrait augmenter de 7,3% en 2019 et 7,5% en 2020. L'Inde et la Chine, malgré le ralentissement progressif de ce dernier, resteront au cœur de la croissance de la production des économies en développement.

En Amérique latine et Caraïbes (ALC), la reprise devrait s'atténuer, passant de 1 % en 2018 à 0,6 % en 2019, puis se renforcer sensiblement pour atteindre 2,3 % en 2020. La reprise de la plus grande économie de la région, le Brésil, qui devrait connaître une croissance de 1,1 % du PIB réel en 2018, devrait augmenter de 2,1 % à 2,5 % entre 2019 et 2020. Cependant, des querelles politiques internes au sein de l'administration, un système de retraite surchargé ainsi qu'une situation financière difficile peuvent affecter négativement les perspectives économiques de ce pays.

La croissance économique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) devrait se poursuivre à un rythme modeste en 2019, après avoir enregistré un ralentissement de 1,4% en 2018. L'économie de la région MENA devrait croître de 3,2 % en 2020, ce qui masque de fortes différences de performances entre les pays. En Arabie saoudite, la plus grande économie du monde arabe, la croissance s'est redressée à 2.2 % en 2018, après une contraction de (-0.7 %) en 2017. La croissance du PIB réel de ce pays devrait ralentir pour s'établir à 1,8 % en 2019, en grande partie en raison d'une réduction de la production pétrolière, et s'accélérer légèrement pour atteindre 2,1 % en 2020. L'économie iranienne devrait se contracter pour la deuxième fois en 2019 à (-6%) après la réintroduction des sanctions américaines. D'une manière générale, les prix du pétrole ont soutenu les perspectives des pays de la région MENA exportateurs de pétrole, même si un grand nombre d'entre eux restent vulnérables aux chocs des prix dans le secteur énergétique.

Entre 2019 et 2020, l'Afrique subsaharienne restera sur la voie de la reprise, mais sa croissance restera inférieure à son potentiel. La croissance dans cette région devrait augmenter de 3,1% en 2018 à 3,4 % en 2019, poursuivant une hausse à 3,6% en 2020. Un ralentissement de la croissance économique mondiale constitue des risques pour l'Afrique subsaharienne, en particulier dans le domaine des investissements directs étrangers et de la baisse des prix à l'exportation des produits de base.

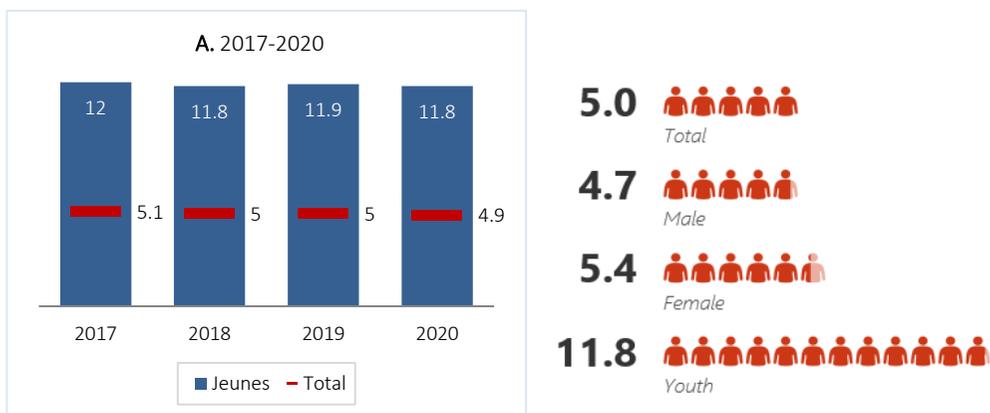


Le chômage reste toujours élevé dans de nombreuses régions du monde en développement

De nouvelles données fournies par l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour 2018 indiquent une certaine progression de l'emploi mondial. Il est estimé que 5 % (172 millions de personnes) de la population mondiale étaient au chômage en 2018, ce qui représente une moyenne de 5,1 % (174 millions de personnes) en 2017 (graphique 1.8). Néanmoins, les perspectives sont incertaines, car le ralentissement de la croissance du PIB réel dans le monde a déjà un impact négatif sur le marché du travail dans un certain nombre de pays.

Dans les conditions actuelles, l'OIT prévoit que le chômage mondial restera plus ou moins au même niveau en 2019 et 2020. Toutefois, le nombre de chômeurs est prévu d'augmenter de près d'un million par an pour atteindre 174,3 millions en 2020 en raison de l'augmentation de la population active. Le chômage dans les pays développés est prévu de diminuer à 32,2 millions de personnes en 2020 - le nombre le plus bas depuis 2007. La situation du travail s'est améliorée dans certaines économies en développement. Cependant, dans de nombreuses régions du monde en développement, la croissance de l'emploi est sous l'ombre de l'augmentation du nombre de personnes qui entrent dans le marché du travail, ouvrant ainsi la voie à la persistance d'un chômage qui demeure élevé.

Graphique 1.8: Le chômage dans le monde (%)



Source: Estimations modélisées de l'OIT.

Malheureusement, l'emploi de faible qualité est en hausse. En 2018, 45% des personnes employées dans le monde travaillaient dans des conditions difficiles pour des salaires bas et avec peu de sécurité, et un nombre supplémentaire de 35 millions devrait les rejoindre d'ici 2019. Ce taux d'emploi vulnérable est particulièrement élevé en Afrique subsaharienne (74%), en Asie du Sud (73%), en Asie de l'Est et le Pacifique (42%), en Amérique latine et Caraïbes (33%) et au Moyen-Orient et Afrique du Nord (excluant les pays à revenu élevé) où en 2018, les emplois vulnérables représentent 31% des effectifs totaux.

Le manque de possibilités d'emploi pour les jeunes (c-à-d. ceux âgés de 15 à 24 ans) reste un autre défi de grande préoccupation mondiale. En 2018, le taux mondial du chômage des jeunes était de 11,8%, ou 2,4 fois plus élevé que le taux de chômage total (graphique 1.8). On s'attend

à ce que ce ratio demeure presque le même au cours de la période 2019-2020. Le défi est particulièrement dans le Nord de l'Afrique et les États arabes, où près de 30% et 20% des jeunes sur le marché du travail devraient respectivement rester sans emploi en 2019 et 2020.

Selon les estimations modélisées de l'OIT, le taux de chômage mondial des femmes en 2018 - à 5,4 % - est de 0,4 point de pourcentage plus élevé que le taux des hommes. De plus, le taux de participation des femmes au marché mondial du travail - à 48,5 % en 2018 - représente 26,9 points de pourcentage inférieur au taux enregistré pour leurs homologues masculins.

Les différences entre les taux de chômage des femmes et des hommes dans les pays développés sont relativement faibles. Mais dans les régions en développement telles que l'Afrique du Nord et les États arabes, les taux de chômage des femmes sont deux fois plus élevés que ceux des hommes, en raison des normes sociales qui entravent la participation des femmes à l'emploi. Il ressort clairement du graphique 1.9 que pour les femmes, il est plus difficile d'obtenir un emploi dans de nombreuses régions du monde.

Graphique 1.9: Chômage selon le sexe (2019, pourcentage)



Source: Estimations modélisées de l'OIT.

La politique commerciale reste le plus grand risque pour la croissance économique mondiale

Le volume des échanges mondiaux d'exportations et d'importations de biens et services s'est renforcé pour atteindre 5.4 % en 2017 - le taux le plus élevé depuis 2011. Toutefois, en 2018, la croissance du commerce mondial a ralenti à 3,5 % en exportations et 4,1 % en importations en raison de l'aggravation des tensions commerciales existantes. La croissance du commerce mondial devrait encore ralentir en 2019 et prendre des valeurs de 3.2 % pour les exportations et de 3.6 % pour les importations.

Le volume des exportations de biens et services a augmenté de 3, 1 % dans les pays développés et de 4,3 % dans les pays en développement en 2018, contre 4,4 % et 7,2 % respectivement l'année précédente (graphique 1.10). Le FMI prévoit que cette année, le volume des exportations continuera de se détériorer et n'augmentera que de 2,7% dans les pays développés et de 4% dans les pays en développement. Bien que les désavantages liés à la faiblesse des exportations se soient fait sentir dans toutes les régions (à l'exception de la région de la CEI) en 2018, ils ont



été plus prononcés en points de pourcentage dans les régions en développement d'Asie et de l'ECO. Parmi les économies en développement, seules les régions d'Afrique subsaharienne et de la région MENA devraient enregistrer de meilleurs résultats au niveau des exportations en 2019, avec des améliorations significatives en Afrique subsaharienne par rapport à 2018. D'ici 2020, le FMI prévoit une légère amélioration des résultats à l'exportation dans presque toutes les régions (tableau 1.1).

Comme le montre le graphique 1.10, la croissance annuelle du volume des importations de biens et des services a été nettement plus élevée dans les pays en développement en 2018 (5,6%) par rapport aux pays développés (3,3%). Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont enregistré une baisse significative de la croissance annuelle des importations en 2018, tandis que la croissance des importations est restée presque stable aux États-Unis et au Japon. Parmi les régions en développement, la croissance des importations dans les économies de la CEI et de l'ECO a considérablement ralenti en 2018, tandis que la variation des importations en glissement annuel dans la région MENA était négative. Toutefois, les projections pour ces trois régions indiquent une légère augmentation du volume des importations en 2019, tandis que la croissance des importations en Asie, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et Caraïbes devrait ralentir.

Tableau 1.1: Croissance dans le Commerce mondial (% variation)

Le volume des exportation de biens et de services					Le volume des importations de biens et de services			
2017	2018	2019	2020		2017	2018	2019	2020
4,4	3,1	2,7	3,1	Pays développés	4,3	3,3	3,0	3,2
3,0	3,9	2,7	2,6	États-Unis	4,6	4,6	3,9	3,0
6,8	3,1	2,1	2,5	Japon	3,4	3,2	2,2	1,7
5,3	2,2	3,0	3,8	Allemagne	5,3	3,5	3,9	4,7
5,6	0,2	2,5	1,8	Royaume-Uni	3,5	0,7	3,2	1,2
7,2	4,3	4,0	4,8	Pays en développement	7,5	5,6	4,6	5,3
9,3	6,5	4,9	4,8	ECO	9,2	2,6	3,1	6,7
5,2	5,6	3,7	4,0	CEI	12,0	3,9	4,4	5,6
9,8	5,5	5,1	5,6	Asie	9,4	8,5	6,1	6,3
4,9	3,0	2,6	3,8	ALC	4,7	4,3	3,2	4,0
0,6	-1,1	0,4	2,8	MENA	2,7	-0,6	1,5	1,8
4,2	3,0	5,7	5,0	ASS	1,4	6,2	5,5	5,1

Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales

Remarques: Les chiffres pour 2018 et 2019 sont des prévisions (En développement: N = 154; Développés: N = 39; ECO - l'Europe centrale et orientale: N = 12; CEI - la Communauté des États Indépendants: N = 12; l'Asie: N = 30; ALC - l'Amérique latine et les Caraïbes: N = 32; MENA - le Moyen-orient et l'Afrique du Nord: N = 21; ASS - l'Afrique subsaharienne: N = 45).

En général, les risques liés au commerce sont devenus très importants. Les taux de croissance du PIB réel mondial pourraient être à risque de ralentir davantage si le protectionnisme commercial augmente entre les États-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux. Le président des

États-Unis, Donald Trump, a régulièrement recours aux tarifs douaniers pour punir ses partenaires commerciaux, comme la Chine, l'UE, le Canada et le Mexique, qui, dit-il, ont détruit les emplois américains en inondant les États-Unis de produits bon marché. Il menace également d'intensifier davantage les mesures commerciales si ces partenaires commerciaux ne font pas de plus grandes concessions dans les négociations commerciales. Évidemment, Donald Trump est en train de déplacer dans une direction protectionniste le soutien qualifié précédent de son pays en faveur du libre-échange, ce qui est nuisible non seulement en raison de son impact direct sur le commerce mais en raison de la confiance des entreprises, des investissements et des chaînes logistiques mondiales en général. Si la tendance des restrictions commerciales réciproques continue pendant une longue période, leurs conséquences mondiales seront inévitables.

La bonne nouvelle est que le protectionnisme américain encourage les pays de développer les accords commerciaux régionaux et diversifier leurs partenaires commerciaux, comme il s'agit du cas avec l'UE et les pays asiatiques, notamment la Chine et le Japon, qui sont en train d'accélérer l'ouverture de leurs marchés pour des liens économiques plus étroits. Un autre exemple est l'Accord de partenariat transpacifique global et progressif (PPTPT) - un accord de libre-échange entre le Canada et dix autres pays de la région Asie-Pacifique (Australie, Brunei, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam). Une fois pleinement mis en œuvre, les 11 pays formeront un bloc commercial représentant 495 millions de consommateurs et 13,5 % du PIB mondial. Ces développements suggèrent que les flux commerciaux mondiaux pourraient subir des changements à l'avenir.

La Banque mondiale, dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales, met en garde sur le fait que les politiques commerciales protectionnistes peuvent affecter les économies

Graphique 1.10: Volume des exportations et des importations de biens et de services (variation en %)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.



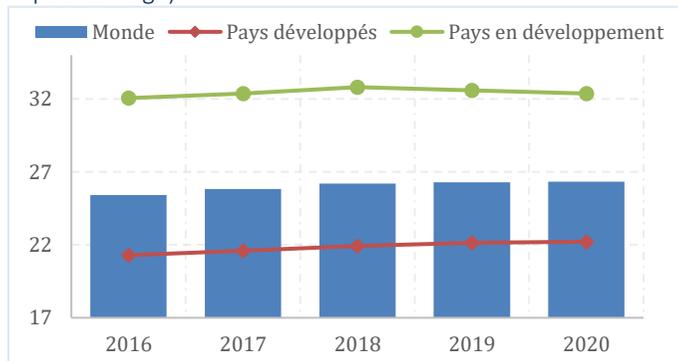
en développement plus sévèrement que les pays développés, faisant comprendre que des réformes politiques et institutionnelles favorables à l'augmentation des investissements sont plus que jamais nécessaires.

▪ **Légère augmentation des investissements nationaux est suivie par une forte baisse des IDE**

Le graphique 1.11 indique à légère accélération des investissements mondiaux depuis 2016. Parmi les pays développés et les pays en développement, la légère reprise de l'investissement dans le PIB a continué, atteignant 21,9% en 2018 pour les pays développés, et 32,8% pour les pays en développement. Les projections pour 2019 et 2020 indiquent que l'investissement continuera de stimuler la croissance économique dans les pays développés, tandis que les investissements dans les pays en développement devraient diminuer légèrement.

Les niveaux d'investissement variés entre les différentes régions en 2018. Par exemple, l'investissement intérieur a diminué en pourcentage du PIB dans les régions de la CEI et l'ECO, est resté plus ou moins stable dans les économies de la région MENA et de l'Afrique subsaharienne, et a fortement augmenté dans les régions en développement d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2019, les économies de la CEI devraient être en tête de la croissance de l'investissement intérieur, tandis qu'un ralentissement de l'investissement est attendu dans la région de l'ECO et en Asie.

Graphique 1.11: Part des investissements dans le PIB (en pourcentage)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.
Remarques: Les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections. (Monde: N = 193; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 154)

La réduction de l'investissement intérieur augmente l'importance de l'investissement direct à l'étranger (IDE), qui demeure la plus importante source de financement extérieur pour les économies en développement. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en 2017, l'IDE représentait 39 % du total des entrées de capitaux dans les pays en développement en tant que groupe.

Comme le montre le graphique 1.12, les entrées d'IDE dans le monde ont considérablement diminué entre 2016 et 2018. Les flux mondiaux d'IDE entrants ont diminué de 13 % en 2018, passant de 1,5 billion de dollars en 2017 à 1,3 billion de dollars en 2018. Les entrées d'IDE dans les pays développés ont diminué de 27 %, à 557 milliards de dollars, tandis que les flux d'IDE vers les pays en développement sont restés plus stables, aux alentours de 740 milliards de dollars. En

raison de la chute significative des IDE dans les pays développés, la part des économies en développement dans les IDE mondiaux est passée à 57 % en 2018.

L'Asie reste le premier bénéficiaire d'IDE dans le monde (512 milliards de dollars), contrairement à l'Afrique où les flux d'IDE n'ont atteint que 46 milliards de dollars en 2018. Toutefois, par rapport à 2017, il s'agit d'une augmentation de 11 % pour l'Afrique, stimulée principalement par l'ouverture à la signature de l'Accord de libre-échange continental africain en mars 2018.

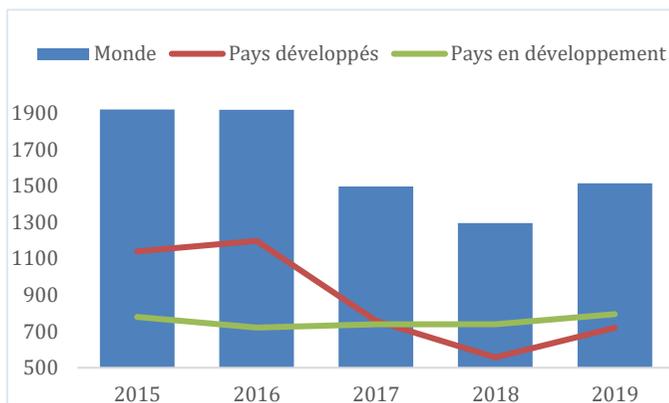
La CNUCED a fait observer que la tendance négative de l'IDE dans le monde était due en grande partie à une baisse des taux de rendement, aux risques géopolitiques et aux tensions commerciales. Bien que les prévisions les plus optimistes concernant l'IDE en 2019 indiquent une augmentation de 14 % pour atteindre près de 1,5 billion de dollars (graphique 1.12), ce chiffre est encore inférieur à la moyenne des dix dernières années. L'augmentation prévue des flux d'IDE est la plus forte dans les pays développés, où l'on prévoit une augmentation de 22,6 %. Les flux d'IDE vers les économies en développement ne devraient augmenter que de 7 %.

- **Les conditions de financement international se sont détendues, offrant un répit aux pays ayant d'importants besoins de financement extérieur.**

Les conditions financières sont cruciales pour l'activité économique parce qu'elles déterminent souvent les plans de dépenses, d'épargne et d'investissement. Dans la période allant de 2016 à 2017, les conditions financières mondiales ont été bien commodes pour la reprise économique mondiale. Les indices de la situation financière ont été inférieurs par rapport aux moyennes historiques, en raison des politiques monétaires qui ont ravivé la confiance des investisseurs et leur désir à prendre des risques. Toutefois, en 2018, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et un certain nombre de pays en développement ont commencé à resserrer leurs politiques monétaires. En général, les autorités de nombreux pays ont supprimé les mesures politiques d'urgence qui avaient dominé la dernière décennie.

La Réserve fédérale américaine a relevé les taux d'intérêt à deux reprises en 2018. Avec la hausse des taux d'intérêt, certains actifs des États-Unis sont devenus plus attrayants et les investisseurs ont réagi en retirant des fonds des économies en développement. En outre, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis ont fait grimper la valeur du dollar en 2018, ouvrant la voie à des

Graphique 1.12: Entrées d'IDE dans le monde (milliards de dollars)

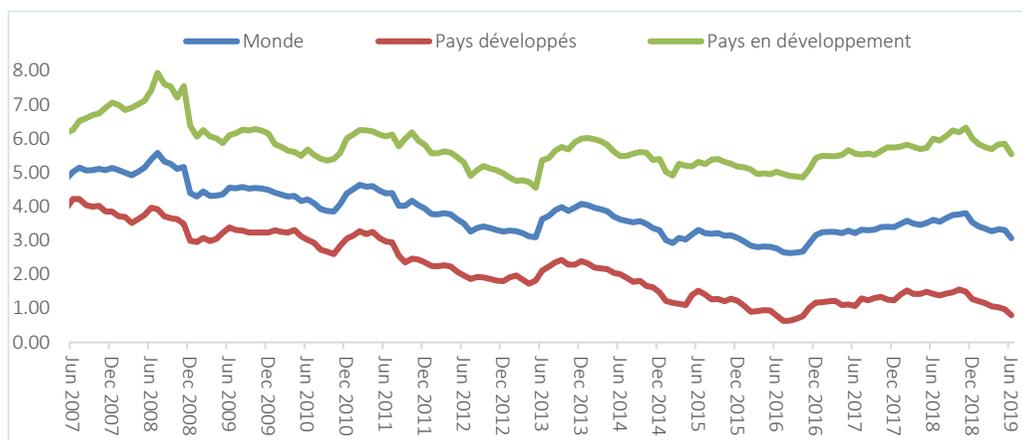


Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2019: Zones économiques spéciales, Genève : 2019.

Remarques: Les zones ombragées indiquent les prévisions dans le meilleur des cas (Monde : N = 163; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 124)



Graphique 1.13: Taux d'intérêt à long terme



Source: Banque fédérale de réserve de Dallas, Base de données des indicateurs économiques mondiaux ; Haver Analytics.

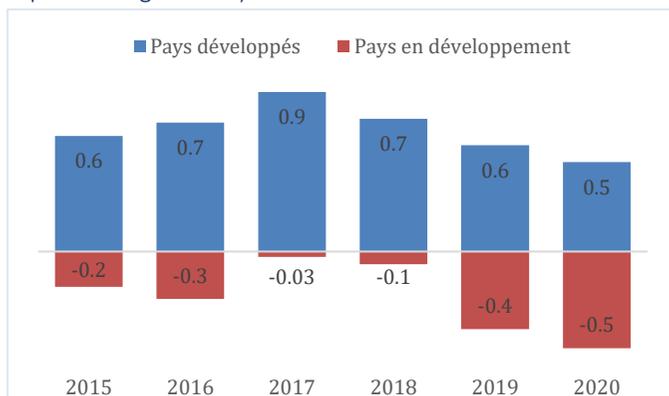
vulnérabilités financières dans certains pays, la forte chute de la valeur de certaines devises comme le Peso argentin et la Livre turque, et ont fait de la dette libellée en dollars américains plus coûteux de confier un service.

Les conditions financières mondiales sont devenues plus favorables pour les pays en développement depuis le début de 2019. Les signes persistants de détérioration de l'économie mondiale, conjugués à une faible inflation, ont conduit les grandes banques centrales à adopter une politique monétaire plus accommodante à court terme et à réduire les taux d'intérêt en 2019. Les taux d'intérêt à long terme ont ainsi diminué (graphique 1.13) et se situent à des niveaux historiquement bas dans de nombreux pays. La Réserve fédérale des États-Unis a réduit ses taux de 25 points de base et a suspendu son cycle de resserrement, tandis que la Banque centrale européenne a reporté l'échéance de son taux d'intérêt négatif.

Avec l'assouplissement des rendements à long terme dans les économies développées, les conditions de financement extérieur des pays en développement se sont améliorées, ce qui a favorisé une reprise des flux de capitaux vers les économies en développement. Néanmoins, même si les coûts d'emprunt sont actuellement plus bas, de nombreux pays en développement n'ont pas de marge de manœuvre budgétaire et sont limités par la hausse de leurs niveaux d'endettement.

▪ **Les fragilités de la balance courante gravement ressenties dans certains pays en développement**

La balance des comptes courants s'est légèrement détériorée tant dans les pays développés que dans les pays en développement en 2018, par rapport à leur niveau de 2017. L'excédent de la balance courante des pays développés s'est réduit à 0,7 % du PIB en 2018. Le renforcement de la demande intérieure devrait faire progresser les importations et réduire davantage l'excédent de la balance courante des pays développés en 2019 et 2020 (graphique 1.14).

Graphique 1.14: Balance des comptes courants (en pourcentage du PIB)

Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.

Remarques: Les chiffres pour 2019 et 2020 sont des prévisions (Développés: N = 39; Pays en développement: N = 154).

Le déficit courant moyen des pays en développement s'est accentué (-0,03%) en 2017 pour atteindre (-0,1%) en 2018, et il devrait encore augmenter en 2019 et 2020. Les progrès les plus notables de la balance des opérations courantes ont été réalisés dans les pays exportateurs de pétrole, en raison de l'augmentation des prix du pétrole. Symétriquement, la fragilité de la balance courante de certains pays importateurs de pétrole,

comme l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et l'Afrique du Sud, s'est aggravée, en raison de la hausse de leur facture pétrolière. La balance des opérations courantes des pays exportateurs de pétrole devrait être affectée à court terme, car les prix moyens du pétrole devraient chuter par rapport à leur niveau de 2018.

Tableau 1.2: Balance des comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2017	2018	2019	2020
Europe centrale et orientale (ECO)	-2.5	-2.2	-0.9	-1.4
Communauté des États indépendants (CEI)	1.0	5.0	3.8	3.4
Asie	0.9	-0.1	-0.1	-0.2
Amérique latine et Caraïbes (ALC)	-1.4	-1.9	-1.9	-2.0
Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA)	-0.3	3.1	-0.5	-0.4
Afrique subsaharienne	-2.1	-2.6	-3.7	-3.7

Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.

Remarques: (ECO: N = 12; CEI: N = 12; Asie: N = 30; ALC: N = 32; MENA: N = 21; ASS: N = 45).

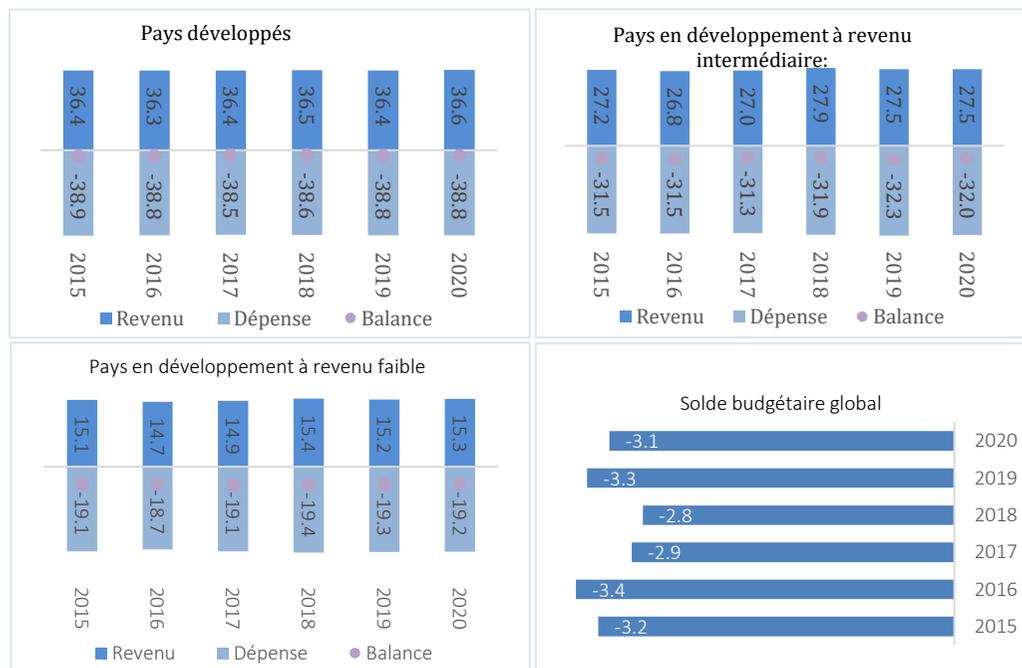
Les États-Unis continuent d'enregistrer le déficit commercial le plus important du monde en termes absolus (468,8 milliards de dollars en 2018), tandis que l'Allemagne et le Japon affichent de loin le plus important excédent commercial au monde, toujours en termes absolus. Cependant, les déficits ou excédents commerciaux sont plus importants en pourcentage du PIB dans un certain nombre d'autres pays. En 2018, les déficits courants des États-Unis sont restés pratiquement stables à (-2.3%) du PIB. Sous l'impulsion d'une politique budgétaire expansionniste, le déficit de la balance courante américaine devrait atteindre (-2,4%) en 2019. Les soldes des comptes courants se sont légèrement détériorés dans les régions en développement d'Asie, d'ALC et d'ASS en 2018, et se sont améliorés en moyenne dans les régions CEI, CEE et MENA. En 2019, les déficits de la balance courante devraient connaître une modeste expansion dans les régions MENA et ASS, en particulier dans les pays où la croissance de la demande intérieure est relativement forte.



▪ Les soldes budgétaires n'ont pas encore été globalement stables

Comme le montre le graphique 1.15, les tendances budgétaires mondiales sont restées globalement stables, le déficit budgétaire mondial des administrations publiques s'étant légèrement amélioré, passant de (-2,9 %) en 2017 à (-2,8 %) en 2018. Toutefois, au cours de la période 2019-2020, le solde budgétaire mondial moyen devrait se détériorer légèrement et prendre des valeurs comprises entre (-3,1%) et (-3,3%).

Graphique 1.15: Solde budgétaire des administrations publiques (% du PID)



Source: Moniteur des finances publiques du FMI 2019.

Remarques: Les chiffres pour 2019 et 2020 sont des prévisions (Monde: N = 115; Pays développés: N = 35; Pays en développement à revenu intermédiaire: N = 40; Pays en développement à faible revenu: N = 40)

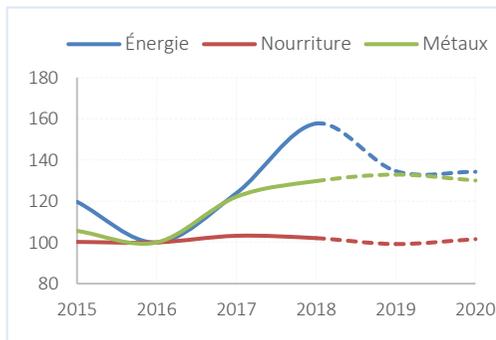
Les pays en développement ont déclenché la reprise budgétaire mondiale la plus récente. Le solde budgétaire moyen des pays en développement à revenu moyen passe de -4 % du PIB en 2017 à -4 % en 2018, contre -4,3 % en 2017. Au cours de la même période, le solde budgétaire est resté inchangé dans les pays développés (-2,1% du PIB) et s'est légèrement amélioré dans les économies en développement à faible revenu (-4% du PIB en 2018). Au cours de la même période, le solde budgétaire est resté inchangé dans les pays développés (-2,1% du PIB) et s'est légèrement amélioré dans les économies en développement à faible revenu (-4% du PIB en 2018). D'autre part, dans les pays en développement à faible revenu, la tendance générale à la stabilisation budgétaire devrait se poursuivre.

Parmi les pays développés, les États-Unis fait face au déficit budgétaire le plus important, qui a atteint (-4,3 %) en 2018 et devrait augmenter pour atteindre (-4,6 %) du PIB en 2019. Au sein du groupe des pays en développement et selon les projections du FMI, le déficit du solde budgétaire des administrations publiques en 2019 devrait être nettement plus élevé dans des pays tels que

le Venezuela (-29,8 %), la Libye (-10,9 %), Oman (-9,9 %), le Soudan (-8,8 %), l'Égypte (-8,6) et l'Arabie saoudite (-7,9 %).

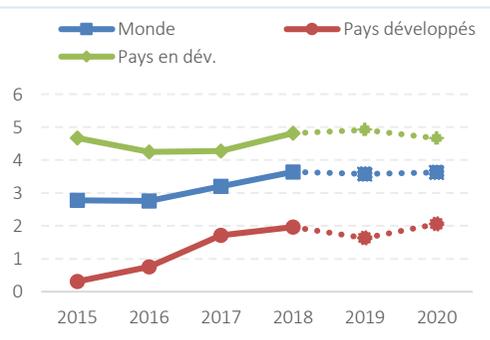
Les pays en développement avec un grand budget de l'État et des déficits du compte courant, des petites réserves de devises étrangères et une large proportion de la dette libellée en devises étrangères restent toujours très vulnérables à des changements soudains des conditions du marché.

Graphique 1.16: Cours mondiaux des produits de base (2016 = 100)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.
Remarques: Prix moyens à la consommation (Monde : N = 193)

Graphique 1.17: Inflation (variation en %)



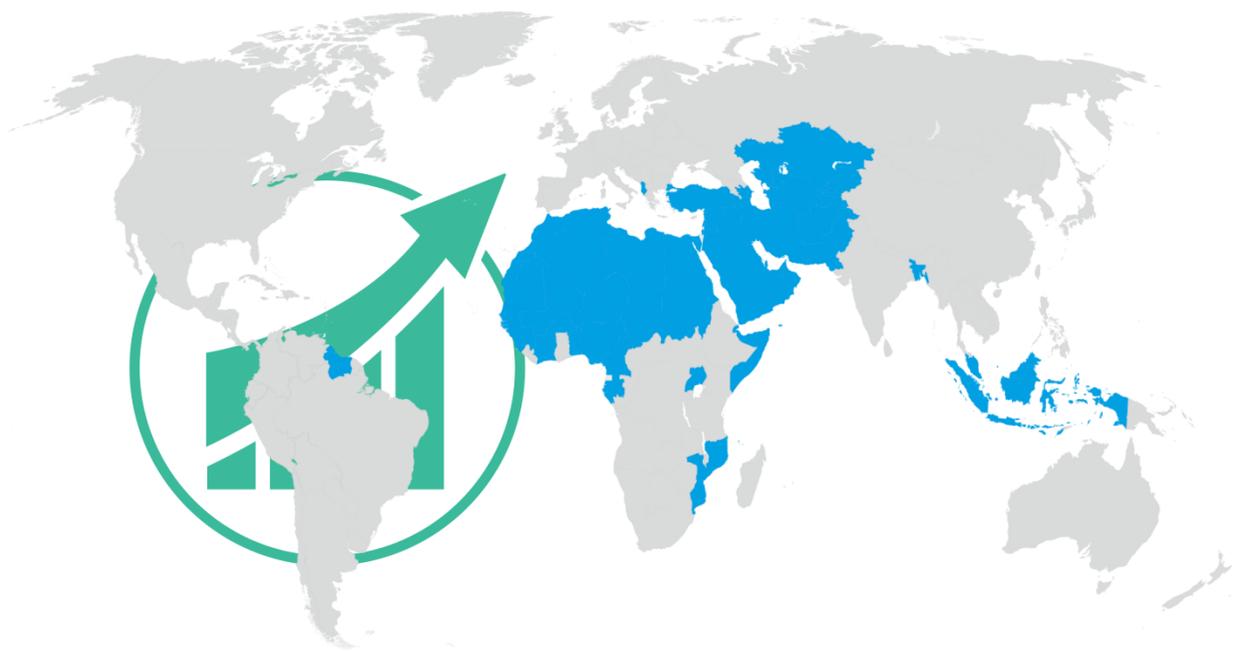
Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales.
Remarques: Prix moyens à la consommation (Monde : N = 193; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 154)

Le graphique 1.16 montre que les prix de l'énergie devraient baisser en 2019, ce qui posera des problèmes financiers à certaines économies exportatrices de pétrole. En raison du ralentissement de la demande mondiale, la période 2018-2019 est également marquée par une légère baisse des prix d'autres produits de base, comme les aliments et les boissons, qui sont inférieurs que ceux de 2016 année de référence. Le taux d'inflation mondial en 2018 était d'environ 3.6 %. Une légère baisse des prix des produits de base, en particulier de l'énergie, devrait entraîner une baisse du taux d'inflation dans les pays développés en 2019 (graphique 1.17). Entre 2015 et 2017, en moyenne, les taux d'inflation dans les pays développés et les pays en développement ont évolué dans des directions opposées, augmentant dans les pays développés et diminuant dans les pays en développement. Présentement, pour les pays en développement, une croissance relativement plus rapide des taux d'inflation est prévue pour 2019. Sur le plan géographique, cette année, dans la région de la CEI, les taux d'inflation devraient augmenter de manière significative et diminuer dans les régions MENA et Afrique subsaharienne.

Pour conclure, on peut dire que l'économie mondiale subit des tensions croissantes à mesure que la croissance économique se ralentit et que les tensions commerciales augmentent. Les problèmes géopolitiques causent également la panique chez les investisseurs en Asie. En outre, si aucun accord sur Brexit n'est conclu avant le 31 octobre 2019, l'économie du Royaume-Uni et de l'UE en général pourrait en souffrir. Tous ces facteurs sont susceptibles de déterminer la trajectoire de la croissance économique mondiale au cours des prochains trimestres et des prochaines années.



PARTIE II: LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI





CHAPITRE DEUX

Production, croissance et emploi



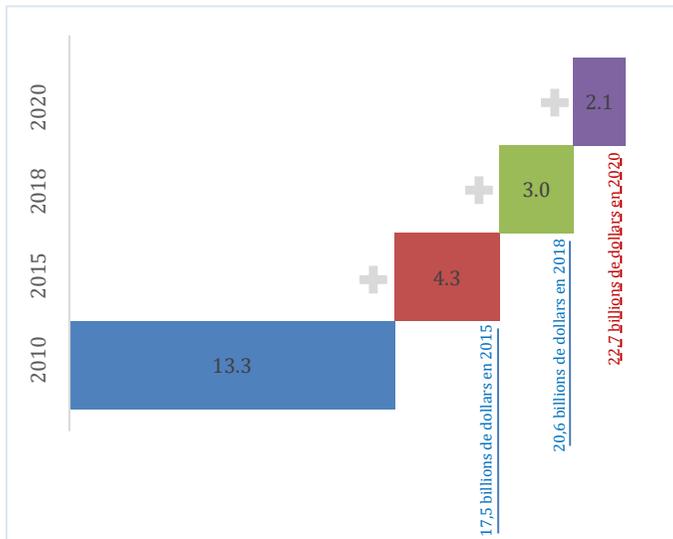
2.1 Production et croissance

L'économie mondiale a connu une transformation fondamentale causée par la performance économique remarquable des pays en développement au cours des dernières décennies. Bien que les taux de pauvreté diminuent dans de nombreuses régions du monde en développement, les résultats en matière de santé, d'éducation et d'emploi continuent de s'améliorer. Comme les pays en développement continuent de croître plus vite que les pays développés, leur croissance est de plus en plus marquée dans la chaîne de valeur mondiale, poussant le centre de gravité économique mondial à se déplacer vers le Sud. L'expansion de la coopération Sud-Sud, qui a atteint des niveaux sans précédent, peut être comprise comme faisant partie de cette transformation mondiale induite par la prospérité croissante du Sud.

Depuis sa création il y a cinquante ans, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) veille à maintenir un climat de dialogue, de solidarité et de coopération entre ses États membres. Aujourd'hui, avec ses 56 pays membres actifs, l'OCI est l'une des plus grandes organisations intergouvernementales qui promeut la coopération économique entre ses membres dans le cadre de sa mission. Notant la diversité des pays de l'OCI en termes de ressources et de niveaux de développement, les pays de l'OCI sont considérés comme un groupe hétérogène de pays ayant un grand potentiel de collaboration dans de nombreux secteurs économiques.

- **Production:** La part des pays de l'OCI dans le PIB mondial est demeurée à 15,2% en 2018

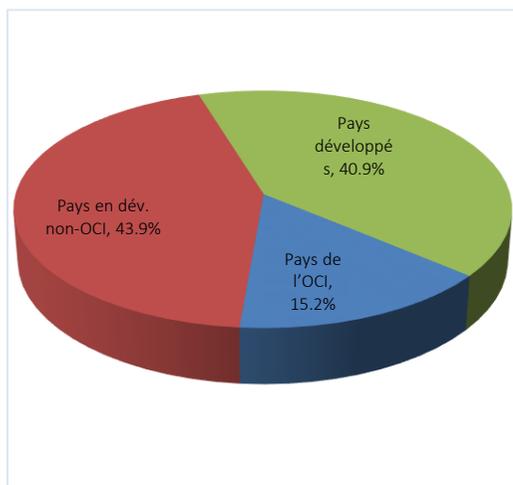
Graphique 2.1: Produit Intérieur Brut des Pays de l'OCI, (Trillion de dollars, PPA Prix courants)



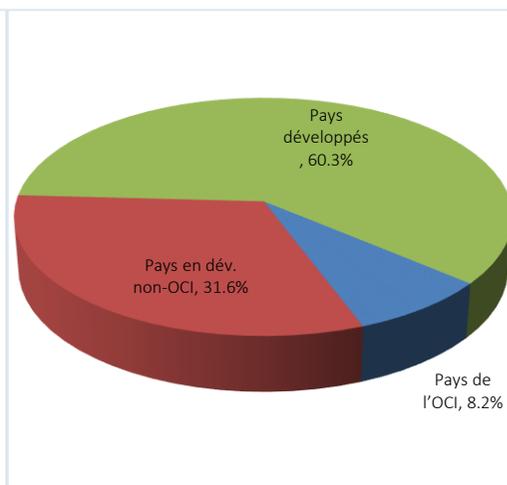
Source: Calculs du personnel du SESRIC fondés sur les Perspectives de l'économie mondiale du FMI - Base de données avril 2019. Couverture des données : 55 pays de l'OCI.

Au fil des années, les pays de l'OCI ont raisonnablement amélioré leurs capacités productives pour générer plus de production par des activités économiques accrues. La production totale des pays de l'OCI a augmenté de près de 50% au cours de la période 2010-2018 et a atteint 20,6 trillions de dollars EU - exprimés en dollars courants et basés sur la PPA - en 2018, contre 13,3 trillions en 2010 (graphique 2.1). Une augmentation supplémentaire d'environ 9% est prévue d'ici 2020 pour que les pays de l'OCI atteignent une valeur de 22,7 trillions de dollars de capacités de production.

Graphique 2.2a: Produit intérieur brut, en \$ PPA courants (2018)



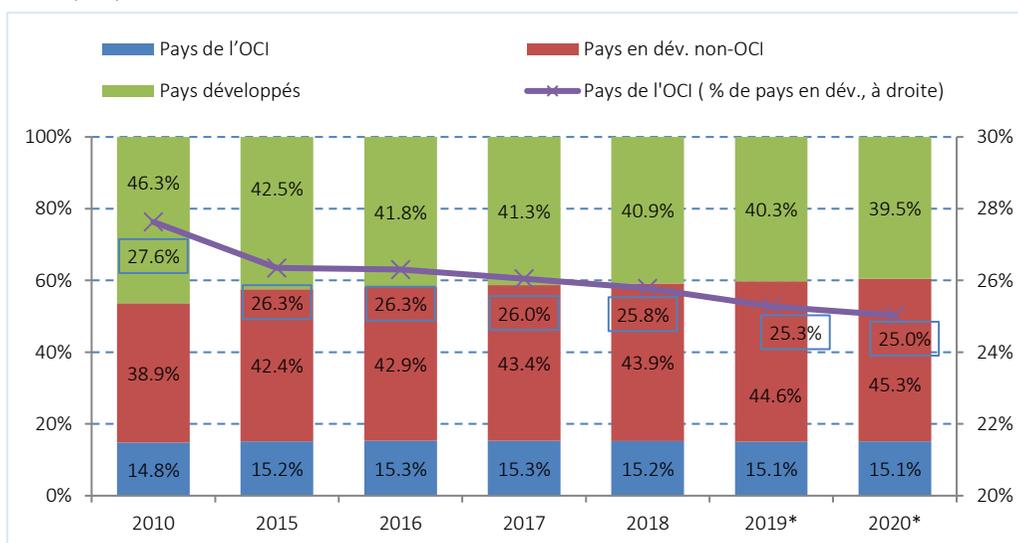
Graphique 2.2b: Produit intérieur brut, en dollars courants (2018)



Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

Malgré les résultats obtenus au cours des dernières décennies, les niveaux de développement économique et humain dans de nombreux pays de l'OCI sont restés sous le niveau espéré. En 2018, ayant représenté près de 24,0% de la population totale mondiale, les pays membres de l'OCI ont produit au plus 15, 2% du PIB total mondial - exprimé en dollar américain (\$) courant et fondé sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) (graphique 2.2a). Cependant, lorsqu'ils sont mesurés en prix courants, les pays membres de l'OCI ne représentent que 8,2% de la production mondiale en 2017 (graphique 2.2b).

Graphique 2.3: Produit intérieur brut, \$ PPA courants



Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés. (*) Prévisions.

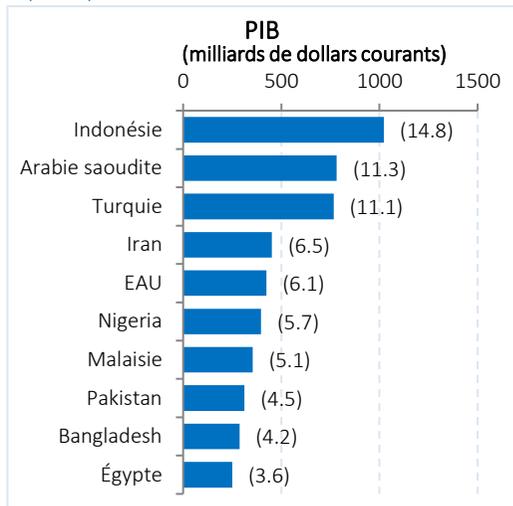


Au cours de la période 2010-2017, le groupe des pays de l'OCI a augmenté sa part dans la production mondiale de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 15,3% en 2017 (graphique 2.3). Toutefois, leur part est tombée à 15,2% en 2018 et devrait encore baisser à 15,1% en 2019 et 2020, malgré les taux de croissance positifs prévus pour les pays de l'OCI. Notant que la part de certains pays tels que les États-Unis et la Chine (15,2% et 18,7% respectivement en 2018) est supérieure à la part collective des pays de l'OCI, la contribution des pays de l'OCI en tant que groupe à la production mondiale ne revêt qu'une importance limitée. D'autre part, la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a diminué régulièrement et a été enregistrée à 25,8% en 2018, une baisse de 0,5 point de pourcentage depuis 2015 (graphique 2.3).

La baisse de la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement indique que les économies de l'OCI n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats que les pays en développement non membres de l'OCI dans l'accroissement de leur production. Au cours de la même période, les pays non membres de l'OCI ont connu une augmentation plus rapide de leur production dans le PIB total, atteignant 59,2 billions de dollars en 2018, un niveau qui est nettement supérieur à leur performance de 2015 qui était de 49,0 billions de dollars.

En outre, il est constaté que le PIB total des pays de l'OCI est toutefois produit par quelques pays membres. En 2018, les 10 premiers pays de l'OCI en termes de volume du PIB ont compté pour 73,0% de la production totale des pays de l'OCI (graphique 2.4). En prix courants, l'Indonésie a la part la plus élevée dans le PIB de l'OCI (14,8%) suivie par l'Arabie Saoudite (11,3%), la Turquie (11,1%) et l'Iran (6,5%). La performance économique globale du groupe des pays membres de l'OCI est très dépendante de l'évolution de ces dix pays. En effet, le carburant est la principale source de revenus à l'exportation pour 4 de ces 10 pays de l'OCI, à savoir l'Arabie saoudite, l'Iran, les Émirats Arabes Unis et le Nigeria.

Graphique 2.4: Les 10 premiers pays de l'OCI (2018)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du PIB du pays concerné dans le PIB global des pays de l'OCI en tant que

- **Croissance économique :** Les taux de croissance dans les pays de l'OCI connaissent une nouvelle décélération en 2018

La baisse de la part des pays de l'OCI dans le PIB mondial peut s'expliquer par la chute des taux de croissance économique dans les pays de l'OCI. La croissance du PIB des pays de l'OCI a ralenti pour se situer à 3,1% en termes réels en 2018, contre 6% en 2010 et 4,2% en 2014 (graphique 2.5). Cependant, les taux de croissance des pays de l'OCI, en moyenne, ont été supérieurs à la moyenne mondiale jusqu'en 2017, ce qui a entraîné une augmentation de la part de l'OCI dans

Graphique 2.5: Taux de croissance du PIB dans les pays de l'OCI (%)

Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (*) Prévisions.

le PIB mondial. En 2018, avec un taux de croissance moyen de 3,1 %, la croissance de l'OCI a baissé sous la moyenne mondiale. La croissance économique dans les pays de l'OCI devrait baisser à 2,4% en 2019 et rester inférieure à la moyenne mondiale. (Tableau 2.1). Ce n'est qu'en 2020 que les pays de l'OCI devraient connaître une croissance au-dessus de la moyenne mondiale.

Tableau 2.1: Taux de croissance du PIB (%)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020*
Monde	3.6	3.4	3.4	3.8	3.6	3.3	3.6
Pays de l'OCI	4.2	3.7	4.4	3.8	3.1	2.4	3.8
<i>Égypte</i>	2.9	4.4	4.3	4.2	5.3	5.5	5.9
<i>Indonésie</i>	5.0	4.9	5.0	5.1	5.2	5.2	5.2
<i>Nigeria</i>	6.3	2.7	-1.6	0.8	1.9	2.1	2.5
<i>Arabie saoudite</i>	3.7	4.1	1.7	-0.7	2.2	1.8	2.1
<i>Turquie</i>	5.2	6.1	3.2	7.4	2.6	-2.5	2.5
Pays en dév. non-OCI	4.9	4.5	4.6	5.1	5.2	5.1	5.2
<i>Brésil</i>	0.5	-3.5	-3.3	1.1	1.1	2.1	2.5
<i>Chine</i>	7.3	6.9	6.7	6.8	6.6	6.3	6.1
<i>Inde</i>	7.4	8.0	8.2	7.2	7.1	7.3	7.5
<i>Russie</i>	0.7	-2.5	0.3	1.6	2.3	1.6	1.7
<i>Afrique du Sud</i>	1.8	1.2	0.4	1.4	0.8	1.2	1.5
Pays développés	2.1	2.3	1.7	2.4	2.2	1.8	1.7
<i>Allemagne</i>	2.2	1.5	2.2	2.5	1.5	0.8	1.4
<i>Japon</i>	0.4	1.2	0.6	1.9	0.8	1.0	0.5
<i>Suisse</i>	2.5	1.3	1.6	1.7	2.5	1.1	1.5
<i>États-Unis</i>	2.5	2.9	1.6	2.2	2.9	2.3	1.9

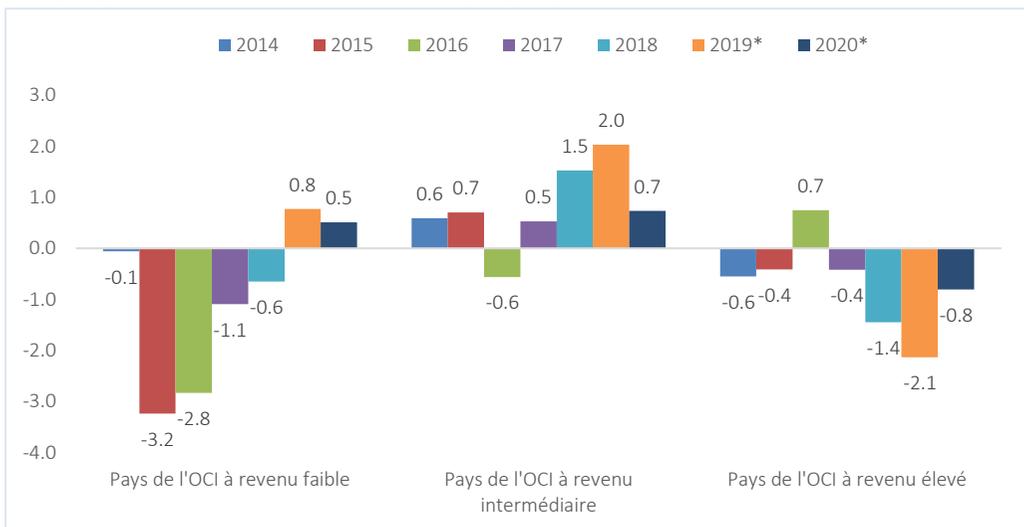
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019 Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés. (*) Prévisions.



Notant la diversité des ressources et des capacités économiques des différents pays de l'OCI, l'un des résultats souhaités pour l'OCI est de parvenir à la prospérité pour tous les pays membres. Pour analyser les modèles de convergence des pays de l'OCI, ces derniers sont regroupés en trois grands groupes en fonction de leur niveau de revenu par habitant. Ensuite, les taux de croissance moyens sont calculés pour les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé des pays de l'OCI. Les taux de croissance plus élevés des pays à faible revenu comparativement aux pays à revenu plus élevé seraient une indication d'une convergence des revenus entre les pays membres de l'OCI.

Le graphique 2.6 présente la différence entre les taux de croissance réalisés par les pays du groupe ayant un revenu spécifique et le taux de croissance moyen réalisé par les pays de l'OCI en tant que groupe. Les pays de l'OCI à revenu bas ont connu un taux de croissance inférieure par rapport à celle de la moyenne de l'OCI entre 2014 et 2018, ce qui implique un écart grandissant entre les pays riches et pauvres de l'OCI. Cependant, leur croissance devrait être supérieure à la moyenne de l'OCI au cours de la période 2019-2020, ce qui leur permettra de réduire partiellement l'écart avec les pays les plus riches. Une observation importante est que les pays à revenu plus élevé enregistrent également des taux de croissance relativement plus faibles que la moyenne de l'OCI. Les données globales révèlent que les pays à revenu intermédiaire se rapprochent des pays à revenu plus élevé, mais la disparité des revenus avec les pays de l'OCI à faible revenu continue de se creuser vis-à-vis les autres pays de l'OCI.

Graphique 2.6: Taux de croissance du PIB par groupes de revenu

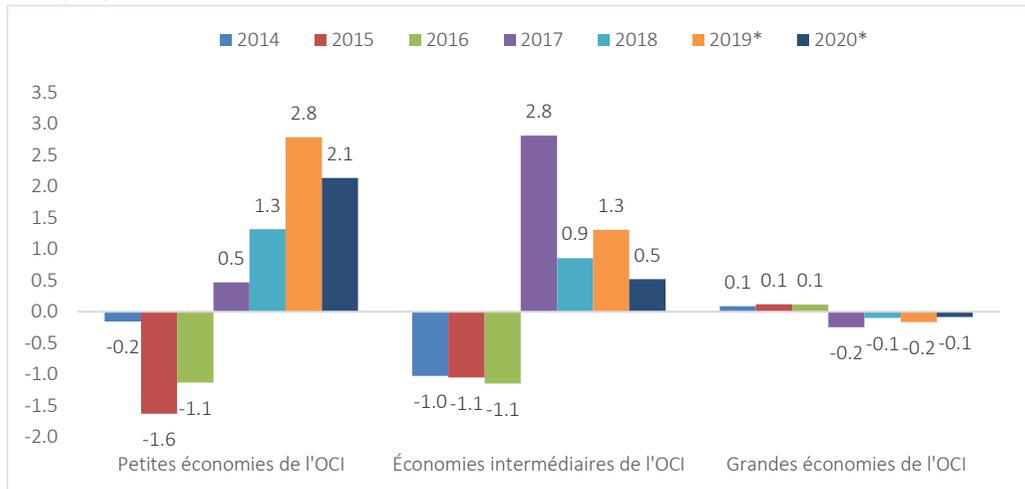


Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (*) Prévisions.

Quand on fait un exercice similaire avec des pays de l'OCI ayant des tailles économiques différentes, nous observons que les économies plus petites et moyennes de l'OCI ont un taux de croissance plus rapide que les économies plus grandes (graphique 2.7). Cela montre que l'expansion économique des petites économies de l'OCI est supérieure à celle des grandes

économies de l'OCI, ce qui indique une convergence potentielle entre les pays de l'OCI en termes de taille économique.

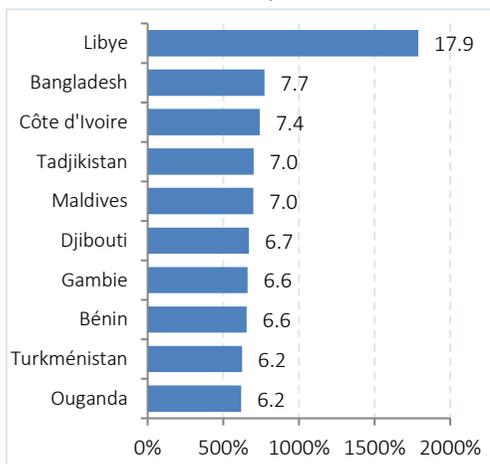
Graphique 2.7: Taux de croissance du PIB selon la taille de l'économie



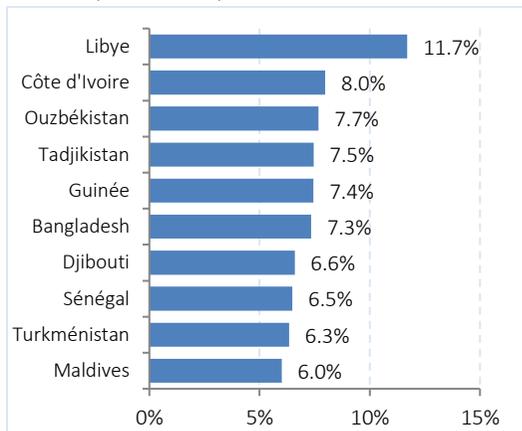
Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (*) Prévisions.

Sur le plan national, la Libye, avec un taux de croissance de 17,9% en 2018, a été l'économie qui a connu la croissance la plus rapide du groupe des pays de l'OCI, suivie du Bangladesh (7,7%), de la Côte d'Ivoire (7,4%), du Tadjikistan (7,0%), des Maldives (7,0%) comme indiqué au graphique 2.8a. Au total, 26 pays de l'OCI ont enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale de 3,6%. Bien que certains pays de l'OCI aient enregistré des taux de croissance élevés en 2018, ce qui importe davantage est de soutenir les taux de croissance pour des périodes plus longues. Pour déterminer quels pays de l'OCI ont réussi à maintenir leurs taux de croissance, les

Graphique 2.8a: Pays de l'OCI affichant les taux de croissance les plus élevés en 2018



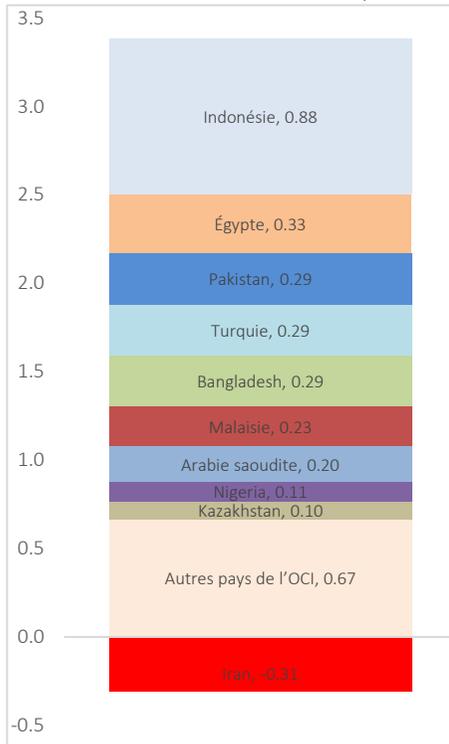
Graphique 2.8a: Pays de l'OCI affichant les taux de croissance les plus élevés au cours des 5 dernières années (2014-2018)



Source: Calculs du personnel du SESRIC fondés sur la base de données des PEM du FMI d'avril 2019 en utilisant le PIB représenté en prix nationaux constants. Couverture des données : Parmi les 55 pays de l'OCI.



Graphique 2.9: Contribution des pays de l'OCI à la croissance de l'OCI, 2018



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (*) Prévisions.

enregistré des taux de croissance négatifs. Ce nombre a diminué à six en 2017 et quatre en 2018. Avec l'amélioration des conditions économiques, seuls trois pays de l'OCI devraient rester en stagnation en 2019 (graphique 2.10).

- **Structure du PIB :** Le secteur des services représente la moitié de l'activité économique dans la région de l'OCI.

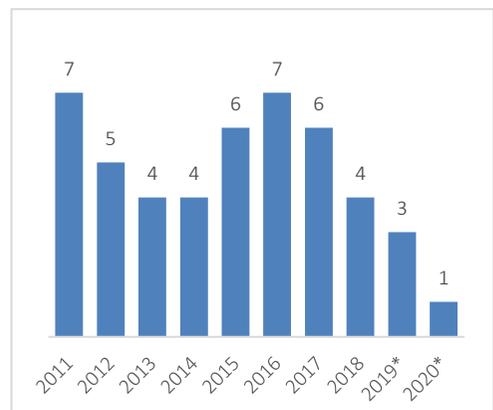
L'analyse de la valeur ajoutée par les principaux secteurs dans le PIB total des pays de l'OCI révèle des informations importantes sur la structure des économies. Bien que le secteur agricole représente une part importante de l'emploi dans l'économie, sa part dans le PIB total est généralement faible en raison de la sous-productivité dans le secteur

taux de croissance annuels moyens au cours des cinq dernières années sont présentés dans le graphique 2.8b. Les sept pays de l'OCI qui ont enregistré le taux de croissance économique le plus élevé en 2018 figurent également parmi les pays de l'OCI qui ont connu la plus forte croissance au cours des cinq dernières années. La Libye (11,7%), la Côte d'Ivoire (8,0%), l'Ouzbékistan (7,7%), le Tadjikistan (7,5%) et la Guinée (7,4%) ont été parmi les pays de l'OCI les plus performants entre 2014-2018.

Le taux de croissance moyen des pays de l'OCI dépend fortement de la performance économique des grandes économies. Une meilleure performance de ces pays augmente également le taux de croissance total de l'OCI en tant que groupe. En 2018, la bonne performance économique de l'Indonésie, de l'Égypte, du Pakistan, de la Turquie et du Bangladesh a contribué de manière significative à la performance globale de l'OCI. D'autre part, la contraction de l'économie iranienne a eu un impact négatif sur le score global de l'OCI (graphique 2.9).

En fait, un nombre significatif de pays de l'OCI ont connu une contraction de leur économie au cours de la période 2015-2017. En 2016, sept pays de l'OCI ont

Graphique 2.10: Nombre de pays de l'OCI ayant des taux de croissance négatifs (2011-2020)

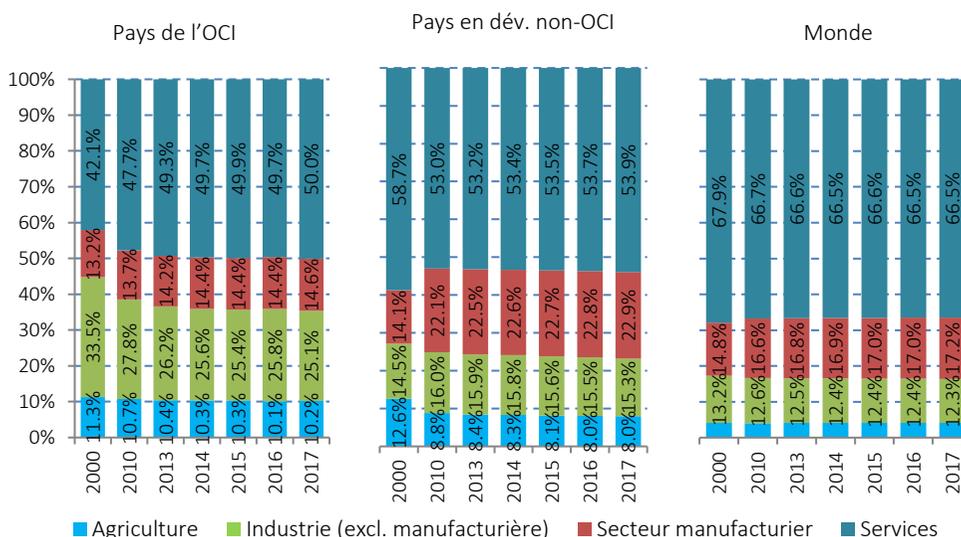


Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (*) Prévisions.

agricole. Cependant, il reste un secteur important pour les pays de l'OCI, qui représente 10,2% de l'activité économique totale (graphique 2.11). La part de l'industrie non manufacturière, qui comprend principalement l'exploitation minière, les services publics et la construction, a lentement diminué au fil des ans. Il a été mesuré à 26,2 % en 2013 et à 25,1 % en 2017, soit une baisse de 1,1 point de pourcentage. Au contraire, la part du secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, est passée de 14,2 % en 2013 à 14,6 % en 2017.

Le secteur des services, d'autre part, a continué à jouer un rôle majeur dans les économies de nombreux pays de l'OCI comme une source plus importante de l'activité économique. La part moyenne du secteur des services dans le PIB total des pays de l'OCI est passée de 49,3% en 2013 à 50,0% en 2017. Pour les pays en développement non membres de l'OCI, le secteur des services représentait toujours plus de la moitié du PIB total et sa part a été enregistrée à 53,9% en 2017 (graphique 2.11). Comme la part du secteur des services dans la valeur ajoutée totale des pays développés est beaucoup plus élevée, la part mondiale du secteur des services dans le PIB total se maintient à 66,5%.

Graphique 2.11: La valeur ajoutée selon les grands secteurs de l'économie (% du PIB)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2019. Répartition du PIB à prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, et 38 développés.

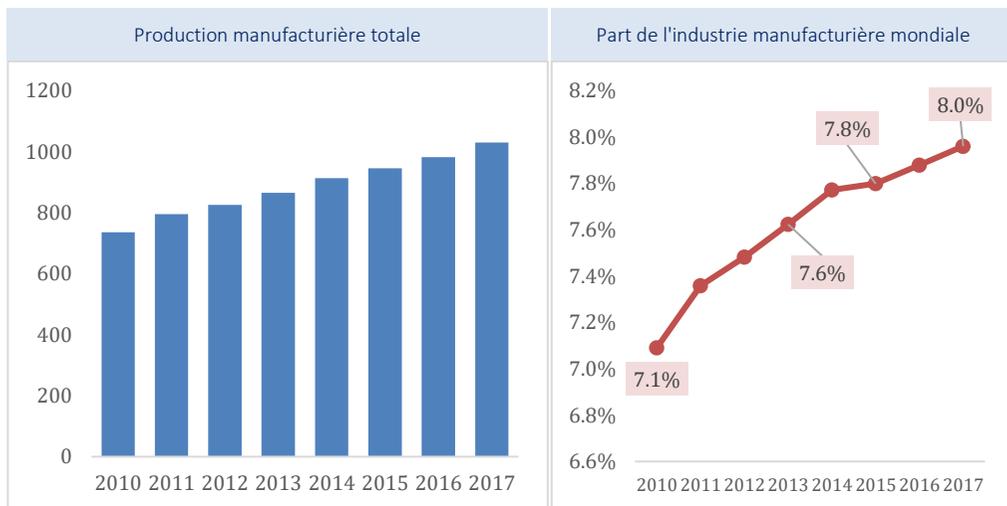
Sur le plan national, en 2017, le secteur agricole représentait plus de 30% de la valeur ajoutée totale dans huit pays membres de l'OCI, à savoir la Somalie, la Sierra Leone, le Soudan, le Niger, la Guinée-Bissau, le Mali, le Tchad et les Comores, qui ont tous été listés dans la catégorie PMA cette même année selon la classification de l'ONU. Dans quatre pays seulement, le secteur des services représente plus de 66,5%, soit plus que la moyenne mondiale, à savoir les Maldives, le Liban, Djibouti et la Palestine.



- **Activités manufacturières** : La tendance à la hausse de la part des pays de l'OCI dans la production industrielle mondiale totale se maintient en 2017.

Les économies d'un nombre important des pays de l'OCI sont caractérisées par une grande dépendance aux produits primaires. Les prix des produits primaires ont été assez volatiles, ce qui détériore la gestion macroéconomique et les perspectives du développement économique. Pour les économies de ce type, il est extrêmement important de diversifier la production manufacturière afin de réduire les risques macroéconomiques liés à la dépendance aux produits primaires.

Graphique 2.12: Activité manufacturière dans les pays de l'OCI (milliards de dollars)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2019. Prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

La part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans la valeur ajoutée totale a légèrement augmenté au fil du temps, mais elle représente une part plus importante du PIB total dans les pays en développement non membres de l'OCI. L'industrialisation rapide de plusieurs pays en développement non membres de l'OCI a fait substantiellement passer la part de la VAM dans les pays en développement non membres de l'OCI de 14,1% en 2000 à 22,9% en 2017.

La production manufacturière collective des pays de l'OCI augmente régulièrement au fil des ans (graphique 2.12). Elle a dépassé le seuil de 1 000 milliards d'USD en 2017, contre 736 milliards d'USD en 2010. Fait plus important encore, la part des pays de l'OCI dans les activités manufacturières mondiales est en augmentation. La part des pays de l'OCI dans la VAM totale n'était que de 4,9 % en 1990, ce qui a augmenté à 5,8 % en 2000 et 7,1% en 2010. En 2017, ils représentent 8,0 % de la VAM mondiale. Malgré l'augmentation constante et compte tenu des potentiels existants en matières de capital humain, de ressources énergétiques, et de potentiel commercial, le niveau actuel de contribution à la valeur ajoutée manufacturière mondiale est loin d'être satisfaisant.

En dépit de la diversité des performances de croissance entre les pays de l'OCI, la VAM totale dans le groupe de l'OCI a continué d'être dominée par quelques pays membres. Avec une part

collective de 41,8%, l'Indonésie et la Turquie représentent ensemble plus des deux cinquièmes de la VAM dans les pays de l'OCI, suivies par la Malaisie (8,1%), l'Arabie Saoudite (8,1%) et l'Iran (6,8%). Les cinq premiers pays de l'OCI représentent 64,8% du total des VAM dans les pays de l'OCI.

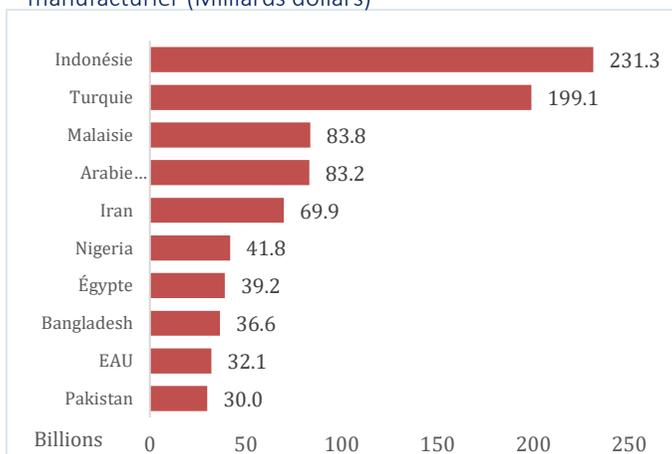
Visiblement, il y a une forte croissance de la VAM dans quelques pays de l'OCI depuis plus de deux décennies, mais la part du secteur manufacturier dans l'emploi total et la valeur ajoutée totale est encore faible. Il y a une forte augmentation du déficit commercial dans les produits manufacturiers, en raison de l'insuffisance de la capacité de production du secteur manufacturier dans les pays de l'OCI. Cependant, une économie bien diversifiée nécessite une industrie manufacturière solide et sophistiquée afin d'améliorer et maintenir sa compétitivité dans l'économie mondiale.

L'expérience internationale a indiqué que les politiques excessivement introverties freinent le développement à long terme, car les économies nationales se sont vu refuser une grande source d'informations, de la technologie et, surtout, la concurrence. Afin d'identifier les principales causes de l'échec de la plupart des politiques d'industrialisation, des expériences spécifiques de pays devraient être étudiées à partir de la phase initiale de la conception même des politiques aux approches utilisées dans les processus de mise en œuvre.

- **PIB par postes de dépenses:** La part de l'investissement dans le PIB total des pays de l'OCI a continué à baisser en 2017.

L'analyse du PIB mondial selon les principaux postes dépenses révèle que la part de la consommation finale (par ménage et par gouvernement) a continué à être la plus élevée dans le PIB total au cours des années. Comme le montre le graphique 2.16, en 2017, la consommation des ménages dans les pays de l'OCI a représenté la plus grande part du PIB (52,9%) suivie par l'investissement (formation brute de capital) (28,0%) et les dépenses publiques générales (12,8%). La part des exportations nettes dans le PIB mondial a été négligeable.

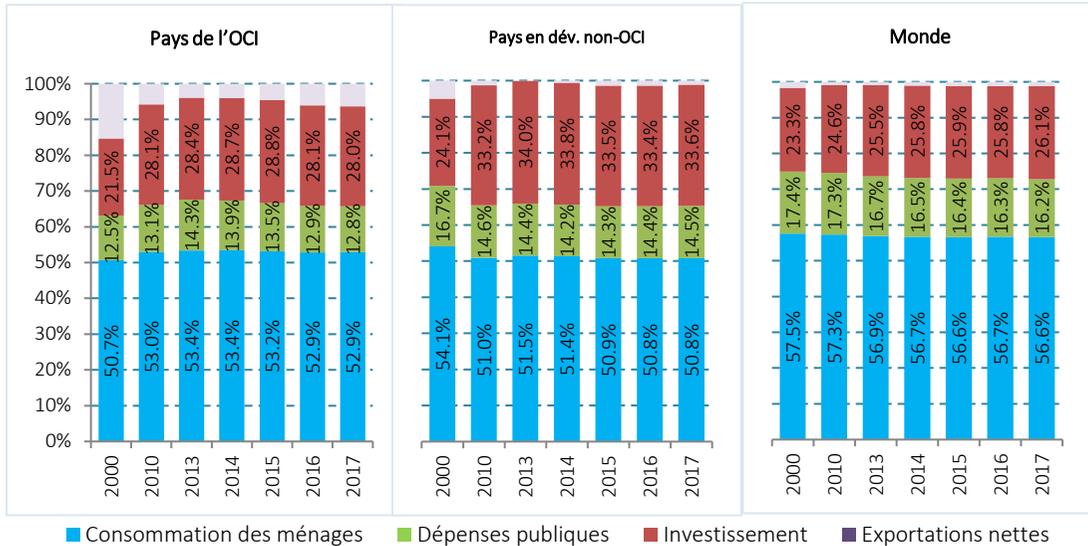
Graphique 2.13: Principaux pays de l'OCI dans le secteur manufacturier (Milliards dollars)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2019. Prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.



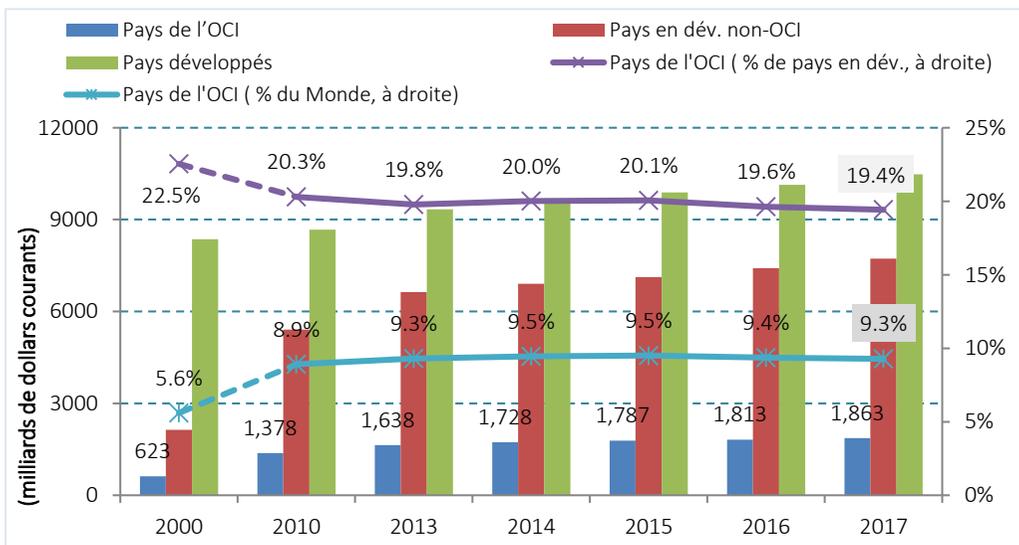
Graphique 2.14: PIB par poste de dépenses principales (% du PIB)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2019. Répartition du PIB à prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

Les parts relatives aux importants postes de dépenses dans le PIB total des pays de l'OCI et des pays en développement non-OCI ont connu des variations significatives dans le monde. En 2017, la consommation des ménages et les dépenses publiques ont représenté 65,7% du PIB total des pays de l'OCI. En tant que constituants de la dépense de consommation finale, les dépenses

Graphique 2.15: La formation brute de capital fixe, en volume et en part (à droite)



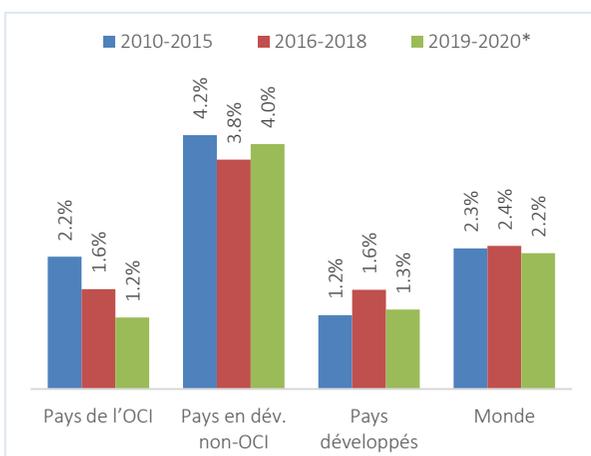
Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des comptes nationaux de la DSNU sur les principaux agrégats, juin 2019. formation brute de capital fixe (y compris les acquisitions dont les valeurs ont été retirées) à prix constants 2010 en dollars américains, à partir de 2010. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

effectuées par les ménages et les administrations publiques comptaient pour 52,9% et 12,8% du PIB, respectivement. Ces chiffres montrent une légère augmentation de la part de la consommation des ménages par rapport à l'année 2000. Cependant, la part des exportations nettes dans le PIB total des pays membres de l'OCI a diminué de 9,0 points de pourcentage depuis 2000, alors que la part de la formation brute de capital a augmenté de 6,5 points de pourcentage au cours de la même période. La diminution de la part des exportations nettes a été principalement causée par une expansion de la part de la formation brute de capital de 21,5% en 2000 à 28,0% en 2017. En revanche, la part de la consommation finale des ménages et des administrations publiques dans le PIB total des pays en développement non membres de l'OCI a été estimée à 65,3% en 2017 et la consommation des ménages, avec 50,8% du PIB, a été de nouveau la principale source des dépenses de consommation finale dans ces pays.

- **Formation brute de capital fixe:** En 2017, 28,0% du PIB total généré dans les pays de l'OCI ont été investis dans des actifs productifs

La formation brute de capital mesure le montant de l'épargne dans une économie qui est transformé en investissements dans la production. Selon l'analyse du PIB par principaux postes de dépenses illustrée par le graphique 2.16, 28,0% du PIB total généré dans les pays membres de l'OCI a été investi dans des actifs productifs au cours de l'année 2017. En comparaison, les pays

Graphique 2.16: Taux de croissance du PIB par habitant



Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés. (*) Prévisions. Taux annuels composés pour les moyennes de la période.

niveau de l'industrie. La formation brute de capital fixe, d'autre part, est promue comme un meilleur indicateur sur les acquisitions nettes d'actifs productifs créés au cours d'une année spécifique.

Compte tenu de l'argument ci-dessus, le graphique 2.17 donne un aperçu des tendances de la formation brute de capital fixe dans les pays de l'OCI par rapport aux pays en développement

en développement non membres de l'OCI ont affecté en moyenne 33,6% de leur PIB dans des investissements productifs. La part de la formation brute de capital dans le PIB des pays de l'OCI en tant que groupe n'a pas changé de manière significative depuis 2010, alors qu'elle n'a augmenté que de 0,4 point de pourcentage dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période. Seulement, on peut soutenir que la formation brute de capital, en tant qu'indicateur, est biaisée principalement par les fluctuations importantes des stocks et, la plupart du temps, l'indisponibilité des informations relatives aux stocks au



non membres de l'OCI ainsi que dans les pays développés. Selon le graphique 2.17, la part des pays de l'OCI dans la formation de capital fixe totale mondiale a atteint 9,3% en 2017. Il s'agit d'une augmentation de 3,7 points de pourcentage depuis 2000 et de 0,4 point de pourcentage depuis 2010. Malgré cette tendance ascendante, la part des pays de l'OCI dans la formation brute de capital fixe totale des pays en développement a reculé de 22,5% à 19,4% au cours de la même période. Cela signifie que, par rapport à d'autres pays en développement, le rendement des pays de l'OCI dans l'accumulation du capital est relativement faible.

2.2 Revenu, emploi et prix

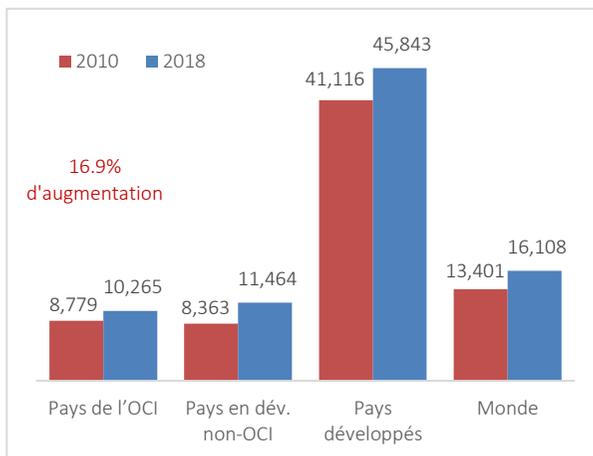
■ PIB par habitant: Décélération de la croissance des revenus dans les pays de l'OCI

Le ralentissement observé dans la croissance économique totale des pays de l'OCI se reflète également dans les taux de croissance du revenu par habitant. Le taux de croissance moyen au cours de la période 2010-2015 a été enregistré à 2,2% dans les pays de l'OCI, qui est passé à 1,6% en 2016-2018 et devrait encore diminuer à 1,2% au cours de la période 2019-2020 (graphique 2.16). Au cours des mêmes périodes, la croissance dans les pays en développement non membres de l'OCI est restée autour de 4%. Les taux de croissance du revenu par habitant dans les pays

développés devraient être supérieurs à ceux des pays de l'OCI au cours des deux prochaines années.

Les taux de croissance par habitant sont également inférieurs à la moyenne mondiale, ce qui indique que les niveaux de vie n'augmentent pas à des taux plus élevés que dans le reste du monde et que le revenu par habitant dans les pays de l'OCI ne converge pas vers la moyenne mondiale et que les disparités de revenu entre les pays membres et non membres de l'OCI sont en hausse. Comme le montre le graphique 2.17, le

Graphique 2.17: Niveaux du PIB par habitant



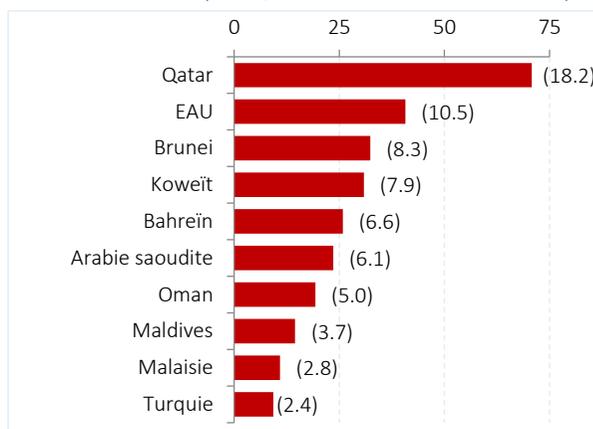
Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.

revenu moyen par habitant dans les pays de l'OCI est passé de 8 779 dollars en 2010 à 10 265 dollars en 2018, soit une augmentation de 16,9 % au total. Au cours de la même période, les pays en développement non membres de l'OCI ont atteint des taux de croissance plus élevés (37,1%) et dépassé les niveaux de revenu par habitant dans les pays de l'OCI pour atteindre 11 464 dollars en 2018. Ce chiffre a été enregistré à 45.843 dollars dans les pays développés avec un taux de croissance de 11,5% observé depuis 2010. La moyenne mondiale a également augmenté de 20,2

% et le revenu moyen par habitant dans le monde a dépassé 16 000 dollars des États-Unis, exprimé en valeurs ajustées en fonction de la parité de pouvoir d'achat.

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar a enregistré le PIB par habitant le plus élevé en 2018, suivi des Émirats arabes unis et du Brunei Darussalam (graphique 2.18). Le PIB par habitant du Qatar était 18,2 fois plus élevé que la moyenne du groupe des pays de l'OCI, une situation qui reflète un haut niveau de la disparité des revenus entre les pays de l'OCI. Parmi les 10 premiers pays de l'OCI en termes de PIB par habitant, six sont situés dans la région du Moyen Orient. La plupart d'entre eux sont également des pays riches en ressources. En 2018, le Qatar a été classé 7ème au monde en termes de niveaux de revenus par habitant.

Graphique 2.18: Les 10 premiers pays de l'OCI par habitant du PIB (2018, dollars courants en milliers)

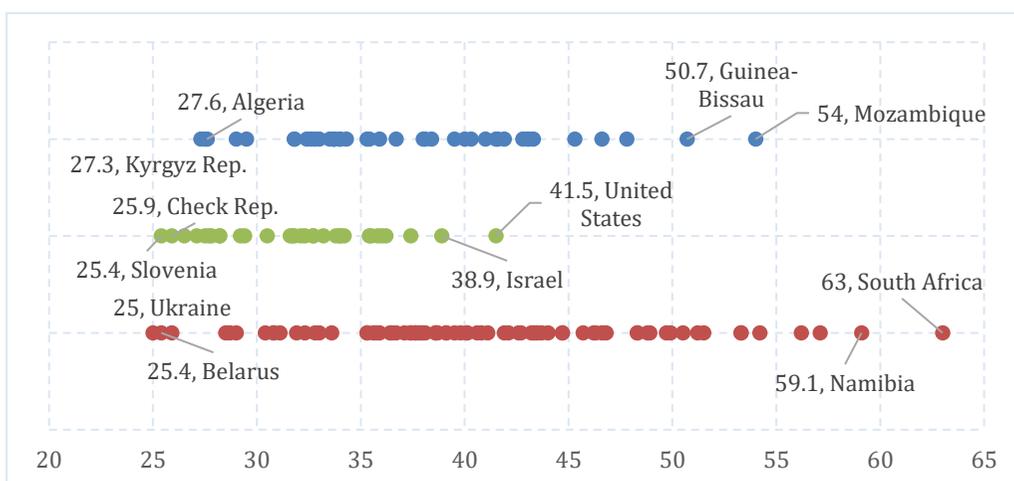


Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Les chiffres entre parenthèses indiquent le rapport entre le PIB par habitant du pays concerné et le PIB moyen par habitant des pays de l'OCI en tant que groupe.

- **Distribution des revenus et pauvreté :** Il y a 13 pays de l'OCI dont les taux de pauvreté se maintiennent au-dessus de 30%.

Il est impératif pour une économie et une société saines que les citoyens aient accès à des opportunités économiques pour assurer leur subsistance grâce à un travail décent. Le manque d'accès aux programmes d'éducation et de développement des compétences pousse la main-

Graphique 2.19: Distribution des revenus, coefficient de Gini



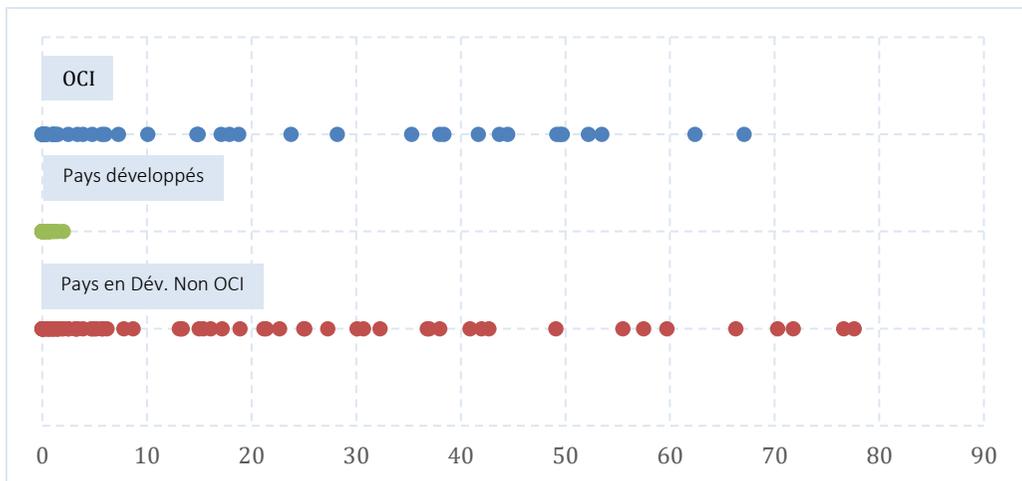
Source: Banque mondiale base de données des IDM Juin 2019. Couverture des données: 41 pays de l'OCI, 32 pays développés, 79 pays en développement non membres de l'OCI.. Dernière année disponible au cours de la période 2008-2017.



d'œuvre peu qualifiée vers le bas de l'échelle professionnelle ou force cette dernière tout simplement à quitter le marché du travail. Cela aura de graves conséquences sur le bien-être et le niveau de vie des personnes, avec d'autres implications sur la répartition des revenus et la pauvreté.

La répartition des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, est très diverse à travers la région de l'OCI. Le coefficient de Gini ou indice de Gini est une mesure statistique de la distribution souvent utilisée pour évaluer l'inégalité économique et la distribution des revenus parmi une population. Le coefficient varie de 0 (ou 0%) à 1 (ou 100%), 0 représentant l'égalité maximale et 1 l'inégalité maximale. Il y a 15 pays de l'OCI dont le score est supérieur à 40, où les pays de l'OCI avec les inégalités de revenus les plus élevées sont le Mozambique, la Guinée-Bissau, le Bénin, le Cameroun et les Comores. D'autre part, la République kirghize, le Kazakhstan, l'Algérie, l'Albanie et l'Irak sont les pays de l'OCI qui présentent les disparités de revenus les plus faibles parmi 41 pays dont les données sont disponibles. Les inégalités les plus faibles au monde sont observées en Ukraine, en Slovaquie et au Bélarus, tandis que les plus fortes sont observées en Afrique du Sud, en Namibie et en Zambie.

Graphique 2.20: Ratio de la population pauvre à 1,90 dollar par jour (PPA 2011) (% de la population)



Source: Banque mondiale base de données des IDM Juin 2019. Couverture des données: 41 pays de l'OCI, 32 pays développés, 79 pays en développement non membres de l'OCI. Dernière année disponible au cours de la période 2008-2017.

Le niveau de pauvreté est un indicateur important de la santé des économies et des sociétés. L'élimination de la pauvreté était l'un des objectifs les plus importants des objectifs du Millénaire pour le développement et elle demeure un élément important du programme mondial de développement. Bien que les taux de pauvreté dans le monde aient été considérablement réduits depuis 2000, il y a encore des millions de personnes qui vivent encore avec leur famille sous le seuil international de pauvreté de 1,90 dollar par jour. Dans le groupe de l'OCI, il existe 13 pays qui ont un taux de pauvreté supérieur à 30%. La Guinée-Bissau, le Mozambique, le Nigeria, la Sierra Leone et le Mali sont les pays les plus touchés par la pauvreté. D'autre part, sur les 41 pays

de l'OCI, trois pays de l'OCI, à savoir le Kazakhstan, le Liban et la Malaisie, ne se placent pas au seuil international de pauvreté de 1,90 dollar par jour. (Il y a probablement d'autres pays de l'OCI sans pauvreté, mais leurs statistiques ne sont pas incluses dans la base de données de la Banque mondiale).

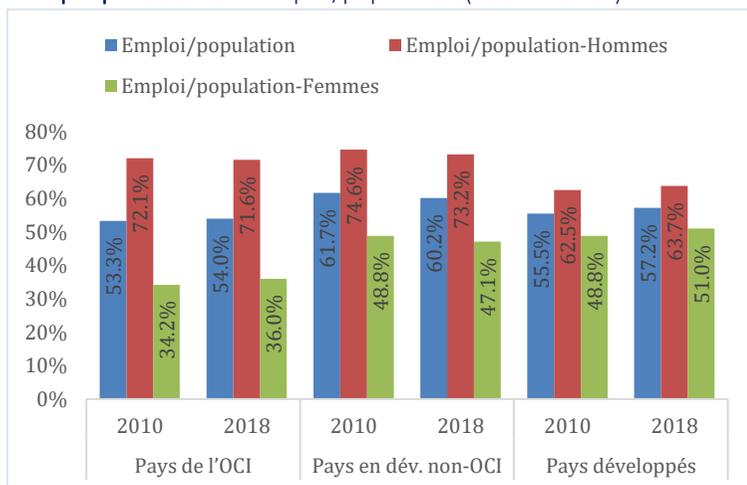
La croissance économique doit être inclusive pour assurer des emplois durables et promouvoir l'égalité. Plus que jamais, la sécurité économique est le principal défi des gens ordinaires. La pauvreté, le chômage et les inégalités menacent la sécurité quotidienne des citoyens moyens dans la zone de l'OCI. Pour cette raison, les pays de l'OCI devraient en premier lieu s'efforcer d'offrir un contexte propice à la croissance, à l'emploi et à la compétitivité dans les pays de l'OCI, par des activités axées sur des résultats. Pour cela, les gouvernements des États membres de l'OCI devraient créer un environnement plus favorable au développement économique et les économies de l'OCI devraient s'appuyer sur une coopération régionale et une intégration économique plus profondes, comme la meilleure option pour un développement positif.

- **Emploi:** Le taux d'emploi dans les pays de l'OCI reste inférieur aux moyennes des autres groupes de pays.

La croissance économique est évidemment restée trop limitée pour faire face à la pauvreté et l'inégalité croissante dans de nombreux pays du monde. Cela indique clairement qu'il y a encore un besoin de stratégies de croissance plus inclusives qui peuvent relever les défis des populations les plus démunies. Un moyen efficace de soutenir ces groupes défavorisés est de leur permettre de gagner leur propre revenu en soutenant leur participation à l'activité économique. Par conséquent, les stratégies de croissance inclusives devraient inclure des politiques prudentes dans le domaine du marché du travail qui visent à accroître le taux de participation à la population active et donc diminuer la portée de l'inactivité économique dans le pays.

L'emploi est la principale source de revenus. Un ratio emploi/population élevé signifie qu'une grande partie de la population active d'un pays est employée, tandis qu'un ratio faible signifie qu'une grande partie de la population ne participe pas directement aux activités commerciales, car elle est au chômage ou ne fait pas partie de la population active en général. Comme le montre le graphique 2.21, le ratio moyen emploi/population dans les pays de l'OCI a légèrement augmenté, passant de 53,3% en 2010 à 54,0% en 2018.

Graphique 2.21: Ratio emploi/population (2010 vs 2018)



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 93 pays non-OCI et 38 développés.

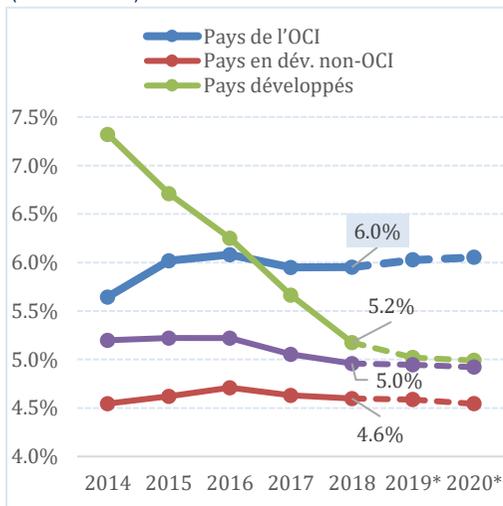


Bien que les pays de l'OCI aient enregistré des performances comparables au niveau mondial en termes de taux d'emploi total et de taux d'emploi des hommes, leurs performances en matière de taux d'emploi des femmes sont restées considérablement inférieures. En ce qui concerne le taux d'emploi de la population des hommes, les pays de l'OCI ont enregistré un taux de 71,6% contre 63,7% dans les pays développés et 73,2% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Le taux d'emploi des femmes dans les pays de l'OCI a été enregistré à 36,0% en 2018, ce qui est nettement inférieur aux moyennes des pays en développement non membres de l'OCI (47,1%) et des pays développés (51%). Toutefois, l'écart entre les sexes est passé de 37,9 points de pourcentage à 35,6 points de pourcentage.

- **Chômage:** Le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCI se maintient bien au-dessus de la moyenne mondiale.

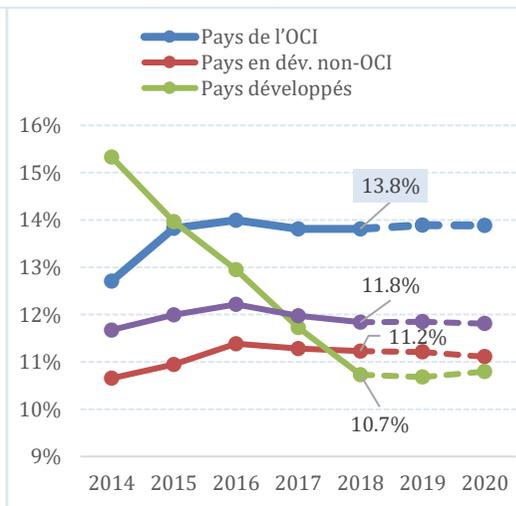
Le chômage est demeuré l'un des plus grands défis dans le monde entier. Selon le rapport de l'OIT Perspectives de l'emploi et du développement social dans le monde 2019, on estime que 172 millions de personnes dans le monde étaient au chômage en 2018, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,0%. En raison des incertitudes persistantes quant à l'évolution de l'économie mondiale, peu d'améliorations sont attendues sur le marché du travail mondial en 2019, alors que le nombre de chômeurs est prévu pour augmenter de 1 million par an pour atteindre 174 millions en 2020, en raison du fait que le nombre d'emplois est insuffisant pour répondre à la croissance démographique et professionnelle. L'incertitude et le manque d'emplois décents, en conséquence, contribuent à des troubles sociaux et à la migration dans de nombreuses régions du monde.

Graphique 2.22a: Chômage, 15 ans et plus (2014-2020)



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. (*) Prévisions. Couverture des données : 56 pays de l'OCI, 93 pays non membres de l'OCI et 38 pays

Graphique 2.22b: Chômage des jeunes de 15 à 24 ans (2014-2020)



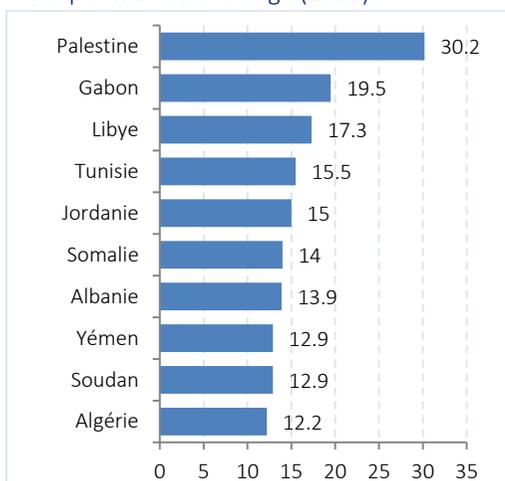
Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. (*) Prévisions. Couverture des données : 56 pays de l'OCI, 93 pays non membres de l'OCI et 38 pays

Selon les dernières données disponibles, les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens considérablement plus élevés comparés au monde, aux pays développés et aux pays en développement non membres de l'OCI au cours de la période 2000-2018 (graphique 2.22a). Depuis 2000, le taux de chômage total dans les pays de l'OCI reste le plus élevé par rapport aux autres groupes de pays et a fluctué entre 5,8% et 6,9% (ces statistiques et d'autres statistiques connexes peuvent différer de celles des éditions précédentes des Perspectives économiques en raison d'un changement dans l'estimation de l'OIT). Les taux de chômage élevés dans les pays développés ont constitué la seule exception qui a dépassé le taux des pays de l'OCI au cours de 2009-2016. Depuis 2017, le taux de chômage moyen dans les pays développés est tombé en dessous des taux observés dans les pays de l'OCI et a atteint 5,2% en 2018, par rapport à 6,0% dans les pays de l'OCI. Le taux de chômage moyen dans les pays en développement non membres de l'OCI est resté visiblement inférieur à la moyenne de l'OCI tout au long de la période considérée, qui est estimée à 4,6% en 2018.

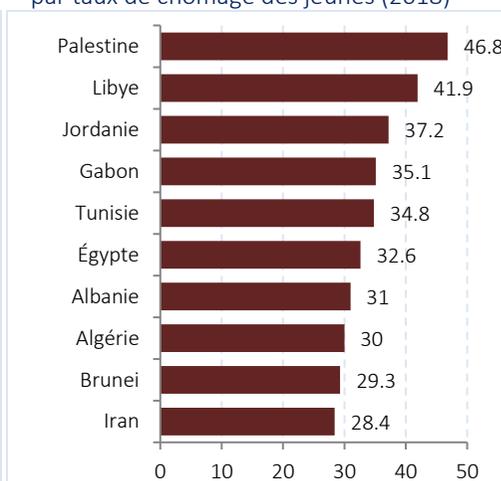
On observe un tableau similaire pour la population des jeunes. Les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) continuent de souffrir du manque d'accès à des possibilités d'emplois décentes à l'échelle mondiale. Ils sont nettement plus susceptibles que les adultes au chômage, avec un taux de chômage de 11,8% en 2018. L'un des grands défis mondiaux est le phénomène des jeunes qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation (NEET). Selon l'OIT, 30 % des jeunes femmes et 13 % des jeunes hommes étaient globalement classés dans la catégorie NEET en 2018.

Les chiffres sur les taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCI ne sont pas très prometteurs. Le taux est resté constamment stable autour de 14% depuis 2015 et bien au-dessus de la moyenne mondiale et de la moyenne des pays non membres de l'OCI en développement depuis 2000. Après la crise financière qui a frappé les économies développées, le problème du chômage des jeunes dans ces pays est devenu encore plus pressant par rapport à celui des pays

Graphique 2.23a: Les 10 premiers pays de l'OCI par taux de chômage (2018)



Graphique 2.23b: 10 premiers pays de l'OCI par taux de chômage des jeunes (2018)



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. Couverture des données : 56 Pays de l'OCI.



de l'OCI au cours de la période en considération (graphique 2.22b). À partir de 2018, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI devrait se stabiliser à 13,8%, alors qu'il chutera à 10,7% dans les pays développés et à 11,2% dans les pays non membres de l'OCI.

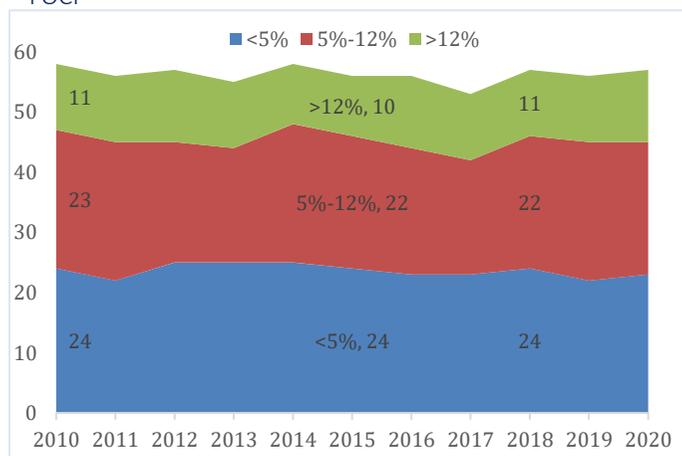
Sur le plan national, les taux de chômage varient considérablement entre les pays de l'OCI (graphique 2.23a). En 2017, les chômeurs représentaient moins de 1 % de l'ensemble de la main-d'œuvre au Qatar (0,1%), qui est aussi le taux le plus bas au monde. Le Niger (0,3%) et le Bahreïn (1,0%) figurent également parmi les dix pays du monde où le taux de chômage est le plus bas. Par contre, le chômage est très préoccupant en Palestine (30,2%), au Gabon (19,5%) et en Libye (17,3%).

Il y a également de grands écarts dans les taux de chômage des jeunes entre les pays de l'OCI (graphique 2.23b). Le taux de chômage des jeunes le plus élevé a été observé en Palestine (46,8%), suivi par la Libye (41,9%), la Jordanie (37,2%), le Gabon (35,1%) et la Tunisie (34,8%). En 2018, le taux de chômage des jeunes était au-dessus de 20% dans 20 pays de l'OCI et au-dessus de la moyenne mondiale de 11,8% dans 34 pays de l'OCI.

Pour voir le nombre de pays dans une certaine fourchette de chômage, le graphique 2.24 regroupe les pays de l'OCI en trois groupes principaux. Alors que certains pays connaissent des taux de chômage élevés, d'autres connaissent des taux relativement plus faibles. En moyenne, environ 11 pays de l'OCI ont un taux de chômage supérieur à 12%, environ 22 entre 5% et 12% et environ 24 pays de l'OCI ont un taux inférieur à 5% en 2010 (graphique 2.24).

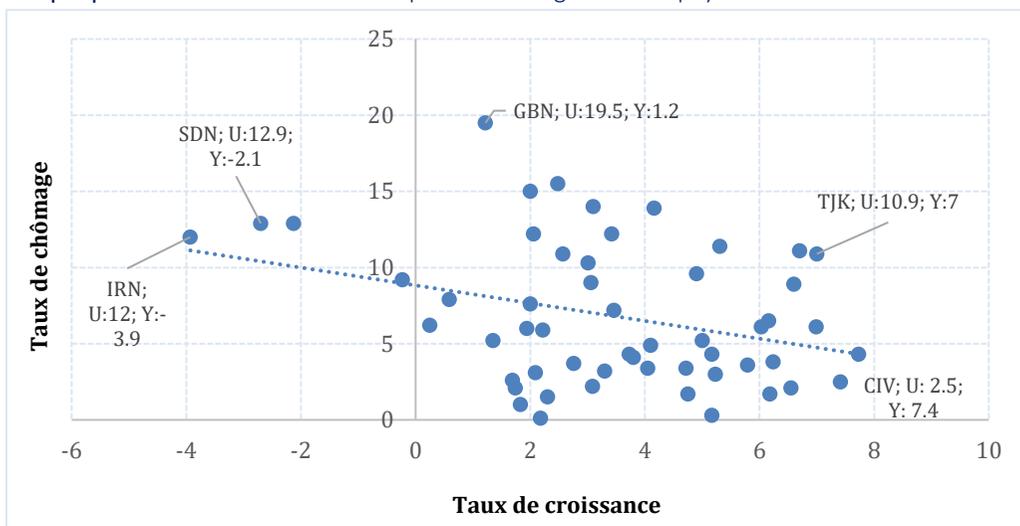
On observe souvent que les pays donnent la priorité à la croissance économique pour créer plus d'emplois et réduire le chômage. Par conséquent, la réalisation de taux de croissance élevés reste au cœur des politiques destinées à réduire le chômage. Lorsque nous examinons la relation entre la croissance économique et le chômage, nous constatons que les pays à forte croissance économique ont tendance à avoir des taux de chômage plus bas (graphique 2.25). Toutefois, cette relation n'est pas très simple. Certains pays ont des taux de croissance élevés, mais aussi des taux de chômage relativement élevés, comme le Tadjikistan. En général, on pourrait soutenir que les pays de l'OCI qui connaissent une croissance plus rapide ont tendance à avoir des taux de chômage plus bas.

Graphique 2.24: Répartition du chômage dans les pays de l'OCI



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 93 pays non-OCI et 38 développés.

Graphique 2.25: Croissance économique vs chômage dans les pays de l'OCI



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. Couverture des données : 56 OIC, 93 non-OIC et 38 pays développés.

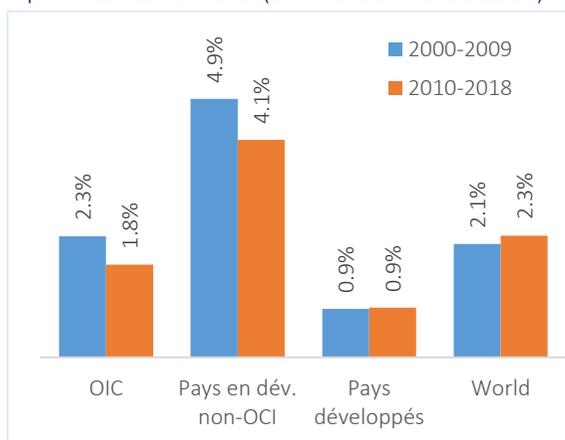
- **Productivité du travail:** Seulement quatre pays membres ont enregistré une productivité par travailleur plus élevée que la moyenne des pays développés

La productivité joue un rôle central dans le développement d'une économie. Elle aide à augmenter le revenu réel et à améliorer les niveaux de vie en catalysant la croissance économique. La productivité du travail est généralement définie comme étant la production par unité du facteur travail ou la production par heure travaillée. Elle aide à identifier la contribution du travail au PIB d'un pays et fournit une base pour une comparaison de pays et une explication des écarts de revenus.

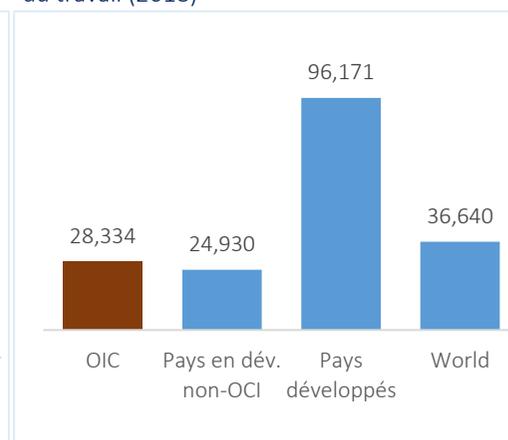
Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie. Comme le montre le graphique 2.26a, la production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté à un taux de croissance composé de 2,3% entre 2000 et 2009, mais ce taux a baissé à 1,8% entre 2010 et 2018. La croissance moyenne de la productivité du travail dans les pays en développement non membres de l'OCI est restée supérieure à 4% par an. En 2018, la productivité moyenne du travail dans les pays de l'OCI a été mesurée à 28 000 dollars, mesurée en prix internationaux constants basés sur la parité du pouvoir d'achat (PPA). L'écart de productivité du travail entre les pays développés et en développement est resté très élevé tout au long de cette période comme la production par travailleur dans les pays développés a été estimée à 96 milliers de dollars des États-Unis en 2018 contre à peine 25 milliers de dollars des États-Unis dans les pays en développement non membres de l'OCI et à 28 milliers de dollars des États-Unis dans les pays de l'OCI. Ceci signifie qu'un travailleur moyen dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI ne produit que 25,9% de la production d'un travailleur moyen dans les pays développés et un travailleur moyen dans les pays de l'OCI ne produit que 29,4% de la production d'un travailleur moyen dans les pays développés.



Graphique 2.26a: Croissance moyenne de la productivité du travail(2000-2009 vs 2010-2018)



Graphique 2.26b: Productivité moyenne du travail (2018)



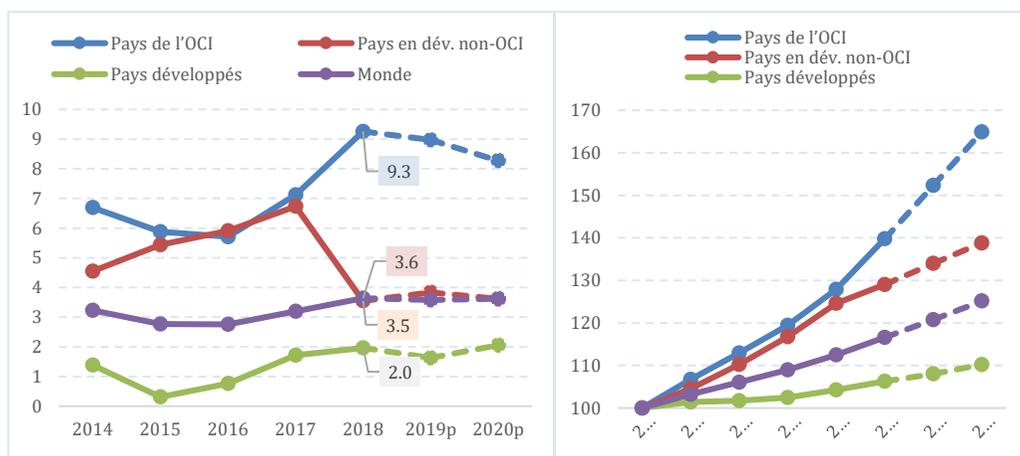
Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018. Couverture des données : 56 pays de l'OIC, 93 pays non membres de l'OIC et 38 pays développés.

Sur le plan national, le Qatar a enregistré la production la plus élevée par travailleur (158 000 dollars) en 2018, suivi de l'Arabie saoudite (124 000 dollars), du Koweït (116 000 dollars) et des Émirats arabes unis (98 000 dollars). Parmi les pays de l'OIC, le niveau de productivité du travail le plus bas a été enregistré au Niger (2.415 dollars), suivi du Mozambique (2.744 dollars) et du Togo (3.289 dollars). Seuls quatre pays membres ont enregistré une production par travailleur plus élevée que la moyenne des pays développés.

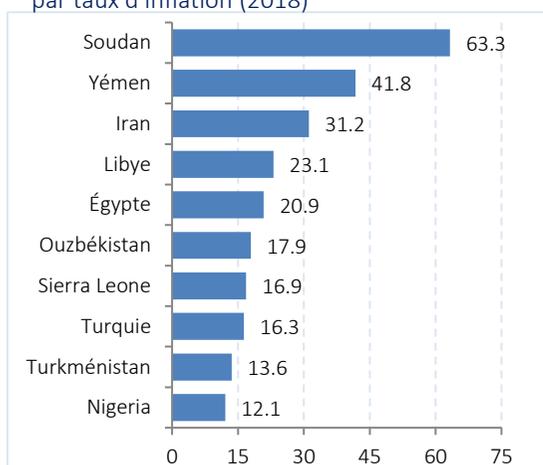
- **Inflation:** L'inflation dans les pays de l'OIC demeure très élevée par rapport à la moyenne mondiale

Avec le ralentissement des taux de croissance de l'économie mondiale, les taux d'inflation dans le monde sont demeurés à des niveaux modérés au cours des dernières années. Les dernières estimations montrent que le taux d'inflation mondial est passé de 3,2 % en 2014 à 3,6 % en 2018 et qu'il devrait se maintenir aux mêmes niveaux en 2019 et 2020 en raison du ralentissement économique en cours.

Comme le montre le graphique 2.27, la volatilité des prix demeure une préoccupation majeure en particulier pour les pays en développement. Bien que les taux de croissance aient baissé dans les pays de l'OIC entre 2016 et 2018, les taux d'inflation ont été à la hausse au cours de cette même période. Elle est passée de 5.7 % en 2016 à 9.3 % en 2018.. Toutefois, on s'attend à ce que la hausse des prix à la consommation moyenne diminue au cours des deux prochaines années pour atteindre 8,3 % en 2020. Les pays en développement non membres de l'OIC connaissent une tendance similaire en ce qui concerne les prix à la consommation, mais ils ont fortement baissé à 3,5% en 2018. Le taux d'inflation attendu dans les pays en développement non membres de l'OIC est de 3,8% en 2019. Dans l'ensemble, les prix à la consommation ont augmenté de 39,3% dans les pays de l'OIC, 29% dans les pays en développement non membres de l'OIC et 6,3% dans les pays développés depuis 2013.

Graphique 2.27: Taux d'inflation moyen, variation annuelle (gauche) et indice (droite)

Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés. Les indices des prix mondiaux et régionaux sont calculés sous la forme d'une moyenne pondérée des indices des prix nationaux, les pondérations étant le PIB de chaque pays respectif en dollars courants internationaux basés sur la PPA.

Graphique 2.28: Les 10 premiers pays de l'OCI par taux d'inflation (2018)

Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI.

Au niveau des pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation moyen des prix à la consommation le plus élevé avec 63,3% en 2018 (graphique 2.28), qui était également le troisième plus élevé au monde après le Venezuela et le Sud Soudan. Le Yémen (41,8%), l'Iran (31,2%), la Libye (23,1%) et l'Égypte (20,9%) ont été les autres pays de l'OCI avec les plus hauts taux d'inflation en 2018. Ces cinq pays de l'OCI figuraient également parmi les 10 premiers pays du monde avec la plus forte augmentation des prix à la consommation.

■ L'équilibre fiscal: 32 pays de l'OCI ont amélioré leur équilibre fiscal en 2018

Les dernières statistiques montrent que les politiques de resserrement budgétaire adoptées à la suite de la crise financière ont permis d'améliorer des soldes budgétaires à travers le monde. Néanmoins, la forte baisse des prix des produits de base en particulier des prix des produits pétroliers en 2014/2015 ont conduit à une augmentation significative des déficits budgétaires dans tous les grands pays exportateurs de pétrole dans les pays en développement. En particulier, les pays développés ont enregistré une amélioration de leur situation budgétaire et

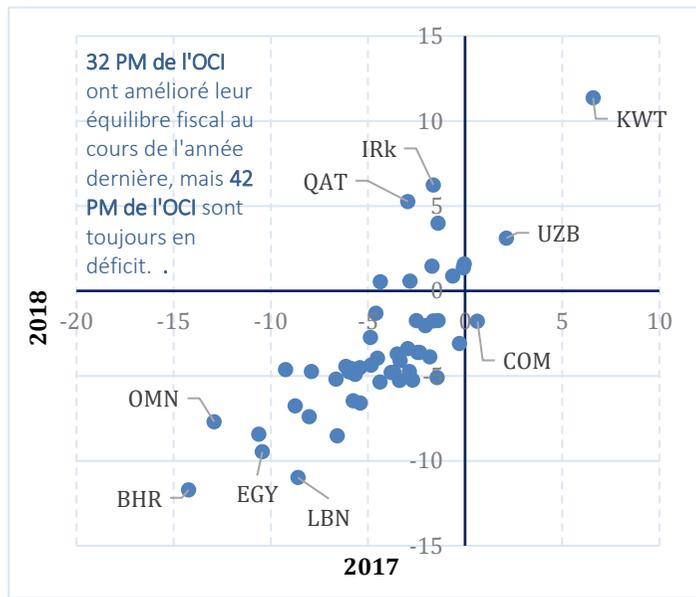


de leur déficit d'équilibre fiscal. D'autre part, les pays en développement ont enregistré une détérioration significative de leur situation budgétaire au cours de la dernière décennie.

Au cours de la période sous étude, les pays membres de l'OCI ont connu une forte détérioration de leur équilibre fiscal. La forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base et de biens primaires rend de nombreux pays de l'OCI particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix. En 2017, il n'y avait que trois pays de l'OCI avec un excédent budgétaire en 2017. Ce nombre est passé à onze en 2018 (graphique 2.29). Parmi les 10 premiers pays, seuls le Koweït et l'Ouzbékistan ont enregistré un excédent budgétaire de 4,0 et 0,9 %

du PIB, respectivement. Au cours de 2017-2018, plusieurs pays de l'OCI exportateurs de pétrole ont connu quelques améliorations de leurs soldes budgétaires au milieu de la reprise des prix du pétrole. En revanche, la Libye a enregistré le déficit du solde budgétaire le plus important (43,2 %) suivi du Bahreïn (15,1 %), et du Brunei (-12,4 %).

Graphique 2.29: Variation de l'équilibre fiscal dans les pays de l'OCI, en % du PIB (2017 vs 2018)



Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2019. Couverture des données : 54 Pays de l'OCI.

CHAPITRE TROIS

Commerce et finance



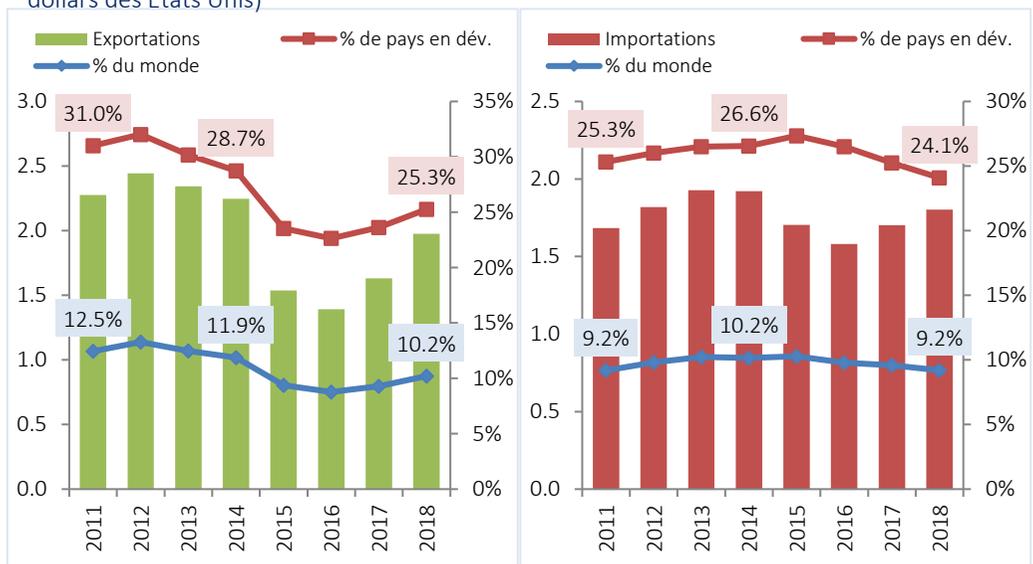
3.1 Commerce des biens et services

- **Commerce des marchandises:** La part des pays de l'OCI dans les exportations mondiales totales s'est améliorée davantage en 2018 pour atteindre 10,2%.

La valeur totale des exportations mondiales de marchandises, selon Directions of Trade Statistics (DOTS) du FMI, a été estimée à 19,4 t billions de dollars des États Unis en 2018, comparativement à 17,6 billions de dollars en 2017. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cependant, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de 17,7 billions de dollars en 2017 à 19,5 billions de dollars en 2018. Malgré les petites différences qui se trouvent dans les estimations de commerce mondial, les exportations mondiales ont augmenté d'environ 10,2% en 2018. Après deux années consécutives de forte croissance, le commerce mondial a atteint son plus haut niveau historique, reflétant une amélioration de l'activité économique mondiale.

En ligne avec cette tendance globale, les pays de l'OCI ont également connu une amélioration de leurs exportations totales au monde. Après avoir connu une baisse constante en 2012-2016 et atteindre son niveau le plus bas en 2016 depuis 2008, leurs exportations globales ont augmenté pour atteindre 1,63 billions de dollars en 2017 et 1,98 billions de dollars en 2018, comme l'indique le DOTS du FMI (graphique 3.1). Cela correspond à une augmentation de 21,5%. Cette tendance à la hausse a été encore plus forte que celles observées dans les pays en développement non membres de l'OCI et le monde, entraînant une augmentation des parts des pays de l'OCI dans le total des pays en développement et les exportations mondiales en 2018, qui était également en baisse constante au cours de la période 2012-2016. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total des réserves des pays en développement a diminué, passant de 25,3% en 2018 à 23,6% en 2017. La part collective des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de

Graphique 3.1: Les exportations et importations de marchandises (en billions de dollars des États Unis)



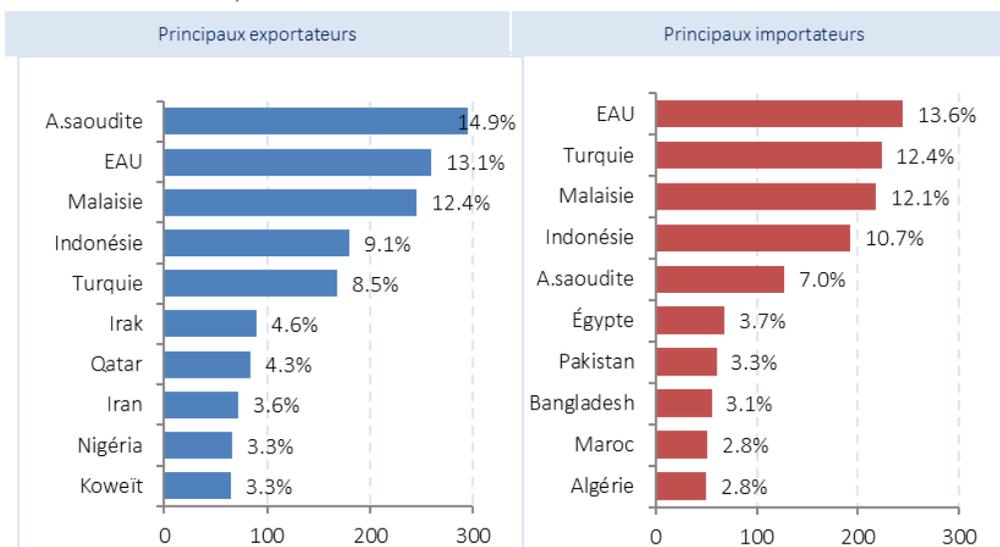
Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données 56 pays de l'OCI, 37 pays développés et 116 pays en développement non membres de l'OCI.

marchandises a également suivi une tendance similaire entre 2012 et 2016, et a diminué à 8,8% en 2016, ce qui est le ratio le plus bas observé depuis 2005 et s'explique en grande partie par la baisse des prix des produits de base, où les pays de l'OCI sont fortement concentrés. Toutefois, ce ratio a augmenté à 9,3% en 2017 et 10,2% en 2018, reflétant une performance économique plus élevée des pays de l'OCI par rapport aux autres groupes de pays. Dans l'avenir, pour atteindre une croissance durable à long terme dans le commerce des marchandises et disposer d'une plus grande part dans le total des exportations mondiales, les pays de l'OCI auront apparemment besoin davantage de secteurs économiques compétitifs avec des niveaux importants de diversification et d'une intensité technologique accrue.

De même, le total des importations de marchandises des pays de l'OCI est passé de 1,7 billion de dollars en 2017 à 1,8 billions de dollars en 2018 (graphique 3.1, à droite). Malgré l'augmentation des volumes d'importation, la part des pays de l'OCI dans les importations mondiales de marchandises a légèrement diminué à 9,2% contre 9,6% en 2017, tandis que sa part dans les importations totales des pays en développement a baissé de 25,3% en 2017 à 24,1% en 2018.

Concernant les parts des différents pays membres dans le total des exportations de marchandises de la région de l'OCI, il a été observé que l'essentiel des exportations totales des pays de l'OCI est toujours concentré dans quelques pays (graphique 3.2, à gauche). En 2018, les 5 premiers plus gros exportateurs de l'OCI représentaient 58,1% des exportations totales de marchandises de tous les pays membres alors que les 10 premiers pays représentaient 77,2%. L'Arabie Saoudite, avec plus de 295 milliards de dollars d'exportations de marchandises et 14,9% des exportations totales de l'OCI, est devenue le premier exportateur en 2018 au sein du groupe de l'OCI. Elle est suivie par les Émirats arabes unis (259 milliards, 13,1%), la Malaisie (246 milliards, 12,4%),

Graphique 3.2: Les plus grands exportateurs et importateurs de marchandises de l'OCI (2018, en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.



l'Indonésie (180 milliards, 9,1%) et la Turquie (168 milliards, 8,5%). En général, la hausse des prix des produits de base a augmenté les parts des pays exportateurs de ces produits par rapport aux exportateurs de biens manufacturés.

Comme ce fut le cas pour les exportations, les importations de marchandises des pays de l'OCI ont également été fortement concentrées dans quelques pays. Comme le montre la section droite du graphique 3.2, les Émirats arabes unis et la Turquie avec respectivement 245 milliards et 223 milliards de dollars d'importations, ont pris les devants en 2018 en matière de volume des importations de marchandises et ensemble ont représenté 29,3% du total des importations de marchandises de l'OCI. Ils sont suivis par la Malaisie (217 milliards, 12,1%), l'Indonésie (192 milliards de dollars, 10,7%) et l'Arabie saoudite (127 milliards de dollars, 7,0%), qui ensemble représentaient 28,2 % de part dans les importations de marchandises de l'OCI. Par conséquent, les 5 premiers plus grands importateurs de l'OCI représentaient 55,7% des importations totales de marchandises de tous les pays membres, alors que les 10 premiers pays représentaient 71,5% en 2018.

Pour soutenir une croissance économique à long terme, les pays de l'OCI doivent réduire leur forte dépendance sur les exportations de combustibles minéraux et des matières premières, qui requièrent moins d'intensité technologique, et concevoir et mettre en œuvre des politiques spécifiques pour l'adoption de méthodes de fabrication plus avancées pour accroître la part des produits à forte intensité technologique dans les exportations. Cela est également indispensable pour accroître la compétitivité des produits commercialisables sur les marchés internationaux d'exportations.

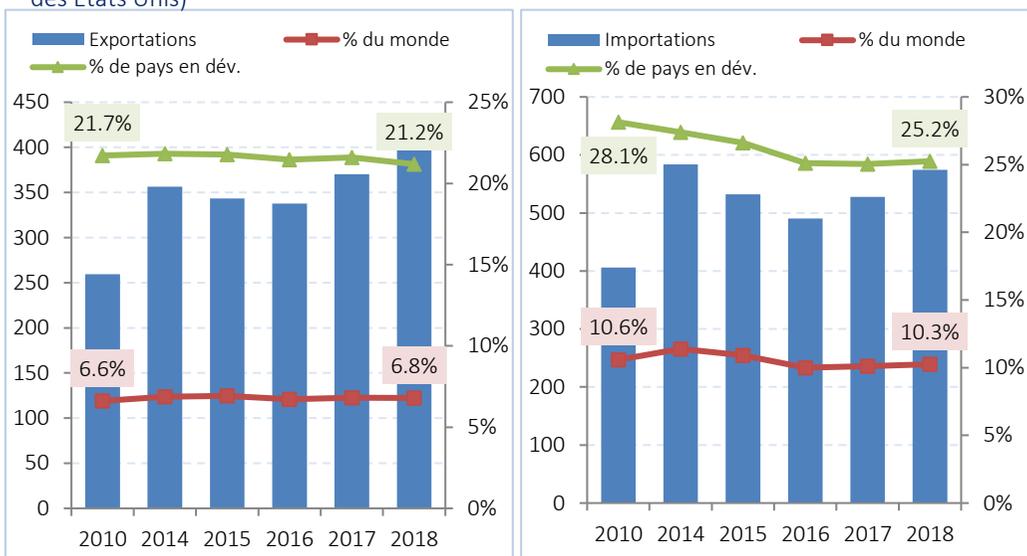
- **Commerce des services:** Exportations de services des pays de l'OCI ont atteint leur plus haut niveau en 2018, mais elles continuent de représenter moins de 7 % des exportations mondiales de services.

Le secteur des services joue un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et la croissance et le développement des pays. C'est aussi un élément crucial dans la réduction de la pauvreté et de l'accès aux services de base, y compris l'éducation, l'eau et les services de santé. Le secteur des services constitue le plus grand segment de l'économie, ce qui contribue à augmenter les parts dans le produit intérieur brut (PIB), le commerce et l'emploi. Selon les éditions de 2019 des Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale et des Principaux agrégats des comptes nationaux des Nations unies, le secteur des services a représenté en moyenne 66 %-67 % de la valeur ajoutée mondiale au cours de la période 2010-2017 et se développe plus rapidement que les deux autres grands secteurs de l'économie, à savoir, l'agriculture et l'industrie. Le secteur représente plus de 50% de l'emploi dans le monde entier. Le commerce des services représente plus de 20 % du commerce mondial des biens et services, une part importante de l'investissement direct étranger (IDE) mondial entrant dans le secteur (CNUCED, 2019).

Cependant, ces chiffres ne reflètent pas une présence importante dans le commerce mondial. En 2018, les exportations mondiales de services ont totalisé 5,8 trillions de dollars, comparativement

à 19,4 trillions de dollars d'exportations de marchandises dans la même année. Selon les statistiques de la CNUCED, les pays de l'OCI ont exporté 397 milliards de dollars de services en 2018, qui est le nombre le plus élevé enregistré par l'OCI (graphique 3.3, à gauche). D'autre part, le total des importations de services de l'OCI ont atteint 575 milliards de dollars au cours de la même année (graphique 3.3, à droite) Ainsi, les exportations et importations de services des pays de l'OCI ont augmenté pour deux années consécutives depuis 2016.

Graphique 3.3: Les exportations et importations de services (en milliards de dollars des États Unis)



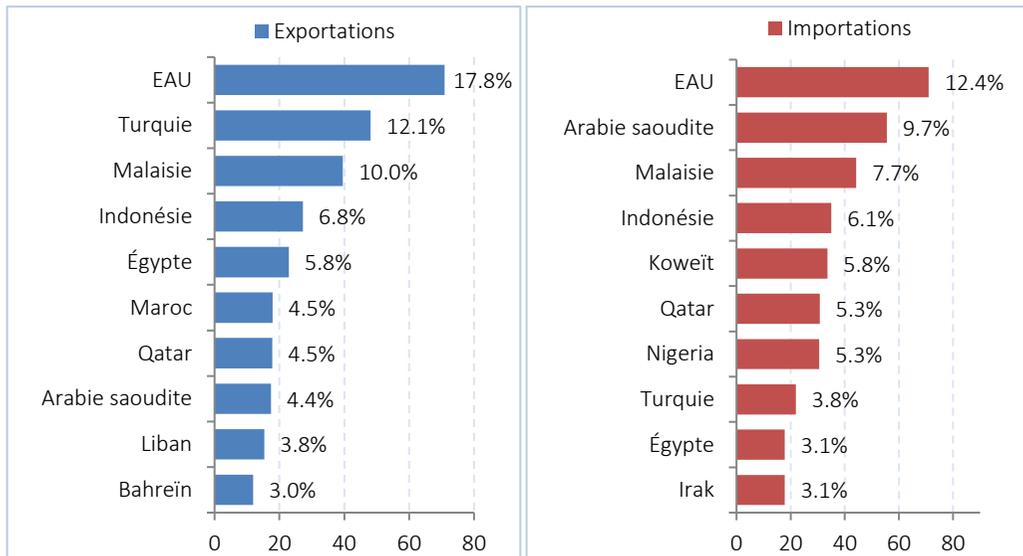
Source: CNUCED STATS. Juillet 2019. Données fournies par la CNUCED sous forme d'agrégat pour le groupe des pays de l'OCI.

Les pays de l'OCI continuent de contribuer aux exportations mondiales de services à des taux bas. La part collective des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de services a fluctué entre 6,2% et 6,9% au cours de la période 2010-2018, tandis que la part des importations mondiales de services a fluctué entre 10,0% et 11,4% pendant la même période. À partir de 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe représentent 6,8% des exportations de services et 10,3 % des importations de services dans le monde. En revanche, la part des pays membres de l'OCI dans les importations de services des pays en développement a suivi une tendance à la baisse au cours de la période 2010-2018 et est tombée à 25,2% en 2017, alors que sa part des exportations de services est restée environ 21,2% dans la même année (graphique 3.3).

Le graphique 3.4 montre les 10 pays de l'OCI en fonction du volume de leurs exportations et importations de services. Les Émirats arabes unis, avec 71 milliards de dollars d'exportations et 17,8 % de part dans le total des exportations de services de l'OCI, a été le principal exportateur de services en 2018 (graphique 3.4, à gauche). Il a été suivi par la Turquie (48 milliards de dollars, 12,1%), la Malaisie (40 milliards de dollars, 10%), l'Indonésie (27 milliards de dollars, 6,8%) et l'Égypte (23 milliards de dollars, 5,8%). En 2018, les 10 premiers pays de l'OCI ont représenté 72,7% du total des exportations de services de l'OCI.



Graphique 3.4: Les 10 premiers exportateurs et importateurs de services (2018, en milliards de dollars)



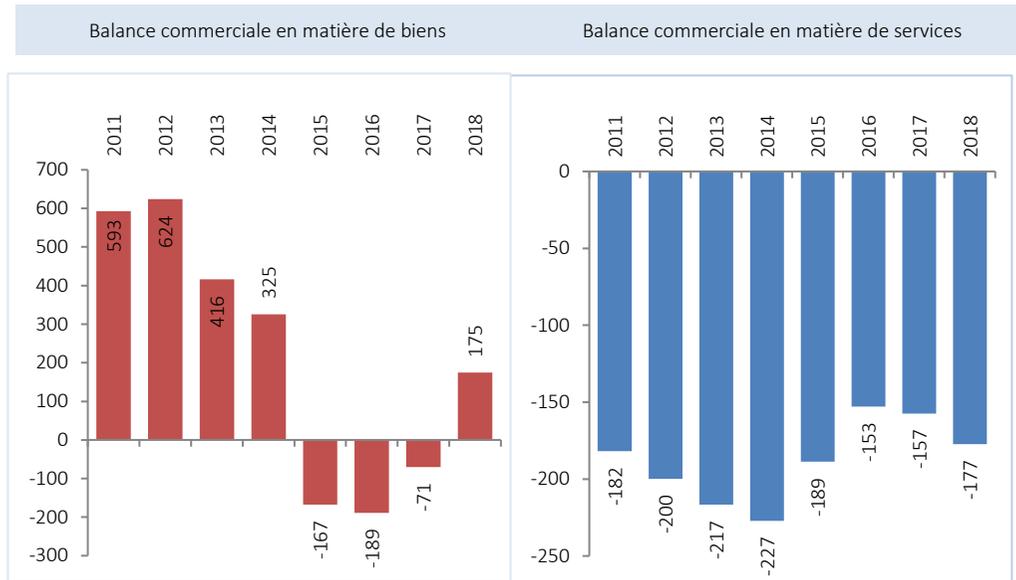
Source: OMC. Couverture des données: 42 pays de l'OCI. Les pourcentages indiquent la part de chaque pays dans les exportations ou importations totales de l'OCI.

En ce qui concerne les importations de services, les Émirats arabes unis ont enregistré encore le montant des importations de services le plus élevé, 71 milliards de dollars, soit 12,4% du total des importations de services de l'OCI. Il est suivi par l'Arabie saoudite (55 milliards de dollars, 9,7%), la Malaisie (44 milliards de dollars, 7,7%), l'Indonésie (35 milliards de dollars, 6,1%) et le Koweït (34 milliards de dollars, 5,8%). L'ensemble des 10 premiers pays importateurs de services de l'OCI représentaient 62,3% du total des importations de services des pays de l'OCI.

- **Balance commerciale:** Les pays de l'OCI sont de nouveau exportateurs nets de biens, mais restent importateurs nets de services en 2018.

Les analyses sur le commerce des marchandises et des services ci-dessus indiquent que les pays de l'OCI ne jouent pas un rôle suffisant dans les activités économiques mondiales. En dépit des améliorations mineures observées en 2018, leur contribution à la circulation des biens et services reste en dessous de leur potentiel. L'insuffisance de capacité dans le secteur manufacturier et des services les rend des importateurs nets de biens et de services.

Comme le montre le graphique 3.5 (à gauche), les pays de l'OCI sont devenus des importateurs nets de produits manufacturés au cours de la période 2015-2017, principalement en raison de la chute des prix des matières premières. En 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe ont enregistré à nouveau un excédent d'un montant de 175 milliards de dollars. D'autre part, les pays de l'OCI sont restés constamment un importateur net de services au cours de la période considérée. Malgré la baisse du déficit commercial des services au cours de la période 2014-2016, il a commencé à prendre de l'ampleur au cours des deux dernières années et a atteint 177 milliards de dollars en 2018.

Graphique 3.5: Balance commerciale des pays de l'OCI en matière de biens et services (en milliards de dollars)

Source: FMI DOT et STATS de la CNUCED. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Au total, les pays de l'OCI n'ont enregistré qu'un déficit commercial de 2 milliards de dollars en 2018, qui a atteint 228 milliards de dollars en 2017. Pour devenir exportateurs nets de biens et de services et parvenir à des excédents commerciaux constants, les pays de l'OCI doivent améliorer leurs capacités productives existantes afin de transformer leur économie dans des secteurs et produits qui apportent plus de valeur ajoutée.

- **Commerce intra-OCI:** La part du commerce intra-OCI dans le commerce total des pays de l'OCI a baissé en 2018 malgré l'augmentation des volumes commerciaux.

Comme dans le cas du commerce des pays de l'OCI au niveau mondial, leur commerce avec les autres pays de l'OCI a également diminué au cours de la période 2014-2016. Il a commencé à augmenter de nouveau en 2017 pour atteindre 312 milliards de dollars. Conformément à l'expansion continue du commerce mondial, le total des exportations intra-OCI a encore augmenté pour atteindre 350 milliards de dollars en 2018 (graphique 3.6, à gauche). Au cours des deux dernières années, les exportations intra-OCI ont augmenté de 34%, ce qui est une réalisation significative. Pourtant, elle reste inférieure aux valeurs totales enregistrées en 2012. D'autre part, la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des pays de l'OCI a constamment augmenté au cours de la période 2014-2017 et a atteint 19,1% en 2017 comparé à son niveau de 17,9% en 2014 (graphique 3.6, à droite). Toutefois, il est tombé à 18,8% en 2018 en raison d'une augmentation relativement plus forte de leurs volumes commerciaux avec les pays non membres de l'OCI. Cela réduit les perspectives d'atteindre l'objectif de 25 % fixé dans le Programme d'action décennal de l'OCI (OCI-2025), mais des efforts supplémentaires devraient être faits pour revigorer la dynamique à la hausse par des accords commerciaux et des partenariats bilatéraux et multilatéraux entre les pays de l'OCI et des investissements.



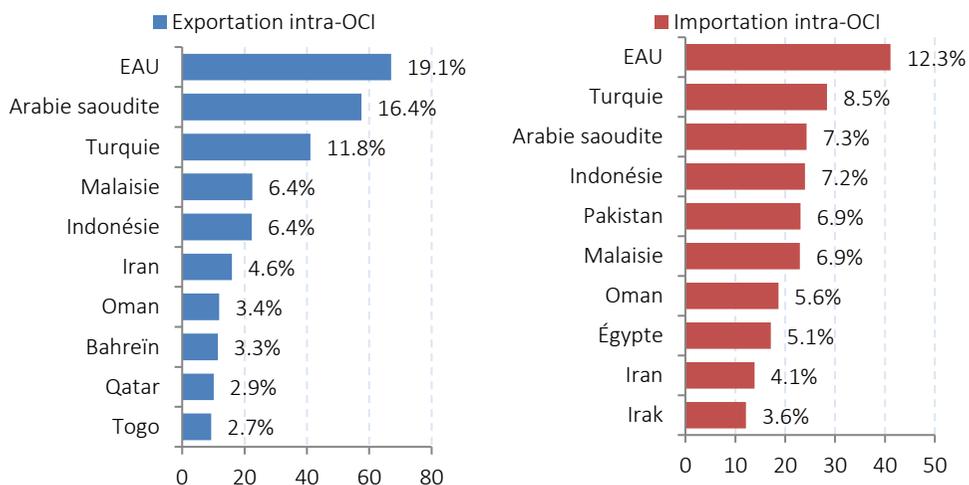
Graphique 3.6: Commerce des marchandises au niveau intra-OCI (en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), Juillet 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Afin d'accroître davantage la part du commerce entre eux dans leur commerce total des marchandises, les pays de l'OCI ne doivent pas se focaliser uniquement sur l'opérationnalisation du Système de Préférences commerciales entre les États membres de l'OCI (SPC-OCI) accompagnée d'une plus grande participation des pays membres, mais aussi de promouvoir la diversification et la compétitivité de leurs produits commercialisables en tenant compte de leurs besoins et avantages communs en matière de commerce. Cependant, les progrès réalisés dans la mise en œuvre du système sont plutôt lents.

Graphique 3.7: Les exportateurs et importateurs de marchandises à l'intra-OCI (2018, en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), août 2018. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Sur le plan national, le graphique 3.7 (à gauche) illustre les 10 premiers pays membres en matière de volume de leurs exportations intra-OCI. En 2018, les 5 premiers exportateurs intra-OCI représentaient jusqu'à 60,1% du total des exportations intra-OCI alors que les 10 premiers exportateurs représentaient 76,9%. Les Émirats arabes unis se sont classés au premier rang avec 67 milliards de dollars et 19,1% du total des exportations intra-OCI, suivis de l'Arabie saoudite (57,5 milliards de dollars, 16,4%), la Turquie (41,2 milliards de dollars, 11,8 %), la Malaisie (22,5 milliards de dollars, 6,4%) et l'Indonésie (22,3 milliards de dollars, 6,4%).

Les premiers pays de l'OCI en matière d'importations intra-OCI sont également représentés au graphique 3.7 (à droite). En 2018, les Émirats arabes unis, avec un volume total de 41,1 milliards de dollars soit 12,3% de part, ont été le plus grand importateur des pays de l'OCI. Ils sont suivis par la Turquie avec 28,4 milliards de dollars et 8,5% de part et l'Arabie saoudite avec 24,3 milliards de dollars et 7,3% de part. Les 5 premiers pays de l'OCI ont représenté 42,2% du total des importations intra-OCI et les 10 pays représentaient 67,6% en 2018.

Le tableau 3.1 montre le nombre de paires de pays dont les flux commerciaux sont nuls. La base de données DOT du FMI fournit des informations sur 3021 paires de pays de l'OCI. 802 dont aucune importation n'a été déclarée en 2018. Ce chiffre était de 1404 en 2000 et 996 en 2010.

Tableau 3.1: Nombre de paires de pays de l'OCI avec zéro importation

	Zéro importation	Importations < 1 Million	Importations < 1 million	Importations > 1 million
2000	1 404	814	802	17
2005	1 186	831	1 004	32
2010	996	877	1 148	69
2015	879	926	1 216	62
2018	802	960	1 259	76

Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les statistiques de la Direction des statistiques commerciale

La baisse du nombre de paires de pays avec des flux commerciaux nuls est une indication de la croissance du partenariat entre les pays de l'OCI. Le tableau 3.1 montre également le nombre de pays dont les flux commerciaux dépassent 1 million et 1 milliard. Le nombre de paires de pays avec un total de biens importés dépassant 1 million et 1 milliard de dollars augmente avec le temps. Cela montre que les pays de l'OCI ne font pas seulement du commerce entre eux, mais aussi qu'ils augmentent leurs volumes d'échanges avec le temps.

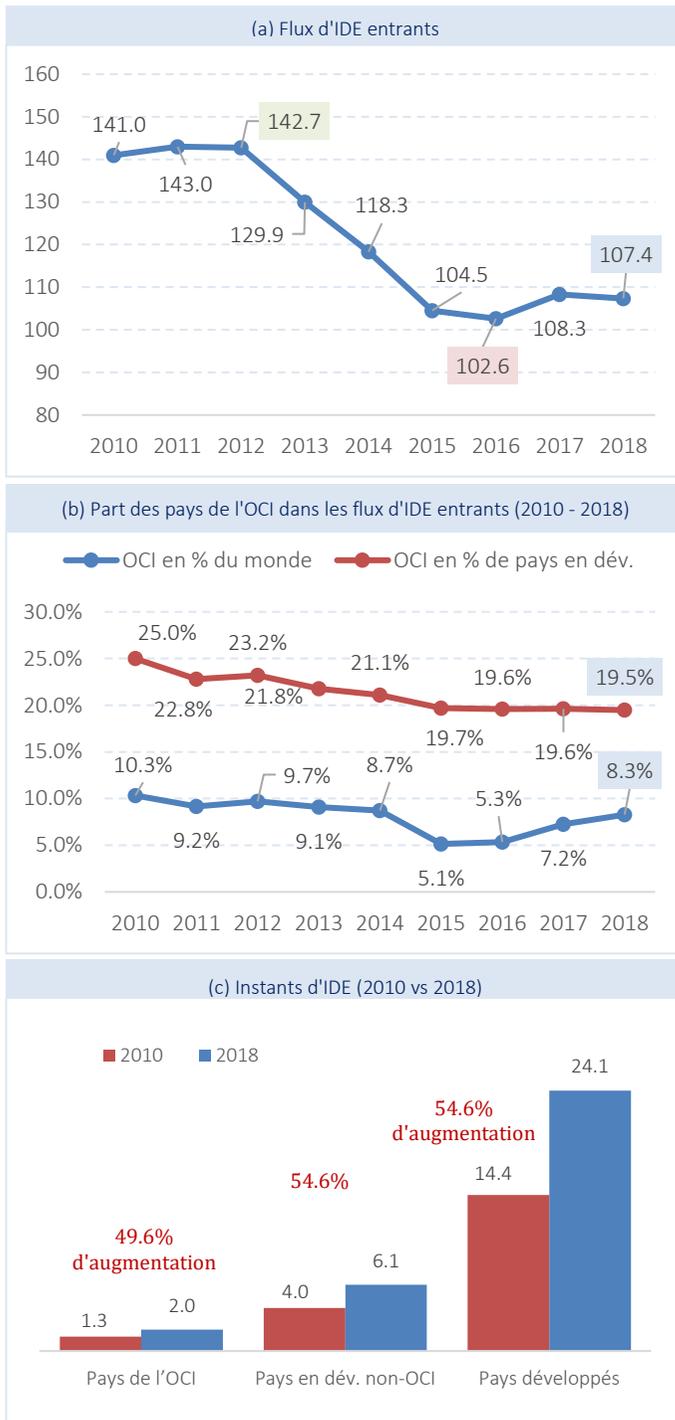
3.2 Investissement et finance

- **Entrées d'IDE:** La part des pays de l'OCI dans le total des entrées d'IDE a commencé à augmenter en 2017, après une baisse constante au cours des dernières années

Le total mondial des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) s'est élevé à 1,3 billions de dollars en 2018, marquant une baisse de plus de 200 milliards de dollars par rapport à l'année précédente (1,5 billions de dollars), soit une baisse de 13%. C'est la troisième année consécutive que le volume des entrées mondiales d'IDE enregistre une contraction. Toutefois, la baisse des



Graphique 3.8: Flux d'IDE et stocks entrants dans les pays de l'OCI (en milliards de dollars)



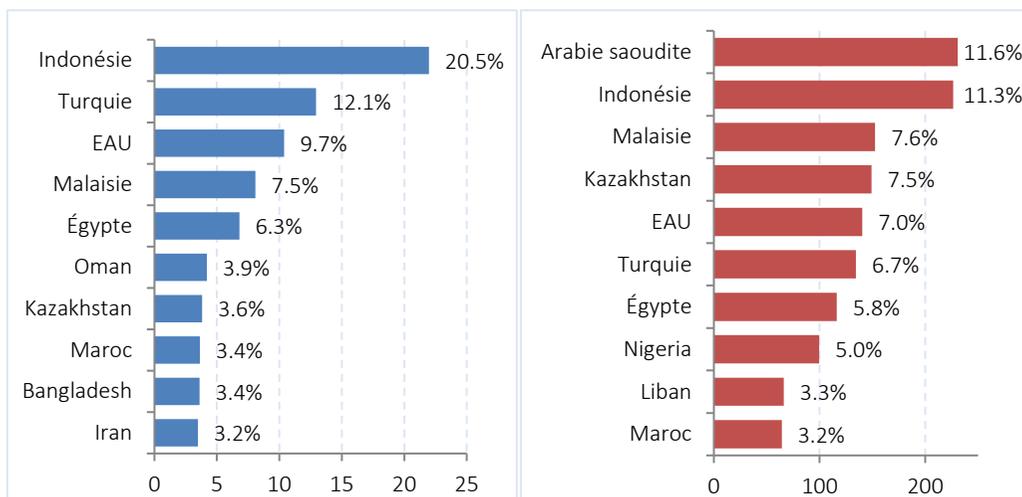
Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données STAT de la CNUCED Juin 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 111 non-OCI, et 37 développés

entrées mondiales d'IDE s'explique par la baisse des entrées d'IDE dans les pays développés, qui ont reculé de plus de 26% au cours de l'année dernière. D'autre part, les entrées totales d'IDE destinées aux pays en développement, notamment les pays de l'OCI, sont demeurées plutôt stables au cours des dernières années.

Le graphique 3.8a décrit les flux totaux d'IDE en faveur des pays de l'OCI par rapport aux pays développés et en développement non membres de l'OCI. Il est observé sur le graphique que, durant la période considérée, les flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI sont généralement restés inférieures à leur potentiel. Après avoir atteint 143 milliards de dollars en 2011, la valeur totale des flux d'IDE vers les pays membres de l'OCI a constamment baissé jusqu'en 2016 pour atteindre 102,6 milliards de dollars seulement. En 2017, la valeur totale des flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI s'élevait pour la première fois depuis 2011, ce qui a été enregistré à 108,3 milliards de dollars, correspondant à une augmentation de 5,5% par rapport à l'année précédente. Toutefois, il a légèrement diminué en 2018 pour s'établir à 107,4 milliards de dollars. La part des pays de l'OCI dans les entrées mondiales d'IDE, d'autre part, a diminué au cours de la période

2010-2015 et a atteint sa valeur la plus basse en 2015 avec 5,1% (graphique 3.8b). Toutefois, en raison de la baisse des flux d'IDE mondiaux et de l'augmentation des flux d'IDE vers les pays de l'OCI, la part des pays de l'OCI dans les flux d'IDE mondiaux a augmenté au cours de l'année dernière et est passée à 8,3% en 2018. Sa part dans les flux d'IED vers les économies en développement continue de diminuer et s'établira à 19,5 % en 2018.

Graphique 3.9: 10 premiers pays recevant les flux et Stocks d'IDE entrants (2018, en milliards de dollars)



Source: STAT de la CNUCED, Juin 2019. Couverture de données 56 pays de l'OCI.

Le stock intérieur mondial total d'IDE a atteint 32,3 trillions de dollars en 2018. Les pays de l'OCI ont collectivement enregistré un stock d'IDE de 2,0 billions de dollars en 2018. Bien que les stocks entrants d'IDE dans les pays de l'OCI aient augmenté de près de 50% depuis 2010, cette augmentation a été inférieure à la croissance des autres groupes de pays, ce qui a entraîné une baisse de 6,8% en 2010 à 6,2% en 2018 (graphique 3.8c). En outre, l'essentiel du stock intérieur d'IDE a été reçu par les pays développés, qui ont collectivement enregistré une part de plus de 75 % du stock intérieur mondial d'IDE en 2018.

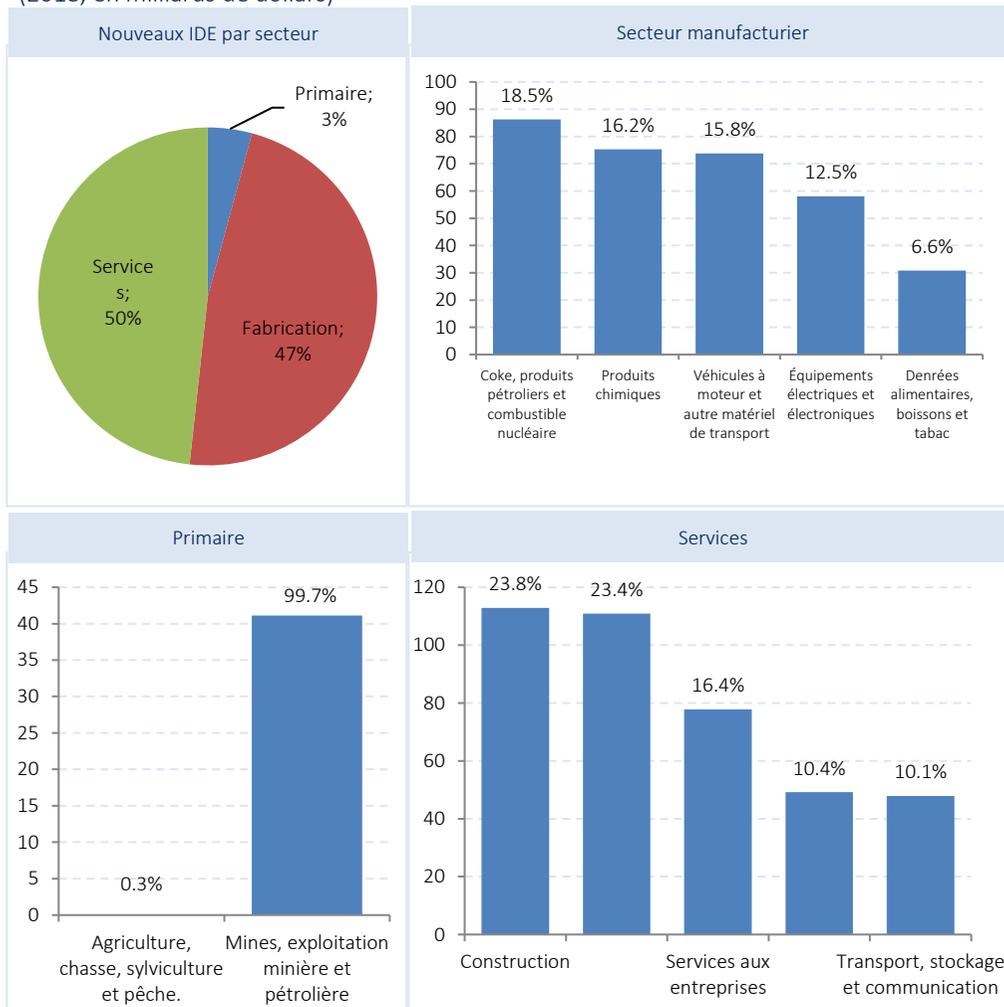
Comme dans le cas d'autres grands agrégats macro-économiques du groupe de l'OCI, les flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI montrent également un haut niveau de concentration, dont la majeure partie est constamment destinée à quelques-uns d'entre eux. Les 5 premiers pays de l'OCI avec le plus grand flux intérieur d'IDE ont représenté ensemble 56,1% du total des flux d'IDE à destination des pays de l'OCI, alors que les 10 premiers pays représentaient 73,5% (graphique 3.9, à gauche). En 2018, l'Indonésie est première en matière d'IDE entrants avec 22 milliards de flux d'IDE entrants, soit 20,5% de part dans le total des flux d'IDE à destination des pays de l'OCI. Viennent ensuite la Turquie (12,9 milliards de dollars, 12,1 %), les Émirats arabes unis (10,4 milliards, 9,7 %), la Malaisie (7,5 milliards, 7,5 %) et l'Égypte (6,8 milliards, 6,3 %).

Un tableau similaire est aussi observé dans le cas de stock intérieur d'IDE : les 5 premiers pays ont reçu 45,1% du total des stock intérieurs d'IDE de OCI alors que les 10 premiers pays ont reçu



69,2%. L'Arabie saoudite, avec 231 milliards de dollars de stocks d'IDE entrants (11,6% du total de l'OCI) s'est classée première sur la liste des pays de l'OCI avec le plus grand stock d'IDE entrant en 2018. L'Arabie saoudite était suivie de l'Indonésie (226 milliards de dollars, 11,3 %), de la Malaisie (153 milliards de dollars, 7,6 %), du Kazakhstan (149 milliards de dollars, 7,5 %) et des Émirats arabes unis (140 milliards, 7,0 %).

Graphique 3.10: Répartition des nouveaux investissements à travers le monde, par secteur (2018, en milliards de dollars)



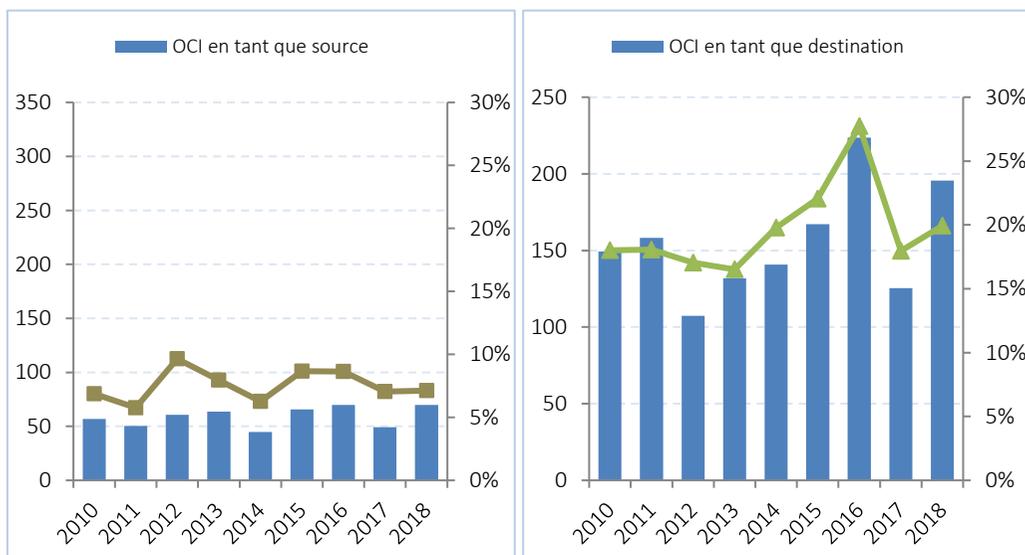
Source: STAT de la CNUCED, juillet 2019. Données déclarées comme agrégat.

Dans l'ensemble, cet état de fait suggère qu'une grande majorité des pays de l'OCI ne sont toujours pas en mesure de mettre en place un cadre économique favorable et fournir aux entreprises étrangères une réglementation adéquate ainsi qu'une infrastructure physique pour attirer plus de flux d'IDE. Par conséquent, les pays de l'OCI, en général, ont besoin de prendre rapidement des mesures visant à favoriser un environnement propice pour attirer plus d'investissements étrangers. Pour atteindre cet objectif, des réformes sont nécessaires pour améliorer le climat des affaires et d'introduire des incitations à l'investissement adaptées aux

besoins des investisseurs nationaux et étrangers. Pour ce faire, il faut construire des infrastructures adéquates ainsi que des investissements dans les technologies modernes pour renforcer leurs capacités productives, ce qui reste un défi important pour la majorité d'entre eux.

Un indicateur important pour évaluer les tendances futures est la valeur d'investissements en installations nouvelles. Sa distribution donne également des informations importantes sur les secteurs et sous-secteurs dans lesquels les investisseurs sont prêts à investir davantage. La répartition mondiale des nouveaux investissements annoncés indique que 3 % seulement iront au secteur primaire (graphique 3.10, en haut à gauche), tandis que la quasi-totalité de ces investissements seront affectés aux industries minières, pétrolières et des carrières (graphique 3.10, en bas à gauche). Le secteur manufacturier devrait recevoir 47 % des investissements futurs, les produits pétroliers, les produits chimiques et les véhicules automobiles étant les principales industries qui devraient recevoir des investissements à l'échelle mondiale (graphique 3.10, en haut à droite). D'autre part, la moitié des investissements sont destinés au secteur des services, la construction et l'électricité, le gaz et l'eau devant recevoir la part la plus importante des flux d'investissement vers le secteur des services (graphique 3.10, dans la partie inférieure droite). Cette répartition des investissements entre les secteurs aura aussi des implications pour le développement industriel.

Graphique 3.11: Nouveaux investissements dans les pays de l'OCI (milliards de dollars)



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les données des STAT de la CNUCED. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Le graphique 3.11 montre la valeur des nouveaux investissements annoncés depuis 2010. Les pays de l'OCI, en moyenne, sont la source de flux d'investissement mondial d'environ 7% (à gauche). D'autre part, environ 20 % des flux d'investissement ont été annoncés dans les pays de l'OCI au cours de la période considérée (à droite). En conséquence, il est constaté que les pays de l'OCI reçoivent beaucoup plus d'investissement par rapport à ceux qu'ils font à l'étranger, selon les statistiques de nouveaux investissements annoncés. Cependant, la part des pays



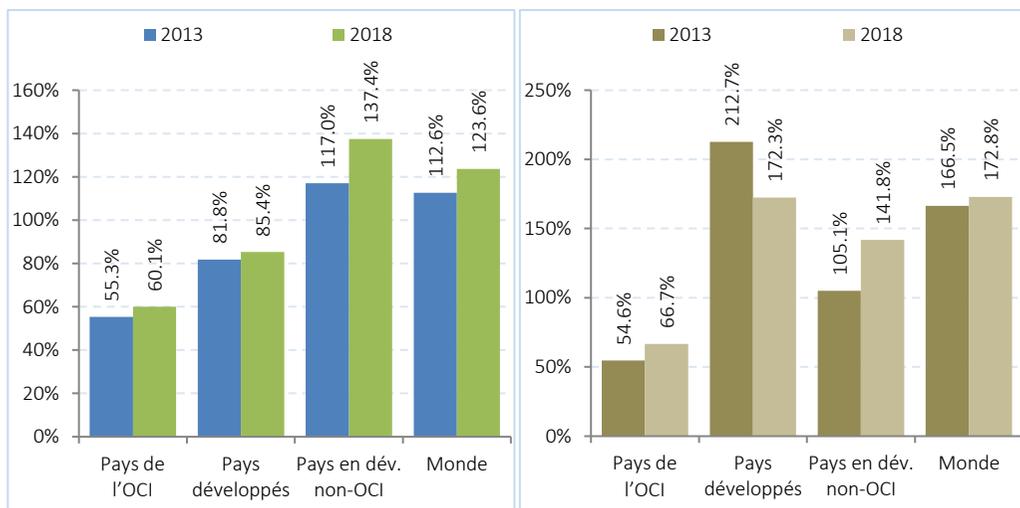
membres de l'OCI dans les nouveaux investissements annoncés reste bien en dessous du taux qu'ils ont atteint en 2016 avec 27,7%.

Manifestement, les flux d'investissements dans les pays de l'OCI ne sont pas au niveau souhaité et les investissements annoncés offrent des perspectives d'amélioration limitées.. À cet égard, plus d'interventions sont nécessaires pour réduire les obstacles à l'investissement et améliorer le climat des affaires visant à promouvoir les entrées d'investissement dans les pays de l'OCI. Il est également important de promouvoir les flux d'investissement au niveau intra-OCI. Le succès de l'atteinte du potentiel des IDE au niveau intra-OCI est étroitement lié à la détermination des décideurs politiques des pays de l'OCI d'adopter certaines mesures politiques concrètes pour réduire les obstacles au commerce et à l'investissement, la suppression/atténuer les régimes de visa, et faciliter les transferts de capitaux entre les pays membres de l'OCI.

- **Développement du secteur financier:** Le degré d'approfondissement financier dans les pays de l'OCI n'est toujours pas satisfaisant

Un système financier qui fonctionne bien peut ouvrir la voie à un développement économique rapide, notamment grâce à l'allocation efficace de l'épargne intérieure aux activités productives. L'importance de ce rôle a en effet suscité beaucoup d'intérêt en termes d'impact sur la croissance économique, et un fort consensus s'est dégagé dans la littérature selon lequel des intermédiaires financiers bien établis ont un impact significatif sur la croissance économique.

Graphique 3.12: Le développement du secteur financier



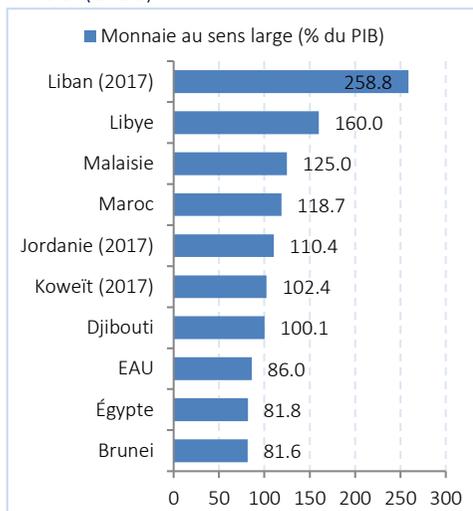
Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. **Couverture des données [À GAUCHE]:** 41 pays de l'OCI, 14 pays développés et 75 pays en développement non membres de l'OCI; [À DROITE]: 41 pays de l'OCI, 32 pays développés et 75 pays en développement non membres de l'OCI.

L'indicateur couramment utilisé pour déterminer le degré d'approfondissement financier est le ratio de la masse monétaire sur le PIB. Un ratio plus élevé est généralement associé à une plus grande liquidité financière et d'approfondissement. Comme illustré sur le graphique 3.12 (à

gauche), le volume moyen de la masse monétaire par rapport au PIB des pays de l'OCI a été évalué à 60,5% en 2018, comparativement à 137% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 124% de la moyenne mondiale. Vraisemblablement, le secteur financier dans les pays membres est à la traîne en matière de fourniture de liquidité suffisante et de meilleures possibilités d'investissement pour l'économie à moindre coût. Cet état de fait se manifeste partiellement par de faibles niveaux de crédit fournis par le secteur financier en pourcentage du PIB. En 2018, le secteur financier a, en moyenne, fourni du crédit à l'économie nationale pour un rapport de 66,7% du PIB dans les pays de l'OCI, alors que dans les pays en développement non membres de l'OCI, ce chiffre était de 141,8% (graphique 3.12, à droite). Au cours de la même année, la moyenne des pays développés a été enregistrée à 172,3%, ce qui dépasse largement la moyenne des pays de l'OCI et des pays en développement non membres de l'OCI.

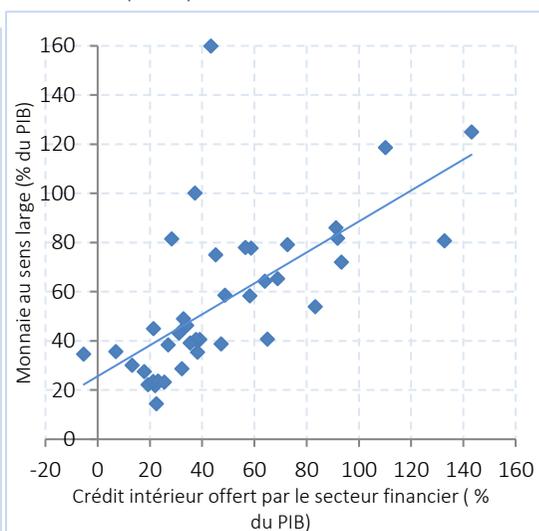
Le niveau de développement financier varie considérablement d'un pays à l'autre dans le groupe de l'OCI. Alors que certains pays membres disposent des systèmes financiers relativement plus avancés, à savoir des banques, assurances et d'autres institutions financières dynamiques, et des régimes efficaces de surveillance et de réglementation financière, et beaucoup d'autres sont à la traîne en raison de leurs niveaux de développement financier. Cette situation offre une grande possibilité d'amélioration des systèmes financiers dans les pays de l'OCI.

Graphique 3.13: Le développement du secteur financier, les premiers pays de l'OCI (2018)



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: Sur 49 pays de l'OCI

Graphique 3.14: Liquidité par rapport au crédit intérieur (2018)



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: 49 pays de l'OCI.

Compte tenu des prémisses que l'approfondissement financier confère des avantages importants en stabilité pour l'économie, quoiqu'avec des réserves, de nombreux pays de l'OCI sont apparemment privés de ces avantages de stabilité. Cependant, il y a quelques exceptions à cela telles que le Liban, la Libye et la Malaisie où l'approfondissement financier, tel que mesuré par le



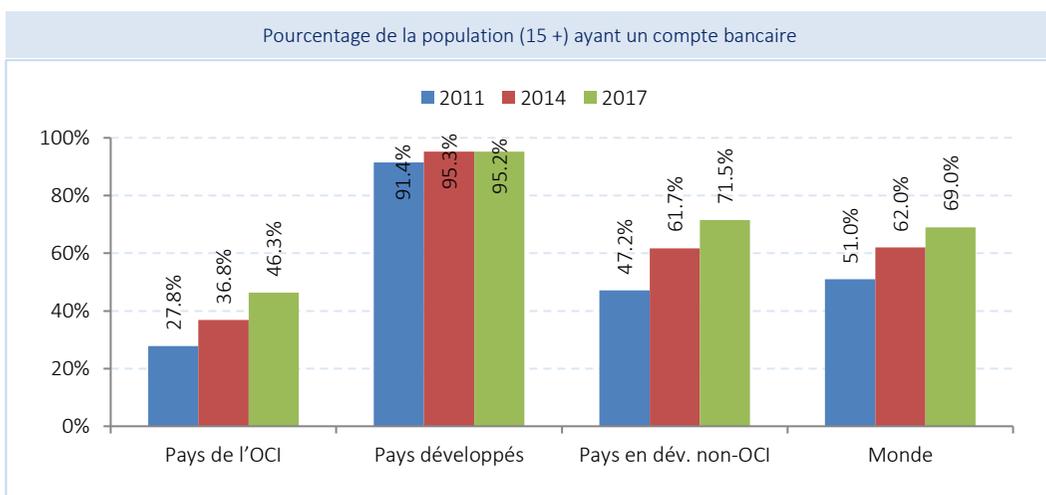
volume de la masse monétaire par rapport au PIB, est au-dessus du niveau de la moyenne mondiale. Au Liban, par exemple, la masse monétaire totale qui comprend, entre autres, tous les dépôts et la monnaie au sens étroit, était plus de deux fois supérieure au montant du PIB (258,8%), comme illustré graphique 3.13. Au Maroc, en Jordanie, au Koweït et à Djibouti, la taille relative de la masse monétaire par rapport au PIB a également dépassé le seuil de 100%.

Un rapport du FMI affirme que l'approfondissement financier, grâce à une augmentation du volume des transactions financières, peut renforcer la capacité du système financier d'un pays à faire face à des flux de capitaux intermédiaires sans d'importantes fluctuations des prix des actifs et des taux de change (FMI, 2011). On affirme que les marchés financiers profonds fournissent des sources alternatives de financement du marché financier intérieur en période de tension internationale, en limitant les effets de contagion, comme en témoigne la récente crise financière mondiale. Le graphique 3.14 appuie cet argument pour les pays de l'OCI en illustrant la force de la relation entre la masse monétaire au sens large et la disponibilité du crédit en 2018.

Toutefois, les faits montrent que l'approfondissement financier peut également attirer des capitaux volatils, ce qui complique la gestion macroéconomique de l'économie du pays. En outre, l'approfondissement des marchés financiers peut se produire soudainement, menant à l'envolée du crédit et suivie d'un effondrement. Au niveau systémique, tous ces facteurs, s'ils sont bien gérés, peuvent réduire le besoin d'accumuler des actifs étrangers et, au niveau mondial, promouvoir l'ajustement global.

Enfin, l'effort pour améliorer l'accès au financement dans les pays en développement, y compris les pays de l'OCI, s'est également intensifié. Une publication récente de la Banque mondiale présente les principaux résultats de la base de données Global Findex en donnant un aperçu détaillé sur la manière dont les adultes de plus de 140 économies ont accès à leurs comptes, effectuent des paiements, épargnent, empruntent et gèrent les risques. Selon cette base de

Graphique 3.15: Accès au financement



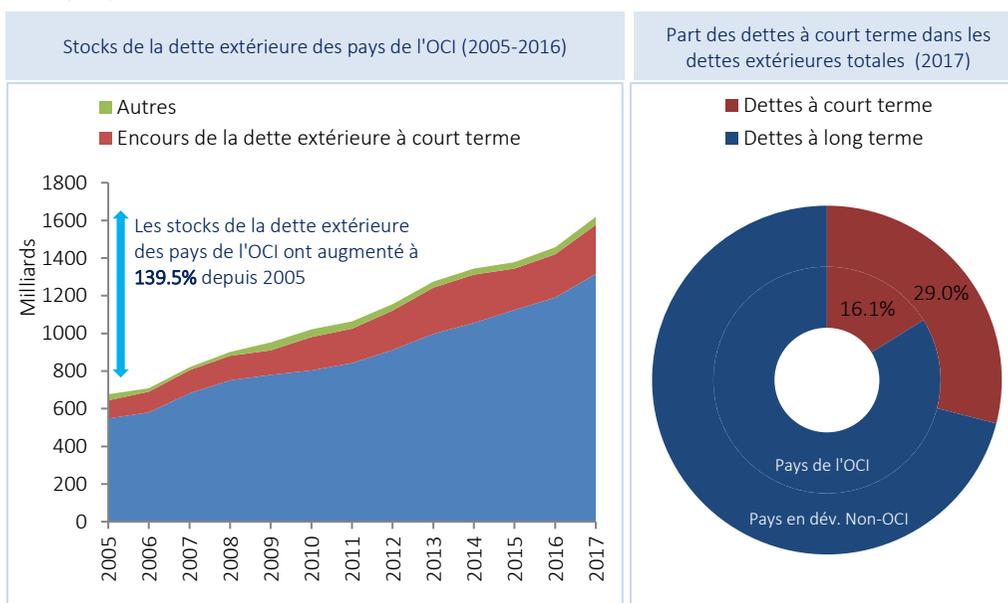
Source: Base de données Global Findex de la Banque mondiale 2018. Couverture des données: 37 pays de l'OCI, 32 pays développés et 56 pays en développement non membres de l'OCI.

données, l'accès au financement dans les pays de l'OCI a considérablement amélioré au fil des ans, passant de 27,8 % en 2011 à 46,3 % en 2017. Cependant, comparés aux autres groupes de pays, ils restent bien au-dessous des moyennes de ces groupes de pays (graphique 3.15).

- **Dettes extérieures:** Le stock de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 139,5% depuis 2005, tandis que les dettes à long terme représentaient plus de 83% des dettes totales en 2017.

Les stocks totaux de la dette extérieure des pays de l'OCI ont affiché une tendance à la hausse au cours de la période considérée. En 2017, la dette extérieure totale des pays de l'OCI a progressé de 11,1% par rapport à l'année précédente et atteint 1,6 billion de dollars. D'autre part, 21 pays de l'OCI sont classés pays pauvres très endettés (PPTÉ) par la Banque mondiale. En ligne avec l'augmentation du montant de la dette en termes absolus, le graphique 3.16 (à gauche) montre la taille des dettes totales des pays de l'OCI et ses distributions au fil des ans. Les stocks de la dette extérieure des pays de l'OCI ont augmenté de 139,5% depuis 2005 et de 58,5% depuis 2010.

Graphique 3.16: Stocks de la dette extérieure



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, Juin 2019. Couverture des données: [À GAUCHE] 30 pays de l'OCI; [À DROITE] 30 pays de l'OCI, 50 pays non-OCI

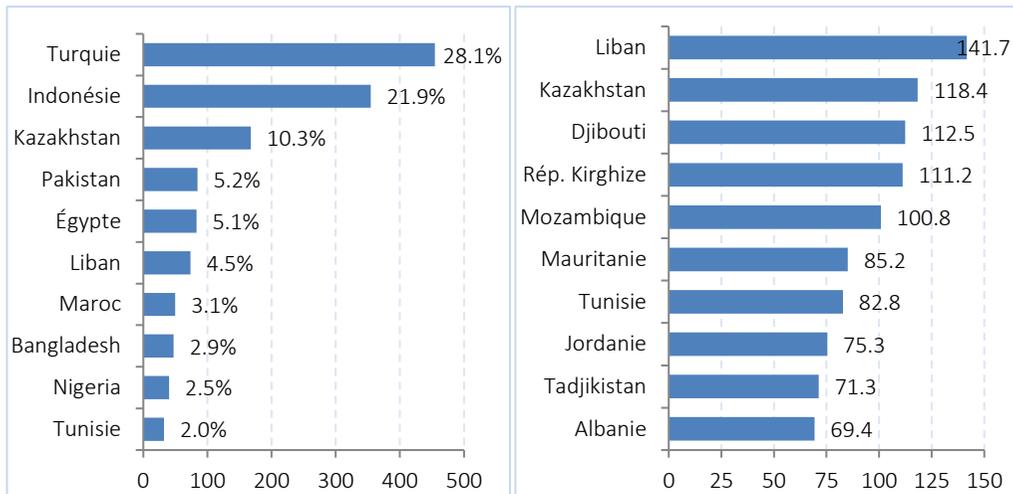
En termes de structure des échéances de la dette extérieure, la part des dettes à court terme reste faible par rapport aux pays non-membres de l'OCI, mais sa part dans les pays de l'OCI a augmenté au cours du temps. En 2017, les dettes à court terme représentaient 16,1% du total de la dette extérieure des pays de l'OCI, tandis que 29% du total des dettes des pays en développement non membres de l'OCI étaient des dettes à court terme.

Sur le plan national, la Turquie reste le pays le plus lourdement endetté des pays membres de l'OCI en 2017 (graphique 3.17, à gauche). Le pays a détenue 455 milliards de dollars de la dette,



qui représentaient environ 28% de la dette extérieure totale du pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. La Turquie a été suivie par l'Indonésie (354 milliards de dollars), le Kazakhstan (168 milliards), le Pakistan (85 milliards) et l'Égypte (83 milliards). La Turquie et l'Indonésie représentent ensemble 50% de la dette extérieure totale des pays de l'OCI.

Graphique 3.17: Les pays de l'OCI les plus endettés (2017)



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, Juin 2019. Couverture des données: 45 pays de l'OCI.

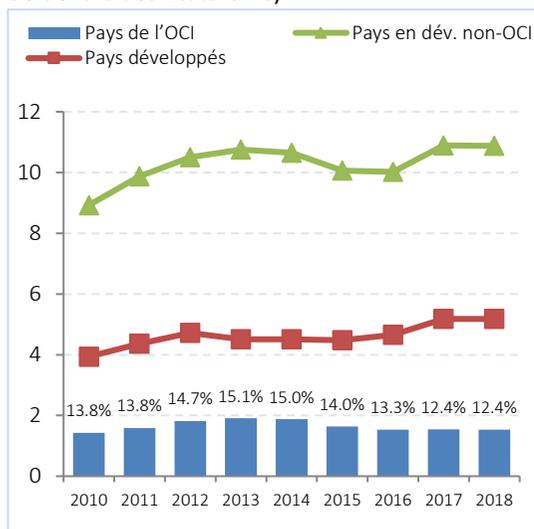
Toutefois, d'après la taille de production économique d'un pays, se focaliser sur la taille absolue du stock de la dette pourrait être trompeur. À cet égard, il est soutenu que le ratio dette/RNB donne une vue plus précise de l'endettement d'un pays, l'ajustant à la taille du revenu national brut. En termes d'importance relative de la dette extérieure par rapport au RNB, le Liban, avec 141,7% de dette rapportée au RNB, était le pays le plus endetté en 2017 (graphique 3.17, à droite). Viennent ensuite le Kazakhstan (118 %), Djibouti (113 %), le Kirghizistan (111 %) et le Mozambique (101 %).

- **Réserves:** Les réserves totales des pays de l'OCI restent stables à environ 1,5 trillion de dollars depuis 2016.

Les réserves sont généralement considérées comme un instrument important pour protéger l'économie contre les chocs externes brusques. Les réserves monétaires mondiales totales - y compris l'or - sont passées de 12,7 billions de dollars à 11,6 billions de dollars entre 2013 et 2016, mais elles ont augmenté à 12,4 billions de dollars en 2017 et sont restées inchangées en 2018. De ce montant, 5,2 billions de dollars sont possédés par les pays développés et les autres 7,2 billions de dollars étaient détenus par les pays en développement (graphique 3.18). Le total des réserves des pays de l'OCI a suivi une tendance similaire à celle d'agrégat mondiale, qui a diminué au cours de la période entre 2013 et 2016 allant de 900 billions à 1,5 billions de dollars. Toutefois, elle est restée stable à 1,6 trillion de dollars en 2017 et 2018. La part des pays de l'OCI dans des réserves mondiales des pays en développement a diminué, passant de 13,3% en 2016 à 12,4% en 2018.

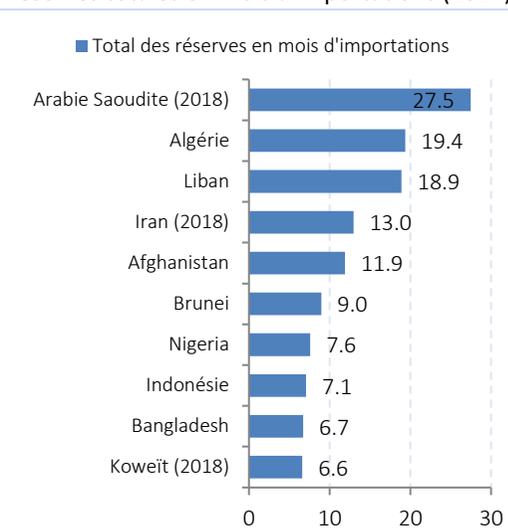
En 2018, les pays en développement possédaient 58,3% du total des réserves mondiales. La part croissante des pays en développement dans les réserves mondiales s'explique en grande partie par l'augmentation des flux commerciaux, et les excédents commerciaux de certains pays émergents, comme la Chine, d'autres pays d'Asie nouvellement industrialisés, ainsi que les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole. Les efforts de réforme financière dans certains pays en développement (surtout, ceux souffrant de déficits du compte courant) déployés pour améliorer leur position de réserve ont également joué un rôle. La libéralisation du compte de capital dans certains pays en développement a, semble-t-il, entraîné la nécessité d'accumulation de réserves en tant qu'assurance contre la volatilité financière y compris les arrêts/inversions brusques des flux de capitaux.

Graphique 3.18: Réserves, y compris l'or (billions de dollars des États-Unis)



Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Couverture de données 42 pays de l'OCI, 35 pays développés et 88 pays en développement non

Graphique 3.19: 10 principaux pays par réserves totales en mois d'importations (2017)



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, Juin 2019. Couverture des données: 36 pays de l'OCI.

Le graphique 3.19 montre les 10 premiers pays de l'OCI par volume des réserves en mois d'importations au cours de la période 2017-2018. L'Arabie saoudite, avec des réserves équivalent à 28 mois d'importations, est en tête de liste, suivie par l'Algérie avec des réserves équivalent à 19 mois d'importations. Ensemble avec le Liban et l'Irak, seulement dans quatre pays membres de l'OCI, les réserves étaient l'équivalent de plus de 12 mois de leurs importations.

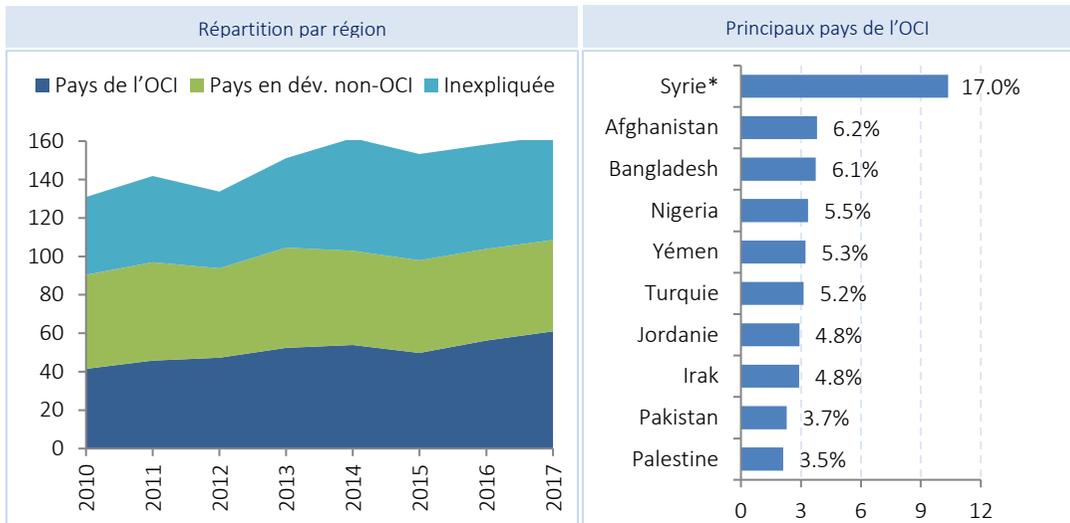
- **APD et envois de fonds:** L'aide publique au développement et les envois de fonds personnels vers les pays de l'OCI ont augmenté au cours de la dernière année.

L'aide publique au développement (APD) continue d'être une importante source de financement pour de nombreux pays en développement, y compris quelques pays membres de l'OCI. En 2017, les flux mondiaux nets de l'APD ont atteint 162,8 milliards de dollars des États-Unis, contre 151,2 milliards de dollars des États-Unis en 2013 (graphique 3.20, à gauche). Cependant, les statistiques n'indiquent pas où tout cet argent s'écoulait, car les données montrent que les pays individuels



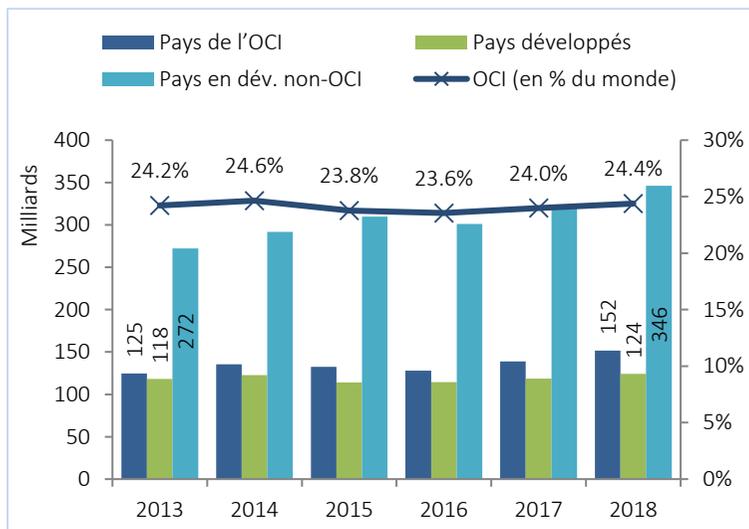
représentent 66% des flux d'APD mondiale. En conséquence, plus de 33 % des flux d'APD restent inexplicés. Sur les 108,5 milliards de dollars de flux d'APD, pour lesquels les données de chaque pays sont disponibles, 56,2% étaient destinés aux pays de l'OCI en 2017. C'est également la plus forte part observée depuis 2006.

Graphique 3.20: L'aide publique au développement, reçue, en milliards de dollars des États-Unis



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, Juin 2019. Couverture des données: 50 pays de l'OCI et 89 pays en développement non-OCI Remarque : Environ 35 % des statistiques mondiales ne sont pas déclarées au niveau des pays. (*) L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

Graphique 3.21: Les envois de fonds personnels, en milliards de dollars



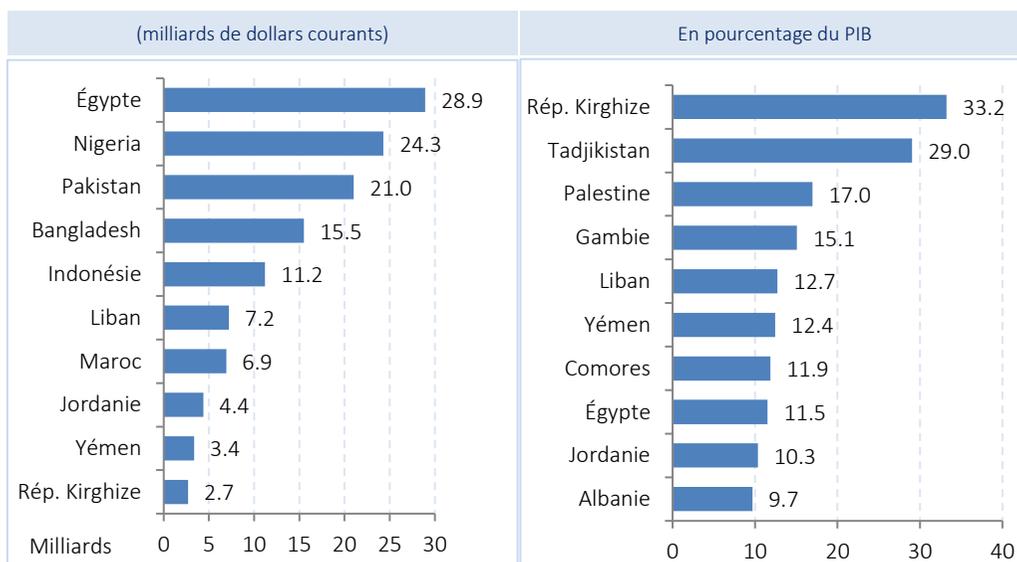
Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Couverture de données 51 pays de l'OCI, 35 pays développés et 93 pays en développement non membres de l'OCI.

Les entrées d'APD dans les pays de l'OCI montrent des caractéristiques similaires, en ce qui concerne leur niveau de concentration. En 2017, les 5 premiers pays de l'OCI ont reçu 39,5% du total des flux d'APD destinés à la région de l'OCI alors que les 10 premiers ont reçu 61,0% (graphique 3.18, à droite). La Syrie, avec des entrées totales de 10,4 milliards de dollars, soit 17% du total de l'OCI, s'est classée première.

Viennent ensuite l'Afghanistan (3,8 milliards de dollars, 6,2 %), le Bangladesh (3,7 milliards, 6,1 %), le Nigeria (3,4 milliards, 5,5 %) et le Yémen (3,2 milliards, 5,3 %).

Le graphique 3.21, d'autre part, montre que les envois de fonds personnels reçus par les pays membres de l'OCI sont passés de 125 milliards de dollars en 2013 à 140,6 milliards de dollars en 2014, mais a diminué à 152 milliards de dollars en 2018. La part des pays de l'OCI dans le total mondial des flux de transferts de fonds est restée autour de 24% au cours de la période considérée. Les flux de transferts de fonds vers les pays en développement non membres de l'OCI ont continué d'augmenter au cours de la même période et sont passés de 272 milliards de dollars en 2013 à 346 milliards en 2018.

Graphique 3.22: Transferts personnels (2018) reçus, milliards de dollars des États-unis



Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Couverture de données 47 pays de l'OCI.

Sur le plan national, il est observé qu'une part encore plus importante des flux de transferts de fonds vers les pays de l'OCI se concentre sur quelques membres en 2018. En tête de la liste des principaux destinataires de transferts de fonds dans la région de l'OCI, l'Égypte a occupé la première place avec 28,9 milliards de dollars d'envois de fonds (graphique 3.22, gauche). Elle est suivie par le Nigeria (24,3 milliards de dollars), le Pakistan (21,0 milliards de dollars), le Bangladesh (15,5 milliards de dollars) et l'Indonésie (11,2 milliards de dollars). Ces cinq pays ensemble représentaient 66,5% du total des flux d'envois de fonds destinés aux pays de l'OCI, alors que 10 pays ont représenté 82,7% des flux d'envois de fonds totaux.

Afin d'évaluer l'importance relative des flux d'envois de fonds au niveau des pays, la part des flux de fonds reçus dans le PIB total serait un bon indicateur. Comme le montre le graphique 3.22 (à droite), les envois de fonds personnels ont atteint 33,2 % du PIB total de la République kirghize en 2018, suivie du Tadjikistan (29 %), de la Palestine (17 %), de la Gambie (15 %), du Liban (12,7 %), du Japon (15,0 %), de la Gambie (15,1 %).



PARTIE III: MOBILISER DES RESSOURCES FINANCIERES POUR LE DEVELOPPEMENT





CHAPITRE QUATRE

Les défis du développement et le rôle de la finance dans les pays de l'OCI



Les pays membres de l'OCI sont très diversifiés en termes de niveau de développement économique et nombre d'entre eux ont besoin de ressources substantielles pour financer leur développement. En raison principalement du manque de ressources adéquates et de l'utilisation inefficace de celles existantes, quelques pays continuent de faire face à des problèmes de développement persistants. D'autre part, un nombre croissant de pays de l'OCI soutiennent activement le développement dans d'autres pays, mais leur rôle dans l'aide au développement n'est pas suffisamment reconnu au niveau mondial.

Le financement du développement fait partie intégrante du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030. Le Programme d'action d'Addis-Abeba définit un cadre global pour garantir les moyens financiers nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) tout en tirant parti de l'ensemble des sources de financement. Bien que des billions de dollars soient nécessaires au niveau mondial pour atteindre les ODD, les besoins de financement varient considérablement à travers le monde. Alors que dans les pays développés les besoins sont relativement moins importants, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, y compris les États membres de l'OCI, ont de sérieux défis à relever, en particulier dans la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs du développement durable.

Les solutions temporaires et les modes de financement classiques ne permettent pas une pleine réalisation du développement durable dans les pays en développement. Par exemple, les finances publiques nationales constituent la plus importante source de financement des ODD. L'atteinte des résultats en matière de développement et des ODD est tributaire dans une large mesure de la capacité d'un pays à mobiliser des recettes publiques suffisantes. Toutefois, les progrès dans l'augmentation des recettes fiscales demeurent lents dans de nombreux pays en développement. Cela nécessite des réformes visant à élargir l'assiette fiscale, y compris l'élaboration de nouvelles solutions et la création de mécanismes de financement public plus efficaces.

Sur un autre front, la réalisation des objectifs de développement durable nécessite une augmentation du financement du développement international en rationalisant l'aide publique au développement (APD) et les ressources des banques multilatérales de développement. Selon certaines estimations, les besoins en dépenses pour atteindre les objectifs de développement durable dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure pourraient s'élever à au moins 1,4 billion de dollars des États-Unis par an. Environ la moitié de ce déficit de financement pourrait être financée par le secteur privé, tandis que les finances publiques nationales pourraient couvrir 805 à 836 milliards de dollars américains. Les 152 à 163 milliards de dollars américains restants par an doivent être couverts par les finances publiques internationales. Cependant, l'APD et les mécanismes de financement internationaux présentent certaines lacunes et faiblesses et sont loin de financer le déficit d'investissement dans les pays en développement, y compris certains des États membres de l'OCI. Pour ce faire, toutes les parties prenantes et tous les partenaires de développement doivent reconsidérer leur approche en matière d'APD et redéfinir des moyens alternatifs et novateurs afin de mieux répondre aux besoins du monde en développement.

A cet égard, la partie spéciale du rapport sur les perspectives économiques de l'OCI 2019 traite de la mobilisation des ressources financières pour le développement. Ce chapitre passe en revue les défis communs liés à la croissance économique et au développement auxquels sont confrontés les États membres de l'OCI et souligne l'importance du financement pour le développement. Le chapitre ci-après explique en détail les moyens de mobiliser des ressources nationales et internationales pour financer le développement. Le chapitre 6 se focalise sur la coopération Sud-Sud et accorde une attention au rôle croissant de certains pays de l'OCI dans le soutien actif au développement des autres économies. Dans le dernier chapitre de cette partie, les instruments de la finance islamique sont présentés comme un outil alternatif pour le financement du développement.

4.1 Croissance et développement dans les pays de l'OCI

Au fil du temps, on a observé une grande variation dans les tendances de croissance des pays. Les différences dans les croissances rendent difficile toute explication par les économistes des facteurs à l'origine des taux de croissance plus élevés dans le temps et entre les pays. Certains modèles sont en mesure d'expliquer la croissance des pays développés, mais tel n'est pas le cas pour les pays à faible revenu.

Qu'est-ce qui explique les modèles de croissance divergents ?

Un certain nombre de facteurs pourraient contribuer à la croissance économique. En termes de fonction de production agrégée, la production d'un pays dépend de ses stocks de capital physique, humain et naturel. Le capital physique comprend généralement les machines, les bâtiments et les infrastructures telles que les routes et les ports. Une particularité essentielle du capital physique est qu'il est destiné à être utilisé dans la production d'autres biens et services. Le capital humain désigne les connaissances et les capacités inhérentes aux personnes pouvant être utilisées pour développer les techniques de production et contribuer au développement social et économique. Le capital naturel correspond au stock de terres, d'eau, de forêts et de ressources du sous-sol d'un pays, qui ne sont pas produits mais utilisés dans le processus de production des biens et des services.

On a observé que, sur le plan historique, les pays à taux de croissance soutenus ont réalisé des taux d'investissement élevés dans le capital physique et humain. On a également observé que les pays ayant un stock de capitaux similaire peuvent enregistrer des taux de croissance différents. Ainsi, il est suggéré que la croissance économique dépend non seulement de la croissance de l'accumulation du capital, mais aussi de la productivité, de la technologie et du rendement. Les différences de productivité sont devenues le principal facteur expliquant la divergence des parcours de croissance et des différences de revenus. Elle comprend à la fois de véritables différences dans les techniques et les instruments, mais aussi des différences dans l'efficacité productive résultant de la manière dont la production et les marchés sont organisés. Le développement technologique contribue à renforcer le capital intellectuel et les connaissances, grâce auxquels les processus de production deviennent plus efficaces. Si les ressources ne sont



pas utilisées de manière productive ou mal réparties en raison de mauvais choix politiques, on ne pourra réaliser ni efficience ni productivité.

Par conséquent, les pays dotés de capitaux et de taux de productivité différents connaissent des taux de croissance différents. Cependant, il ne serait pas satisfaisant d'expliquer le processus de croissance économique et les différences de revenus entre pays en fonction du niveau de technologie, du capital humain et du capital physique. Dans ce contexte, la littérature économique fournit des dimensions supplémentaires pour expliquer les modèles de croissance divergents, tels que la qualité institutionnelle, la géographie, les choix politiques et la culture. Les institutions sont constituées de règles et de dispositions réglementaires qui influent sur les incitations économiques et donc sur les incitations à investir dans la technologie, le capital physique et le capital humain en protégeant les droits de propriété, en assurant le bon fonctionnement des marchés et en faisant respecter les contrats. En conséquence, on s'attend à ce que les sociétés dotées d'institutions économiques qui facilitent et encouragent l'accumulation de facteurs, l'innovation et l'allocation efficace des ressources prospèrent et atteignent des taux de croissance plus élevés.

Relativement au rôle de la géographie, la littérature suggère différents canaux par lesquels elle peut affecter la croissance économique, y compris son effet sur la morbidité, la productivité agricole, les coûts de transport et l'accès aux marchés. De la même manière, les politiques économiques influent sur le retour sur investissement et déterminent les incitations dans un pays. Les politiques qui génèrent des inefficiences et protègent les processus improductifs ou les entreprises moins performantes sur le plan technologique ont pour effet d'enrichir seulement un petit groupe sans promouvoir l'innovation et le développement technologique. Le capital social et culturel joue également un rôle déterminant dans les processus de développement économique. Alors que les communautés dotées d'un capital social solide, de la confiance, de l'éthique du travail et du respect de la loi et de l'ordre deviennent plus productives, le manque de confiance sociale au sein des communautés augmente en revanche le risque potentiel de violence et de conflit. Il est difficile d'observer de bons résultats économiques dans des sociétés où les conflits et les privations ont fragilisé la coopération et l'action collective.

Tous les facteurs décrits brièvement ci-dessus sont utilisés pour expliquer les divergences de croissance des pays au fil des ans. D'autres facteurs sont également utilisés dans la littérature pour expliquer les différences de croissance, tels que la stabilité macroéconomique, l'ouverture commerciale et la profondeur du marché financier. Par contre, le taux d'accumulation du capital physique et humain ainsi que l'investissement dans le savoir sont considérés comme étant les facteurs les plus importants. À long terme, les effets de ces facteurs et d'autres ne seront importants que dans la mesure où ils entraîneront des niveaux de productivité plus élevés.

Dans ce contexte, cette section offre une perspective alternative sur les principaux défis de développement auxquels sont confrontés les pays de l'OCI en évaluant brièvement leurs ressources productives, leurs résultats économiques, leurs catalyseurs de croissance et leurs obstacles à la croissance.

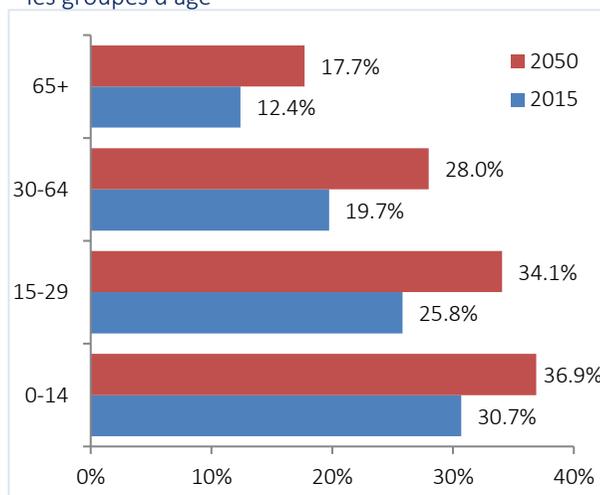
Les ressources productives

Les pays de l'OCI sont bien dotés en ressources productives, en particulier en ressources humaines et naturelles. Une utilisation efficace de ces ressources peut entraîner des taux de croissance économique plus élevés et une amélioration du bien-être de la population.

Comme le montre le graphique 4.1, 34,1 % de la population des pays de l'OCI avait moins de 15 ans, contre 23,6 % dans les pays non membres de l'OCI en 2015. Les jeunes de 15 à 29 ans représentent 27 % de la population totale de l'OCI, alors que ce chiffre n'est que de 23,8 % dans les pays non-membres de l'OCI. On estime que la part des pays de l'OCI dans la population totale du groupe d'âge 0-14 ans atteindra 36,9 % en 2050 contre 30,7 % en 2015 et celle du groupe d'âge 15-29 ans à 34,1 % en 2050 contre 25,8 % en 2015 (SESRIC, 2016). Par conséquent, il est légitime d'affirmer que la structure actuelle et future de la population offre aux pays de l'OCI la possibilité de connaître une croissance plus rapide si cette force dynamique est utilisée de manière efficace.

Le capital humain est l'un des principaux déterminants de la croissance à long terme. Une main-d'œuvre qualifiée et instruite facilite l'absorption des connaissances étrangères et de la technologie d'autres pays à travers le commerce international et les investissements directs étrangers qui facilitent la diffusion de ce stock de connaissances et de technologies. Mais c'est la capacité d'absorption qui détermine le niveau de diffusion. L'investissement dans l'accumulation du capital humain ou de l'éducation a, par conséquent, le potentiel d'augmenter la capacité d'obtenir et

Graphique 4.1: Part de la population de l'OCI selon les groupes d'âge



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les Perspectives de la population mondiale des Nations Unies: La révision de 2015.

d'utiliser les connaissances développées ailleurs. Puisque la majorité des pays membres de l'OCI ont des niveaux bas de développement économique, la question du développement du capital humain s'avère très essentielle pour multiplier les possibilités de parvenir à une croissance durable à long terme.

De nombreux pays en développement sont fortement tributaires de l'exploitation de leurs ressources naturelles en vue de satisfaire leurs besoins ainsi que ceux des générations futures. Ces ressources offrent un grand potentiel de développement si des politiques appropriées sont élaborées et mises en œuvre pour réinvestir les gains exceptionnels dans des secteurs plus productifs et dynamiques. En disposant de près de 60% des réserves mondiales totales de pétrole et de gaz, les pays de l'OCI possèdent un avantage de poids dans la gestion des principales sources



d'énergie fossiles dans le monde, qui a la capacité de soutenir la croissance et le développement dans la région.

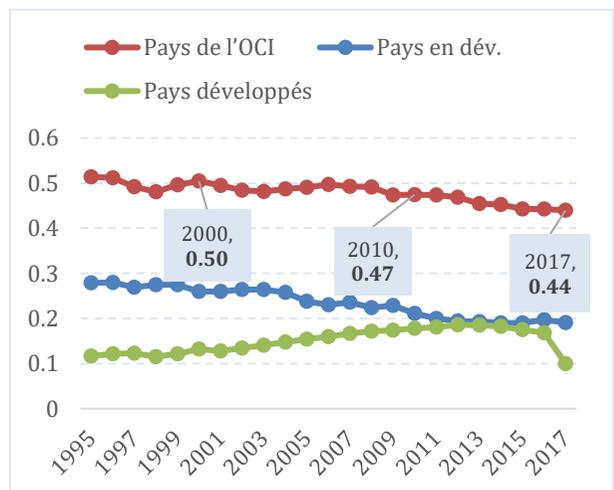
Bien qu'ils soient riches en ressources naturelles, de nombreux pays de l'OCI font partie du groupe des pays les moins avancés. La pauvreté, le chômage et l'inégalité des revenus constituent non seulement des obstacles au développement dans les pays les moins avancés de l'OCI, mais aussi sont des défis socio-économiques importants pour le reste des pays de l'OCI. L'une des principales causes de cette situation préoccupante dans les pays de l'OCI est l'existence de problèmes liés aux capacités d'exploitation et d'utilisation efficace des ressources naturelles existantes au profit des populations vivant dans ces pays. Afin de maximiser la contribution potentielle des ressources naturelles, les pays de l'OCI doivent renforcer leurs capacités non seulement en termes d'extraction de ces ressources, mais aussi en y ajoutant de la valeur par des politiques et des investissements appropriés.

Les résultats économiques

L'utilisation inefficace des ressources productives se traduit par des taux de croissance et des niveaux de revenu inférieurs. Tel qu'examiné à la section 2, les pays de l'OCI représentent encore environ 8% de la production mondiale lorsqu'ils sont mesurés en prix courants (en dollars américains). En fait, les pays de l'OCI ont montré une bonne performance en matière d'augmentation de leur PIB par habitant et des niveaux de productivité du travail au cours des années. Pourtant, en termes absolus, les niveaux atteints par les pays de l'OCI sont encore bien en dessous des moyennes mondiales. Cela souligne la nécessité pour les pays membres de l'OCI de redoubler d'efforts en vue d'atteindre un niveau de vie plus élevé, tant en termes de PIB par habitant que de productivité. Il est également manifeste que l'existence de différences entre les pays membres de l'OCI ne doit pas être négligée. De nombreux pays membres de l'OCI sont encore classés parmi les pays à revenu faible qui ont besoin d'entreprendre des changements majeurs dans leurs politiques de croissance économique, en particulier en ce qui concerne les politiques visant à améliorer leur productivité et compétitivité.

En outre, les économies de l'OCI sont principalement caractérisées par une forte concentration des exportations et une diversification limitée de l'économie nationale. Au cours des années, la diversification des économies de l'OCI a légèrement augmenté, mais leur concentration reste bien supérieure à la moyenne des économies développées et des économies en développement (graphique 4.2). Si le manque de diversification accroît l'exposition des pays aux chocs négatifs et à l'instabilité

Graphique 4.2: Indice de diversification



Source: CNUCED STAT. Données fournies par la CNUCED moyennes de groupe.

macroéconomique, une forte concentration de l'activité économique dans des secteurs où le potentiel de croissance de la productivité est limité peut ne pas apporter beaucoup de croissance et de développement au pays.

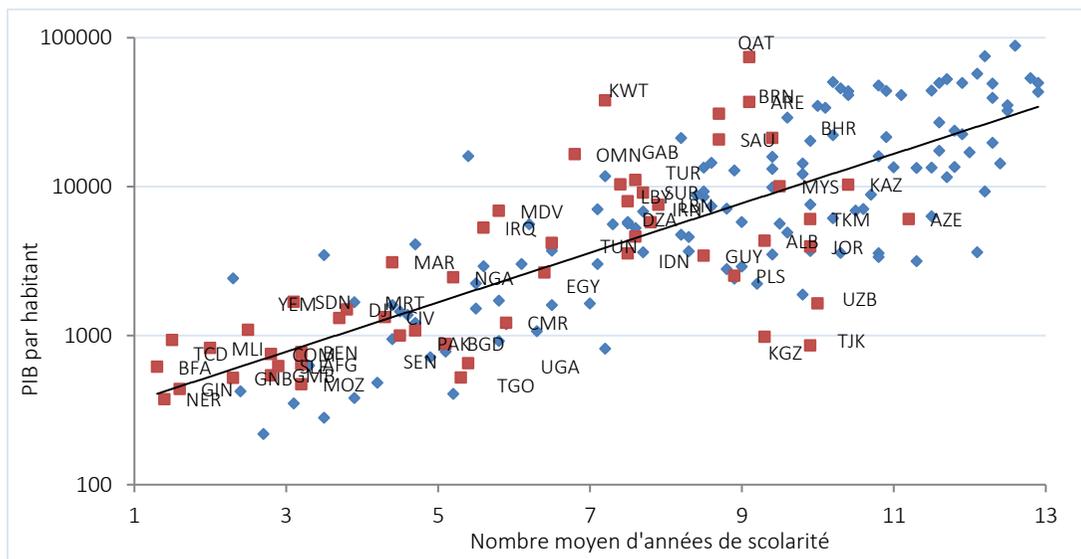
Si l'on veut investir dans des secteurs qui doivent devenir plus compétitifs et stratégiques pour le développement d'une économie, il est essentiel d'améliorer la productivité et la croissance globales à moyen et long termes. L'argument courant en faveur de la diversification pour les économies riches en ressources naturelles est d'atténuer les effets de ce qu'on appelle le syndrome hollandais. Dans les petites économies dont la structure de production est étroitement définie, la volatilité des prix des ressources peut être une source de volatilité économique ; ces pays doivent donc élargir leur panier de produits exportés afin de réduire l'impact de la volatilité extérieure.

Une autre conséquence importante de l'utilisation inefficace des ressources productives est le manque de compétitivité. Les pays de l'OCI figurent parmi les pays les moins bien classés dans le classement mondial de la compétitivité. La compétitivité est le reflet de la situation générale, y compris les institutions, les politiques et les facteurs qui ont une incidence sur le niveau de productivité. Plusieurs économies compétitives avec des niveaux de productivité élevés génèrent des niveaux de revenu plus élevés pour leurs citoyens. Il faut donc redoubler d'efforts pour améliorer la compétitivité sur les marchés mondiaux.

Les catalyseurs de croissance

Il existe un certain nombre d'instruments que les pays de l'OCI peuvent utiliser pour relever les défis du développement et atteindre des taux de croissance plus élevés. Il s'agit notamment d'investir dans les capacités humaines et institutionnelles, tout en facilitant le progrès

Graphique 4.3: Nombre moyen d'années de scolarité par rapport au revenu par habitant (2013)



technologique et l'innovation, et en canalisant les ressources vers des investissements productifs par le développement financier.

Le rôle de l'éducation dans l'accroissement de la productivité et de l'efficacité de la main-d'œuvre en augmentant le stock cognitif des capacités humaines du point de vue économique est bien reconnu dans la littérature. Les pays de l'OCI ont un avantage comparatif en termes de structure démographique. Compte tenu de la pénurie de travailleurs qualifiés, cependant, des politiques et des programmes efficaces doivent être élaborés et mis en œuvre pour une meilleure éducation et formation puisqu'ils constituent des facteurs essentiels pour la préparation technologique afin d'accroître la productivité et la diversification des produits plus sophistiqués. Le graphique 4.3 montre la relation entre la durée moyenne de scolarisation et le PIB par habitant. Le nombre moyen d'années qu'un travailleur typique a passé à l'école détermine la capacité d'absorption d'un travailleur. Évidemment, il y a une forte relation entre le niveau de revenu et le niveau d'instruction tant dans les pays de l'OCI (carré) que dans les pays non membres de l'OCI (losange). L'amélioration de la productivité des entreprises, la mise à niveau des technologies, le développement de services à forte valeur ajoutée et l'obtention d'un statut plus compétitif dans l'économie mondiale nécessite l'assurance de ressources humaines mieux instruites et formées et leur adéquation aux besoins du marché du travail.

La croissance à long terme est déterminée par le niveau de progrès technologique, car la croissance ne peut être soutenue par des augmentations de capital par travailleur ou du nombre de travailleurs. L'accroissement de l'efficacité avec laquelle une économie utilise ses intrants passe par l'amélioration des capacités productives de chaque facteur de production. Dans ce contexte, le développement du capital humain et l'innovation technologique sont les facteurs essentiels pour améliorer la productivité et la compétitivité.

L'innovation exige des investissements importants et une perspective à long terme. Par conséquent, les ressources disponibles destinées à la recherche et à l'innovation doivent être allouées en fonction des stratégies et priorités nationales de développement. Les économies du savoir d'aujourd'hui dépendent fortement des activités de recherche et développement (R-D) et des technologies innovantes pour maintenir leur compétitivité par rapport aux autres pays. Cependant, les dépenses de R-D dans les pays de l'OCI sont nettement inférieures à celles des économies avancées. En outre, les idées ont besoin d'un environnement propice à l'innovation pour croître et générer des bénéfices au profit de toutes les sociétés grâce à de nouveaux produits et/ou services. Si les entreprises des pays de l'OCI souhaitent devenir compétitives dans l'économie mondiale, les politiques des pays de l'OCI doivent se concentrer sur la création d'un environnement propices à l'innovation.

La qualité institutionnelle et la bonne gouvernance constituent un autre moteur essentiel de la croissance. Les institutions favorisent la productivité et la compétitivité en réduisant les coûts de transaction, y compris les coûts de recherche et d'information, les coûts de négociation, de maintien de l'ordre et d'application de la loi. Selon les indicateurs de gouvernance de la BM, les pays de l'OCI affichent un niveau de qualité institutionnelle inférieur à celui des autres pays en développement. Les pays de l'OCI, en particulier les pays membres à faible revenu, peuvent réaliser des gains de productivité en renforçant davantage la qualité de leurs cadres

institutionnels qui protègent les droits de propriété, notamment la propriété intellectuelle. Les droits de propriété et la capacité de faire respecter les contrats sont deux éléments essentiels du cadre institutionnel et juridique d'un pays et sont des conditions cruciales pour une activité économique axée sur le marché.

Le renforcement des institutions aurait de nombreuses répercussions sur d'autres facteurs clés de l'accroissement de la productivité. Il pourrait contribuer à promouvoir l'investissement privé et l'esprit d'entreprise et favoriser le développement du secteur financier. Même si les investissements totaux augmentent, l'inefficacité dans la gestion des investissements publics et la faiblesse de la gouvernance altèrent souvent l'impact des dépenses publiques sur l'accumulation de capital et l'insuffisance dans la protection des investisseurs découragent les investissements. Il est donc essentiel d'améliorer la qualité des institutions et de la gouvernance afin d'améliorer la qualité et les résultats des investissements.

Le rôle du développement financier est particulièrement important dans l'affectation des ressources pour une utilisation plus productive. En outre, les services fournis par le secteur financier peuvent contribuer à la croissance économique en : (i) produisant des informations ex ante sur les possibilités d'investissement ; (ii) améliorant le suivi ex post de l'investissement et exerçant la gouvernance d'entreprise ; (iii) facilitant la gestion et la diversification des risques ; (iv) mobilisant et mettant en commun l'épargne ; et (v) facilitant l'échange des biens et services (Levine, 2005). Les analyses de la section 3 montrent que la profondeur financière dans les pays de l'OCI reste faible et doit encore être améliorée.

Sans accès au financement, il serait difficile de s'attendre à ce que les activités entrepreneuriales prospèrent et contribuent ainsi au développement économique. L'accès au financement dans les pays de l'OCI demeure l'un des obstacles les plus importants pour la promotion de l'activité entrepreneuriale. En outre, les petites entreprises font constamment état d'obstacles au financement plus importants que les moyennes et grandes entreprises, et elles sont également plus affectées dans leur fonctionnement et leur croissance du fait de ces obstacles. Par conséquent, des approches novatrices sont nécessaires au règlement des problèmes de financement qui empêchent les entreprises d'investir dans des possibilités d'investissement productif. Des discussions plus détaillées seront menées dans les chapitres suivants sur la question de la mobilisation des ressources pour le financement du développement.

La faiblesse relative des performances économiques des pays membres de l'OCI par rapport aux pays occidentaux ne signifie pas pour autant que les pays de l'OCI n'ont pas les capacités et les ressources suffisantes pour faire mieux. Il s'agit simplement d'identifier les ressources et les potentiels productifs, puis de mettre au point des mécanismes et des instruments appropriés pour les utiliser efficacement en vue d'améliorer le bien-être des activités économiques. Chaque pays possède des ressources et des potentiels différents pour catalyser ses programmes de développement économique.

Les obstacles à la croissance

Le développement économique des pays de l'OCI connaît des hauts et des bas, tandis que l'évolution du développement de ces pays est diversifiée. En général, les pays membres de l'OCI

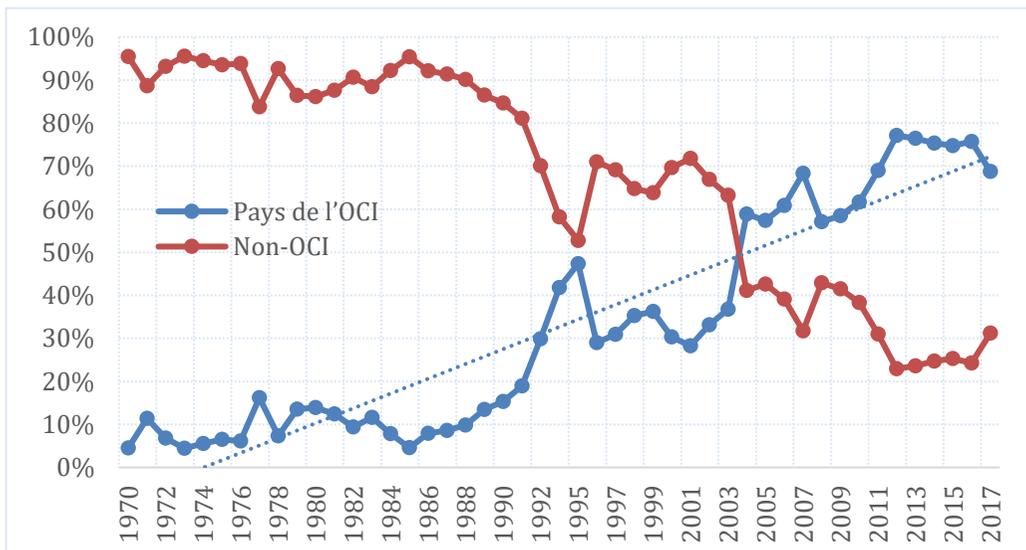


n'ont pas pu soutenir une croissance à long terme comme les pays développés l'ont fait au cours du siècle dernier. Bien que composé de quelques pays à revenu élevé, aucun pays membre de l'OCI n'est aujourd'hui classé parmi les pays développés par les agences internationales. Les pays de l'OCI à revenu élevé, principalement les pays du Golfe, ont atteint leur statut principalement en bénéficiant des gains exceptionnels à grande échelle des ressources naturelles, et non par une productivité et une compétitivité accrues. D'autre part, certains pays membres riches en ressources naturelles sont restés pauvres et ont connu de nouvelles instabilités politiques et des privations économiques dues à l'absence d'institutions de qualité capables de gérer et de distribuer équitablement les bénéfices au profit de leur population.

Peu d'économies émergentes, comme la Turquie, la Malaisie et l'Indonésie, ont obtenu des résultats économiques relativement meilleurs, mais la croissance de ces pays a parfois été interrompue en raison de problèmes structurels divers. Dans nombre de pays membres de l'OCI où les problèmes structurels sont plus répandus et profondément enracinés, la population est restée très pauvre et n'a même pas accès aux services de base. Tous ces facteurs ont contribué aux différents niveaux de vie que l'on observe aujourd'hui dans la région de l'OCI, qui sont en tout cas inférieurs aux niveaux atteints par les économies développées.

La nécessité de maintenir la stabilité macroéconomique est un élément important du dosage des politiques visant à stimuler la productivité et la compétitivité, car cela permettrait de créer un environnement commercial exempt d'incertitude et de coûts non prévisibles. Un environnement macroéconomique stable impliquerait une moindre volatilité des taux d'inflation, des taux d'intérêt, des taux de change et un faible déficit budgétaire en pourcentage du PIB. Elle nécessiterait également moins de volatilité en ce qui concerne le volume des transactions économiques avec le reste du monde.

Graphique 4.4: Part des pays de l'OCI dans les incidents terroristes mondiaux



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur la Global Terrorism Database (base de données universelle du terrorisme)

Outre les instabilités économiques, les instabilités politiques peuvent aussi affecter gravement les trajectoires de croissance. De nombreux pays de l'OCI sont exposés à un grand nombre de catastrophes et de conflits d'origine naturelle ou humaine. En 2017, sur les 49 conflits enregistrés dans le monde, 30 ont éclaté dans les pays de l'OCI, dont la majorité étaient des conflits internes internationalisés et des conflits internes. Comme illustré au graphique 4.4, depuis 2003, la plupart des actes terroristes ont visé les pays de l'OCI. En 2017, environ 69 % de toutes les attaques se sont déroulées les pays de l'OCI avec plus de 90 % des personnes tuées venaient de ces mêmes pays. La montée du terrorisme et de l'extrémisme violent dans les pays de l'OCI a créé de graves menaces pour la sécurité, ce phénomène croissant ayant entraîné la mort, la destruction et l'instabilité dans les pays et régions où les groupes terroristes opèrent.

Les conflits sont susceptibles de causer la destruction physique de la capacité de production, des infrastructures, des usines, des machines, de la capacité de production agricole, la destruction physique des terres et des dépenses militaires plus élevées. Outre ces effets directs, on peut observer une nouvelle détérioration des activités économiques en raison de répercussions sur d'autres facteurs tels que la fuite des capitaux, la dislocation de la main-d'œuvre, le découragement de nouveaux investissements étrangers, la fuite des cerveaux et la réduction du commerce. Une baisse des facteurs de productivité totale due à une réduction de l'efficacité économique et à l'absorption des technologies se manifeste par une contraction de la production, une accélération de l'inflation, une perte des réserves et un affaiblissement des systèmes de financement (Sab, 2014).

La relation entre le développement, la paix et la stabilité est également forte et va dans les deux sens. Alors que la paix et la sécurité sont des conditions préalables au développement et à la prospérité, les échecs du développement augmentent considérablement la tendance au conflit civil. Les effets négatifs des conflits armés s'étendent bien au-delà de ces coûts sociaux et économiques mesurables. Ils détruisent les infrastructures essentielles, y compris les écoles, les hôpitaux et les systèmes énergétiques et la cohésion sociale; et déclenchent le déplacement forcé des personnes.

4.2 Rôle de la finance dans la réalisation du développement

Depuis les années 2000, marquant l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de nombreux pays en développement, dont plusieurs pays membres de l'OCI, ont été confrontés à des défis de développement considérables, et certains ont pris du retard. Les initiatives mondiales, les mécanismes régionaux de solution et les efforts nationaux n'ont pas répondu aux besoins croissants des pays en développement pour financer leur développement et leur permettre d'évoluer et sortir de ce statut de pays en développement.

La crise financière mondiale de 2008 et ses effets durables n'ont fait que détériorer les perspectives du financement du développement. Un nombre croissant de pays donateurs ont commencé à allouer des montants limités de fonds pour financer le développement et ont décidé d'utiliser ces fonds plus soigneusement dans des projets ciblés. En conséquence, les inégalités se



sont accentuées dans de nombreux pays ainsi que dans les pays en développement. Cela a nécessité l'élaboration d'un nouveau programme mondial pour le développement.

La préparation et l'adoption des objectifs ambitieux de développement durable (ODD) en 2015, suite à de longues discussions, reflètent un engagement politique au niveau mondial en faveur du développement durable et de l'amélioration du bien-être des populations. Néanmoins, le manque de ressources suffisantes pour financer le développement ainsi que la disponibilité limitée de données et d'indicateurs pour mesurer les progrès éclipsent le succès potentiel des ODD. Selon les estimations de la CNUCED, les besoins financiers totaux, y compris les besoins d'investissement dans les pays en développement seulement, se chiffrent entre 3,3 et 4,5 billions de dollars des États-Unis par an, dans les domaines suivants : infrastructures essentielles (routes, rail et ports, centrales électriques, eau et assainissement), sécurité alimentaire (agriculture et développement rural), atténuation des changements climatiques et adaptation, santé, éducation. Compte tenu des niveaux actuels d'investissement dans les secteurs liés aux ODD, estimés à 1,4 billions de dollars, les pays en développement, y compris les pays de l'OCI, connaissent un déficit annuel de 2,5 billions de dollars.

Comblé un tel fossé entre les besoins et les disponibilités en matière de financement du développement peut sembler une tâche colossale. Néanmoins, les pays de l'OCI sont riches et diversifiés en ressources, lesquelles offrent un grand potentiel de développement. Certains d'entre eux sont riches en ressources naturelles. Beaucoup de ces pays de l'OCI ont déjà largement bénéficié de leurs riches ressources naturelles au cours de leur développement et ont accumulé un capital remarquable. Un groupe de pays de l'OCI est également très riche en capital humain, en particulier en termes de nombre élevé de jeunes dans la population totale. Chaque pays de l'OCI possède des ressources et des potentiels différents pour catalyser leur développement économique. Comme les études précédentes l'ont montré, de nombreux pays de l'OCI n'ont pas pu atteindre leur potentiel économique en raison d'un certain nombre de facteurs, et sont donc en retard par rapport à la moyenne des pays développés et la moyenne mondiale pour un grand nombre d'indicateurs sur le développement.

Sur le plan financier, la finance islamique offre des possibilités pour les pays de l'OCI qui pourrait être utilisée dans réduction du déficit en matière de financement du développement. La finance islamique, y compris la Zakat, est estimée à environ 2 billions de dollars en 2015, et devrait atteindre 3 billions de dollars d'ici 2020. Par exemple, la collecte des contributions de la Zakat par l'intermédiaire d'institutions formelles, permettra un plus grand nombre de personnes en besoin d'en bénéficier, ce qui pourrait contribuer au développement durable.

De nombreux pays de l'OCI doivent redoubler d'efforts pour parvenir à un développement durable qui nécessite l'allocation de ressources financières accrues en faveur de leur développement. Comme indiqué dans le Programme d'action d'Addis-Abeba (Addis Abéba Action Agenda, AAAA), ces ressources financières doivent être utilisées dans sept domaines d'action principaux, du commerce au renforcement des capacités, afin d'avoir un effet positif réel sur le développement. Il est cependant généralement difficile d'obtenir des ressources tout en apportant des améliorations dans tous ces domaines, car les pays donateurs ont leurs propres domaines prioritaires. Même le manque de ressources conduit parfois à l'arrêt de certains

programmes de développement essentiels, par exemple dans le domaine de la vaccination ou de l'aide alimentaire, qui mettent la vie des populations en danger dans certaines parties du monde.

Dans l'ensemble, les pays de l'OCI ont des défis spécifiques ainsi que des mécanismes de solution uniques en matière de financement du développement qui pourraient les aider à éviter de dépendre uniquement d'une relation classique donateurs-bénéficiaires. Un nombre croissant de pays de l'OCI contribuent activement au financement des efforts de développement dans d'autres pays membres et non membres de l'OCI.

Les pays de l'OCI ont une longue histoire de coopération intra-OCI active dans de nombreux domaines allant du développement du commerce et des infrastructures au renforcement des capacités et à l'investissement. Cela facilite le transfert de capitaux, de savoir-faire et d'expertise entre les pays membres de l'OCI qui sont essentiels au développement. Les pays de l'OCI participent aussi activement à la coopération Sud-Sud. Cela permet à plusieurs pays de l'OCI et pays de non membres de l'OCI de bénéficier mutuellement de leurs expériences et de leurs sources respectives tout en progressant dans leurs trajectoires de développement. Enfin, les pays de l'OCI disposent d'instruments et de mécanismes uniques, notamment les instruments financiers islamiques, la Zakat et les fonds du Waqf, qui ont le potentiel d'apporter une contribution positive significative au financement du développement. Dans l'ensemble, ces facteurs amélioreraient le financement du développement dans les pays de l'OCI en aidant à dépasser la compréhension conventionnelle et à bénéficier de mécanismes de solution uniques.





CHAPITRE CINQ

Mobiliser les ressources nationales et internationales pour financer le développement



Le présent chapitre examine le rôle et les contributions potentielles des ressources nationales et internationales au financement du développement en examinant la littérature existante et les rapports internationaux, l'accent étant mis sur les pays de l'OCI. Le chapitre décrit également les principaux défis auxquels sont confrontés les pays de l'OCI et d'autres pays en développement dans la mobilisation des ressources nationales et internationales. Enfin, il énumère et examine un ensemble de solutions qui donnent des orientations appropriées aux pays de l'OCI et à de nombreux pays en développement dans la mobilisation des ressources nationales et internationales et bénéficier davantage de la coopération internationale dans le cadre de leur développement.

5.1 Mettre en synergie les ressources nationales et internationales

La réalisation du développement durable est une tâche difficile pour tout pays. Une telle tâche difficile pourrait être accomplie en utilisant le capital humain et en mobilisant les ressources intérieures de la manière la plus efficace possible. De nombreux pays en développement et un certain nombre de pays de l'OCI souffrent d'une utilisation inefficace des ressources intérieures. Certains de ces pays ne sont pas non plus parvenus à mobiliser pleinement les ressources intérieures disponibles pour les utiliser dans leurs efforts de développement, et ces ressources restent donc pour la plupart inutilisées. A cet égard, il est important de tirer parti des ressources internationales disponibles en matière de développement afin de pouvoir financer les investissements considérables nécessaires pour atteindre le développement durable.

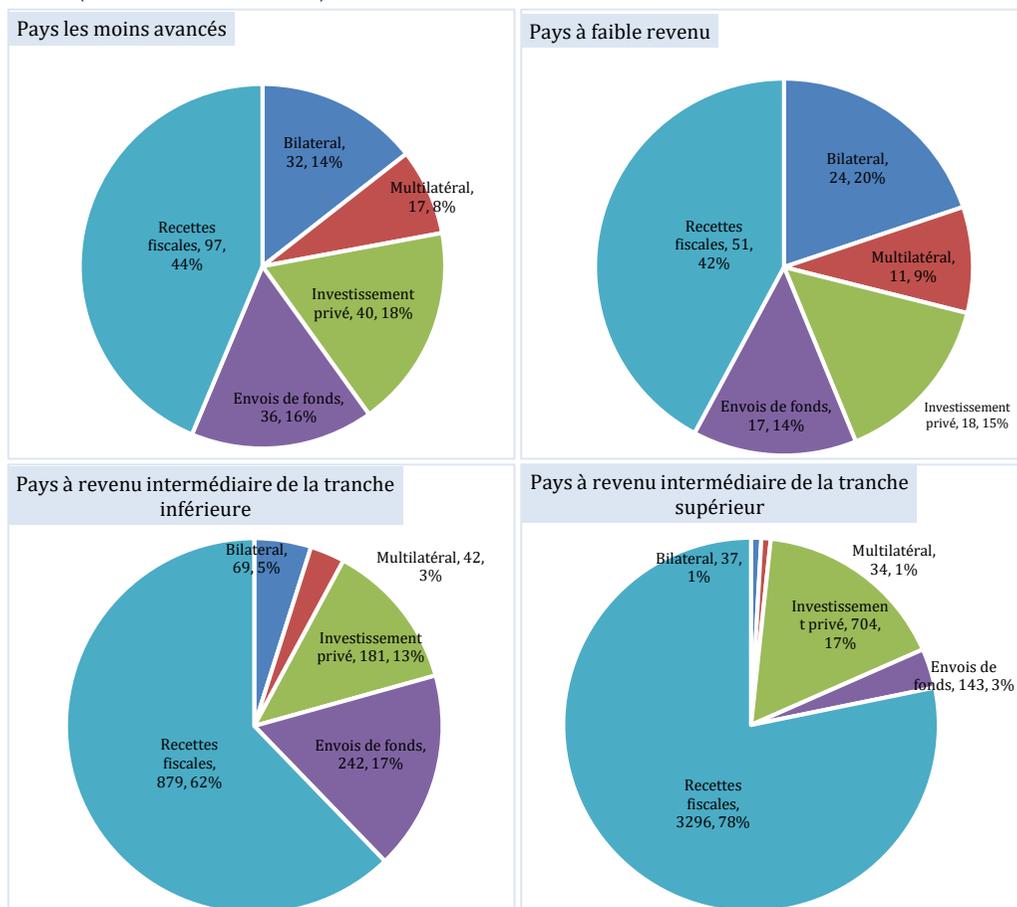
Dans ce contexte, les ressources nationales et internationales ne se substituent pas en général entre elles, mais se complètent dans le processus de développement des pays en développement car ils ont besoin de ressources pour financer leurs investissements et projets. En raison de la forte complémentarité existante entre les ressources nationales et internationales pour financer le développement, le reste du chapitre identifie les principaux défis et propose un ensemble de solutions, car l'identification des défis et la formulation de solutions appropriées seraient essentielles en vue de concevoir une architecture plus efficace pour la répartition des ressources dans les pays en développement dont de nombreux États membres de l'OCI.

Le renforcement de la mobilisation des ressources publiques est essentiel pour que les pays en développement puissent financer leurs stratégies nationales de développement durable et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que le Programme d'action d'Addis-Abeba. En outre, une mobilisation efficace des ressources publiques dans de nombreux pays en développement sera cruciale pour atteindre le développement et les objectifs du développement durable (ODD). Même si les ressources publiques sont de loin les plus importantes ressources disponibles pour atteindre les objectifs du développement durable, il est peu probable que de nombreux pays de l'OCI et pays en développement puissent atteindre ces objectifs ambitieux sans la contribution des ressources internationales et le pouvoir de la coopération internationale. Selon les estimations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2014), les investissements annuels nécessaires pour financer les ODD dans les pays en développement se situent entre 3,3 et 4,5 billions de dollars, le déficit annuel dans des secteurs clés étant de 2,5 billions de dollars. Bien qu'il existe des chiffres



différents sur ce déficit de financement et qu'il reste des défis à relever pour le combler, il devient encore plus crucial de mobiliser et d'utiliser efficacement les ressources nationales et internationales existantes.

Graphique 5.1: Répartition des ressources financières dans les pays en développement, 2016 (en milliards de dollars)



Source: OCDE, (2018).

D'autre part, les déséquilibres mondiaux persistants liés principalement à des flux financiers non réglementés, à des attaques spéculatives et à une gouvernance macroéconomique vulnérable dans un certain nombre de pays constituent une pression négative sur la croissance économique du monde en développement et des pays développés en freinant la demande mondiale. En conséquence, les perspectives de croissance économique mondiale et les vulnérabilités actuelles créent un environnement économique général défavorable au financement du développement, caractérisé par des cycles d'expansion et de ralentissement. Il est donc crucial de déployer des efforts pour créer une synergie entre les efforts nationaux et internationaux afin de mobiliser des ressources financières pour créer un environnement propice à la réalisation des objectifs de développement. L'établissement d'une synergie, d'une coopération et d'une compréhension

commune aussi fortes contribuera à relever les divers défis auxquels sont confrontés de nombreux pays de l'OCI et le monde en développement.

Les ressources nationales constituent le pilier central du financement du développement durable. En 2016, les recettes fiscales se sont élevées à 4,3 billions de dollars, soit plus du double du volume des flux transfrontaliers (OCDE, 2018). Mais les ratios recettes fiscales/PIB dans les pays à faible revenu et les pays les moins avancés sont en moyenne de 14 % et, dans de nombreux cas, bien en deçà du seuil de 15 % recommandé comme nécessaire au bon fonctionnement de l'État.

Comme on le constate au graphique 5.1, les recettes fiscales constituent la plus importante source de financement, dépassant les volumes de toute autre ressource transfrontalière unique. En 2016, les recettes fiscales des pays en développement se sont chiffrées à 4,3 billions de dollars. La part des recettes fiscales dans la répartition globale des ressources financières variait entre 42,7 % dans les pays les moins avancés et 42,4 % dans les pays à faible revenu, 62,2 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et 78,2 % dans les pays à revenu moyen supérieur (OCDE, 2018). Il est donc particulièrement important de gérer les ressources nationales de la manière la plus efficace possible pour parvenir au développement durable.

5.2 Défis liés à la mobilisation des ressources nationales et internationales

Les difficultés rencontrées par les pays en développement peuvent différer en raison du caractère spécifique de chaque pays. La présente section détermine et examine les défis majeurs communs auxquels sont confrontés l'OCI et les pays en développement dans leurs efforts de financement du développement, y compris les faibles capacités macroéconomiques de gouvernance et les bénéfices limités tirés des flux de capitaux internationaux.

5.2.1 Faiblesse des capacités de gouvernance macroéconomique

Les gouvernements ont la responsabilité de percevoir les impôts de façon équitable afin de fournir des services au public dans le but d'améliorer le bien-être de ses citoyens. Néanmoins, la gestion d'énormes quantités de fonds publics exige une responsabilisation totale, la transparence et l'absence de corruption, qui sont également des éléments indispensables d'une bonne gouvernance macroéconomique. Pourtant, la gestion macroéconomique va au-delà de l'existence de régimes fiscaux efficaces et équitables. Une capacité de gestion macroéconomique vigoureuse est nécessaire pour créer un environnement commercial où la prévisibilité et la transparence sont garanties, où les marchés sont réglementés pour assurer la compétitivité des entreprises et la protection des droits des consommateurs et des entreprises.

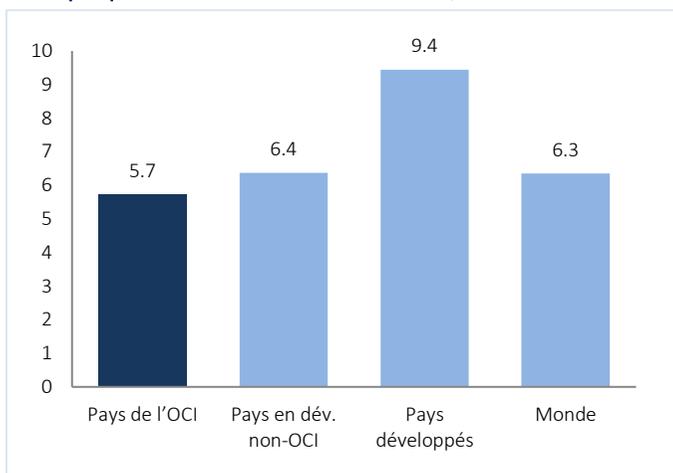
On suppose généralement qu'une gestion macroéconomique rigoureuse favorise la croissance en créant un environnement plus sûr pour les décisions d'investissement du secteur privé (Bleaney, 1996). La stabilité économique globale est une mesure permettant de suivre les capacités de gouvernance macroéconomique d'un pays et sa préparation aux chocs. Néanmoins, de nombreux pays en développement, y compris plusieurs pays de l'OCI, souffrent de l'absence



d'une forte stabilité macroéconomique qui entrave leurs investissements pour le développement et limitant ainsi leurs progrès vers la réalisation des ODD.

Le graphique 5.2 montre l'état de stabilité macroéconomique des pays de l'OCI par rapport aux autres groupes de pays. Un score plus faible de l'indice de stabilité macroéconomique est associé à un niveau de stabilité plus faible. Le score moyen des pays de l'OCI (5,7) en termes d'indice de stabilité macroéconomique en 2018 indique l'existence des niveaux de stabilité relativement inférieurs, en moyenne, par rapport aux moyennes des pays en développement non membres de l'OCI (6,4) et du monde (6,3). Il n'est pas

Graphique 5.2: État de la macrostabilité, 2018



Source: Indice de transformation de Bertelsmann Stiftung (BTI). Échelle : 10 (meilleur) - 0 (pire). Remarque : Taille de l'échantillon de l'OCI: 47 ; Taille de l'échantillon non-OCI : 73 ; Taille de l'échantillon des pays développés : 9 ; Taille de l'échantillon du monde : 129

surprenant que le score de l'indice révèle que les pays développés, en moyenne, ont le plus haut niveau de stabilité macroéconomique en 2018, avec un score de 9,4.

Par conséquent, les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI doivent entreprendre des réformes visant à améliorer leurs capacités de gestion macroéconomique afin de renforcer la prévisibilité et l'utilisation efficace des ressources nationales et internationales dans leurs efforts de développement.

5.2.2 Systèmes fiscaux inefficaces

Le financement public a un rôle exceptionnel à jouer dans la promotion du développement. En particulier, les recettes budgétaires jouent un rôle important dans la mobilisation des ressources publiques car elles fournissent des ressources relativement stables et prévisibles pour financer le développement par rapport aux autres ressources. Dans ce contexte, il est important pour les pays en développement comme pour les pays développés de disposer de systèmes fiscaux efficaces.

Néanmoins, les pays en développement et un certain nombre de pays de l'OCI sont confrontés à des défis majeurs pour se doter de cadres et de capacités fiscaux efficaces en raison du niveau élevé d'économie parallèle, du ralentissement de la croissance économique, de la forte dépendance vis-à-vis des revenus liés aux ressources naturelles et de l'érosion de la base fiscale. Du fait de ces facteurs, ces pays éprouvent des difficultés à gérer leur espace budgétaire et à mobiliser des ressources financières pour le développement.

Compte tenu du niveau de pauvreté et des inégalités de revenus, les pays en développement ont inévitablement une assiette fiscale plus limitée que les pays développés. Néanmoins, leur base de ressources publiques intérieures a été réduite en raison d'incitations fiscales et de la perte de revenus résultant notamment de la domiciliation dans des centres financiers offshore et de flux financiers illicites. Par exemple, la CNUCED (2017) a estimé à 100 milliards de dollars par an les pertes de recettes fiscales pour les pays en développement imputables aux investissements étrangers directement liés à des centres financiers offshore. Il ne fait aucun doute qu'en présence d'un système fiscal faible et inefficace, il est difficile de détecter et de suivre de telles transactions financières (illicites) qui entraînent des pertes importantes de recettes publiques, lesquelles sont essentielles pour financer le développement.

En conséquence, les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI devraient déployer davantage d'efforts pour améliorer l'efficacité de leurs systèmes fiscaux afin d'accroître leur assiette fiscale, limiter les flux financiers illicites, réduire les activités économiques informelles et générer des recettes publiques plus stables et prévisibles pour financer leur développement. Les systèmes fiscaux génèrent non seulement des revenus pour les plans d'investissement nationaux, mais ils sont aussi une source majeure d'aide au développement pour les pays en développement. A cet égard, l'amélioration des systèmes fiscaux est également susceptible d'accroître le niveau des sources publiques destinées à l'aide au développement dans un certain nombre de pays de l'OCI.

5.2.3 Inégalité élevée et économies faibles

Les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI sont caractérisés par un niveau élevé d'inégalités et de faibles taux d'épargne. Les fortes inégalités et la faiblesse de l'épargne affectent négativement leurs efforts de financement du développement, notamment en réduisant les recettes publiques et en favorisant une économie souterraine dans laquelle les flux de ressources internationales restent très limités. En 2016, le ratio médian parmi les pays à faible revenu n'était que de 13 % (FMI et al., 2016) - c'est-à-dire inférieur au seuil de 15 % reconnu comme le niveau minimum nécessaire pour soutenir les efforts de développement. A titre de comparaison, le ratio médian dans les pays de l'OCDE était de 34,3 % en 2016 (OCDE, 2017).

D'autre part, dans les pays de l'OCI pris collectivement, l'épargne nationale en pourcentage du PIB atteint presque 30 % et l'investissement total est inférieur à 26 % du PIB sur les cinq dernières années (Nafar, 2019). Ces chiffres indiquent que les pays de l'OCI doivent trouver d'autres moyens efficaces pour canaliser l'épargne intérieure inactive vers les investissements pour le développement.

A cet égard, le secteur financier peut apporter une contribution importante en accroissant le taux d'épargne et la disponibilité des ressources (épargne) pour l'investissement. Zhang et Naceur (2019) ont montré que le développement financier (accès, profondeur, efficacité et stabilité) peut réduire considérablement les inégalités et la pauvreté. Par conséquent, les ressources nationales et internationales pourront être mobilisées plus efficacement pour le développement. Néanmoins, la libéralisation financière (incontrôlée) a tendance à exacerber les inégalités et la pauvreté. Tout en luttant contre les inégalités et en déployant de gros efforts pour améliorer



l'épargne, la conception d'une réglementation efficace sur les marchés financiers devient impérieuse. Dans le cas contraire, ces efforts pourraient produire des effets anticycliques en réduisant les ressources intérieures disponibles et en limitant les effets positifs potentiels des ressources internationales sur le développement.

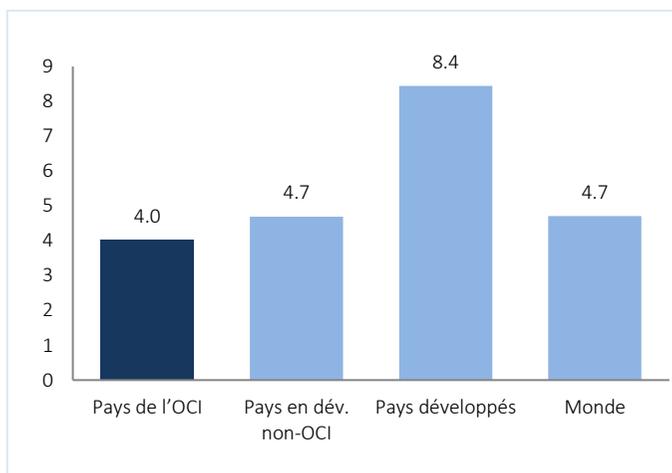
5.2.4 Fardeau de la dette des pays en développement et viabilité de la dette

En raison de la faiblesse des recettes publiques et des besoins croissants d'investissement pour le développement, la dépendance à l'égard du niveau de la dette publique de nombreux pays en développement s'est accrue au cours de la dernière décennie. On estime que l'encours total de la dette extérieure des pays en développement a augmenté de 8,5 % par an au cours de la dernière décennie, pour atteindre 7,64 billions de dollars en 2017. Pour les pays en développement, la part de la dette extérieure publique et de la dette garantie par l'État due aux créanciers privés est passée de 41 % en 2000 à plus de 60 % en 2017 (CNUCED, 2019). En d'autres termes, les pays en développement ont effectué un transfert net négatif continu de leurs ressources vers les pays en développement, en particulier ces dernières décennies.

Selon une estimation, depuis 1980, les pays en développement ont été des fournisseurs nets de ressources au reste du monde, pour un montant d'environ 16,3 billions de dollars (CNUCED, 2018). Ce transfert net, en particulier vers les pays développés, n'a pas réduit le montant total du service de leur dette, car la demande d'emprunts n'a pas diminué. En fait, l'utilisation inefficace des actifs dans le monde en développement, y compris dans de nombreux pays de l'OCI, non seulement augmente l'encours total de leur dette, mais réduit également leur capacité de remboursement futur.

Certains chiffres étayent cet argument. Par exemple, le graphique 5.3 présente l'indice de l'utilisation efficace des actifs (budget public et ressources humaines) dans une perspective comparative en 2018. Les pays de l'OCI, en moyenne, utilisent de manière peu efficace les actifs, obtenant ainsi un score de 4.0 comparé à la moyenne des pays développés (8.4). Les pays en développement non membres de l'OCI ont obtenu, en moyenne, un score de 4,7, légèrement meilleur que la moyenne des pays de l'OCI. Ces inefficacités constatées dans l'utilisation des ressources dans le

Graphique 5.3: Utilisation efficace des actifs, 2018



Source: Indice de transformation de Bertelsmann Stiftung (BTI). Échelle : 10 (meilleur) - 0 (pire). Remarque : Taille de l'échantillon de l'OCI: 47 ; Taille de l'échantillon non-OCI : 73 ; Taille de l'échantillon des pays

monde en développement en général et dans les pays de l'OCI en particulier doivent être corrigées pour leur permettre d'atteindre les objectifs fixés par les ODD.

La vulnérabilité croissante des pays en développement et de nombreux pays de l'OCI face à la dette pose un défi pour la mise en œuvre opportune du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il est déjà communément admis que les besoins d'investissement pour atteindre les objectifs de développement durable sont de l'ordre du billion de dollars plutôt que du million de dollars. Dans certains pays en développement, les ressources actuellement consacrées au service de la dette dépassent de loin le budget alloué aux investissements liés au développement.

L'utilisation inefficace des actifs des pays en développement pour satisfaire leurs besoins de financement du développement débouche généralement sur l'émission de bons du Trésor. Les bons du Trésor avaient accru la capacité d'accéder à davantage de fonds, mais accru aussi les vulnérabilités pour les investissements futurs.

Le risque de change est un autre élément qui pourrait compromettre le remboursement de la dette dans les pays en développement. Comme la dette extérieure est généralement libellée en dollars américains dans les pays en développement, la volatilité des monnaies nationales par rapport au dollar américain accentue généralement le risque de non-paiement, surtout en cas de choc dans l'économie.

En raison de ces facteurs, environ 40 % des pays en développement à faible revenu se trouvent actuellement dans une situation de surendettement ou risquent fortement de l'être (CNUCED, 2018 et OCDE, 2017). C'est donc le fardeau de la dette qui pèse sur les pays en développement qui doit être assumé d'une manière qui leur permette de rembourser leur dette sans réduire leurs capacités en matière d'investissements liés au développement. Sans quoi, les pays en développement et plusieurs pays de l'OCI ne pourraient pas atteindre les objectifs de développement durable et se retrouveraient dans un cercle vicieux d'emprunts (intérieurs et extérieurs) et de remboursement de la dette plutôt que d'emprunts pour financer le développement.

5.2.5 Faiblesse des données et des capacités de surveillance

Il est indispensable de disposer de données et d'un suivi aux niveaux national et international si l'on veut se doter d'une architecture financière qui fonctionne bien et propice au développement. De nombreux pays en développement et un certain nombre de pays de l'OCI éprouvent des difficultés à produire des statistiques et des données conformes aux normes internationales, notamment en matière de dette, d'équilibre budgétaire, de flux financiers et d'aide au développement. La disponibilité de données à jour, fiables et complètes pourrait aider les pays en développement et les décideurs à évaluer l'état de l'économie, à identifier les risques et à atténuer les chocs. L'amélioration des données et des capacités de suivi contribueront également à accroître la transparence et la responsabilité des pays donateurs et bénéficiaires, en particulier en ce qui concerne les flux financiers officiels. La fiabilité des statistiques est un élément clé pour une meilleure mesure, un meilleur suivi et une meilleure gestion des résultats de l'aide au développement (EUROSTAT, 2018).



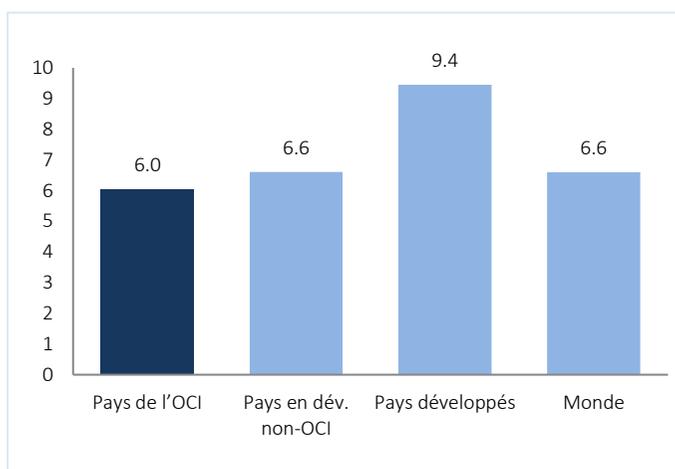
En particulier, les lacunes dans la qualité des données, telles que l'exhaustivité, l'actualité, l'exactitude et l'établissement de rapports concernant les ressources nationales et internationales, non seulement créent des problèmes pour les décideurs nationaux dans leurs processus décisionnels, mais ont tendance à induire en erreur les acteurs internationaux en matière de développement et les ressources. En conséquence, la mauvaise qualité des données est associée à des vulnérabilités financières accrues, des difficultés à obtenir un financement, des coûts d'emprunt plus élevés et des difficultés d'endettement pour de nombreux pays en développement (Griffiths, 2017).

5.2.6 Faible coopération internationale

La coopération internationale aiderait les pays en développement, y compris de nombreux pays de l'OCI, à réaliser le développement et à atteindre les ODD. La coopération internationale permet non seulement aux pays en développement d'améliorer leurs capacités nationales, mais aussi d'apporter leur savoir-faire, leur expérience et leurs meilleures pratiques en matière de financement du développement et de renforcement des capacités. D'autre part, la coopération internationale aurait tendance à assister les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI à augmenter leurs recettes publiques en les aidant à lutter contre l'évasion et la fraude fiscales. Cobham (2005) a estimé à 385 milliards de dollars par an le coût total des fuites dues à l'évasion et à la fraude fiscales pour les pays en développement.

La concurrence fiscale nuisible entre pays en développement visant à attirer des fonds et des investisseurs internationaux affecte également leurs trajectoires de développement en réduisant les recettes publiques potentielles. La faiblesse persistante de la coopération internationale sur des questions aussi importantes, telles que l'évasion fiscale et la concurrence fiscale dommageable, apparaît comme un défi important qui doit être relevé par les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI.

Graphique 5.4: État de la coopération internationale, 2018



Source: Inaice de transformation de Bertelsmann Stiftung (BITI). Echelle : 10 (meilleur) - 0 (pire). Remarque : Taille de l'échantillon de l'OCI: 47 ; Taille de l'échantillon non-OCI : 73 ; Taille de l'échantillon des pays développés : 9 ; Taille de l'échantillon du monde : 129

Le graphique 5.4 indique le niveau d'engagement des groupes de pays dans la coopération internationale en 2018 en tenant compte de trois dimensions : l'utilisation efficace du soutien, la crédibilité, et la coopération régionale. En moyenne, les pays de l'OCI ont obtenu le score le plus bas (6,0) comparé aux autres groupes de pays où la moyenne mondiale est mesurée à 6,6. Néanmoins, les pays développés sont, en moyenne, bien avancés en

termes de coopération internationale, avec un score de 9,4, ce qui implique l'existence d'une forte volonté et d'une capacité à coopérer avec des soutiens et organisations extérieurs.

Dans ce contexte, les pays en développement dont de nombreux pays de l'OCI doivent améliorer leurs capacités institutionnelles et leurs cadres de coopération en vue de mobiliser des ressources nationales et d'attirer davantage de ressources internationales pour financer le développement. A défaut, la faiblesse de la coopération internationale observée dans le monde en développement et dans de nombreux pays de l'OCI continuerait d'être un obstacle majeur au financement du développement.

5.2.7 Problèmes de coordination et de capacités au sein des institutions nationales de développement et des banques multilatérales de développement

Les banques et institutions nationales de développement jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des ressources nationales par le biais de la mise en relation et du soutien aux entrepreneurs. Ils jouent le rôle de catalyseur, généralement en comblant directement les déficits de financement que les institutions financières privées éludent, tels que les projets d'infrastructure à grande échelle de longue durée qui nécessitent un financement à long terme (CNUCED, 2017 et 2018). Ces banques et institutions investissent également dans des domaines où le secteur privé est peu disposé à entreprendre seul des projets d'investissement.

D'autre part, la faiblesse des capacités institutionnelles, le manque d'actifs nationaux pour le financement et la pénurie de capital humain affectent l'impact global des institutions nationales de développement sur le financement du développement. Dans certains pays en développement, les institutions/banques nationales de développement sont incapables d'obtenir un appui politique fort leur permettant d'aligner leurs mandats sur les stratégies nationales de développement et d'agir en conséquence. Il serait alors particulièrement important qu'ils coopèrent et s'engagent activement avec les institutions régionales de coopération pour le développement, y compris les banques multilatérales de développement (BMD). Néanmoins, on peut dire que les pays en développement et certains pays de l'OCI n'ont pas bénéficié des opportunités et des fonds fournis par ces agences régionales et internationales à des niveaux optimaux en raison des lacunes en matière de communication et d'information, de la faible connaissance des procédures et de leurs formalités de travail, et du manque de volonté politique et de directives appropriées.

Dans ce contexte, les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI doivent évaluer les compétences et les capacités de leurs banques/institutions nationales de développement en vue d'aligner leurs stratégies sur les plans de développement nationaux et les objectifs du développement durable. Au cours de ce processus, les institutions régionales et internationales, y compris les BMD, pourraient jouer un rôle essentiel de facilitateur et de catalyseur dans la concrétisation de cette transformation en apportant leur expertise, conseils et connaissances. En outre, les BMD ont le potentiel de jouer un plus grand rôle dans le financement du développement à condition que les pays en développement et les pays de l'OCI les approchent avec des projets de développement concrets et bancables.



5.2.8 Flux financiers illicites

Les flux financiers illicites (FFI) sont des mouvements transfrontaliers illégaux d'argent ou de capitaux. En d'autres termes, les mouvements transfrontaliers de capitaux dans le but de dissimuler des activités illégales et d'échapper à l'impôt. Les impacts économiques directs des flux financiers illicites en provenance des pays en développement ne peuvent être quantifiés avec précision en raison des divergences de vues quant à leur définition et leur portée. Par exemple, certains experts affirment qu'une partie des transferts de gains effectués par les multinationales ne sont pas entièrement conformes aux transferts internationaux légaux et peuvent donc être considérés comme faisant partie des FFI en raison de la fraude fiscale et des abus de pouvoir monopolistique (Chowla et Falcao, 2016).

Si les opinions divergent quant à la définition et à la portée des FFI, il existe un large consensus dans la littérature politique et économique en ce qui concerne leurs conséquences. Les FFI posent des défis majeurs aux pays en développement et à plusieurs pays de l'OCI en cours de développement. Selon Herkenrath (2014), les FFI privent les pays touchés d'un important volume de fonds d'investissement, qui pourraient autrement stimuler la croissance économique et contribuer de manière utile au financement du secteur public par des prêts étrangers et des aides. On estime que les pays en développement subissent des pertes financières pouvant atteindre 1 milliard de dollars par an du fait de flux financiers illicites. Cela représente six fois plus que l'aide publique au développement (GIZ, 2019).

Dans l'ensemble, les effets directs et indirects des FFI sont particulièrement dévastateurs pour les pays en développement et sapent encore plus les efforts nationaux et internationaux visant à promouvoir un développement durable. En particulier, les FFI fragilisent ces efforts en réduisant les ressources intérieures disponibles et en affaiblissant la coopération internationale pour le financement du développement. En conséquence, il est peu probable qu'il atteigne la cible 16.4 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à "réduire sensiblement les flux illicites de capitaux et des armes" sans une coopération internationale solide et rétablir la confiance entre entreprises multinationales et pays en développement.

5.2.9 Aide publique au développement inefficace et limitée

L'aide publique au développement (APD) est la principale mesure quantitative de la coopération internationale au développement depuis 1969, l'objectif étant que les pays développés fournissent 0,7 % de leurs revenus (l'engagement de 0,7 % a été adopté par une résolution des Nations Unies en 1970, et a été réaffirmée aux grands Sommets internationaux concernant le financement, tout récemment, dans le Programme d'action d'Addis Abéba en 2015. Les chiffres de l'APD sont compilés par le Comité d'aide au développement de l'OCDE). La communauté internationale a l'importante responsabilité de mobiliser suffisamment de fonds publics internationaux pour soutenir les efforts nationaux de mobilisation des ressources en faveur du développement durable. L'aide demeure une source vitale de financement, en particulier dans les pays les moins avancés, où elle représente plus des deux tiers des financements extérieurs et dans les zones fragiles et touchées par les conflits, où elle constitue souvent la seule ressource

disponible pour la fourniture des services essentiels (OCDE, 2018). Toutefois, seul un petit nombre de pays ont atteint les cibles depuis la création du mécanisme de l'APD.

L'environnement macroéconomique mondial ne favorise pas les efforts visant à accroître le financement du développement et des questions demeurent quant à la viabilité à long terme de la croissance dans un certain nombre de pays développés (CNUCED, 2017). Par conséquent, de nombreux pays développés n'ont pas respecté leurs engagements en matière d'APD. La part de l'APD dans le revenu national brut a baissé de 0.32% en 2016 à 0.31% en 2017. La valeur nette de l'APD des membres du CAD a été évaluée à 146.6 milliards de dollars en 2017, soit une légère baisse de 0.6% en termes réels depuis 2016 (OCDE, 2018).

Outre le fait que les objectifs en matière d'APD ne sont pas atteints, un certain nombre de questions qui entravent l'efficacité de l'APD pour le financement du développement doivent être adressées. Premièrement, les pays donateurs peuvent également déclarer l'annulation de la dette dans le cadre de l'APD au cours de l'année de restructuration, et le pays bénéficiaire peut donc ne pas recevoir cette partie de l'APD. Deuxièmement, selon certaines estimations, ces flux profitent de manière disproportionnée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et de la tranche inférieure par rapport aux pays à faible revenu. Troisièmement, des allocations d'APD accrues et mieux ciblées sont nécessaires pour réaliser des progrès dans les pays les plus en retard. Quatrièmement, il est essentiel d'améliorer les capacités de suivi et de contrôle pour pouvoir mesurer l'APD tant dans les pays donateurs que dans les pays bénéficiaires (OCDE, 2018). Enfin, l'utilité des chiffres de l'APD en tant que mesure des ressources de la coopération internationale pour le développement mises à la disposition des pays en développement est affaiblie par l'inclusion de plusieurs catégories de coûts supportés par les donateurs, en particulier les coûts liés aux réfugiés (CNUCED, 2017). Toutes ces questions sont sources de défis pour de nombreux pays de l'OCI et pays en développement pour bénéficier de l'APD aux niveaux souhaités et freinent leurs réalisations et capacités en matière de financement du développement à travers l'APD.

5.2.10 Avantages limités provenant des flux de capitaux internationaux

Les flux internationaux de capitaux, y compris les investissements de portefeuille et les investissements directs étrangers (IDE), peuvent aider les pays en développement de plusieurs manières dans leurs efforts de financement du développement. Les flux de capitaux apportent des capitaux supplémentaires à l'économie et ont tendance à stimuler la croissance économique. En particulier, les IDE sont susceptibles d'apporter de nouvelles technologies et de stimuler le commerce international. Les impôts payés par les multinationales contribuent à augmenter les recettes publiques. Les emplois créés par les entreprises multinationales réduisent non seulement le chômage, mais génèrent également des revenus supplémentaires pour de nombreux ménages.

Néanmoins, dans un certain nombre de pays en développement, il est apparu que les flux de capitaux à court terme, en particulier sous la forme d'investissements de portefeuille, peuvent entraver la croissance économique en cas de fuite des capitaux due à un choc. En particulier, si les marchés financiers ne sont pas bien réglementés, comme c'est le cas dans de nombreux pays



en développement, les marchés restent sans protection en cas d'attaque spéculative. En ce qui concerne les IDE, certains pays en développement sont susceptibles d'attirer des IDE greenfield, avec des technologies respectueuses de l'environnement. Bon nombre d'entreprises multinationales préfèrent le type des IDE brownfield lorsqu'elles achètent une entreprise existante dans un pays d'accueil qui utilise souvent une technologie moins avancée que son pays d'origine. En conséquence, les effets positifs attendus de l'IDE dans un certain nombre de pays en développement et de pays de l'OCI restent relativement limités. Par exemple, la part des pays de l'OCI dans les investissements greenfield annoncés a baissé de 27,4 % en 2016 à 17,9 % en 2017 (SESRIC, 2018). Dans ce contexte, les pays de l'OCI et les pays en développement devraient se focaliser non seulement à attirer davantage d'IDE mais aussi essayer d'attirer des entreprises multinationales qui répondent à leurs aspirations au développement. En outre, il est essentiel d'élaborer des règles et réglementations relatives aux marchés financiers en vue de réduire au minimum les éventuelles attaques spéculatives pouvant entraver les efforts en matière de financement du développement.

5.3 Solutions possibles pour relever les défis

Au vu des dix défis majeurs identifiés dans la section précédente, Cette section énumère onze domaines de solutions que les pays en développement et les pays de l'OCI doivent privilégier dans leurs efforts de financement du développement, de l'amélioration des capacités en matière de gouvernance macroéconomique au renforcement des flux internationaux de capitaux.

5.3.1 Améliorer les capacités en matière de gouvernance macroéconomique

Sans une bonne gouvernance macroéconomique, il est peu probable que les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI puissent mobiliser pleinement les ressources nationales et tirer parti des ressources internationales. A cet égard, les pays de l'OCI doivent concevoir des politiques visant à renforcer leur gouvernance macroéconomique dans les trois dimensions, à savoir les capacités réglementaires, législatives et administratives tant sur le plan monétaire que fiscal. Il est essentiel d'établir une coordination stratégique entre les politiques monétaire et budgétaire afin de créer des conditions compatibles aux investissements intérieurs vigoureux, à une dynamique stable et prévisible du taux de change et à la viabilité de la dette extérieure sur une longue période de temps.

Dans ce contexte, la première étape devrait être la définition des domaines problématiques liés à la qualité de la gouvernance macroéconomique et à la préparation d'une feuille de route stratégique avec la participation des acteurs concernés. La volonté politique et l'engagement ferme sont deux facteurs clés de succès dans ce processus de réforme. Comme l'amélioration de la qualité de la gouvernance macroéconomique exige du temps et des efforts inlassables, des politiques à long terme assorties d'indicateurs de performance clés (KPI) concrets doivent être élaborées et mises en œuvre. Cela permettrait aux pays de l'OCI non seulement de réduire le nombre de chocs dans l'économie et d'assurer la stabilité macroéconomique, mais aussi de mieux utiliser les ressources nationales et internationales pour le développement.

5.3.2 Élaborer des réformes fiscales efficaces pour un système financier public plus solide

Un cadre financier public solide pourrait aider les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI à améliorer la gouvernance, la transparence et la responsabilité. En conséquence, cela les aiderait à mobiliser des ressources intérieures inutilisées et à attirer des capitaux internationaux pour financer le développement. Les réformes efficaces du régime fiscal devraient être axées sur l'amélioration de l'orientation générale des finances publiques en générant des recettes publiques durables et prévisibles pour financer le développement plutôt que de maximiser les recettes publiques au dépens de décourager les activités économiques nationales. Il est donc nécessaire de disposer d'un mécanisme de planification solide pour avoir une bonne composition des recettes et des dépenses publiques, compte tenu de leurs implications distributives et de leur rôle dans la création d'incitations pour certaines composantes de la demande et de l'offre.

Enfin, l'espace fiscal est dynamique. Certains pays en développement et certains pays de l'OCI ont une plus grande capacité de recouvrement des recettes et ont donc tendance à disposer d'une plus grande marge fiscale qui leur permet d'investir davantage dans le développement. Certains de ces pays ont réussi à mettre en place des mécanismes centralisés de suivi budgétaire pour suivre et contrôler les dépenses publiques afin de minimiser les frictions. Cette diversité d'expériences et de meilleures pratiques des pays de l'OCI pourrait fournir des informations et des conseils pratiques aux autres pays de l'OCI qui souhaiteraient en bénéficier et en tirer des enseignements. A cet égard, les rôles potentiels de la coopération intra-OCI et de la coopération Sud-Sud ne doivent pas être sous-estimés dans le processus de réforme du régime fiscal.

5.3.3 Lutter contre les flux financiers illicites

La lutte contre les flux financiers illicites est cruciale pour combattre l'évasion et la fraude fiscales et devrait donc être une composante essentielle d'une réforme plus large du régime fiscal. La lutte contre les FFI contribuerait à générer davantage de recettes publiques et de ressources intérieures pour financer le développement. Afin d'atteindre ces objectifs ambitieux, une coopération fiscale internationale efficace est nécessaire non seulement pour lutter contre les flux financiers illicites, mais aussi pour mettre en place un régime fiscal qui puisse faciliter la mise en œuvre des ODD. La lutte contre les paradis fiscaux, la garantie d'un niveau élevé de transparence fiscale, l'échange rapide d'informations sur les flux financiers internationaux suspects sont quelques-uns des moyens de réduire les flux financiers illicites.

Sans une coopération étroite entre les pays, ces flux financiers illicites ne peuvent être atténués au maximum. Les efforts internationaux et régionaux déployés dans ce domaine aideraient de nombreux pays de l'OCI à entreprendre de telles réformes et à prendre des mesures appropriées avec plus de facilité. Par exemple, la Plate-forme pour la collaboration en matière fiscale, composée du Fonds monétaire international, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale, a tenu sa première conférence mondiale sur la fiscalité et les objectifs du développement durable en février 2018. En participant activement à ces discussions régionales et internationales sur la



question, les pays de l'OCI auront également la possibilité de concevoir les mécanismes de solution politique internationale à mettre en place pour combattre les flux financiers illicites. De plus, de telles plates-formes offrent un espace de partage des défis spécifiques à chaque pays avec un groupe plus large de pays.

5.3.4 Renforcer les banques et institutions nationales de développement et coopérer avec les banques multilatérales de développement

Les banques et institutions nationales de développement contribuent au processus de développement des pays en développement, y compris de nombreux pays de l'OCI, en fournissant un financement à moindre coût et à long terme. Elles soutiennent généralement des projets pour lesquels le secteur privé et les banques ne sont pas très enclins à fournir un financement en raison d'un manque de rentabilité à court terme ou d'incertitudes dans certains projets. Elles fournissent également une assistance technique pour certains projets importants susceptibles d'avoir un impact important sur la mobilisation des ressources intérieures et le développement à long terme. Les banques nationales de développement pourraient également contribuer à combler les déficits de financement au niveau régional et à financer le développement économique d'autres pays dans le cadre d'une stratégie plus large de coopération Sud-Sud pour le développement.

Dans de nombreux pays de l'OCI et pays en développement, ces institutions souffrent d'un manque de ressources financières importantes pour financer des projets, contrairement à de nombreuses banques régionales et multilatérales de développement bien établies. Elles éprouvent également des difficultés à attirer et à retenir un capital humain de grande qualité en raison de la faiblesse des structures institutionnelles ou de rémunérations financières moins attrayantes pour le personnel. Il est donc important d'habiliter les banques et institutions nationales de développement en termes de perspectives financières, de ressources humaines et de capacités/instruments techniques disponibles. Dans ce contexte, la coopération avec les BMD peut jouer un rôle crucial car elles disposent de ressources financières considérables et de mécanismes institutionnels bien équipés. En outre, elles disposent d'une grande expérience acquise dans divers pays en développement et pays de l'OCI, notamment en matière d'assistance technique et financière, de partage d'expérience et des connaissances. En outre, un réseau efficace de possibilités de coopération entre les banques de développement nationales, régionales et multilatérales devrait être exploré. Ces réseaux pourraient contribuer à résoudre les difficultés financières liées au financement de certains projets de développement.

5.3.5 Mettre l'accent sur la coopération Sud-Sud et la coopération intra-OCI

La coopération Sud-Sud a la capacité de jouer un rôle clef dans le renforcement des capacités nationales de mobilisation des ressources dans les pays en développement. Les efforts dans ce domaine pourraient être renforcés par la création de groupes de travail/mécanismes régionaux sur diverses questions d'intérêt commun en matière de financement du développement, comme la lutte contre l'évasion fiscale. Ces groupes de travail et mécanismes pourraient faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les pays en développement et les pays de l'OCI. De même, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, les pays en développement et de

nombreux pays de l'OCI pourraient travailler avec les pays de l'OCI à la mise en place d'outils régionaux pour faciliter l'analyse des transactions internationales, notamment pour faire face aux flux financiers illicites.

Afin d'établir un partenariat solide entre les pays en développement et les pays de l'OCI, il est essentiel de sensibiliser toutes les autorités économiques compétentes au niveau national à l'importance de la coopération Sud-Sud. Ces efforts contribueraient également à éliminer certains préjugés à l'encontre de certains pays en développement dans divers domaines de coopération. En particulier, la coopération intra-OCI devrait être renforcée de manière à encourager le partage des meilleures pratiques et des expériences réussies en matière de mobilisation des ressources nationales et de coopération internationale efficace pour le financement du développement.

Les pays de l'OCI doivent saisir les opportunités existantes telles que le mécanisme intergouvernemental de la CNUCED (par exemple, les réunions annuelles/ateliers/programmes de formation) dans le processus de financement du développement du système des Nations Unies. La participation à ces mécanismes et discussions permettrait non seulement de renforcer la coopération multilatérale, mais aussi d'établir un dialogue avec les institutions et pays partenaires concernés.

5.3.6 Améliorer les données et les capacités de surveillance

La mobilisation totale des ressources nationales et internationales pour le financement du développement est une tâche colossale. Une autre tâche délicate consiste à les mesurer et à les suivre en temps opportun afin de pouvoir apporter des réponses politiques précises. Par conséquent, des données fiables et des capacités de suivi sont nécessaires pour évaluer, détecter, suivre et diriger les flux financiers de la manière la plus efficace pour le développement. Néanmoins, la complexité des systèmes financiers, la faiblesse des cadres institutionnels, la faiblesse des capacités du personnel et l'insuffisance des systèmes de gestion rendent difficile la mise en place de mécanismes aussi solides dans le monde en développement et dans de nombreux pays de l'OCI. A cet égard, le renforcement des capacités est particulièrement important. Dans ce contexte, les meilleures pratiques internationales sont cruciales afin que les expériences des différents pays puissent déterminer quand et comment commencer à mettre en place des données fiables et des capacités de suivi. Face à ces défis, les pays de l'OCI pourraient bénéficier à la fois de l'expérience de la communauté internationale comme la CNUCED et l'OCDE et de celle d'autres pays de l'OCI. Ces expériences et cet appui leur permettraient d'accéder aux solutions disponibles et de renforcer ces capacités en fonction de leur contexte national.

Dans le renforcement de ces capacités, une attention particulière devrait être accordée à la production de données de haute qualité permettant des comparaisons à l'échelle internationale. A cet égard, il existe diverses normes et initiatives aux niveaux international et régional auxquelles il est recommandé aux pays de l'OCI de se référer. Par exemple, pour surmonter les problèmes de qualité des données sur les flux d'aide et le financement du développement, la CNUCED a élaboré un cadre qui énonce huit principes de base dont il est conseillé aux pays en



développement de tenir compte, qui vont du simple comptage des flux à leur comptabilisation dans le but de garantir un objectif de développement (CNUCED, 2018).

5.3.7 Renforcement de la coopération internationale pour lutter contre les flux financiers illicites et les paradis fiscaux

La lutte contre les flux illicites aiderait les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI à mobiliser des ressources intérieures supplémentaires qui pourraient être affectées au développement. Néanmoins, il est très difficile de détecter, d'évaluer et de combattre les flux financiers illicites. En particulier, la portée et les détails des transactions financières effectuées dans les paradis fiscaux constituent une partie importante du problème.

Pour lutter efficacement contre les flux illicites et disposer d'un système financier international qui profiterait à tous, il est essentiel de renforcer la coopération internationale dans les domaines où les pays développés et en développement doivent faire des contributions et consentir des efforts. Un large éventail de mesures possibles a été examiné au niveau mondial pour faire face aux flux financiers illicites. Il s'agit notamment de l'échange automatique d'informations en matière fiscale, d'une assistance administrative étendue permettant des demandes d'informations supplémentaires en plus des données fiscales automatiquement partagées, de l'enregistrement et de la divulgation systématiques des bénéficiaires économiques effectifs des sociétés, des trusts et des fondations, et des données détaillées des comptes des groupes de sociétés par pays et par projet (Herkenrath, 2014).

5.3.8 Bénéficiaire des potentiels du financement mixte et des instruments financiers islamiques

Les pays en développement disposent de ressources limitées du secteur public pour financer le développement. En outre, dans de nombreux cas, la capacité du secteur public à soutenir les investissements à long terme n'est pas assez solide en raison de la faiblesse du cadre institutionnel et de la gouvernance. Il est donc essentiel de trouver des nouveaux et meilleurs moyens de mobiliser le secteur privé pour financer le développement. Comme indiqué dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, le financement mixte est un mécanisme permettant de mobiliser des fonds supplémentaires pour le développement. Au niveau national, les fonds accumulés par les fonds de pension et les compagnies d'assurance peuvent soutenir et financer des projets de développement. Plusieurs pays de l'OCI ont accumulé des capitaux importants dans leurs fonds souverains (FSV), en particulier dans les pays exportateurs de pétrole. Si ces capitaux pouvaient être orientés vers des investissements productifs en faveur de projets de développement dans d'autres pays de l'OCI, les déficits d'investissement existants pourraient être comblés dans une certaine mesure. À cet égard, le financement mixte est un outil efficace de mobilisation des ressources financières pour le développement lorsqu'il est convenablement utilisé.

Une autre voie unique qui pourrait être utilisée par de nombreux pays de l'OCI consiste à explorer le potentiel de la finance islamique pour financer le développement. La finance islamique a un grand potentiel dans la promotion du développement de l'infrastructure sociale et économique

et pourrait être un outil efficace pour canaliser l'épargne et le capital inactifs vers des investissements productifs pour le développement. Plusieurs instruments financiers islamiques, la Zakat et le Sukuk, pourraient être utilisés à des fins diverses comme le soutien des infrastructures sociales ou le financement de projets d'infrastructure à grande échelle. Néanmoins, en vue de bénéficier du potentiel du financement mixte et de la finance islamique, les pays de l'OCI doivent développer certains mécanismes institutionnels, des arrangements réglementaires aux mesures administratives pour mobiliser des ressources pour le développement.

Encadré 5.1: Projet pour la lutte contre les flux financiers illicites

Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a développé un projet prévu pour la période de 2015 à 2022. Il relie les initiatives des principaux acteurs de la lutte contre les flux financiers illicites aux niveaux mondial et régional en Afrique, en Amérique latine et dans les Balkans occidentaux et dans certains pays de ces régions.

Le projet intervient dans trois domaines d'action :

La prévention : Le projet soutient le développement de stratégies cohérentes pour prévenir les flux financiers illicites dans les pays. Des normes mondiales de lutte contre le blanchiment d'argent et de transparence sont en cours d'introduction au niveau national, avec des mesures dont des registres indiquant les véritables propriétaires économiques des entreprises.

L'enquête financière: Le projet fournit des conseils aux autorités compétentes des pays sur les nouvelles méthodes et les nouveaux moyens d'enquêter sur les flux financiers illicites. Les unités nationales d'enquête financière, les autorités de lutte contre la corruption, les services du ministère public et les autorités chargées des enquêtes sur la fraude fiscale sont des partenaires clés.

Le recouvrement des actifs : Le projet contribue au recouvrement des biens volés dans les pays en développement et les économies émergentes. Les réseaux régionaux renforcent la coopération entre les organismes chargés de faire respecter la loi et les autres autorités. Les décideurs et les organismes chargés de faire respecter la loi élaborent des solutions dans le domaine de l'entraide judiciaire au cours des événements internationaux.

Source: Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

5.3.9 Renforcer la coopération internationale pour la restructuration de la dette

De nombreux pays en développement et plusieurs pays de l'OCI ont accumulé une dette publique et privée considérable. Les remboursements de la dette et des intérêts ont tendance à exercer une forte pression sur ces pays et à entraver leur processus de développement en déplaçant leur attention du développement vers la viabilité de leur dette. En d'autres termes, un niveau d'endettement plus élevé signifie généralement une augmentation du fardeau du service de la dette qui réduit les ressources disponibles pour financer les programmes et les projets qui, de ce fait, empêchent la réalisation des objectifs du développement durable.

Une des solutions à ce problème consiste à envisager une restructuration de la dette qui inclurait des options d'allègement et d'annulation de la dette. Néanmoins, la restructuration de la dette exige un dialogue et une coopération efficaces entre les pays en développement et les pays



développés afin de trouver le meilleur moyen de résoudre ce problème. En outre, une gestion efficace des finances publiques est nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie efficace de gestion de la dette. La restructuration de la dette devrait ouvrir la voie à des projets d'investissement qui favorisent la diversification et la transformation structurelle de l'économie nationale plutôt que de reporter à plus tard le problème actuel de la dette.

Au niveau multilatéral, les institutions internationales et régionales doivent appuyer les mesures visant à améliorer la transparence des statistiques sur la dette. Elles devraient également renforcer les capacités de gestion de la dette des pays en développement, par exemple en leur offrant une assistance technique et des programmes de renforcement des capacités. Dans ce contexte, la coopération intra-OCI pourrait jouer un rôle en ce sens que certains pays de l'OCI possèdent de solides capacités et expériences dans la conception de stratégies de restructuration de la dette et la conversion de ressources supplémentaires dans des projets transformateurs de développement.

Néanmoins, il convient de noter que la gestion de la dette et sa viabilité exigent une approche holistique selon laquelle les diverses parties prenantes au niveau national doivent déployer des efforts concertés, notamment les responsables des politiques fiscales, monétaires et industrielles.

Encadré 5.2: Club de Paris

Le Club de Paris est un groupe informel de nations créancières qui se réunit chaque mois dans la capitale française dans le but de trouver des solutions pratiques aux problèmes de paiement rencontrés par les pays débiteurs. Le groupe s'articule autour des principes suivants : chaque pays débiteur doit être traité au cas par cas, avec consensus ; conditionnalité, solidarité et comparabilité de traitement. En plus des 22 pays membres permanents, on compte également des observateurs.

- Les pays créanciers se réunissent dix fois par an à Paris pour le tour d'horizon et des sessions de négociation.
- Dans le but de faciliter les opérations du Club de Paris, le Trésor français met à sa disposition un petit secrétariat et un haut fonctionnaire du Trésor français y est nommé président.
- Depuis 1956, le Club de Paris a signé 433 accords avec 90 pays différents pour un montant de plus de 583 milliards de dollars.

5.3.10 Moderniser l'aide publique au développement

L'aide publique au développement (APD) continue de jouer un important rôle dans le financement du développement, en particulier pour les pays les moins avancés. Toutefois, la modernisation de l'APD pourrait contribuer à générer des fonds supplémentaires pour le développement et les utiliser plus efficacement aux fins du développement. Pour commencer, les questions de transparence et de mesure doivent être abordées. Certains pays donateurs ont tendance à réduire leurs allocations d'aide en remplaçant l'APD par d'autres formes de financement dans le cadre de l'appui public total au développement durable, si bien que

beaucoup ne peuvent atteindre la cible des Nations Unies, à savoir 0,7 % du PNB pour l'APD (CNUCED 2017).

La double comptabilisation et l'ajout des financements liés au climat aux critères actuels de l'APD ont aussi été des sujets de préoccupation sur lesquels les efforts de modernisation doivent être concentrés. En outre, les coûts supportés par les donateurs liés aux réfugiés constituent une autre zone d'ombre où des définitions claires doivent être formulées sur la manière dont ces coûts doivent être présentés d'une manière normalisée et comparable au niveau international dans le cadre de l'APD.

Au cours des efforts de modernisation de l'APD, les pays en développement et les pays développés doivent être consultés. Cela permettrait de comprendre les raisons pour lesquelles un certain nombre de pays développés n'ont pas respecté leurs engagements en matière d'APD et d'identifier les moyens de les inciter à le faire.

5.3.11 Bénéficiaire d'avantage des flux de capitaux internationaux

Au cours des deux dernières décennies, beaucoup de pays de l'OCI ont tiré profit des flux internationaux de capitaux. Certains de ces pays en ont bénéficié dans une plus large mesure, mais nombre d'entre eux n'ont pas pu obtenir les résultats positifs escomptés en raison de la structure à court terme des flux de capitaux, des incidences négatives sur l'environnement, de l'absence de transfert de technologie et des importants transferts de revenus vers leurs pays d'origine. De nombreux pays en développement et un certain nombre de pays de l'OCI ont besoin de maintenir un accès stable à la liquidité internationale étant donné leur épargne intérieure limitée que ça soit sous la forme d'investissements de portefeuille ou d'IDE.

Dans ce contexte, les pays en développement et de nombreux pays de l'OCI doivent restructurer leur architecture financière afin de bénéficier davantage des flux internationaux de capitaux en fonction de leurs aspirations au développement. L'élaboration des systèmes réglementaires et administratifs nécessaires pour faire face aux attaques spéculatives de capitaux et à la fuite des capitaux pourrait faire partie de ces réformes. Ces mesures concourent à réduire l'instabilité des flux internationaux de capitaux et à garantir que les financements extérieurs puissent être canalisés de manière fiable vers des investissements productifs à long terme pour le développement.

D'autres éléments de ces efforts devraient inclure des politiques visant à attirer des investisseurs de portefeuille à long terme ayant un intérêt marqué pour les projets de développement. Les pays en développement et les pays de l'OCI devraient non seulement chercher à attirer davantage d'entreprises multinationales dans leurs économies, mais aussi sélectionner celles qui ont un impact élevé sur le développement et sont moins nuisibles pour l'environnement. Les stratégies de croissance axées sur l'exportation peuvent faciliter l'attraction de multinationales ayant des intérêts dans des produits et services à forte valeur ajoutée et respecter les normes d'émission.

Les pays développés et les pays en développement doivent également œuvrer ensemble en vue de mettre en place un système financier international plus favorable au développement.



L'asymétrie du système financier international actuel oblige les pays en développement à recourir à des financements extérieurs supplémentaires, ce qui les expose à des risques accrus de taux de change ou d'endettement. Le système ne permet pas d'éviter le gaspillage des ressources, par exemple en permettant des attaques spéculatives dans les pays en développement. Le système financier mondial devrait être conçu de manière à faciliter la transformation structurelle dans les pays en développement grâce à des mécanismes qui permettent l'accès à long terme au financement du développement, favorisent une productivité élevée et encouragent la compétitivité.

5.4 Observations finales

La mobilisation des ressources intérieures et le fait de tirer davantage parti des ressources internationales pour financer le développement sont deux objectifs étroitement liés. Ainsi, de nombreux défis et questions de politique générale abordés dans le présent chapitre sont interdépendants et il n'est pas simple de les aborder séparément.

Dans ce contexte, il convient de noter que les pays de l'OCI doivent adopter une approche globale pour relever les défis limitant leur accès au financement national et international pour le développement. En conséquence, une coopération multidimensionnelle entre les parties prenantes nationales, les organismes régionaux et les institutions internationales devrait être effectivement établie. Une attention particulière devrait être accordée aux rôles potentiels de la coopération Sud-Sud et de la coopération intra-OCI.

La mise en place d'une coopération intra-OCI forte aiderait non seulement les pays de l'OCI à échanger leurs expériences et leurs meilleures pratiques entre eux, mais aussi à renforcer la solidarité entre eux. En outre, ces axes de coopération leur permettraient d'en apprendre davantage sur leurs défis en matière de développement, notamment dans le domaine du financement du développement. L'identification des traits communs existants dans les défis auxquels ils sont confrontés, tels que l'accès au financement à long terme ou la lutte contre les flux financiers illicites, offrirait encore de nouvelles possibilités de coopération à l'avenir.

Il est impossible pour de nombreux pays de l'OCI d'atteindre tous les objectifs de développement durable au moyen des ressources nationales disponibles. A cet égard, les ressources internationales pourraient jouer un rôle constructif dans leurs efforts pour parvenir au développement durable. Néanmoins, les modalités existantes de financement extérieur ne correspondent pas toujours exactement à leurs besoins et à leur contexte national et sont loin de répondre à leurs besoins en matière d'investissement pour le développement. Par conséquent, la communauté mondiale, les partenaires au développement et les pays de l'OCI doivent redoubler d'efforts en matière de financement du développement pour atteindre les objectifs de développement durable. Il est également fondamental d'améliorer les mécanismes d'allocation afin d'identifier et d'atteindre les pays et les secteurs où les besoins financiers sont les plus importants pour le développement.



CHAPITRE SIX

Partenariat international pour la coopération au développement



En 2015, la communauté internationale a adopté le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030, qui remet en question la sagesse classique du développement par la croissance en adoptant pour la logique axée sur la population et appelle à apporter des changements transformateurs pour atteindre des objectifs de développement plus équitables et inclusifs- « sans laisser personne pour compte ». Tous les pays membres de l'OCI adoptent des stratégies et des plans nationaux en vue d'atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) ambitieux qui ont été fixés. Ils s'efforcent également d'adapter leurs institutions aux exigences de ce nouveau paradigme de développement, composé non seulement du Programme 2030 pour le développement durable, mais aussi de l'Accord de Paris sur le changement climatique, du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, du Nouveau Programme pour les Villes et du Plan d'action d'Addis Abéba. Cependant, la réalisation des objectifs contenus dans ces documents reste un défi pour de nombreux pays de l'OCI, en raison des différences dans le niveau de développement, les priorités et des ressources insuffisantes pour les investissements.

Les besoins croissants des pays sont rarement accompagnés de ressources nécessaires pour y subvenir. En particulier dans les pays en développement, les dirigeants soulignent à maintes reprises que le manque de financement est l'un des principaux obstacles au développement à long terme. Les pays en développement sont également confrontés à l'insuffisance de leurs capacités et, dans la plupart des cas, ils ont besoin d'aide pour renforcer les capacités, les institutions, les compétences et les ressources humaines locales, afin de contribuer aux priorités nationales de développement. Par conséquent, les gouvernements cherchent de nouveaux moyens pour financer leurs besoins de développement, car toutes les sources de financement - publiques et privées, nationales et internationales - ont un rôle prépondérant à jouer pour financer ces nouveaux investissements trans-sectoriels.

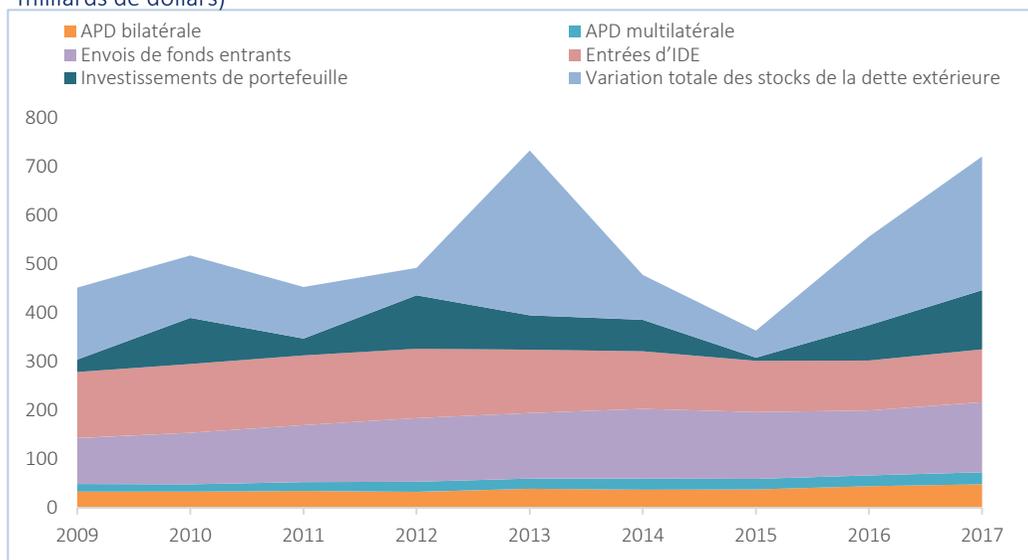
Les besoins mondiaux d'investissement sont de l'ordre de 5 à 7 billions de dollars par an. Le déficit annuel d'investissement dans les principaux secteurs des ODD dans les seuls pays en développement se situe entre 2,5 et 4,5 billions de dollars par an, principalement pour les infrastructures de base, la sécurité alimentaire, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, la santé, l'éducation (CNUCED, 2014). Ces deux derniers chiffres représentent 36 à 65% du PIB agrégé en prix courants des pays de l'OCI, qui représentaient 6,92 billions de dollars en 2018.

Manifestement, la disponibilité des ressources doit augmenter si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable. Cependant, même quatre ans après l'adoption du Programme de développement durable pour 2030, la mobilisation de ressources financières suffisantes pour combler le déficit de ressources dans la mise en œuvre des ODD reste un défi majeur, y compris pour les pays de l'OCI.

6.1 Tendances du financement extérieur pour le développement des pays de l'OCI

La coopération internationale au développement a toujours joué un rôle majeur pour soutenir et stimuler le développement économique. La pratique classique a consisté à traiter la coopération au développement de manière restrictive comme l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Les engagements de ces pays du Nord sont également énoncés dans le Programme d'action d'Addis-Abeba (ONU, 2015). Toutefois, étant donné l'écart croissant entre la demande de ressources dans les pays en développement et les flux de ressources en provenance des pays fournisseurs, l'aide étrangère n'est pas suffisante, et la mobilisation de ressources supplémentaires pour le développement ainsi que l'accroissement de l'efficacité des ressources existantes sont plus que jamais pertinentes. Comme le montre le graphique 6.1, les acteurs internationaux, tant publics que privés, apportent aux pays de l'OCI des fonds importants de financement transfrontaliers.

Graphique 6.1: Financement extérieur vers les pays de l'OCI selon les sources (Prix courants milliards de dollars)

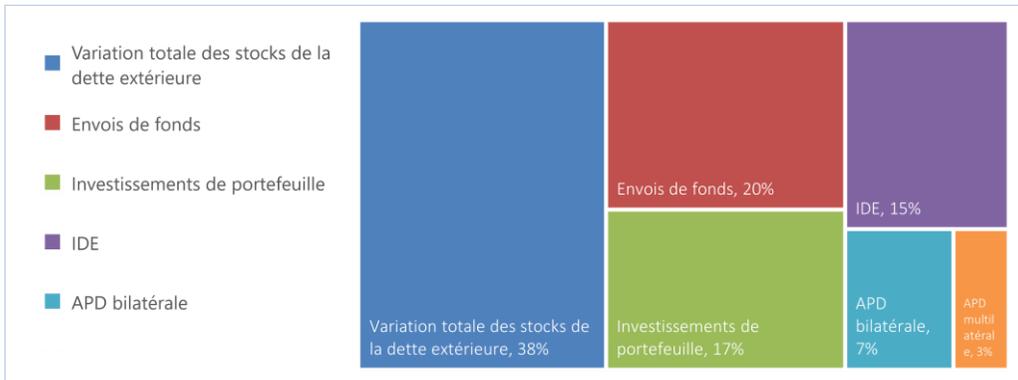


Source: Calculs de l'auteur fondés sur la base de données Système de notification des pays créanciers (Creditor Reporting System) de l'OCDE pour les flux de décaissements bruts bilatéraux et multilatéraux officiels (OCI : N = 51). Les flux d'APD bilatérale sont calculés sur la base de 29 pays membres du CAD et 20 pays non membres du CAD qui font rapport à l'OCDE ; les données de la Banque mondiale sur les migrations et les envois de fonds (OCI : N = 50); données de l'UNCTADSTAT sur les IDE (OCI : N = 57); FMI « Base de données de la balance des paiements » pour les investissements de portefeuille (OCI : N = 49); et les données de la Banque mondiale pour la dette extérieure (OCI : N = 56). Les estimations existantes ne visaient à combler que quelques valeurs manquantes pour la dette extérieure.

Le volume des financements extérieurs disponibles pour les pays de l'OCI a considérablement augmenté, passant de 363 milliards de dollars en 2015 à 720 milliards de dollars en 2017. Le graphique 6.1 illustre également l'évolution du paysage mondial de l'aide étrangère, où l'augmentation des volumes des IDE, des envois de fonds transfrontaliers, des prêts et autres interactions commerciales a réduit l'importance relative de l'aide étrangère (APD).



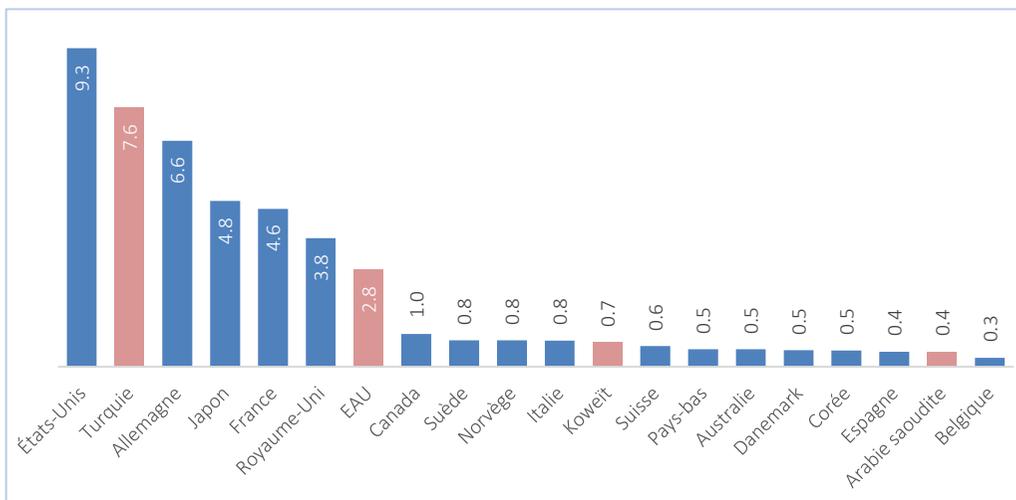
Graphique 6.2: Les parts du financement extérieur vers les pays de l'OCI (2017, %)



Source: Calculs de l'auteur fondés sur les bases de données énumérées à la source du graphique 6.1.

Avec 73 milliards de dollars en 2017, le total des flux d'APD bilatéraux et multilatéraux vers les pays de l'OCI représente une proportion importante mais faible des flux financiers extérieurs (L'APD bilatérale se compose de 29 pays membres du CAD et de 20 pays déclarants en dehors du CAD. La part des donateurs non membres du CAD dans le total de l'APD bilatérale a représentait 16,5 % en 2017). Alors que la proportion de l'APD a baissé à environ 10 % du total des transferts de financement extérieur vers les pays de l'OCI en 2017 (graphique 6.2), elle continue à fournir des apports essentiels pour le financement des dépenses publiques centrales dans plusieurs pays membres. Par exemple, selon les données de la Banque mondiale, en 2017, l'APD nette reçue en pourcentage des dépenses publiques représentait 631 % en Palestine, 155 % en Sierra Leone, 76

Graphique 6.3: Les 20 premiers fournisseurs bilatéraux d'APD aux pays de l'OCI (décaissements bruts, prix constants, milliards de dollars, 2017)



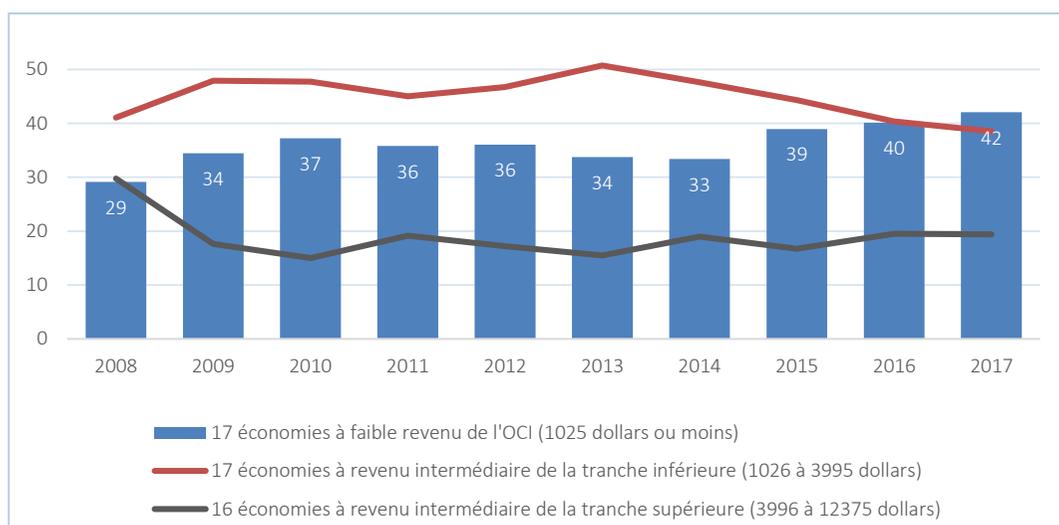
Source: OCDE Stat, Système de notification des pays créanciers.

Remarques: Un décaissement est le placement de ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire ou, dans le cas de dépenses internes liées au développement, l'utilisation de fonds par le secteur public. Les flux d'APD bilatérale sont calculés sur la base de 29 pays membres du CAD et 20 pays non membres du CAD qui font rapport à l'OCDE.

% au Mozambique, 71 % au Mali, 67 % en Guinée-Bissau et 58 % en Ouganda. En termes de volumes totaux, les États-Unis sont le plus grand fournisseur bilatéral d'APD aux pays de l'OCI, avec 9,3 milliards de dollars (en prix constants de 2017).

La Turquie est le deuxième plus grand fournisseur d'aide de l'OCI, l'APD atteint 7,6 milliards de dollars en 2017 (la majeure partie de ce montant est consacrée aux réfugiés syriens), suivie de l'Allemagne avec 6,6 milliards et du Japon avec 4,8 milliards (figure 6.3). Cinq pays de l'OCI qui font rapport à l'OCDE, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Turquie et les Emirats Arabes Unis ont contribué en 2017 pour un total de 11,6 milliards de dollars en guise d'assistance financière aux pays membres..

Graphique 6.4: Flux d'APD vers les différents groupes de revenu de l'OCI (décaissements bruts, %)



Source: OCDE Stat, Système de notification des pays créanciers. Un décaissement est le placement de ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire ou, dans le cas de dépenses internes liées au développement, l'utilisation de fonds par le secteur public. Les flux d'APD bilatérale sont calculés sur la base de 29 pays membres du CAD et 20 pays non membres du CAD qui font rapport à l'OCDE. La classification des pays de la Banque mondiale par groupe de revenu pour l'exercice financier 2020 a servi de base.

D'autres pays de l'OCI, tels que le Qatar et l'Indonésie, méritent également d'être cités parmi les pays émergents donateurs. Par exemple, selon une étude récente, grâce aux dépenses de divers organismes gouvernementaux, l'Indonésie a accru son budget de coopération au développement de plus de 21 %, passant de 8,4 milliards de dollars en 2015 à 10,2 milliards en 2016 (Sato et Santikajaya, 2019). Cependant, ce type de rapports occasionnels ne suffit pas pour suivre les contributions réelles des pays de l'OCI à la coopération au développement.

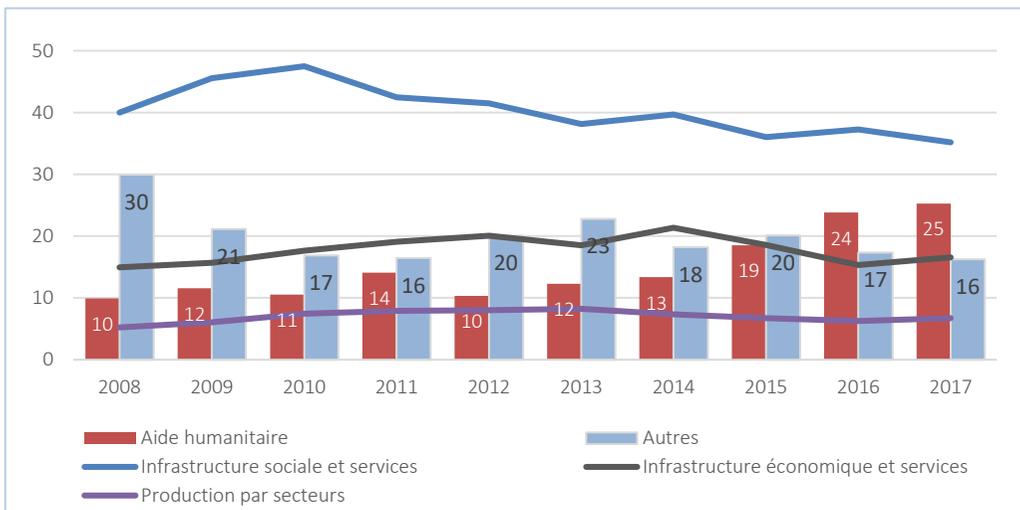
Les institutions multilatérales, les banques et fonds internationaux et régionaux, y compris ceux récemment créés par les pays en développement, fournissent également un soutien financier aux pays de l'OCI. Par exemple, en 2018, la Banque islamique de développement a approuvé des projets d'une valeur de 1,27 milliard de dollars, atteignant un décaissement record de 2,64 milliards (BID, 2019). Cependant, la part d'APD multilatérale dans le total des financements extérieurs des pays membres de l'OCI a diminué, chutant de 6 % en 2015 à 3 % en 2017. Les



fonds des Nations Unies (ONU) jouent un rôle clé dans l'appui au développement de l'OCI par le biais des programmes multilatéraux d'APD. Les pays de l'OCI financent également les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement, mais leurs contributions restent à des niveaux symboliques. Par exemple, le financement des activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement a atteint 33,6 milliards de dollars en 2017, et seulement 3,1% (1,06 milliard de dollars) provenaient des 57 pays de l'OCI (AGNU, 2019). D'autre part, au cours de la même année, 31 % du personnel travaillant dans les institutions spécialisées et les programmes de l'ONU était ressortissant des pays de l'OCI (CEB, 2018).

De nombreux pays développés ne respectent toujours pas leurs engagements en matière d'APD, y compris l'engagement de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD. D'autre part, la coopération au développement Nord-Sud exprimée en termes d'APD est souvent critiquée comme une forme inégale de coopération, où les pays développés imposent aux pays en développement des politiques néolibérales appelant à des réductions significatives des dépenses dans le secteur public (IBON, 2018). De plus, l'impératif moral de l'APD est de soutenir le développement dans les pays qui en ont le plus besoin - y compris les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les États fragiles. Toutefois, il semble que les priorités de l'APD pour la réduction de la pauvreté soient quelque peu érodées, comme on peut le voir dans le graphique 6.4.

Graphique 6.5: Répartition sectorielle des flux d'APD vers les pays de l'OCI (décaissements bruts, %)



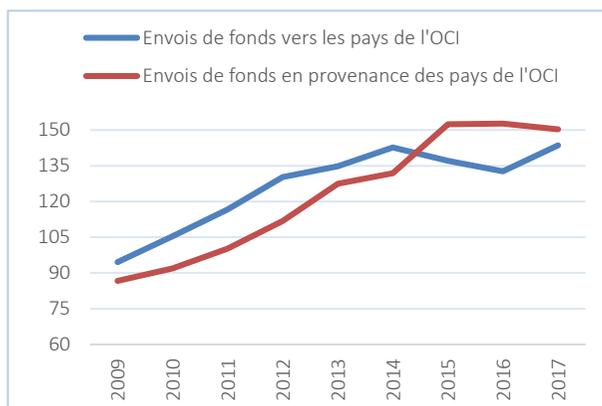
Source: OCDE Stat, Système de notification des pays créanciers. Un décaissement est le placement de ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire ou, dans le cas de dépenses internes liées au développement, l'utilisation de fonds par le secteur public. Les flux d'APD bilatérale sont calculés sur la base de 29 pays membres du CAD et 20 pays non membres du CAD qui font rapport à l'OCDE(OCI: N = 51).

De 2008 à 2015, la valeur de l'APD destinée aux 17 économies de l'OCI à faible revenu (1025 dollars de RNB par habitant ou moins) est restée nettement inférieure aux montants d'APD reçus par ces 17 économies (1026 dollars à 3995 dollars de RNB par habitant). En 2017, les économies de l'OCI à revenu intermédiaire recevaient tout de même 58% du total de l'APD dirigée vers les

pays de l'OCI. La bonne nouvelle est que l'APD destinée aux économies à faible revenu de l'OCI a augmenté de 13 points de pourcentage depuis 2008 (graphique 6.4).

Alors qu'un nombre sans précédent de personnes sont touchées par des conflits ou des phénomènes climatiques extrêmes dans les pays de l'OCI, les ressources de l'APD sont de plus en plus affectées à l'assistance humanitaire, qui n'est pas compatible avec une approche durable du financement du développement, nécessaire pour atteindre les objectifs du programme pour 2030. La part de l'aide humanitaire dans les flux d'APD vers les pays de l'OCI est passée de 10 % à 25 % entre 2008 et 2017. Seulement 52% des flux d'APD vers les pays de l'OCI ont été dirigés vers le développement de l'infrastructure sociale et économique, qui comprend des secteurs importants pour la lutte contre la pauvreté.

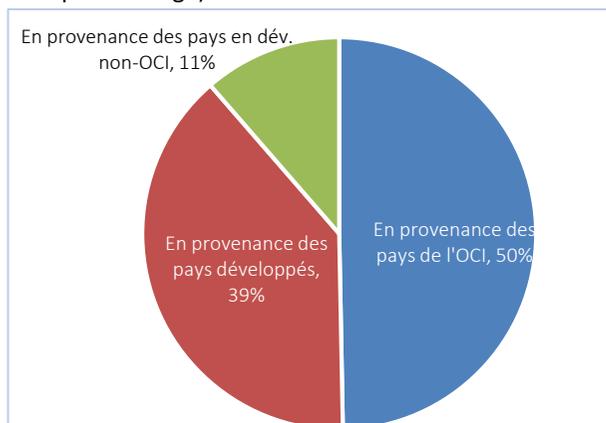
Graphique 6.6: Envois de fonds (prix courants, milliards de dollars des États-Unis)



Source: Banque mondiale, données sur la migration et les envois de fonds. Remarque : Pays de l'OCI N = 50.

Comme le montre le graphique 6.6, les envois de fonds vers les 50 pays de l'OCI - argent ou autres actifs que les migrants envoient aux individus dans leur pays d'origine - sont en croissance constante et ont atteint un niveau record de 144 milliards de dollars en 2017. Cela représente une augmentation de 8 % par rapport à 2016, année où ce montant s'élevait à 133 milliards de dollars. Il est intéressant de noter que les envois de fonds ont été la deuxième source de financement extérieur des pays de l'OCI en 2017 (graphique 6.1), et que 50% de ces envois provenaient des pays membres de l'OCI eux-mêmes (graphique 6.7). Sept pays membres de l'OCI figuraient sur la liste des 20 principaux fournisseurs des envois de fonds aux pays de l'OCI, l'Arabie saoudite occupant la première place avec 27 milliards de dollars, suivie des Émirats arabes unis avec 13,3 milliards (graphique 6.8).

Graphique 6.7: Fournisseurs des envois de fonds vers l'OCI par groupes de pays (2017, prix courants, en pourcentage)



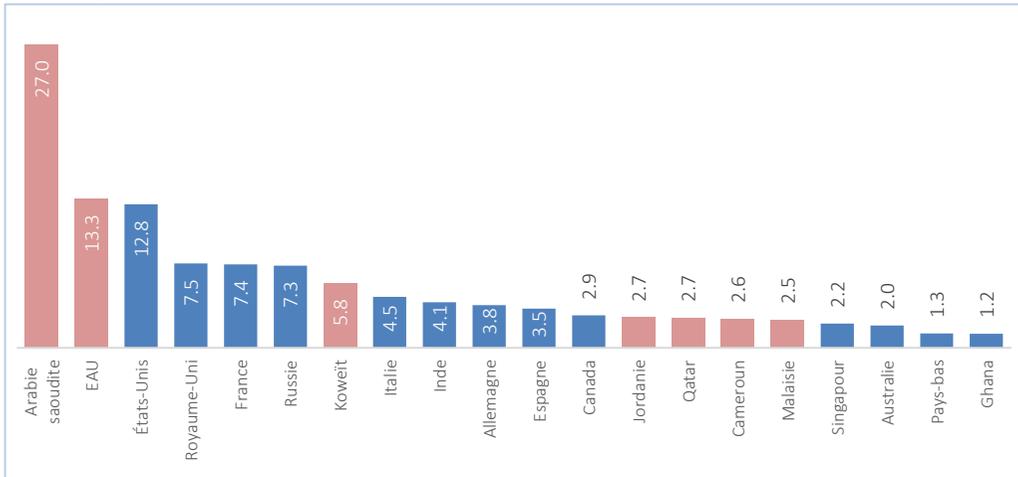
Source: Banque mondiale, données sur la migration et les envois de fonds

Comme le montre le graphique 6.6, les envois de fonds vers les 50 pays de l'OCI - argent ou autres actifs que les migrants envoient aux individus dans leur pays d'origine - sont en croissance constante et ont atteint un niveau record de 144 milliards de dollars en 2017. Cela représente une augmentation de 8 % par rapport à 2016, année où ce montant s'élevait à 133 milliards de dollars. Il est intéressant de noter que les envois de fonds ont été la deuxième source de financement extérieur des pays de l'OCI en 2017 (graphique 6.1), et que 50% de ces envois provenaient des pays membres de l'OCI eux-mêmes (graphique 6.7). Sept pays membres de l'OCI figuraient sur la liste des 20 principaux fournisseurs des envois de fonds aux pays de l'OCI, l'Arabie saoudite occupant la première place avec 27 milliards de dollars, suivie des Émirats arabes unis avec 13,3 milliards (graphique 6.8).

Comme le montre le graphique 6.6, les envois de fonds vers les 50 pays de l'OCI - argent ou autres actifs que les migrants envoient aux individus dans leur pays d'origine - sont en croissance constante et ont atteint un niveau record de 144 milliards de dollars en 2017. Cela représente une augmentation de 8 % par rapport à 2016, année où ce montant s'élevait à 133 milliards de dollars. Il est intéressant de noter que les envois de fonds ont été la deuxième source de financement extérieur des pays de l'OCI en 2017 (graphique 6.1), et que 50% de ces envois provenaient des pays membres de l'OCI eux-mêmes (graphique 6.7). Sept pays membres de l'OCI figuraient sur la liste des 20 principaux fournisseurs des envois de fonds aux pays de l'OCI, l'Arabie saoudite occupant la première place avec 27 milliards de dollars, suivie des Émirats arabes unis avec 13,3 milliards (graphique 6.8).



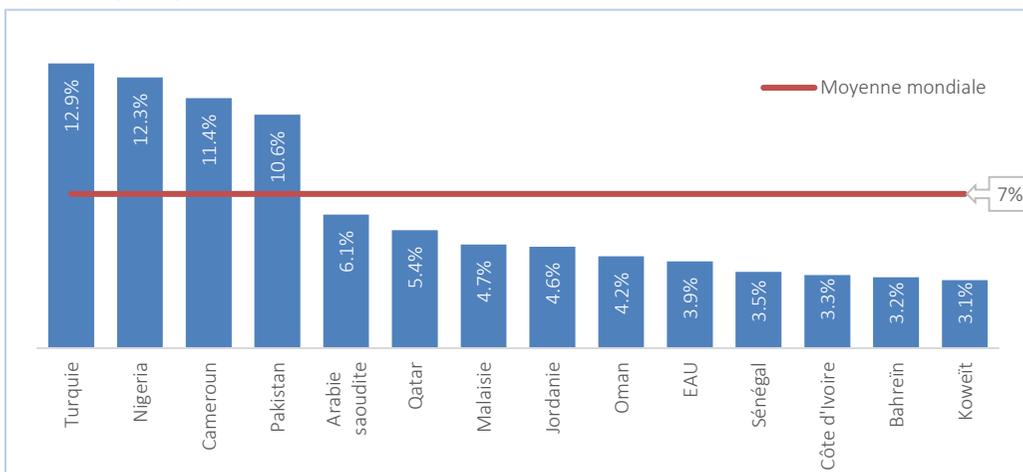
Graphique 6.8: Les 20 principaux fournisseurs des envois de fonds vers les pays de l'OCI (2017, prix courants, milliards de dollars des États-Unis)



Source: Banque mondiale, données sur la migration et les envois de fonds

La part des pays développés dans les flux des envois de fonds vers les pays de l'OCI était de 38 % en 2017. Les travailleurs migrants de l'OCI et d'autres pays ont envoyé dans leur pays d'origine un montant estimé à 12,8 milliards de dollars depuis les États-Unis et de 7,5 milliards du Royaume-Uni (graphique 6.8). Alors que les flux migratoires en provenance des pays de l'OCI continuent de croître, il est fort probable que les envois de fonds suivront la même tendance. Surtout en période de ralentissement économique, de catastrophe naturelle ou de crise politique, lorsque les capitaux privés ont tendance à se tarir et que même l'aide publique a du mal à être obtenue, les envois de fonds continueront à renforcer les balances des paiements des pays membres.

Graphique 6.9: Coût moyen d'envoi de 200 dollars américains à partir des pays membres de l'OCI (2018)



Source: Banque mondiale, coût des envois de fonds dans le monde, accessible au <http://remittanceprices.worldbank.org>.

Parlant des flux des envois de fonds, il convient de noter que depuis 2014, les flux cumulés des envois de fonds des 50 pays de l'OCI vers l'extérieur sont supérieurs à ceux des envois de fonds en direction de ces pays. En 2017, la valeur des flux des envois de fonds des pays de l'OCI vers l'extérieur était de 150 milliards de dollars, moins 3 milliards en 2016 (graphique 6.6). Alors que 50 % de ces flux des envois de fonds vers l'extérieur étaient dirigés vers les pays de l'OCI en 2017 (graphique 2017), la seconde moitié a surtout été envoyée aux pays non membres, et ceci est un exemple parmi de nombreux autres qui illustre comment les pays membres de l'OCI soutiennent les efforts des autres pays membres pour obtenir un financement pour le développement.

Graphique 6.10: Coût moyen des envois de fonds de 200 dollars américains depuis les pays à revenu élevé (2018)



Source: Banque mondiale, coût des envois de fonds dans le monde, accessible au <http://remittanceprices.worldbank.org>.

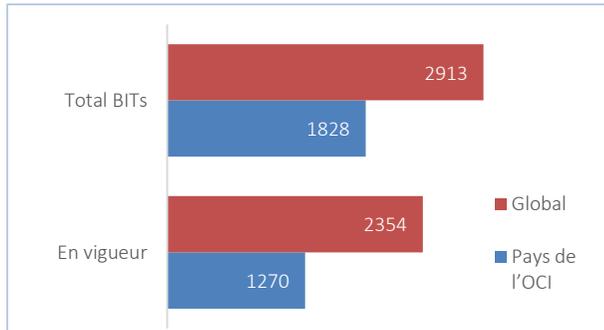
Malheureusement, les coûts élevés des envois d'argent réduisent les avantages de ces envois. Les pays du G8 et du G20 se sont engagés à réduire le coût moyen mondial des envois d'argent à 5 % (Banque mondiale, 2019), tandis que l'ODD 10.C de du Programme pour le développement durable 2030 vise à réduire les coûts de transaction des envois de fonds à moins de 3 %. Toutefois, le coût moyen mondial de l'envoi de 200 dollars américains est demeuré élevé à la fin de 2017, soit 7 %. Dans les pays de l'OCI tels que la Turquie, le Nigeria, le Cameroun et le Pakistan, le coût moyen d'envoi de 200 dollars était encore plus élevé, restant supérieur à 10 %. Par contre, en 2017, les pays de l'OCI tels que le Koweït, le Bahreïn, la Côte d'Ivoire et le Sénégal étaient très près d'atteindre la cible de l'ODD 10.C en 2017 (graphique 6.9). Comme le montre le graphique 6.10, pour de nombreux pays de l'OCI, le coût moyen des envois de fonds depuis les économies à revenu élevé reste également bien supérieur à l'objectif de 3 % (graphique 6.10).

L'IDE demeure une source de financement externe essentielle pour les pays de l'OCI et l'une des principales sources de financement du programme pour 2030 (voir graphique 6.1). Les IDE constituent un flux d'investissement plus stable que les investissements de portefeuille. Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI ont légèrement augmenté en 2017 pour atteindre 108,3 milliards de dollars, avec une reprise de 5 % par rapport à 2016. Cependant, ce chiffre de 2017 est encore inférieur de 24 % par rapport aux entrées d'IDE agrégés que les pays de l'OCI ont reçus en 2012.



De nombreux gouvernements des pays de l'OCI semblent conscients du fait que la conclusion d'accords internationaux d'investissement contraignants est importante pour attirer les IDE et stimuler la croissance. Sur les 2913 traités bilatéraux d'investissement (TBI) signés au niveau mondial en juillet 2019, 1828 (63 %) ont été conclus par les pays de l'OCI (graphique 6.11). La Turquie (109), l'Égypte (100), les Émirats arabes unis (87), le Koweït (83) et le Maroc (69) se trouvent au

Graphique 6.11: Nombre de traités bilatéraux d'investissement conclus par les pays de l'OCI (en juillet 2019)



Source: CNUCED, Centre pour la politique d'investissement. Note : OCI : N = 57)

premier rang des TBI conclus au total. D'autres pays de l'OCI ont choisi de ne conclure que quelques TBI, comme c'est le cas de l'Afghanistan, du Brunéi, des Comores, de Djibouti, de la Guinée-Bissau, du Guyana, de l'Iraq, des Maldives, du Niger, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Suriname et du Togo.

Contrairement aux envois de fonds et les IDE, les investissements de portefeuille et les flux de la dette à long terme et de la dette extérieure semblent être plus vulnérables aux conditions mondiales, particulièrement aux taux d'intérêt globaux. Néanmoins, les investissements de portefeuille dans les pays de l'OCI ont culminé à 121 milliards de dollars en 2017, dépassant les entrées d'IDE de l'OCI au cours de la même année pour près de 11 % (voir graphique 6.1). Cependant, l'augmentation des flux de la dette extérieure vers les pays de l'OCI est évidente pour la période postérieure à 2015, invitant ainsi les gouvernements des pays membres de l'OCI à relever les défis liés au niveau d'endettement pour éviter tout effet négatif sur le développement à long terme.

6.2 Partenariat Sud-Sud pour la coopération au développement

Quelques décennies se sont écoulées depuis la Conférence de Bandung (1955) - un événement marquant pour repenser le « Sud global » - et la Conférence de Buenos Aires (1978), qui a posé les bases de la coopération Sud-Sud (CSS). C'était là un symbole de la détermination des nations du Sud à devenir des acteurs de leur propre développement, et de la nécessité de trouver un nouvel ordre international plus équitable et plus inclusif.

Le monde a connu d'importantes transformations économiques et politiques au cours des quatre dernières décennies après la Conférence de Buenos Aires, et est devenu de plus en plus interdépendant. Les transformations dans les pays du Sud ont été intenses et difficiles. La coopération Sud-Sud (CSS) s'est renforcée dans la mesure où même les pays les moins développés partagent certaines connaissances avec d'autres (Li, 2018). Aujourd'hui, les pays du Sud ont un rôle important à jouer non seulement dans le renforcement de partenariats mondiaux pour le développement, mais aussi dans les solutions à diverses crises contemporaines telles que

le climat, les migrations et la sécurité. Leur vision du développement a également été intégrée dans le Programme pour le développement durable de 2030.

La nature, les modalités et les responsabilités qui s'appliquent à la CSS diffèrent de celles qui s'appliquent à la coopération Nord-Sud (CNS), c'est-à-dire dans le domaine de l'aide au développement. Bien qu'il existe certains domaines de convergence et que les deux visent le même objectif, la CSE et la CNS opèrent dans des domaines très différents. Il convient tout d'abord de souligner à cet égard que la coopération Sud-Sud ne peut être assimilée à l'APD, même si les années 2000 sont caractérisées par l'émergence de donateurs ou de fournisseurs du Sud, qui influencent de plus en plus le paysage du financement international du développement.

La CNUCED estime que l'aide étrangère des donateurs émergents a augmenté de 43 %, passant de 14,1 milliards de dollars en 2011 à 24,6 milliards en 2015. L'aide fournie par les donateurs émergents a représenté environ 16% du total d'APD en 2015 (Tableau 6.1). Sachant que la plupart des flux financiers en provenance du Sud n'ont pas été déclarés, y compris ceux des pays de l'OCI, il est naturel de s'attendre à ce que la part des donateurs émergents dans l'APD totale soit beaucoup plus élevée. En outre, il convient de souligner que les banques multilatérales de développement relevant du Sud, telles que la Banque islamique de développement (BID) et la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF), sont devenues des moteurs essentiels du développement des infrastructures régionales.

Les donateurs de pays émergents qui multiplient depuis longtemps leurs efforts de coopération au développement, comme la Chine, le Brésil, l'Inde, les Émirats arabes unis, la Turquie et la Russie, ont inscrit à l'ordre du jour des « négociations sur le partage des charges » entre les

Tableau 6.1: Estimation des flux mondiaux de coopération au développement

(Décaissements nets, prix courants, en milliards de dollars)

	2011	2012	2013	2014	2015	% du total (2015)
APD de 28 pays du CAD	135,0	126,9	134,7	137,4	131,4	84,2%
APD provenant de 20 pays déclarants autres que le CAD	8,9	6,2	16,4	24,7	17,7	11,3%
Estimation des flux de coopération au développement provenant de 10 pays n'ayant pas communiqué de données au-delà du CAD	5,2	5,6	6,8	7	6,9	4,4%
<i>Sous-total des flux provenant de prestataires non- CAD</i>	<i>14,1</i>	<i>11,8</i>	<i>23,2</i>	<i>31,7</i>	<i>24,6</i>	<i>15,8%</i>
Estimation du total mondial	149,1	138,7	157,9	169,1	156,0	100%

Source: CNUCED.

fournisseurs d'aide établis et les nouveaux fournisseurs à revenu intermédiaire (voir OCDE, 2011 pour une analyse à cet égard). Toutefois, ces nouveaux donateurs sont toujours confrontés à la pauvreté et à l'inégalité dans leur pays, de sorte qu'ils font toujours partie de la liste des pays bénéficiaires du CAD et sont admissibles à recevoir de l'APD. Pour cette raison, ils ont surtout une



attitude négative à l'égard du partage avec les pays développés des charges de responsabilité en matière de développement international.

Sur le plan conceptuel, la CSS n'est pas seulement une aide concessionnelle, elle n'est pas seulement destinée à des fins de développement, et elle ne se fait pas toujours par les voies « officielles ». De plus, la CSS a toujours appuyé les investissements dans un certain nombre de domaines que de nombreux fournisseurs traditionnels ont tendance à éviter. Pour cette raison, la CSS est un complément plutôt qu'un substitut à la CNS (Neissan A. Besharati, 2019). Le tableau

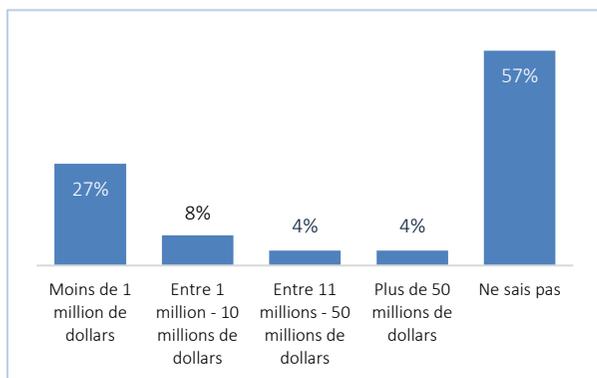
Tableau 6.2: Comparaison entre les partenariats de développement Nord-Sud et Sud-Sud

	Programmes d'aide (Nord-Sud)	Partenariat de développement (Sud-Sud)
<i>Nature et objet de l'appui</i>	<i>APD. Déclaré altruiste par nature</i>	<i>Avantages mutuels et croissance</i>
Perspective philosophique	Approche cadre	Approche ingrédient
Participants	<i>Au moins un participant a un revenu par habitant très élevé</i>	<i>Les deux partenaires peuvent avoir un revenu par habitant très faible</i>
Niveau de développement	De grandes différences dans les niveaux de développement économique entre les donateurs et les bénéficiaires	Les deux partenaires sont presque au même niveau de développement économique
Rôle des participants	<i>Donateurs et bénéficiaires de l'APD</i>	<i>Relation d'égalité, les deux peuvent contribuer au processus</i>
Conditionnalité	Une approche « descendante » avec conditionnalité politique et aucune prévisibilité	Axées sur la demande et généralement exemptes de toute conditionnalité de quelque nature que ce soit, et ce dans les délais impartis.
Flexibilité	<i>Structures bureaucratiques à plusieurs niveaux qui prennent beaucoup de temps, d'où des coûts de transaction supplémentaires.</i>	<i>Très décentralisé et relativement rapide, avec peu de répercussions sur les coûts de transaction</i>
Secteurs prioritaires	Aide non remboursable et soutien budgétaire aux secteurs sociaux	La coopération économique et technique se limite essentiellement à des projets d'investissement dans les infrastructures et les secteurs productifs
<i>Adhésion à un cadre de gouvernance mondiale tel que la Déclaration de Paris</i>	<i>Les donateurs utilisent les lignes directrices de la Déclaration de Paris, qu'ils utilisent comme un instrument d'efficacité.</i>	<i>Les fournisseurs ne relèvent d'aucun arrangement global, tel que la Déclaration de Paris, dans lequel ils n'ont pas été impliqués. S'appuie sur la confiance mutuelle des pays partenaires</i>
Données, suivi et évaluation	Évaluation par les pairs par le CAD-OCDE. Les données sont compilées et publiées périodiquement par les gouvernements nationaux et le CAD-OCDE.	Absence de mécanismes de suivi, si ce n'est des rapports occasionnels de données et de détails anecdotiques.
Rôle des ONG	<i>Extensif</i>	<i>Limité</i>
Rôle du secteur privé	Limité	Extensif

Source: Sachin Chaturvedi, "Features of South-South Cooperation and Global Dynamics", Forum for Indian Development Cooperation Policy Brief No: 1, janvier 2014.

6.2 donne un résumé plus détaillé de la comparaison entre la CSS et la CNS. Comme il ressort du tableau, le partenariat Sud-Sud pour le développement ne dispose d'aucun mécanisme de suivi, si ce n'est des rapports occasionnels dont les données sont insuffisantes. Dans l'ensemble, il existe très peu de preuves empiriques sur la qualité, l'efficacité et les effets de la coopération Sud-Sud sur le monde en développement. L'absence de conceptions communes, de normes communes et d'enregistrement cohérent complique encore les efforts d'évaluation. Pourtant, tout le monde reconnaît aujourd'hui l'énorme contribution de la CSS au développement durable aux niveaux mondial, régional et national.

Graphique 6.12: Dépenses annuelles pour la coopération Sud-Sud (2017)



Source: ONU DAES (2018). Rapport sur l'enquête de suivi de l'examen quadriennal complet des programmes de pays en 2017, Nations Unies, Service des politiques de coopération pour le développement, Département des affaires économiques et sociales, 23 février.

Remarques: N = 118 pays en développement.

seulement de ces pays déclarant dépensé un million de dollars ou plus par an, plusieurs partenaires du Sud ont versé et continuent de verser des contributions financières importantes à la CSS (graphique 6.12).

Les pays de l'OCI participent aussi activement à la CSS. La solidarité avec les pays du Sud, la réglementation des termes de l'échange entre pays développés et pays en développement et l'assistance économique aux pays islamiques les moins avancés ont depuis toujours figuré parmi les priorités du programme de l'OCI. Aujourd'hui, l'OCI constitue une plateforme importante pour renforcer la coopération Sud-Sud, en particulier à travers l'établissement des liens entre les pays qui ont des besoins de développement et ceux qui ont des solutions, et le partage des connaissances et compétences techniques ou économiques nécessaires en vue de faciliter leur développement. Dans ce contexte, les activités menées par les organes et institutions de l'OCI sont devenues impressionnantes au fil des ans et des milliards de dollars ont été dépensés pour soutenir différents projets (voir par exemple OIC, 2013 et OIC, 2018).

Certains aspects des contributions financières des pays de l'OCI au partenariat Sud-Sud pour le développement ont déjà été examinés dans le contexte de l'APD et des envois de fonds à

Selon une enquête menée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES), 74 % des pays en développement ont fourni une forme ou une autre de coopération au développement en 2017, contre 63 % en 2015, ce qui signifie que la CSS devient une forme de coopération encore plus privilégiée dans ce domaine. Un nombre croissant de pays ont soit créé des agences dédiées à la coopération Sud-Sud, soit renforcé les capacités de la coopération Sud-Sud au sein de leurs institutions de coopération (ONU DAES, 2018). Tandis que beaucoup de pays ont déclaré des dépenses modestes pour la CSS, 16 %



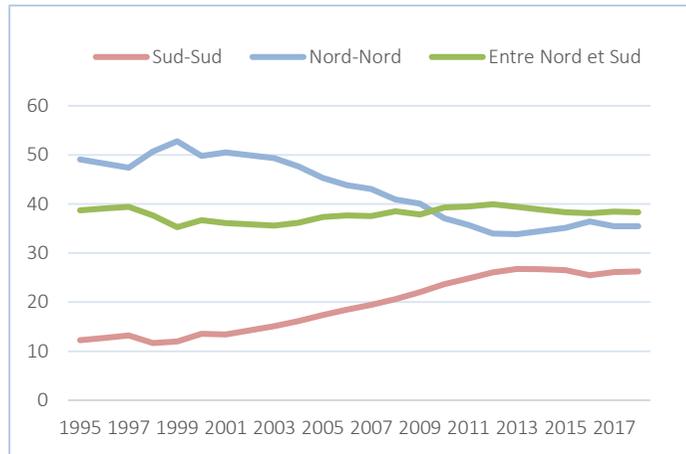
l'extérieur. Cependant, comme Besharati A. Besharati. Neissan (2019) l'a souligné, les finances et la coopération technique ne sont qu'un aspect de la CSS et il est également essentiel de prendre en compte la contribution du commerce, des investissements, des lignes de crédit et d'autres formes de coopération économique pour mesurer la valeur réelle de la coopération Sud-Sud au développement.

Le commerce international, à tous les niveaux, joue un rôle vital et dynamique dans le renforcement de la coopération et constitue une source

importante de financement du développement. En 2018, sur un total de 19,5 billions de dollars d'exportations mondiales de biens, 5,1 billions de dollars (26 %) ont été échangés entre pays en développement (exportations Sud-Sud), 6,9 billions de dollars (35 %) entre pays développés (exportations Nord-Nord) alors que les exportations des pays développés vers les pays en développement et vice-versa (commerce Nord-Sud et Sud-Nord) représentaient 7,5 billions de dollars (38 %) (graphique 6.13).

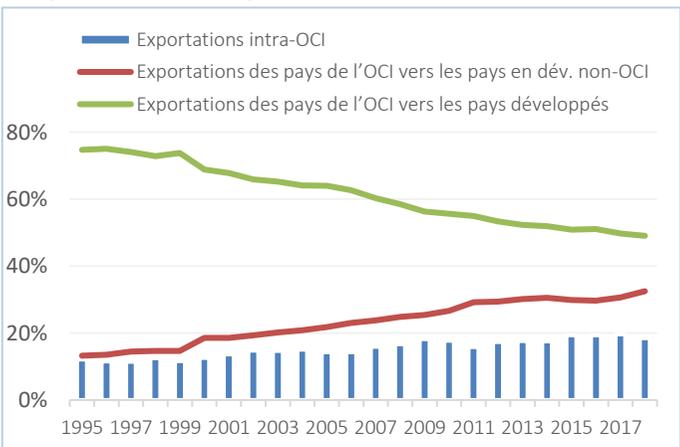
Les calculs indiquent une tendance à la hausse du commerce Sud-Sud mesuré du côté des exportations, qui, par rapport à 1995, a augmenté de 14 points de pourcentage en 2018. Au cours de la même période, les exportations intra-Nord-Nord ont diminué de près de 14 points de pourcentage, tandis que la part des exportations entre pays développés et pays en développement est restée pratiquement inchangée (graphique 6.13).

Graphique 6.13: Part des exportations mondiales de biens (Part des exportations au sein du Groupe, en pourcentage)



Source: CNUCEDSTAT, « Merchandise: commerce intra et extra des groupes de pays par produit ». Remarques: Le Nord fait référence aux économies développées (N=52 ; le Sud aux économies en développement (N=197).

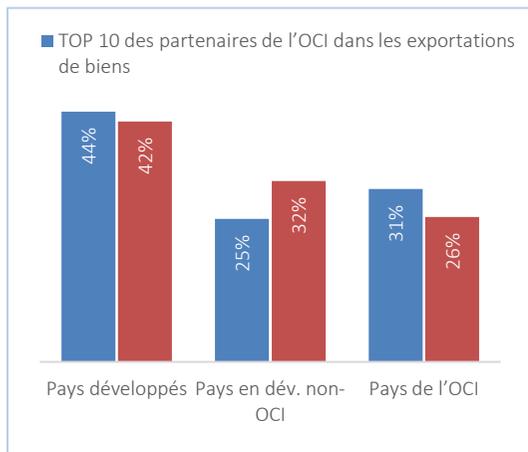
Graphique 6.14: Exportations de marchandises de l'OCI vers les groupes de pays (Part du Groupe dans les exportations de l'OCI)



Source: FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS).

Remarque : Pays en développement non membre de l'OCI: N = 114; Pays développés: N = 39; Pays membres de l'OCI : N = 57.

Graphique 6.15: Les 10 principaux partenaires commerciaux de l'OCI classés selon les groupes de pays (2018, en pourcentage)

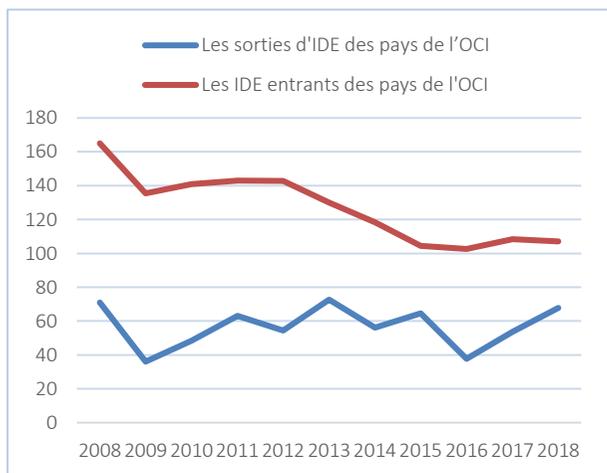


Source: FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS).
 Remarque : Pays en développement: N = 193; Pays développés: N = 39; Pays membres de l'OCI : N = 57.

commerciaux des pays de l'OCI, classés par groupes de pays, montrent qu'en 2018, en moyenne, dans 44 % des cas, les économies développées comptaient parmi les 10 premières destinations des exportations des pays membres.

En 2018, les sorties d'IDE des 43 pays de l'OCI ayant des données disponibles ont atteint près de 68 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 21 % par rapport à 2017. Si les données pour tous les pays de l'OCI étaient disponibles, le nombre total des sorties d'IDE de l'OCI serait évidemment beaucoup plus élevé.

Graphique 6.16: Les entrées et sorties d'IDE



Source: Données de la CNUCEDSTAT. Remarque : Les sorties d'IDE (OCI: N= 43); Les entrées d'IDE (OCI: N=57).

Comme indiqué dans le graphique 6.14, au cours de la période de 1995 à 2018, les exportations agrégées des pays de l'OCI vers les pays développés ont diminué de 26 points de pourcentage, et celles vers les pays en développement non membres de l'OCI ont augmenté de 19 points de pourcentage. Les exportations intra-OCI sont également en hausse, représentant 19,8 % des exportations totales de biens des pays de l'OCI en 2018.

Il ressort clairement du graphique 6.14 que, sur le plan commercial, la contribution des pays de l'OCI à la CSS est importante. Cependant, les pays développés continuent d'être les principaux partenaires dans le commerce global de l'OCI. En outre, les analyses des dix principaux partenaires

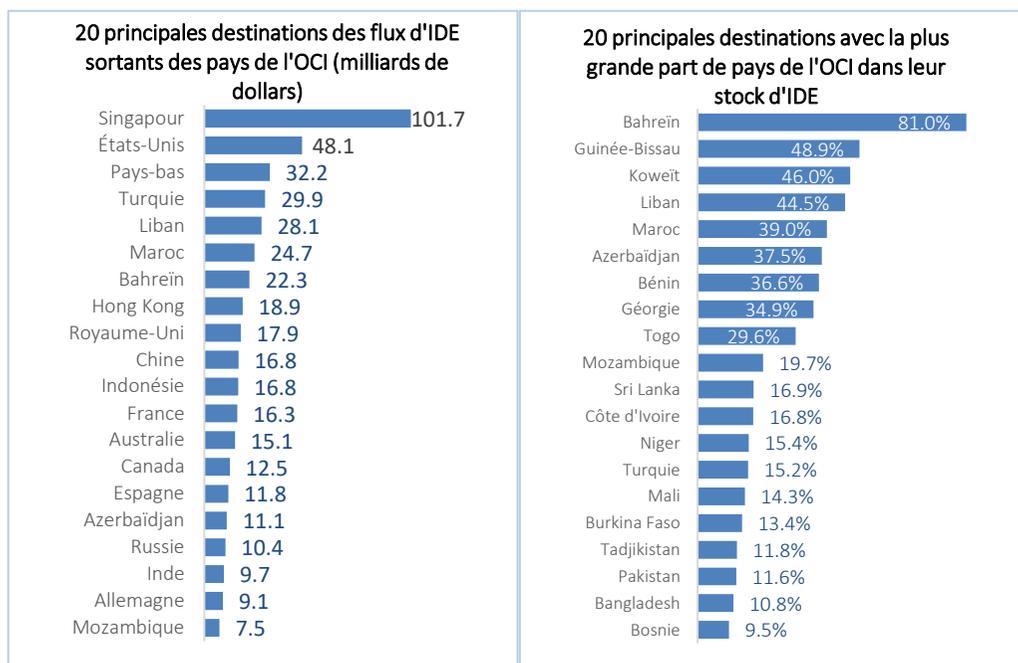
évidemment beaucoup plus élevé.

La conclusion que l'on peut tirer des données existantes présentées au graphique 6.16 est que l'écart entre les entrées d'IED dans les pays de l'OCI et les sorties d'IED des pays de l'OCI se réduit. Par ailleurs, selon les estimations de la CNUCED, la contribution totale des 57 pays de l'OCI au stock mondial des IDE en 2017 était de 575,1 milliards de dollars, soit seulement 1,9% du stock mondial des IDE. 58 % des sorties d'IDE des pays membres de l'OCI de sont dirigées vers les pays développés, 29 % vers les économies de l'OCI et 13% vers les pays en



développement non membres de l'OCI. Les 20 principaux bénéficiaires des IDE sortants de l'OCI sont présentés au graphique 6.17.

Graphique 6.17: Les sorties d'IDE des pays de l'OCI



Source: Données de la CNUCEDSTAT. (Les sorties d'IDE - pays de l'OCI: N = 43)

En guise de conclusion à ce chapitre, on pourrait soutenir que le besoin de financement du développement durable des pays de l'OCI en augmentation, mais le volume réel des ressources extérieures n'augmente pas suffisamment et n'est pas encore compensé par une croissance symétrique des ressources intérieures. Tout en veillant à la viabilité de la dette, les gouvernements des pays de l'OCI devraient faire de leur mieux pour améliorer la coordination entre les divers acteurs nationaux qui interviennent dans le financement du développement durable et faire en sorte que les stratégies de développement national soient en adéquation avec les financements disponibles. A cet égard, il serait essentiel d'élaborer des cadres nationaux de financement intégrés et de canaliser les ressources financières extérieures vers les secteurs productifs et vers l'élimination de la pauvreté. Dans le cas contraire, si les apports de capitaux extérieurs sont plutôt associés à une augmentation des dépenses publiques courantes, les objectifs de développement durable ne seront pas atteints.

D'autre part, la comptabilisation des flux de transferts techniques, financiers et économiques des pays de l'OCI vers les pays en développement non membres de l'OCI et l'établissement de rapports sur leur impact pour la réalisation du développement durable demeurent un défi pour de nombreux gouvernements de l'OCI. La mesure doit s'étendre au-delà de l'aide à tous les flux en provenance des pays de l'OCI, afin de rendre plus visible le soutien des pays de l'OCI aux autres économies en développement dans leurs efforts pour assurer le financement pour le développement.



CHAPITRE SEPT

Financement alternatif du développement : Le rôle de la finance islamique



Malgré le rôle crucial joué par les services financiers pour la croissance économique au niveau mondial, deux milliards de personnes n'ont toujours pas accès aux services financiers réglementés et la plupart d'entre elles sont économiquement actives. De plus, en raison du faible niveau de développement financier, de nombreux pays en développement, y compris les pays membres de l'OCI, éprouvent de grands besoins en infrastructures dans la mesure où environ 1,1 milliard de personnes vivent sans eau potable, 1,6 milliard vivent sans électricité et 2,4 milliards vivent sans assainissement. Selon les Nations Unies, les besoins financiers nécessaires à la mise en œuvre des objectifs relatifs aux ODD dans les pays en développement varient de 3,3 à 4,5 billions de dollars par an, soit un écart annuel de 2,5 billions de dollars aux niveaux actuels des investissements, ce qui est supérieur aux ressources financières classiques disponibles (CNUCED, 2014). Il est donc important d'explorer des mécanismes de financement alternatifs et complémentaires innovants.

La finance islamique a un fort potentiel dans la promotion du développement de l'infrastructure sociale et économique. Alors que les instruments islamiques de redistribution tels que la zakat et l'awqaf ont un grand potentiel pour soutenir des projets sociaux de petite taille, le sukuk (obligations islamiques) peut financer avec succès de grandes infrastructures (eau et assainissement, énergie durable et abordable, transport, routes et logement).

Ce chapitre vise à mesurer l'écart de développement financier et à reconnaître le rôle de la finance islamique dans la réalisation des projets de développement tant économique que social. Malgré l'existence d'un énorme potentiel, peu d'investissements ont été consentis dans ce domaine. Par exemple, le waqf peut être établi sous plusieurs formes pour soutenir le développement des infrastructures économiques et sociales et ainsi répondre de manière adéquate aux besoins de la société. En outre, le waqf joue un rôle accru dans les pays où les niveaux d'exclusion et de privation sont élevés, car il peut jouer un rôle crucial dans la protection des pauvres et des personnes vulnérables contre les risques soudains de chômage, de faim, de maladie, de sécheresse et autres catastrophes.

En général, il existe trois contraintes majeures qui entravent l'efficacité de la finance islamique en fonction des besoins financiers actuels et émergents des pays membres de l'OCI. Il s'agit (i) d'une prise de conscience insuffisante du rôle de la finance islamique, en particulier des instruments de redistribution islamique, dans la résolution des difficultés socio-économiques dans de nombreux pays membres de l'OCI ; (ii) de l'insuffisance des produits largement acceptés conformes à la charia, qui renforcent la coopération financière entre les institutions financières en vue de faciliter la mobilisation des ressources aux niveaux régionaux et internationaux ; (iii) d'une insuffisance en produits novateurs de finance islamique pour soutenir le développement durable et les besoins financiers des États membres de l'OCI dans le long du parcours du développement.

Au niveau des pays, les pays membres de l'OCI doivent développer un cadre juridique et réglementaire favorable et des objectifs politiques « proactifs » sur l'utilisation, l'accès et la qualité de la finance islamique en accord avec les besoins dynamiques de leurs économies réelles. Au niveau de l'OCI, il doit y avoir une étroite collaboration entre les institutions de développement concernées pour soutenir les efforts des pays membres de l'OCI afin d'explorer

les interventions politiques, juridiques, réglementaires et institutionnelles nécessaires pour élargir le rôle des institutions financières islamiques dans la création de nouvelles sources de financement du développement socio-économique.

Plus précisément, ils pourraient envisager (i) d'appuyer la création d'une plate-forme commune pour renforcer le dialogue entre les États membres dans le but de promouvoir la connaissance et de sensibiliser davantage sur le rôle des fonds de redistribution islamiques, en particulier des fonds de finance islamique dans le développement des infrastructures socio-économiques ; (ii) d'identifier les études de cas et les bonnes pratiques qui ont donné de bons résultats dans le monde et de favoriser les visites réciproques et la coopération technique sous la forme de l'initiative des relations interentreprises ; (iii) d'encourager le développement des produits largement acceptés et conformes à la charia pour renforcer la coopération financière et faciliter la mobilisation des ressources aux niveaux national, régional et international.

7.1 Introduction

La mise en place d'un cadre de financement approprié à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) est essentielle car elle facilite la canalisation des ressources financières existantes vers l'investissement productif ainsi que l'utilisation maximale de sources de financement novatrices dans le cadre du développement économique. Nonobstant les changements intervenus dans les paradigmes de développement au cours des deux dernières décennies, la promesse d'un développement inclusif n'a toujours pas été tenue. On estime que 1,1 milliard de personnes vivent sans eau potable, 1,6 milliard sans électricité, 2,4 milliards sans assainissement et plus d'un milliard sans accès à une route praticable en tout temps (UNICEF, 2017). Ces chiffres montrent que les pauvres ont très peu bénéficié des programmes de développement mis en œuvre au cours de la dernière décennie.

Il n'est pas facile de parvenir au développement inclusif. Il exige un parcours de réforme engagé des systèmes économiques et financiers, des institutions et des gouvernements. Cela nécessite la participation de toutes les parties prenantes, y compris la communauté des donateurs, la société civile, les philanthropes et le secteur privé pour fournir un appui technique et financier suffisant. En matière de financement, la communauté mondiale du développement met l'accent sur l'utilisation de toutes les sources de ressources financières, y compris les financements nationaux publics, nationaux privés, internationaux publics et internationaux privés, l'accent étant mis sur les sources nouvelles et innovantes de financement.

Selon les Nations Unies, les besoins financiers nécessaires à la mise en œuvre des objectifs relatifs aux ODD dans les pays en développement varient de 3,3 à 4,5 billions de dollars par an, soit un écart annuel de 2,5 billions de dollars aux niveaux actuels des investissements (CNUCED, 2014). D'après tous les rapports disponibles sur le financement des ODD, il est bien établi que l'accent est fortement mis sur l'utilisation des recettes intérieures pour financer les nouveaux objectifs. En particulier, le rapport de l'ONU constate que « *les recettes intérieures constituent la source la plus importante de fonds nécessaires pour investir dans le développement durable, pour réduire la pauvreté et fournir des services publics. Ce n'est qu'en mobilisant suffisamment de ressources*



intérieures que les pays pourront assurer leur indépendance budgétaire et promouvoir une croissance durable».

Dans ce contexte, de grandes quantités de ressources investissables, essentiellement privées, sont disponibles dans les économies avancées et émergentes. Les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), sont pour la plupart moins en mesure de mobiliser le montant de financement nécessaire pour assurer le développement durable et resteront très probablement fortement tributaires de l'aide extérieure au développement et d'autres sources. Il est donc important d'explorer des mécanismes de financement alternatifs et complémentaires novateurs tels que la finance islamique pour stimuler les activités économiques afin de favoriser un développement économique inclusif, la stabilité financière et sociale et le développement humain global.

L'objectif premier de ce chapitre consiste à reconnaître le rôle de la finance islamique dans le soutien au développement durable et inclusif. En particulier, il vise à introduire la finance islamique en tant qu'instrument financier efficace dans le but de générer des fonds supplémentaires pour le développement. Il examine les questions et les défis du financement du développement dans les pays membres de l'OCI et présente la finance islamique comme un instrument important dans le processus du développement. La section 7.1 examine les écarts d'investissement mondiaux en matière d'appui au développement. La section 7.2 examine les questions liées au financement du développement et les défis et priorités pertinents dans les pays membres de l'OCI, ainsi que le rôle de la finance islamique dans le soutien au développement. Enfin, la section 7.3 présente un résumé et une conclusion.

7.2 Financement du développement: défis et possibilités

Le graphique 7.1 et le tableau 7.1 présentent quelques indicateurs financiers des pays membres de l'OCI dans deux catégories en fonction du niveau des revenus, selon la classification de la Banque mondiale¹. Le groupe de l'OCI à faible revenu, composé des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, affiche généralement une faible performance en termes de mobilisation des ressources, principalement en raison du sous-développement des systèmes financiers, de la faiblesse relative des économies et de l'accès limité au financement privé. En général, les États membres de l'OCI doivent mettre en place des systèmes financiers qui fonctionnent bien pour faciliter l'allocation des ressources aux meilleures utilisations, car cela pourrait avoir des effets durables sur le taux de croissance économique et le niveau de développement. Ils doivent renforcer leurs capacités financières afin de permettre l'accès à des sources de financement nouvelles et novatrices, en mettant particulièrement l'accent sur :

Graphique 7.1: Principaux éléments du système financier dans les pays de l'OCI

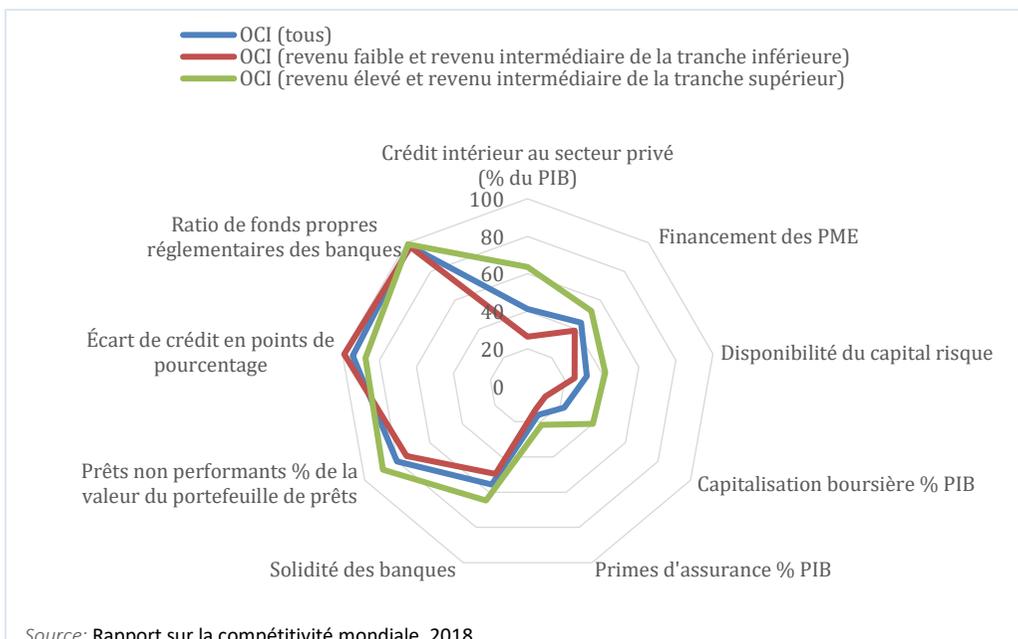


Tableau 7.1: Les pays membres de l'OCI Indicateurs de financement sélectionnés (2014-2018)

	I	II	III	IV	V
Financement intérieur					
Revenus budgétaires (% du PIB)	23,5	28,5	22,2	24,2	36,2
Dépenses budgétaires (% du PIB)	28,0	35,4	25,8	26,4	39,0
Épargne nationale brute (% du PIB)	24,9	25,2	16,1	25,7	21,6
Investissement total (% du PIB)	27,3	28,6	24,3	24,4	21,6
Crédit intérieur fourni par le secteur financier (% du PIB)	50,2	68,0	36,2	173,8	202,4
Capitalisation boursière des sociétés cotées (% du PIB) *	47,1	58,7	30,1	99,9	122,3
Financement extérieur					
APD nette reçue (% du PNB)	0,6	0,4	1,4	0,2	0,6
Dette totale (% du PIB)	37,2	44,6	38,9	nd	103,7
Réserve internationale, % de la dette totale	77,8	360,7	39,1	nd	nd
IDE, entrées nettes (% du PIB) *	3,5	3,6	3,4	2,7	3,1
Envois de fonds, reçus (% du PIB) *	5,1	3,0	6,9	0,7	0,3
I= PM de l'OCI ; II= PM de l'OCI à revenu élevé et moyen de la tranche supérieure ; III= PM de l'OCI à revenu faible et moyen de la tranche inférieure ; IV=Monde ; V= Pays avancés. Remarque : * moyennes (2014-2017)					
Sources des données: FMI, EIU, et Banque mondiale.					

Source: Rapport sur la compétitivité mondiale, 2018.



La réduction de l'écart financier est un défi majeur : Dans les pays membres de l'OCI pris collectivement, l'épargne nationale en pourcentage du PIB atteint avoisine 24,9 % et l'investissement total est inférieur à 27,3 % du PIB au cours des cinq dernières années (2014-2018). Cela indique que les pays membres de l'OCI sont confrontés à des déficits de ressources et cette tendance devrait se maintenir en raison des difficultés structurelles telles que la faible productivité et la compétitivité internationale. Étant donné que l'écart ne sera pas comblé rapidement car il nécessite des réformes économiques dynamiques, les pays membres de l'OCI, en particulier les pays à faible revenu, continueront à dépendre à court terme des ressources extérieures pour financer leur développement. A long terme, ils doivent continuer à poursuivre les réformes structurelles clés, en stimulant le capital humain, en renforçant l'environnement des entreprises et en améliorant le fonctionnement du marché du travail afin d'accroître la productivité pour parvenir à une économie plus complexe, à plus forte valeur ajoutée et à des industries à plus haut rendement générant des revenus et des emplois plus importants, qui entraîneront une épargne intérieure accrue.

En outre, les gouvernements peuvent également établir des institutions formelles telles que des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des fonds souverains, des fonds communs de placement et promouvoir la diversification et d'autres principes de placement institutionnels pour encourager la population à épargner plus convenablement dans le respect des besoins de l'économie. Néanmoins, les ratios de crédit intérieur des pays membres de l'OCI sont nettement inférieurs à la moyenne mondiale et à ceux des pays avancés. Alors que le ratio moyen du crédit intérieur par rapport au PIB est d'environ 50 % pour les pays membres de l'OCI, la moyenne mondiale est de 174 %. Les marchés boursiers en sont à un stade précoce de développement dans la plupart des pays membres de l'OCI, en particulier les pays membres à faible revenu. En termes de capitalisation boursière², le ratio moyen des pays membres de l'OCI s'établit à 47 % du PIB sur la période 2014-2017. Sur la même période, le ratio moyen mondial est d'environ 99,9 %.

Cela signifie que les sociétés des pays membres de l'OCI ont un accès limité aux capitaux, par le biais des marchés financiers, dont elles ont besoin pour l'innovation, la création de valeur et la croissance. Les pays membres de l'OCI doivent développer le secteur financier et diversifier leurs produits pour i) répondre aux besoins de tous les segments de l'économie ; et ii) passer du statut de simples fournisseurs de crédit à celui de fournisseurs de services financiers plus complets.

Les sources extérieures de financement peuvent être davantage mobilisées par le biais de politiques et d'un cadre institutionnel renforcés. Dans de nombreux pays membres de l'OCI, les ressources intérieures seront insuffisantes et les financements internationaux tels que l'APD, l'IDE et les envois de fonds continueront à jouer un rôle prépondérant, notamment dans les pays à faible revenu, dont la capacité à mobiliser les ressources intérieures est moindre. Dans les pays membres à faible revenu de l'OCI, l'APD joue un rôle crucial dans le financement du développement. Les données disponibles montrent que l'APD nette reçue par les pays membres de l'OCI représentait en moyenne moins de 1 % du RNB au cours des cinq dernières années. Ce chiffre est un peu plus élevé, autour de 1,4 %, dans le groupe de pays de l'OCI à faible revenu. En ce qui concerne les entrées d'IDE, il n'y a pas de différence notable entre les deux groupes de revenus de l'OCI. Les IDE s'élèvent à 3,5 % dans les pays membres de l'OCI, 3,4 % dans le groupe

de pays à faible revenu et 3,6 % du PIB dans le groupe à revenu élevé pour la période 2014-2017. Afin d'attirer davantage d'IDE, les PM de l'OCI doivent développer certains programmes et mesures incitatives pour rediriger les IDE vers les secteurs économiques clés ayant un impact sur le taux de croissance économique et le développement.

Il est crucial de promouvoir des sources de financement nouvelles et innovantes en matière de développement. Étant donné la capacité limitée du secteur public pour soutenir les investissements à long terme, il est essentiel de trouver de nouvelles et meilleures façons d'attirer le financement du secteur privé. Au niveau national, les investisseurs institutionnels tels que les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les fonds communs de placement devraient jouer un rôle plus important dans la réalisation des objectifs du développement. Au niveau de l'OCI, il existe une grande quantité de fonds souverains (FSv), en particulier dans les pays exportateurs de pétrole, à mobiliser en faveur des pays à faible revenu. Cependant, le défi est de savoir comment affecter ces fonds aux secteurs productifs de ces pays en se basant sur le marché et sur des rendements économiques rationnels.

En outre, les partenariats public-privé (PPP) peuvent être un modèle efficace pour financer des investissements à grande échelle. Cependant, le succès de la mise en œuvre effective des PPP exige une meilleure gouvernance et des institutions plus fortes pour construire de nouvelles formes de dialogue public-privé afin de renforcer le poids du secteur privé dans l'élaboration et le développement des stratégies économiques nationales.

L'intégration de la finance islamique dans le système financier contribuera à améliorer la mobilisation des ressources.³ Les modes de financement existants indiquent clairement que les besoins de financement des investissements à long terme sont immenses et que les ressources existantes des gouvernements, du secteur privé, des banques multilatérales de développement et des autres partenaires traditionnels du développement qui utilisent les moyens traditionnels restent insuffisantes. La finance islamique en tant que finance alternative a un fort potentiel pour générer des fonds supplémentaires afin de promouvoir le développement. En tant que système fondé sur la solidarité, il englobe la banque islamique, *takaful* (assurance islamique), *ijara* (leasing islamique), *sukuk* (obligations islamiques), les ressources sociales islamiques (*zakat*, *awqaf*, etc.) ce qui le rend unique en matière de contribution au développement financier et économique.

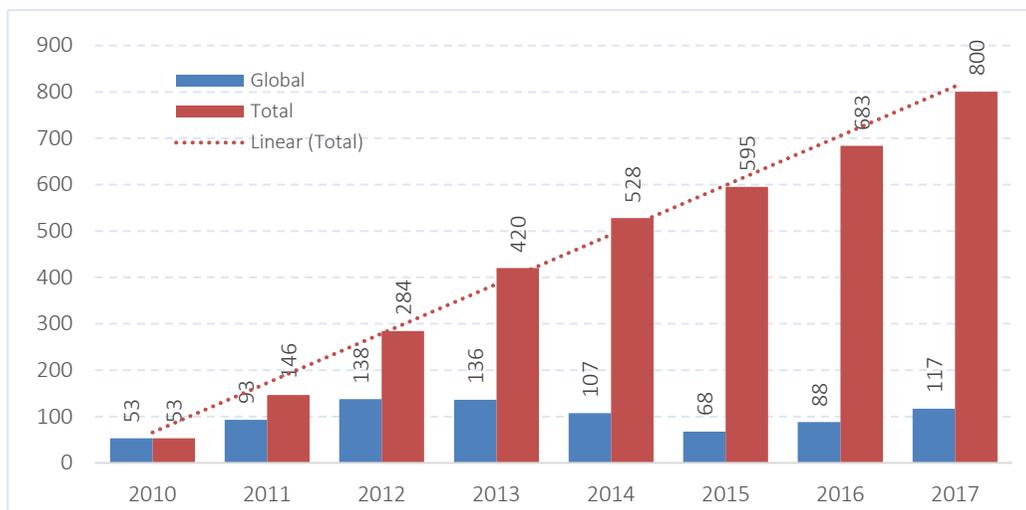
En matière de stabilité financière, la finance islamique peut contribuer à (i) réduire les écarts d'inclusion financière, en particulier dans les pays de l'OCI à faible revenu⁴; (ii) soutenir les PME car il s'agit d'un financement garanti par des actifs et (iii) poser moins de risques systémiques que la finance traditionnelle en raison des caractéristiques du partage des risques et de la prohibition de la spéculation (FMI 2015).

En général, l'industrie financière islamique couvre plusieurs domaines et dispose d'un certain nombre de modes de financement viables qui pourraient répondre aux divers besoins financiers des pays membres de l'OCI. Ses produits sont basés sur des contrats et peuvent être classés en trois grandes catégories : (i) le financement assimilable à une dette structuré sous la forme de ventes (*Mourabahah*) ou d'achats (*Salam* pour les produits de base et *Istisna'* pour les produits manufacturés) et de location (*Ijārah*) avec différentes options d'achat ; (ii) la participation aux



bénéfices et pertes sous deux modalités : a) la participation aux bénéfices et aux pertes (*Moudaraba*), par laquelle le financier (investisseur, banque) fournit le capital et le bénéficiaire la main-d'œuvre et les compétences (les bénéfices sont partagés et b) la participation aux bénéfices et aux pertes (*Moucharaka*), où les deux parties cofinancent le projet sur fonds propres et se partagent les bénéfices et pertes ; et iii) les services comme les contrats de conservation (*Wadi'ah*) et les comptes courants, et les contrats de représentation (*Wakalah*) qui sont également utilisés de manière accrue dans les transactions du marché monétaire

Graphique 7.2: Émission mondiale de sukuk, 2010-2017 (milliards de dollars des États-Unis)



Source: IIFM

Au vu de la classification ci-dessus, deux instruments présentent un fort potentiel pour la promotion du développement socio-économique (FMI 2015). Alors que les instruments islamiques de redistribution tels que la zakat et l'awqaf ont un grand potentiel pour soutenir des projets/programmes sociaux de petite taille, le sukuk (obligation islamique) peut financer avec succès de grands projets tels que l'eau et l'assainissement, l'énergie durable et abordable, les transports, les routes et les logement).

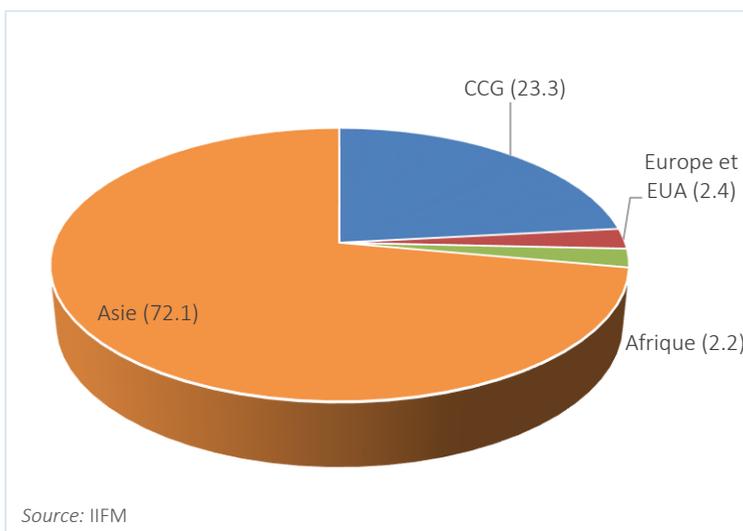
Le sukuk et l'écart d'investissement économique : Dans les conditions actuelles, les facteurs du marché, conjugués aux obstacles systémiques en faveur de la dette à court terme et des mécanismes de transfert des risques, réduisent considérablement la disponibilité du financement à long terme pour le financement du développement inclusif, en particulier dans les pays à faible revenu. L'écart financier actuel, en particulier pour le long terme, propose le recours à d'autres modes de financement, notamment le sukuk, qui repose sur le partage des risques plutôt que sur le transfert des risques. Comme de nombreux pays membres de l'OCI s'efforcent de développer des sources de financement à long terme, le sukuk apparaît comme un moyen pertinent pour aider à renforcer la réserve de capitaux pour financer les investissements et soutenir le développement.

Le Sukuk est l'un des principaux instruments phares du marché des capitaux de l'industrie islamique et ses rendements sont liés aux rendements et aux flux de trésorerie générés par les actifs achetés ou créés pendant la durée du sukuk (Salman A. 2019). En tant qu'outil de financement, le sukuk fournit un financement plus diversifié aux gouvernements et au secteur privé ainsi qu'aux petits investisseurs respectueux des principes de la charia et qui n'ont pas recours au secteur financier traditionnel. Il a en effet un grand potentiel de mobilisation de financement et d'épargne pour un large segment de la population qui ne serait pas autrement servi par les modes de financement classiques.

Le Sukuk est structuré autour des deux principales classes d'actifs (obligations et actions islamiques) et en fonction de la durée à long terme de leurs engagements en termes de risques et de rendement. Les sukuk les plus répandus sont: le *sukuk al mourabahah* (propriété partielle de créances ; le *sukuk al-ijara* (opérations de crédit-bail) ; *istisna* (contrat de livraison future d'actifs fabriqués ou construits) ; *sukuk al-salam* (contrat à terme, généralement une marchandise) ; *sukuk al-moudaraba* (accord de partenariat ou de partage des bénéfices entre les bailleurs de fonds et un entrepreneur) ; *sukuk al-moucharaka* (coentreprise avec un débiteur) ; et le sukuk al-wakala (contrat avec une agence qui prend les décisions d'investissement au nom des investisseurs).

Les données disponibles montrent une croissance impressionnante de l'émission mondiale de sukuk au cours de la dernière décennie, le marché mondial cumulatif de sukuk a atteint 800 milliards de dollars en 2017 et représente environ 38 % des actifs mondiaux islamiques (graphique 7.3).⁵ Malgré le récent resserrement financier et le ralentissement

Graphique 7.3: Émission mondiale de sukuk, % (2010-2017)



économique mondiaux, la croissance des émissions mondiales de sukuk a été très impressionnante, passant de 88 milliards de dollars en 2016 à 116,7 milliards de dollars en 2017, soit une croissance remarquable de 32 %. Cette augmentation est principalement due aux émissions de sukuk souverains par l'Arabie saoudite et aux émissions régulières émanant d'Asie, du CCG, d'Afrique et d'autres pays (Global Sukuk Market Outlook, 2018). La part des émissions de sukuk émises par les gouvernements est plus importante que celle émise par les sociétés.

Si les sukuk intérieurs représentent 68 % du total des sukuk émis en 2017, la part des sukuk internationaux est beaucoup plus faible, autour de 32 %. Ce chiffre indique que le sukuk est

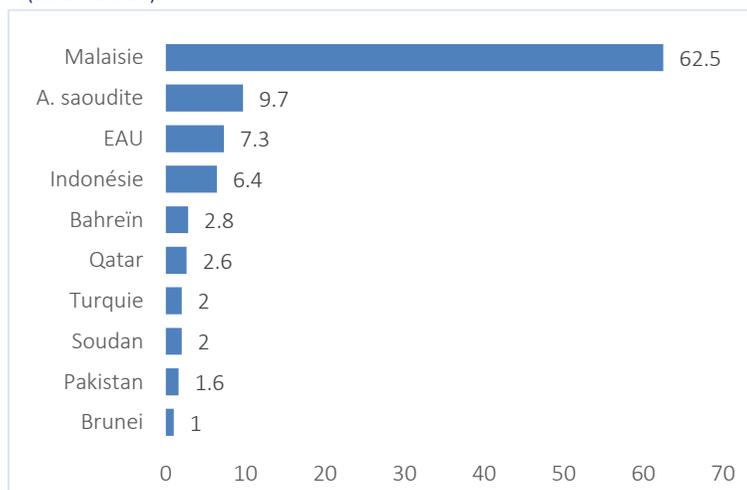


principalement utilisé pour la mobilisation des ressources intérieures alors qu'il a un énorme potentiel de facilitation de la mobilisation des ressources régionales et internationales, notamment des pays riches membres de l'OCI vers les pays membres à faible revenu.

En bref, alors que les pays disposant d'une épargne islamique suffisante ont un grand potentiel pour mobiliser des ressources nationales dans les secteurs économiques clés, de nombreux autres pays de l'OCI souffrant d'épargne nationale faible pourraient puiser dans les fonds internationaux aux fins des investissements stratégiques, étant donné le nombre important d'investisseurs islamiques dans le monde. En matière de répartition régionale, les émissions de sukuk restent concentrées en Asie, où elles représentent 72,1 % du total des émissions de sukuk, et le CCG est la deuxième destination de ces émissions avec une part de marché de 23,3 % (graphique 7.3). Selon Moody's Investors Service (2018), le marché mondial des sukuk devrait continuer à prospérer, un grand nombre de pays s'employant sérieusement à développer leur marché intérieur des sukuk en raison d'une série de facteurs, dont la croissance des émissions souveraines, la recherche de produits nouveaux et la demande croissante des banques de détail, et le resserrement des écarts sur les obligations classiques.⁶

Comme le montre le graphique 7.4, la Malaisie se distingue par sa part de marché dominante d'environ 62,5 % du total des émissions de sukuk sur la période 2001-2017. Les pays du CCG et un nombre croissant d'autres pays membres de l'OCI ont également initié des démarches visant à développer de tels marchés. La part de l'Arabie saoudite dans les émissions de sukuk est

Graphique 7.4: Les 10 principaux émetteurs mondiaux, en % (2010-2017)



Source: IIFM

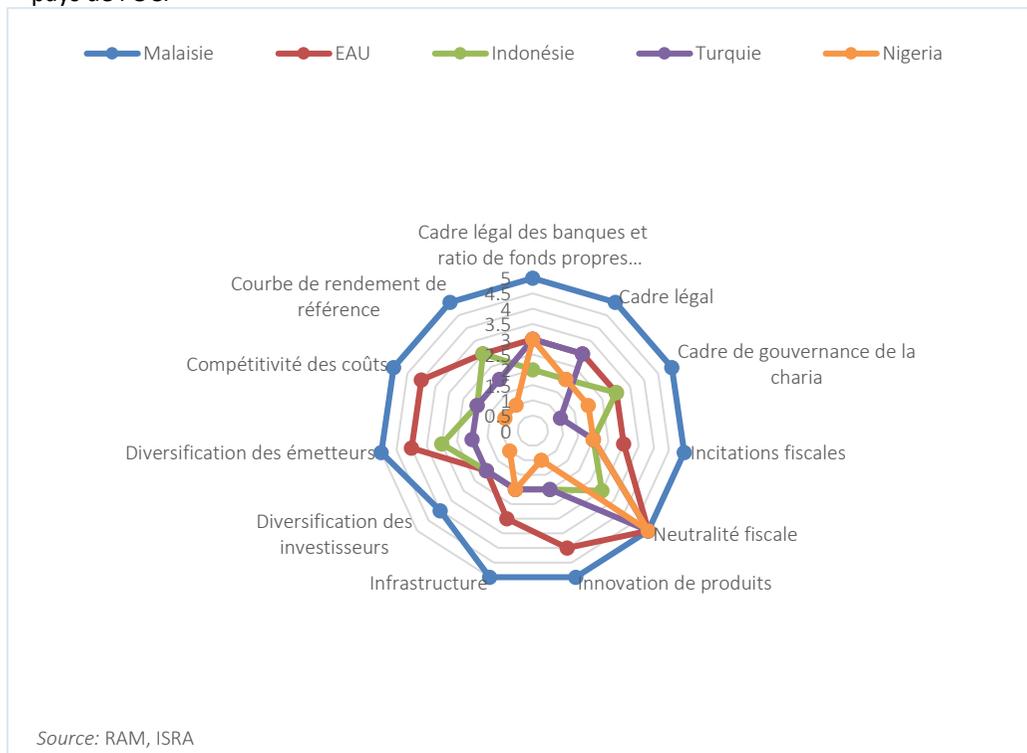
d'environ 10 %, celle des Émirats arabes unis (7,3 %), du Bahreïn (2,8 %) et du Qatar (2,6 %) pour la même période. Outre la Malaisie et la région du CCG, le sukuk est en expansion en tant qu'outil de financement sur des marchés tels que celui de l'Indonésie (6,4 %), du Pakistan (1,6 %), du Soudan (2 %) et de la Turquie (2 %).

Malgré sa croissance impressionnante, le développement des marchés de sukuk a été entravé par plusieurs facteurs, comme cela est illustré dans le graphique 7.5. Les principaux facteurs influençant la croissance des Sukuk varient d'un pays à l'autre, en fonction de leurs conditions macroéconomiques et du niveau de développement financier. Le manque de normes dans les structures et les pratiques en matière de sukuk, les questions entourant la protection des investisseurs et l'innovation en matière de

produits, ainsi que la diversification limitée des investisseurs, sont les principaux obstacles à la croissance des marchés des sukuk. Le manque de normalisation est attribuable à des facteurs religieux (les sukuk font face à un défi découlant de différentes interprétations des principes de la charia). En raison du manque de diversification des investisseurs, l'émission de sukuk est loin d'être inclusive, car elle n'inclut pas un grand nombre de d'investisseurs. Une base d'investisseurs diversifiée comprenant des segments d'investisseurs tels que les banques, les fonds communs de placement, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les particuliers et les investisseurs étrangers, qui constitue le fondement d'une demande durable et du développement de tout genre de marchés de sukuk. Un groupe d'investisseurs diversifié réduit le risque de comportement oligopolistique sur les marchés des sukuk.

Sur le plan national, la Malaisie est la mieux placée en ce qui concerne le soutien des facteurs clés pour la croissance des sukuk, à l'exception de la diversification de la base des investisseurs,

Graphique 7.5: Facteurs clés influençant le développement des marchés des Sukuk dans les pays de l'OCI



qui reste un secteur fortement réglementé (COMCEC 2018). L'Indonésie a un score modéré pour la plupart des facteurs, ce qui indique qu'il est nécessaire d'améliorer encore chaque facteur pour dynamiser son marché du sukuk. Si les incitations fiscales ont obtenu le score le plus bas en Indonésie, le cadre de gouvernance de la charia constitue le problème le plus important en Turquie. La Turquie montre un vif intérêt pour le développement de son marché de sukuk. Néanmoins, elle doit encore relever un certain nombre de défis pour y parvenir. Elle se classe au premier rang en matière de neutralité fiscale, tandis que d'autres facteurs nécessitent davantage de développement. De nombreux pays ont déployé davantage d'efforts pour intégrer la



mobilisation de ressources basée sur les sukuk dans leurs secteurs financiers, mais un marché financier qui fonctionne bien nécessite un écosystème financier islamique efficace.

Le sukuk ne peut pas se développer séparément, au contraire, il doit se développer avec les institutions financières islamiques telles que les banques, les assurances et les fonds islamiques. Dans ce contexte, trois contraintes majeures entravent l'efficacité de la finance islamique : (i) le manque de sensibilisation au rôle des instruments islamiques dans la résolution des difficultés socio-économiques dans de nombreux pays membres de l'OCI ; (ii) l'insuffisance de produits conformes à la charia largement acceptés pour faciliter la coopération régionale et internationale des institutions financières islamiques et (iii) le manque de produits innovants qui permettraient d'intégrer la finance islamique au développement inclusif.

Fonds de redistribution islamiques et écart d'investissement social : La finance islamique dispose des modèles de financement solidaire présentant d'importantes caractéristiques de durabilité sociale. Les principes islamiques de redistribution des revenus exigent un don annuel (zakat ou aumône obligatoire) aux nécessiteux comme une obligation essentielle pour tout musulman qui possède un niveau minimum de richesse. De plus, ils encouragent fortement la création de dotations (awqaf) et ses revenus sont consacrés à des objectifs sociaux.

Les instruments de redistribution islamiques sont les moyens par lesquels l'islam tente de régler les problèmes socioéconomiques en vue de répondre aux besoins du segment marginalisé de la société. Ces instruments ont un grand potentiel de mobilisation des ressources nécessaires pour parvenir à un développement inclusif ; ne laissant personne pour compte. Du côté de l'offre, les instruments de redistribution islamiques sont des moyens simples de lever des fonds auprès d'un grand nombre de personnes, ce qui est similaire au crowdfunding (financement par la foule).

En général, il existe trois types de financement par la foule, à savoir le financement par dons, le financement par actions et le financement par prêts. Les deux premiers types sont conformes aux enseignements islamiques et le dernier n'est pas compatible avec la charia car il exige un taux de rendement fixe. Le crowdfunding islamique en tant qu'instrument de redistribution est devenu populaire comme moyen de financement alternatif pour répondre aux besoins financiers dynamiques des pays membres de l'OCI dans le but de réduire la pauvreté et de favoriser une inclusion sociale et financière accrue, particulièrement dans les pays à faible revenu.

En particulier, les fonds du waqf ont joué un rôle important dans la fourniture d'infrastructures sociales telles que dans l'éducation et la santé (Sadeq, 2002). On soutient que la totalité du budget de la santé, de l'éducation et de la protection sociale pendant le califat Ottoman d'Istanbul provenait de ses fondations caritatives (Cizakca, 2000). L'éducation a été le deuxième plus important bénéficiaire des revenus du waqf après les questions religieuses, qui constituait son objectif initial. Depuis les origines de l'islam, au début du septième siècle, l'éducation est financée par le waqf et d'autres contributions volontaires. Le troisième grand bénéficiaire du waqf est la catégorie des services de santé⁷. Le rôle social des institutions du waqf varie selon leur type et leur taille.

Le waqf peut être établi sous de nombreuses formes en fonction de son but ou de la nature de ses résultats⁸. Il est intéressant de noter que toutes les formes de soutien au développement de

L'infrastructure économique et sociale pourraient contribuer de manière significative à répondre de manière adéquate aux besoins de la société. L'instrument de l'awqaf est idéal pour générer suffisamment de possibilités de revenus et assurer un flux de ressources pour soutenir la fourniture d'infrastructures sociales (éducation, assainissement, soins de santé) et d'autres biens sociaux en quantité et en qualité.

Le rôle du waqf est important dans les pays où les niveaux d'exclusion et de privation sont élevés, car il peut jouer un rôle crucial dans la protection des pauvres et des personnes vulnérables contre les risques soudains de chômage, de faim, de maladie, de sécheresse et autres catastrophes. Il convient également de mentionner qu'il ne se limite pas seulement à la communauté musulmane et peut être utilisé au-delà des frontières religieuses, culturelles, raciales et sectaires.

L'expérience de la Malaisie, de l'Indonésie et du Bangladesh montre également que le waqf peut être un modèle alternatif viable pour soutenir les infrastructures sociales (santé et éducation). Cependant, il existe des variations dans les pays sélectionnés en termes de financement et d'agences de mise en œuvre pour soutenir les programmes socio-économiques. Par exemple, en Malaisie, même les agences de mise en œuvre sont très largement soutenues ou assistées par le gouvernement, alors qu'au Bangladesh les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle de premier plan dans ce contexte. Dans le même ordre d'idées, Elgari (2004) propose d'établir un intermédiaire financier à but non lucratif pour fournir des prêts sans intérêt (qard hassan) aux pauvres qui sont pour la plupart exclus des systèmes financiers.

La plupart des études montrent qu'un grand nombre d'actifs du waqf dans plusieurs pays musulmans sont inexploités et ne sont pas utilisés à des fins de développement socio-économique.⁹ Par exemple, Kahf (1989) estime que la marge potentielle de revenus de la zakat dans différents pays varie de 0,9 % à 7,5 % du PIB, selon diverses hypothèses. Selon la Banque islamique de développement (BID), la contribution de la zakat au financement du développement durable pourrait dépasser 500 milliards de dollars par an. Cela représente environ 20 fois plus que l'aide humanitaire mondiale totale (PNUD 2017). Par conséquent, l'utilisation efficace de la zakat et du waqf peut renforcer les capacités productives de la société.

Dans ce contexte, Cizacka (2004) suggère un modèle dans lequel le waqf en espèces serait utilisé pour fournir des microfinancements à une main-d'œuvre peu qualifiée. Dans le même ordre d'idées, Elgari (2004) propose d'établir un intermédiaire financier à but non lucratif pour fournir des prêts sans intérêt (qard hassan) aux pauvres qui sont pour la plupart exclus des systèmes financiers. L'inclusion financière est un facteur très important dans le processus de développement inclusif. L'analyse de l'utilisation et de l'accès des adultes et des entreprises aux services financiers montre que la plupart des pays musulmans sont à la traîne par rapport aux autres économies émergentes dans ces deux domaines avec seulement 27 % d'inclusion financière. La question de l'inclusion financière peut également être résolue par d'autres canaux de redistribution islamiques spécifiques (zakat, sadaqa et awqaf).

Compte tenu du potentiel considérable des instruments islamiques de redistribution dans le financement de l'infrastructure sociale et économique, de nombreuses tentatives ont été faites



ces dernières années en vue de les relancer, en particulier les institutions du waqf. Par exemple, un certain nombre de pays membres de l'OCI tels que le Liban, la Turquie, la Jordanie, le Soudan, le Maroc, le Qatar, le Koweït, la Malaisie, l'Iran, Brunei et l'Algérie ont pris des mesures significatives pour relancer et développer les propriétés du waqf. Ils ont ratifié les nouvelles lois sur l'awqaf qui permettent de récupérer, préserver et développer plusieurs propriétés de l'awqaf pour subvenir aux besoins de leur économie.

En accord avec les efforts de ces pays et en élargissant le recours à la redistribution islamique dans d'autres pays islamiques, il est nécessaire de renforcer le mécanisme de redistribution islamique en adoptant une approche novatrice pour soutenir de nombreuses activités socioéconomiques dans le processus de développement inclusif. Pour ce faire, une approche holistique devrait être développée afin d'harmoniser et de coordonner les règles et principes entre les diverses institutions islamiques aux niveaux national, régional et mondial.

En se basant sur les résultats d'autres études, il existe trois contraintes majeures qui entravent l'efficacité des fonds de redistribution islamiques en fonction des besoins financiers actuels et émergents des pays membres de l'OCI. Il s'agit (i) d'une prise de conscience insuffisante du rôle des fonds islamiques redistributifs dans la résolution des difficultés socio-économiques dans de nombreux pays membres de l'OCI ; (ii) de l'insuffisance des produits conformes à la charia acceptés pour intégrer ces institutions islamiques de redistribution (waqf et zakat) au développement inclusif ; (iii) du manque de produits innovants pour utiliser ces fonds dans certains programmes tels que les Programmes d'entrepreneuriat pour les pauvres qui peuvent servir à réduire la pauvreté et créer des emplois.

Dans ce contexte, il est essentiel de créer une gamme diversifiée de services financiers pour utiliser les ressources de redistribution islamiques par la concurrence et l'innovation. Les banques centrales ou les autorités monétaires doivent jouer un rôle crucial dans la mobilisation des ressources générées par les outils de redistribution islamiques. Plus précisément, ils peuvent élaborer un cadre juridique et réglementaire favorable (comme dans le cas de l'Indonésie) et des objectifs politiques « proactifs » sur l'utilisation, l'accès et la qualité, les trois principales dimensions de l'utilisation efficace du waqf et de la zakat. La formalisation et la normalisation de ces instruments permettront d'améliorer l'efficacité et faciliter la réalisation d'un développement inclusif.

7.3 Résumé et Conclusion

Étant donné l'ampleur des ressources financières nécessaires pour appuyer le développement, la question clé est de savoir comment concevoir un ensemble plus large d'instruments de financement pour augmenter le montant du financement du développement inclusif de manière raisonnable pour chaque pays, car il n'existe pas de solution unique. En tant que système, la finance islamique a un fort potentiel dans la promotion du développement social et économique. Alors que la zakat et l'awqaf possèdent un grand potentiel pour soutenir des infrastructures sociales de petite taille, le sukuk (obligation islamique) peut financer avec succès de grandes

infrastructures (eau et assainissement, énergie durable et abordable, transport, routes et logements).

Comme de nombreux pays membres de l'OCI s'efforcent de développer des sources de financement à long terme, le sukuk apparaît comme un moyen pertinent pour aider à renforcer la réserve de capitaux pour financer les investissements et soutenir le développement. Le Sukuk est l'un des principaux instruments phares du marché des capitaux de l'industrie islamique et ses rendements sont liés aux rendements et aux flux de trésorerie générés par les actifs achetés. En tant qu'outil de financement, le sukuk fournit un financement plus diversifié aux gouvernements et au secteur privé ainsi qu'aux petits investisseurs respectueux des principes de la charia et qui n'ont pas recours au secteur financier traditionnel. De nombreux pays membres de l'OCI déploient davantage d'efforts pour intégrer la mobilisation de ressources basées sur les sukuk dans leurs secteurs financiers, mais un marché financier qui fonctionne bien nécessite un écosystème financier islamique efficace.

Le sukuk ne peut se développer séparément, au contraire, il doit se développer ensemble avec les institutions financières islamiques telles que les banques, les assurances et les fonds islamiques. Dans ce contexte, trois contraintes majeures entravent l'efficacité de la finance islamique : (i) le manque de sensibilisation au rôle des instruments islamiques dans la résolution des difficultés socio-économiques dans de nombreux pays membres de l'OCI ; (ii) l'insuffisance de produits conformes à la charia largement acceptés pour faciliter la coopération régionale et internationale des institutions financières islamiques et (iii) le manque de produits innovants qui permettraient d'intégrer la finance islamique au développement inclusif.

Les instruments de redistribution islamiques tels que la zakat, le waqf (dotation) et le sadaqat (charité) ont également contribué à réduire la pauvreté et à assurer une inclusion sociale et financière accrue. Du point de vue historique, l'éducation a été le deuxième plus important bénéficiaire des revenus du waqf après les questions religieuses, qui constituait son objectif initial. Le troisième grand bénéficiaire du waqf est la catégorie des services de santé. Diverses études montrent qu'un grand nombre d'actifs du waqf dans plusieurs pays musulmans sont inexploités et ne sont pas utilisés adéquatement à des fins de développement socio-économique.

L'utilisation efficace de la zakat et du waqf peut renforcer les capacités productives de la société et fournir des prêts sans intérêt (qard hassan) aux pauvres qui sont pour la plupart exclus des systèmes financiers. L'analyse de l'utilisation et de l'accès des adultes et des entreprises aux services financiers montre que la plupart des pays musulmans sont à la traîne par rapport aux autres économies émergentes dans ces deux domaines avec seulement 27 % d'inclusion financière. Le coût, les croyances religieuses, la distance et les exigences en matière de documentation sont autant d'obstacles importants. La question de l'inclusion financière peut également être résolue par d'autres canaux de redistribution islamiques spécifiques (zakat, sadaqa, qard al-hassan et awqaf).

Un certain nombre de pays membres de l'OCI tels que le Liban, la Turquie, la Jordanie, le Soudan, le Maroc, le Qatar, le Koweït, la Malaisie, l'Iran, Brunei et l'Algérie ont pris des mesures significatives pour relancer et développer les propriétés du waqf. Ils ont ratifié les nouvelles lois



sur l'awqaf qui permettent de récupérer, préserver et développer plusieurs propriétés de l'awqaf pour subvenir aux besoins de leur économie.

Il existe trois contraintes majeures qui entravent l'efficacité des fonds du waqf en fonction des besoins financiers actuels et émergents des pays membres de l'OCI. Il s'agit (i) d'une insuffisance des connaissances sur le rôle du waqf dans la résolution des difficultés socio-économiques ; (ii) de l'absence de produits appropriés conformes à la charia pour intégrer ces institutions islamiques de redistribution (waqf et zakat) aux programmes de développement inclusif ; (iii) de produits innovants inadéquats pour utiliser les fonds du waqf dans certains programmes tels que les Programmes d'entrepreneuriat pour les pauvres qui peuvent servir à créer opportunités d'emploi et à favoriser le développement inclusif.

Au niveau des pays, les gouvernements doivent jouer un rôle crucial dans la mobilisation des ressources générées par les dotations du waqf. Plus précisément, ils devraient élaborer un cadre juridique et réglementaire favorable et des objectifs politiques « proactifs » sur l'utilisation, l'accès et la qualité, les trois principales dimensions de l'utilisation efficace du waqf et de la zakat. La formalisation et la normalisation de ces instruments permettront d'améliorer l'efficacité et faciliter la réalisation d'un développement inclusif. Comme le montre l'expérience de la Malaisie, de l'Indonésie et du Bangladesh, le waqf peut être un modèle alternatif viable pour soutenir les infrastructures sociales (santé et éducation). Cependant, il existe des variations dans ces pays en matière de financement et d'agences de mise en œuvre pour soutenir les programmes socio-économiques. Par exemple, en Malaisie, même les agences de mise en œuvre sont très largement soutenues ou assistées par le gouvernement, alors qu'au Bangladesh les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle de premier plan.

Notes de fin de document:

¹ Les économies à faible revenu sont celles dont le RNB par habitant, calculé selon la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est inférieur ou égal à 1 006 dollars en 2017 ; les économies à revenu intermédiaire sont celles dont le RNB par habitant est supérieur à 1 006 mais inférieur à 12 235 dollars ; les économies à revenu élevé sont celles dont le RNB par habitant est supérieur ou égal à 12 235 dollars.

² Le ratio de capitalisation boursière est l'un des indicateurs les plus couramment utilisés pour évaluer la performance du marché boursier. Il mesure la taille globale du marché et la capacité à mobiliser des capitaux et à diversifier les risques à l'échelle de l'économie. Un ratio élevé signifie une meilleure capacité du marché boursier à mobiliser des capitaux.

³ L'intégration de la finance islamique dans le système financier non seulement améliore la mobilisation des ressources pour soutenir les besoins d'infrastructure des pays membres de l'OCI, mais aussi l'inclusion financière. Grâce à une inclusion financière accrue, tous les segments de la société, y compris les résidents à faible revenu et ruraux, pourront effectuer des transactions financières, générer des revenus, accumuler des actifs et se protéger financièrement contre des événements défavorables imprévus, leur permettant ainsi de bénéficier des progrès économiques.

⁴ D'après les Perspectives financières du COMCEC de 2018, environ 72 % de la population des pays membres de l'OCI n'ont pas accès aux services financiers.

⁵ La taille des actifs mondiaux islamiques est estimée à 2,1 billions de dollars en 2017, y compris les actifs bancaires, les sukuk et les fonds.

⁶ Les sukuk peuvent également être considérés comme une forme de partenariat public-privé (PPP), permettant au secteur public de concéder la construction des ouvrages publics au secteur privé.

⁷ Entre autres exemples du Waqf de la santé, on peut citer l'hôpital pour enfants de Sisli d'Istanbul, fondé en 1898. De nombreux services éducatifs, qui sont financés par le budget du gouvernement turc, ont été financés par des fondations du waqf qui existaient à l'époque ottomane.

⁸ En fonction de son objectif, le waqf peut être classé en waqf ahli (waqf zhurri), waqf khayri, waqf al-sabil, et waqf al-awaridh.

⁹ Par exemple, selon IRTI & TR (2013), l'Indonésie dispose de 1400 km² de terres de waqf d'une valeur de 60 milliards de dollars US. Si ces actifs génèrent un rendement de 5 % par an, 3 milliards de dollars pourraient être utilisés à diverses fins socio-économiques.



Annexe: Classifications des pays

A. Principaux groupes de pays utilisés dans le rapport

Pays de l'OCI (56+1)

Afghanistan	Égypte	Libye	Sierra Leone
Albanie	Gabon	Malaisie	Somalie
Algérie	Gambie	Maldives	Soudan
Azerbaïdjan	Guinée	Mali	Surinam
Bahreïn	Guinée-Bissau	Mauritanie	(Syrie)
Bangladesh	Guyana	Maroc	Tadjikistan
Bénin	Indonésie	Mozambique	Togo
Brunei	Iran	Niger	Tunisie
Darussalam	IraK	Nigeria	Turquie
Burkina Faso	Jordanie	Oman	Turkménistan
Cameroun	Kazakhstan	Pakistan	Ouganda
Tchad	Koweït	Palestine	Émirats arabes
Comores	République	Qatar	unis
Côte d'Ivoire	kirghize	Arabie saoudite	Ouzbékistan
Djibouti	Liban	Sénégal	Yémen

Pays en développement non membres de l'OCI

Angola	Bhutan	Cambodge	Costa Rica
Antigua-et-Barbuda	Bolivie	République centrafricaine	Croatie
Argentine	Bosnie et Herzégovine	Chili	Dominique
Arménie	Botswana	Chine	Rép. Dominicaine
Bahamas	Brésil	Colombie	Équateur
Barbade	Bulgarie	Dém. Dém. de Congo	Salvador
Biélorussie	Burundi	Congo	Guinée Équatoriale
Bélize	Cap Vert	Rép. de Congo	Érythrée

Éthiopie	Madagascar	Pérou	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Fidji	Malawi	Philippines	Swaziland
Géorgie	Îles Marshall	Pologne	Tanzanie
Ghana	Îles Maurice	Roumanie	Thaïlande
Grenade	Mexique	Russie	Timor-Leste
Guatemala	Micronésie	Rwanda	Tonga
Haïti	Moldavie	Samoa	Trinité-et-Tobago
Honduras	Mongolie	São Tomé et Príncipe	Tuvalu
Hongrie	Monténégro	Serbie	Ukraine
Inde	Myanmar	Seychelles	Uruguay
Jamaïque	Namibie	Les îles Salomon	Vanuatu
Kenya	Nauru	Afrique du Sud	Venezuela
Kiribati	Népal	Soudan du sud	Vietnam
Kosovo	Nicaragua	Sri Lanka	Zambie
Laos	Palaos	Saint-Kitts-et-Nevis	Zimbabwe
Lesotho	Panama		
Liberia	Papouasie		
Macédoine (ARYM)	Nouvelle Guinée	Sainte Lucie	
	Paraguay		

Pays développés* (39):

Australie	France	Lettonie	Saint Marin
Autriche	Allemagne	Lituanie	Singapour
Belgique	Grèce	Luxembourg	Rép. Slovaque
Canada	Hong Kong	Macao	Slovénie
Chypre	Islande	Malte	Espagne
République Tchèque	Irlande	Pays-bas	Suède
Danemark	Israël	Nouvelle-Zélande	Suisse
Estonie	Italie	Norvège	Taiïwan
Finlande	Japon	Portugal	Royaume-Uni
	Rép. de Corée	Porto Rico	États-Unis

(* Basé sur la liste des pays développés classés par le FMI. Dernière mise à jour le 22 avril 2019.)



B. Classification géographique des pays de l'OCI

(Basé sur le classement de la Banque mondiale)

Afrique sub-saharienne (21): OCI-ASS

Bénin	Gabon	Mozambique	Soudan
Burkina Faso	Gambie	Niger	Togo
Cameroun	Guinée	Nigeria	Ouganda
Tchad	Guinée-Bissau	Sénégal	
Comores	Mali	Sierra Leone	
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Somalie	

Moyen-Orient et Afrique du Nord (18+1): OCI-MENA

Algérie	Iran	Maroc	(Syrie)
Bahreïn	Jordanie	Oman	Tunisie
Djibouti	Koweït	Palestine	Émirats arabes
Égypte	Liban	Qatar	unis
Irak	Libye	Arabie saoudite	Yémen

Asie de l'Est et du Sud et Amérique latine (9) : OCI-AESAL

Afghanistan***	Brunei	Indonésie*	Pakistan***
Bangladesh***	Darussalam*	Malaisie*	Surinam**
	Guyana**	Maldives***	

AESAL est la combinaison de pays de (*) l'Asie de l'Est et du Pacifique, (**) Amérique latine et Caraïbes, et (***) l'Asie du Sud.

Europe et l'Asie centrale (8): OCI-EAC

Albanie	Kazakhstan	Tadjikistan	Turkménistan
Azerbaïdjan	Kirghizistan	Turquie	Ouzbékistan

Références

- Abu Al-Ajfan, M. (1985), *Waqf on mosques in North West Africa and Andalusia*, International Center for Research in Islamic Economics, King Abdulaziz University, Jeddah.
- Armagan, S. (1989), "Lamah `an Halat Al-Awqaf fi Turkia, *A Glance at the State of Awqaf in Turkey*, Islamic Research and Training Institute (IRTI) of the Islamic Development Bank, Jeddah.
- Besharati A., Neissan (2019). "Defining and Quantifying South-South Cooperation", UNCTAD Research Paper No. 30, UNCTAD/SER.RP/2019/2.
- Bleaney, M. F. (1996). Macroeconomic Stability, Investment And Growth in Developing Countries, *Journal of Development Economics*, Volume 48, Issue 2, pp. 461-477.
- Bu Jalal, M. (1996), *Toward an Institutional Formulation of the Developmental Role of Waqf*, unpublished paper, General Secretariat of Awqaf in Kuwait.
- Calderón and Servén (2003), *The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution*, www1.worldbank.org/publicsector/pe/PEAMMarch2005/WPS3400.pdf
- Canning, D. and P. Pedroni (2008), *Infrastructure, long-run economic growth and causality tests for cointegrated panels*, The Manchester School 76: 504–527.
- Cavallo and Daude (2011), *Public Investment in Developing Countries: A Blessing or a Curse?* Inter-American Development Bank (IDB) - Research Department
- CEB (2018). "Human Resources by Nationality", United Nations System, Chief Executives Board for Coordination, available at <https://www.unsystem.org/content/hr-nationality>.
- Chowla, P. et Falcao, T. (2016). Illicit Financial Flows: concepts and scope. FfDO working paper. Accessible au: https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2017/02/Illicit-financial-flows-conceptual-paper_FfDO-working-paper.pdf.
- Cizakca M. (2004), *Cash Waqf Models for Financing in Education*, the Fifth Islamic Economic System Conference, Kuala Lumpur.
- Cobham, A. (2005). Tax Evasion, Tax Avoidance and Development Finance, *QEH Working Paper*, 129 (Oxford: Queen Elizabeth House). Accessible au: https://www.qeh.ox.ac.uk/sites/www.odid.ox.ac.uk/files/www3_docs/qehwps129.pdf.
- COMCEC (2018a), *Financial Outlook of the OIC Member Countries*, 2018. Ankara.
- COMCEC (2018b), *The Role of Sukuk in Islamic Capital Markets*, Ankara.
- Elgari (2004), *Can Islamic Banking Increase Financial Inclusion?* Fonds monétaire international
- EUROSTAT (2018), *Statistics in Development Cooperation – Improving Statistical Capacity*. Accessible au: <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/17764.pdf>.
- GIZ (2019). *Combating Illicit Financial Flows*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. Accessible au:



https://www.giz.de/en/downloads/2019_02_Factsheet%20GP%20IFF_en.pdf

Griffiths, J. (2017). Financing for development: current issues for international development cooperation. UNCTAD Background Paper.

Accessible au:

https://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/tdb_efd1_bp_JG_en.pdf.

Herkenrath, M. (2014). Illicit Financial Flows and their Developmental Impacts: An Overview, *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement*. Vol 5. Issue 3. Accessible au: <http://journals.openedition.org/poldev/1863>.

Hussain, M, A. Shahmoradi & R. Turk (2015), *Overview of Islamic Finance*, IMF Working Paper WP/15/120.

IBON (2018). The Changing Faces of Development Aid and Cooperation - The Reality of Aid 2018 Report, Philippines: IBON International.

OIT (2014), *World Social Protection Report 2014/2015*, Geneva: Organisation internationale du travail

OIT (2019), *World Employment and Social Outlook: Trends 2019*, The International Labour Organization, Geneva.

FMI (2015). *Islamic Finance: Opportunities, Challenges, and Policy Options*, April 2015. Fonds monétaire international

FMI (2019), *World Economic Outlook Database, April 2019*, The International Monetary Fund, Washington, D.C.

FMI et al. (2016). Enhancing the effectiveness of external support in building tax capacity in developing countries, Available at: <http://www.oecd.org/ctp/enhancing-the-effectiveness-of-external-support-in-building-tax-capacity-in-developingcountries.pdf>.

Innovative Financing for Development: Scalable Business Models that Produce Economic, Social, and Environmental Outcomes (September 2014); www.globaldevincubator.org .

BID & COMCEC (2015), *The Critical Success Factors in Implementation of the Sustainable Development Goals: Current Situation and Prospects for the OIC*, IDB Group and COMCEC Coordination Office, November 2015.

BID (2019). A New Model for Supporting Sustainable Development: Development Effectiveness Report 2018, Jeddah: Banque islamique de développement.

Kahf, M. (1989), *Zakat: Unresolved Issues in the Contemporary Fiqh*, IJUM Journal of Economics and Management.

Kahf, M. (1995), *Economic Texts in the Qur'an and Sunnah*, Scientific Publication Center, King Abdulaziz University, Jeddah.

Levine, R. (2005). "Finance and Growth: Theory and Evidence." In *Handbook of Economic Growth*, ed. P. Aghion and S. N. Durlauf, 865–934. Amsterdam: Elsevier.

Li, Yuefen (2018). "Assessment of South-South Cooperation and the Global Narrative on the Eve of BAPA+40", South Centre, Research Paper No. 88, November.

Nafar, N. (2019), Islamic Re-Distributive Instruments and Financing Infrastructure Development in *Financing for Development: Alternative Perspectives on Challenges and Opportunities of Financing Development*, ed. K. Bagci and E. Türbedar. SESRIC, Ankara.

OCDE, (2011). Busan High Level Forum on Aid Effectiveness: Proceedings, available at <https://www.oecd.org/dac/effectiveness/HLF4%20proceedings%20entire%20doc%20for%20web.pdf>.

OCDE (2015), *The Third International Conference on Financing for Development*, July 2015

OCDE (2015), *Development Cooperation Report 2017: Data for Development*, Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.

OCDE (2018), *Development Co-operation Report 2018, Joining Forces To Leave No One*

Behind, Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.

OCI (2013). Major Achievements and Initiatives of the OIC since 2005, Jeddah: Organisation de la coopération islamique.

OCI (2018). Progress Report 2016-2017 on Implementation of OIC-2025 Programme of Action, Jeddah: Organisation de la coopération islamique.

Ramadan, M. M., *the Proceeding of the Symposium of Awqaf Institution*, Islamic Research and Training Institute (IRTI) of the Islamic Development Bank.

Romp, W. and J., De Haan (2007), *Public Capital and Economic Growth: A Critical Survey*, *Perspektiven der Wirtschaftspolitik* 8 (s1), 6–52. 20

S&P Global (2018) *Global Sukuk Market Outlook: Another Strong Performance in 2018*.

Sab, R. (2014), “Economic Impact of Selected Conflicts in the Middle East: What Can We Learn from the Past?”, IMF Working Paper WP/14/100, Fonds monétaire international, Washington DC.

Sachin Chaturvedi, “Features of South-South Cooperation and Global Dynamics”, Forum for Indian Development Cooperation Policy Brief No: 1, janvier 2014.

Sachs J. D. and G. Schmidt-Traub (2014), *Financing Sustainable Development: Implementing the SDGs through Effective Investment Strategies and Partnerships*.

Salman A. S et Shan S. (2019). *Sukuk Bond: The Global Islamic Financial Instrument*, 2019

Sato J. and Santikajaya A. (2019). “Variety of Middle-Income Donors: Comparing Foreign Aid Approaches by Thailand and Indonesia”, JICA Research Institute Working Paper No. 180, January.

SESRIC (2014). *Perspectives économiques de l'OCI 2014 – améliorer la productivité et la compétitivité*. Le Centre de recherches

statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

SESRIC (2016). *Perspective économique de l'OCI 2016 - Transformation des potentiels en impacts*, Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC), Ankara.

SESRIC (2017a). *OIC Labour Market Report 2017: Encouraging Economic Activity*, Ankara: Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques.

SESRIC (2017b). *Perspectives économiques de l'OCI 2017: Le développement industriel pour une transformation structurelle*, Ankara: Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques.

SESRIC (2018). *Perspectives économiques de l'OCI 2018: Défis et perspectives vers la réalisation de l'OCI-2025*. Ankara: Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques.

Straub, S. (2008). *Infrastructure and growth in developing countries: recent advances and research challenges*, Policy Research Working Paper 4460, World Bank, Washington DC.

ONU (2014). *Report of the Intergovernmental Committee of Experts on Sustainable Development Financing*, August 2014.

ONU (2015). *The Zero Draft of the Outcome Document for the Third International Conference on Financing for Development*, March 2015.

ONU (2015). *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development*, 2015.

ONU (2015). Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development, United Nation General Assembly Resolution, A/RES/69/313, 25 July 2015.



ONU DAES (2018). Rapport sur l'enquête de suivi de l'examen quadriennal complet des programmes de pays en 2017, Nations Unies, Service des politiques de coopération pour le développement, Département des affaires économiques et sociales, 23 février.

CNUCED (2014), World Investment Report 2014. Investing in the SDGs: An Action Plan, United Nations Conference on Trade and Development, Geneva, Available at: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2014_en.pdf.

CNUCED (2014). World Investment Report 2014: Investing in the SDGs - An Action Plan, Geneva: United Nations Publication.

CNUCED (2017). Report of the Intergovernmental Group of Experts on Financing for Development on its First Session, 8-10 November 2017, Geneva.

CNUCED (2018), Financing for development: Debt and debt sustainability and interrelated systemic issues, TD/B/EFD/2/2, Geneva.

CNUCED (2019), Report of the Intergovernmental Group of Experts on Financing for Development on its Second Session, 7–9 November 2018, Geneva.

CNUCED (2019), *World Investment Report 2019: Special Economic Zones*, Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.

PNUD (2017), *Financing for Development and 2030 Agenda*.

AGNU (2019). "Implementation of General Assembly Resolution 71/243 on the Quadrennial Comprehensive Policy Review of Operational Activities for Development of the United Nations System - Funding Analysis - Statistical Annex on Funding Data", A/74/73/Add.2–E/2019/14/Add.2, 22 April 2019, available at <https://www.un.org/ecosoc/en/2017-operational-activities-development-segment>.

UNICEF (2017), Joint press release, unicef.org/media/media_96632.html July.

Banque mondiale (2013), *Financing for Development Post 2015*, World Bank Group, October 2013.

Banque mondiale (2016). *Doing Business 2017: Equal Opportunity for All*. Banque mondiale, Washington, DC.

Banque mondiale (2018), *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*, Washington, DC.

Banque mondiale (2019). Remittance Prices Worldwide: An Analysis of Trends in Cost of Remittance Services, Issue 30, June, available at <http://remittanceprices.worldbank.org>.

World Bank, *Transformation through Infrastructure*, World Bank Group Infrastructure Update (2012-2015).

Yagan, Z. (1388H), *Al-Waqf fi Al-Shari'h Al-Islamiyyah wa Al-Qanun*, Dar Al-Nahdah Al-'Arabiyyah, Beirut.

Zhang, R. and, Naceur, S. B. (2019), Financial Development, Inequality, and Poverty: Some International Evidence, *International Review of Economics & Finance*, Volume 61, pp. 1-16.

Main Data Sources

OIT, base de données Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde 2019

FMI, base de données Direction of Trade Statistics (DOTS), juillet 2019

FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019

Base de données OIC-STAT SESRIC, août 2018

Base de données ONU COMTRADE, juillet 2019

Base de données du commerce des services de l'ONU, juillet 2019

CNUCED, base de données en ligne, juillet 2017

UNSD, base de données des principaux agrégats des comptes nationaux, juillet 2019

Base de données OMC, juillet 2019

Banque mondiale, base données des Indicateurs de développement dans le monde, juillet 2019

